



# La voix de l'opposition de gauche

*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes*



## Causeries janvier 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er janvier

Commençons l'année sur le bon pied, en mémoire à Lénine mort en janvier 1924 :

*"Dans les pays plus avancés que la Russie, un certain esprit réactionnaire des syndicats s'est manifesté et devait se manifester incontestablement, avec beaucoup plus de force que chez nous. En Russie les mencheviks avaient (et ont encore en partie, dans un très petit nombre de syndicats) un appui dans les syndicats, précisément grâce à cette étroitesse corporative, à cet égoïsme professionnel et à l'opportunisme.*

*Les mencheviks d'Occident se sont bien plus solidement "incrustés" dans les syndicats, et une "aristocratie ouvrière" corporative, étroite, égoïste, sans entrailles, cupide, philistine, d'esprit impérialiste, soudoyée et corrompue par l'impérialisme, y est apparue bien plus puissante que chez nous. Cela est indiscutable. La lutte contre les Gompers, contre MM. Jouhaux, Henderson, Merrheim, Legien et Cie en Europe occidentale, est beaucoup plus difficile que la lutte contre nos mencheviks qui représentent un type politique et social parfaitement analogue.*

*Cette lutte doit être impitoyable et il faut absolument la pousser, comme nous l'avons fait, jusqu'à déshonorer complètement et faire chasser des syndicats tous les incorrigibles leaders de l'opportunisme et du social-chauvinisme. Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (et il ne faut pas essayer de prendre le pouvoir) aussi longtemps que cette lutte n'a pas été poussée jusqu'à un certain degré; dans les différents pays et dans des conditions diverses, ce "certain degré" n'est pas le même, et seuls des dirigeants politiques du prolétariat, réfléchis, expérimentés et compétents, peuvent le déterminer exactement dans chaque pays." (La maladie infantile du communisme (le gauchisme) - 1920)*

Qu'est-ce qu'il dirait en voyant l'état misérable des syndicats 90 ans plus tard en France ? Avis à ceux qui estiment que j'emploie des termes trop durs, trop violents envers cette pourriture, ce que j'en pense, c'est qu'ils sont eux-mêmes gangrenés par cet état d'esprit qui se refuse à appeler les choses par leurs noms, à moins que ce ne soit l'ampleur de la tâche à accomplir pour épurer les syndicats de la vermine qui les rongent depuis des lustres qui leur fait préférer un ton conciliateur pour traiter les agents du capital qui les contrôlent. Après tout les idées de la classe dominante s'infiltrèrent bien jusqu'à la direction des partis...

Ces militants qui me traitent de gauchistes ne se rendent même pas compte que je ne fais que me situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat, je ne fais qu'appliquer la méthode de Lénine, je n'ai rien inventé, je ne prône ni les actions individuelles ni la violence aveugle ni le terrorisme à ma connaissance. Si refuser le financement des syndicats par l'Etat, refuser de participer à des organismes tripartites, refuser de participer à des comités ou Hautes autorités pilotés par l'UMP, appelez à rompre toutes relations avec le gouvernement et le patronat, engagez frontalement le combat contre les appareils pourris des syndicats c'est être gauchiste, alors dites-nous que sont les dirigeants qui s'y refusent, qui gardent le silence, qui refusent d'engager le combat dans cette direction ? Vous les situez à l'opposée extrêmes du gauchisme ?

Hier soir, j'ai passé la soirée du Jour de l'An tout seul, pas triste du tout, un repas très simple (poulet frites) au champagne que Magueswary m'avait rapporté de France en écoutant Joe Satriani, Gun's N' Roses, ZZ Top, Aerosmith et Scorpion. Je me suis demandé s'il me faudrait faire le bilan de 2010, puis je me suis dit que ce ne serait pas nécessaire compte tenu que je n'avais cessé de traiter l'actualité sur le plan dialectique, le 1er janvier n'est que le jour qui suit le 31 décembre et rien de plus.

Par contre, j'ai commencé à réfléchir à ce que pourrait être notre axe de combat pour les mois à venir dans le prolongement de la bataille des retraites et j'en ai trouvé plusieurs, dont celui contre les appareils des syndicats et plus particulièrement contre la conception d'un syndicalisme réduit à définir quelles revendications sont légitimes parce qu'elles seraient compatibles avec le capitalisme, toutes les revendications sociales nécessitant de se fixer des objectifs politiques pour les atteindre passant systématiquement à la trappe évidemment.

Notre second axe de combat consistant justement à définir et à associer des objectifs politiques à ces revendications sociales, dans la perspective d'unir dans un seul combat l'ensemble des militants des syndicats et des partis et des hors partis ou syndicats qui veulent en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, et ainsi poser les bases d'une alternative politique au régime actuel s'orientant vers la constitution d'organismes politiques indépendants qui constitueraient l'embryon d'une future République des délégués ouvriers et intellectuels, d'un Etat ouvrier.

Il s'agit de tirer les enseignements de la bataille des retraites, dont la principale faiblesse a été l'incapacité du mouvement ouvrier de fixer des objectifs politiques à la classe ouvrière et aux masses pour que leur mobilisation franchisse une étape décisive et pose consciemment la question des conditions politiques à réunir pour pouvoir satisfaire cette revendication (notamment), autrement dit chasser Sarkozy et poser la question du pouvoir, la question de quel gouvernement pourrait représenter et défendre les intérêts des masses laborieuses. Dans cette bataille, nous tirerons à coups de canon sur Sarkozy et son gouvernement, sur les institutions et le capitalisme, on ne doit absolument rien laisser passer.

Le troisième axe de combat devrait être dirigé contre toutes les formes d'opportunismes, contre le PS et ses satellites qui passent leur temps à endormir les travailleurs en leur racontant des balivernes, mais aussi contre les directions du POI, du NPA et de LO qui se refusent à définir ces objectifs politiques ou qui en font une option à la marge, encore faudrait-il qu'ils soient corrects.

On nous a fait le coup : n'avançons pas d'objectifs politiques car cela va diviser la classe et on n'arrivera à rien. Et en procédant de la sorte, quel résultat ont-ils obtenu ? Le néant ! Il s'agit donc de tirer les leçons de cette expérience, car avec des mots d'ordres et des objectifs politiques on n'aurait pas fait pire. Ce qui détermine la mobilisation des travailleurs, ce sont les conditions objectives qu'ils vivent au quotidien, comment ils les vivent, et ce qui détermine l'ampleur et l'issue de leur mobilisation est lié à la fois à la perspective politique dont ils peuvent se saisir consciemment ou non, à leur niveau de conscience politique et à sa capacité à se nourrir de leur expérience au cours de leur mobilisation, ainsi qu'à leur degré d'organisation.

Nous ne prétendons pas qu'en avançant des objectifs politiques on aurait pu empêcher la contre-réforme des retraites de passer, nous disons simplement de quelle manière il faut préparer la classe et les masses dans la perspective des combats à venir, tout en se donnant les moyens de construire le parti sur une base politique correcte.

C'est sur tous ces fronts qu'il nous faut combattre. (A suivre)

### Parole d'internautes.

"en Chine, le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur est passé de 2 millions en 2002 à 7 millions en 2008"... Le niveau de développement intellectuel et de culture générale d'un étudiant chinois sortant avec une licence (obtention automatique sans redoublement) est à peu près celui d'un lycéen à l'approche du Bac. Alors, oui, bien sûr, c'est mieux qu'avant... Mais il faut continuer à se méfier des comparatifs chiffrés et ne pas oublier de rappeler que le PIB par habitant reste dramatiquement très éloigné de n'importe quel pays occidental. (Slate.fr 31.12)

Cela confirme ce que j'avais expliqué dans le site à propos de la scolarité en Inde et des étudiants indiens en particulier.

### Politique.

#### 1- France

1.1- 2011: L'art de recycler les déchets ou de se rendre utile à ses amis.

"2011 doit donc être une année utile pour les Français. La difficulté ne compte pas lorsque sont en jeu l'intérêt de la nation et le bien commun des Français", a dit Nicolas Sarkozy vendredi soir, à l'occasion de ses vœux radiotélévisés. (AP 31.12)

Le "*bien commun des Français*", entendez par là les masses exploitées qui constituent l'immense majorité de la population,

est incompatible "*l'intérêt de la nation*" qui rime avec celui des banksters !

## 1.2- Bongo : bingo !

Selon un nouveau câble de WikiLeaks rendu public la veille par le quotidien espagnol El Pais, près de 30 millions d'euros auraient été détournés de la Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC) par le défunt président gabonais Omar Bongo. Principalement destinés au dirigeant et à son entourage, ces fonds auraient aussi servi à financer plusieurs partis politiques français des deux camps, "*surtout à droite, en particulier à [l'ancien président Jacques] Chirac mais aussi [Nicolas] Sarkozy*".

L'UMP et le PS ont nié jeudi 30 décembre avoir touché des fonds de l'ex-président gabonais Omar Bongo.

Après la mort de Bongo, l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing avait spectaculairement rompu le silence en affirmant que le président gabonais avait financé en 1981 la campagne présidentielle de Jacques Chirac. "*Moi j'étais président de la République à l'époque*", avait-il raconté sur Europe 1. "*J'ai appelé Bongo et je lui ai dit : 'Vous soutenez actuellement la campagne de mon concurrent' [Jacques Chirac], alors il y a eu un temps mort que j'entends encore et il m'a dit : 'Ah, vous le savez', ce qui était merveilleux. A partir de ce moment-là j'ai rompu mes relations personnelles avec lui.*"

Jacques Chirac avait plus tard dénoncé des propos "*dénués de tout fondement*" et ne relevant que "*d'une médiocre polémique*". "*Nous savons tous précisément qu'Omar Bongo a financé de nombreuses campagnes électorales à droite mais aussi à gauche, parfois, peut-être. On l'a entendu dire. Je crains hélas que cela soit un peu vrai, y compris concernant la gauche*", avait reconnu pour sa part le député PS André Vallini. (Lemonde.fr 30.12)

## 1.3- Renforcement de l'arsenal juridique répressif de l'Etat.

### 1.3.1- A quand les milices privées ?

Des jurés populaires dans les tribunaux correctionnels pour renforcer la lutte contre la délinquance.

"*Ainsi, c'est le peuple qui pourra donner son avis sur la sévérité de la réponse à apporter à des comportements qui provoquent l'exaspération du pays*", a expliqué à ce propos. (Reuters 31.12)

Ils veulent ainsi que la population soumise à l'ordre capitaliste et sans conscience politique se fasse justice elle-même en fonction de ses états d'âme, sachant que la décomposition du régime conduit la population à une haine aveugle envers des couches entières de travailleurs ou jeunes, c'est la voie ouverte vers la dictature. En fait de justice, ces jurys populaires seront autant de tribunaux d'exception.

### 1.3.2- Bientôt la prison à vie dès 16 ans ou la haine féroce de la jeunesse.

Le député-maire UMP de Nice souhaite déposer dès la rentrée parlementaire du 10 janvier une proposition de loi visant à abaisser la majorité pénale à 16 ans, prévoyant que ces mineurs soient jugés par des tribunaux de droit commun, a indiqué son entourage vendredi 31 décembre. (Lemonde.fr 31.12)

### 1.3.3- Les agents de la SNCF et de la RATP transformés en flics !

Le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux a proposé jeudi lors d'une conférence de presse jeudi après-midi à la Maison de la RATP, à Paris, d'étendre les pouvoirs des agents de la SNCF et de la RATP afin qu'ils puissent contrôler l'identité des voyageurs, dresser des procès verbaux et évacuer les éventuels fauteurs de troubles.

En outre, ces agents "*disposeront désormais des moyens de contraindre tous ceux qui troublent la tranquillité à sortir des rames, des wagons, des couloirs ou des gares*", a ajouté le ministre de l'Intérieur. Pour cela, la loi devra instituer "*une injonction à quitter l'espace d'un transport public*".

M. Hortefeux suggère enfin de créer "*un délit de pénétration illégale dans les cabines de pilotage et de train*", qui n'existe pas actuellement. (AP 30.12)

## 1.4- Mégalomanie de monarque : c'est nous qui payons !

Le musée du président Jacques Chirac, ouvert depuis dix ans en Corrèze, coûte plus de 30 euros aux contribuables du département chaque fois qu'un visiteur s'y rend, selon la chambre régionale des comptes du Limousin.

L'établissement situé dans un petit village de 300 habitants loin de tout, a ainsi enregistré en 2008 200.000 euros de recettes - le billet d'entrée coûte en moyenne 3,3 euros - contre 1,7 millions d'euros de dépenses en 2008.

"Le rapprochement du déficit annuel d'exploitation avec le nombre de visiteurs détermine un déficit induit par visiteur légèrement supérieur à 30 euros", ajoute le rapport.

Construit pour 7,1 millions d'euros de fonds publics, le musée a été agrandi entre 2004 et 2006 pour plus de 9,5 millions d'euros, un coût très supérieur aux prévisions initiales.

La masse salariale est supérieure à 400.000 euros par an et le coût de la maintenance du bâtiment s'élève à 488.000 euros par an.

Le restaurant du site a déjà coûté depuis son ouverture 270.000 euros aux contribuables, précise la chambre des comptes régionale, puisque la convention déléguant à une société privée sa gestion prévoyait une prise en charge des pertes à hauteur de 80% au départ, et à 45% après cinq ans en 2008.

Une nouvelle convention signée pour la période 2008-2013 prévoit que les fonds publics seront toujours mobilisés jusqu'à un euro par convive. (Reuters 30.12)

## 2- Tunisie.

Pour la première fois depuis le déclenchement des troubles à Sidi Bouzid, (centre-ouest de la Tunisie), une chaîne tunisienne privée, Nessma TV, a brisé le verrouillage médiatique en diffusant jeudi soir une émission spéciale sur ce mouvement de protestation sociale qui s'est propagé à la plupart des régions du pays, faisant deux morts et un blessé grave et engendrant de nombreuses arrestations.

L'émission, qui a duré près d'une heure et demie, était illustrée de reportages sur le terrain, où la parole a été donnée, "sans censure", aux habitants de Sidi Bouzid. Ces derniers ont fait part ouvertement de leurs revendications et des problèmes dont souffre cette région frappée par un taux de chômage élevé et le manque d'infrastructures et de commodités, à la différence des zones côtières.

Corruption, népotisme, responsables défaillants qui "ne pensent qu'à leurs fauteuils", impunité et absence de contrôle des crédits alloués par l'Etat: tout a été passé au crible, sans détours, par les citoyens interviewés, jeunes et moins jeunes, hommes et femmes.

Sur le plateau, deux jeunes journalistes ont considéré comme un non-sens le verrouillage médiatique à l'ère de l'Internet. "Aux premiers jours des troubles, rien ne filtrait sur les journaux et les médias audiovisuels. C'était le black out total, alors que les chaînes de télévision étrangères en faisaient état en puisant leur matière sur la toile", a noté Rym Saïdi. (AP 31.12)

## 3- Hongrie. Un régime despotique compatible avec l'UE.

Le 20 décembre, la Hongrie – qui prend samedi la présidence de l'Europe – a adopté une loi liberticide sur la presse. Elle permettra à un « conseil des médias » pro-gouvernemental de sanctionner les journalistes dépourvus « d'objectivité politique » ! Interview d'un journaliste hongrois contraint de garder l'anonymat, à la fois pour lui-même et son journal.

My Europ : Quels sont les points les plus inquiétants de cette loi que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a condamnée ?

Le journaliste hongrois : Lors du débat autour de cette loi, un élément essentiel a quasiment été passé sous silence. Le « conseil des médias » chargé de la surveillance des organes de presse peut désormais sanctionner les journalistes, sans autre forme de jugement, en fonction de critères aussi vagues que la diffusion d'informations « non équilibrées » ou dépourvues « d'objectivité politique » !

Ses membres seront élus par le Parlement, d'autres seront choisis par le Premier ministre Viktor Orban et par le président du conseil. Ce dernier est également désigné par Orban. Sans le dire, c'est donc le chef du gouvernement qui a toutes les cartes en main. Les membres de ce « conseil des médias » resteront en poste neuf ans.

Mais cette loi liberticide va encore plus loin : les membres du conseil peuvent perquisitionner dans nos locaux et consulter tous nos documents ou ordinateurs. Sans aucune limite.

Le parti conservateur Fidesz au pouvoir veut tout contrôler, même les blogs ! Selon le nouveau texte, tout blog « édité » et « produisant un revenu », devra être enregistré et pourra aussi être sanctionné. Mais que signifie « édité » ? Selon certains,

cela voudrait dire qu'au moins deux personnes écrivent sur le même blog. Mais, honnêtement, qui peut contrôler combien de personnes se cachent derrière un pseudonyme ? Et que veut dire « *produire un revenu* » ? Une simple publicité Google suffit-elle ?

Une loi avec des critères aussi flous est-elle vraiment applicable ?

Nous ne le savons pas vraiment, car ce qu'il y a de terrible dans cette loi, c'est justement qu'il n'y est pas écrit précisément selon quels critères nous pouvons être sanctionnés. Le texte entre en vigueur en janvier, mais nous ne changerons pas notre façon de travailler, en attendant les premières sanctions.

C'est le principe même des dictatures : maintenir les gens dans l'incertitude et l'insécurité. Ils espèrent que nous serons nos propres censeurs.

Avez-vous déjà pu observer des conséquences ?

Oui. Le lendemain matin du vote au Parlement, Attila Mong, un reporter de la radio publique, a respecté une minute de silence lors de son programme quotidien, juste après avoir annoncé le vote de la loi. Son rédacteur en chef et lui-même font, depuis, l'objet procédure de licenciement. Ils vont sans doute être virés dès que la loi sera entrée en vigueur. (Rue89 30.12)

## Social.

Le décret entérinant notamment le recul de l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans, disposition clé de la réforme des retraites adoptée cette année, a été publié vendredi au Journal Officiel. (AP 31.12)

## Economie.

1- 2011, ce qu'ils en disent.

1.1- La fuite en avant.

Philippe Mabile, rédacteur en chef et éditorialiste à *La Tribune* :

Sous l'apparent confort du retour au « *business as usual* », rien n'a été fait pour corriger en profondeur les déséquilibres fondamentaux à l'origine de la crise. Au contraire, pour la surmonter, les États ont choisi la fuite en avant dans une boule de neige financière qui fait, c'est de saison, froid dans le dos. Les liquidités en circulation représentent près de douze fois le PIB mondial (700.000 milliards d'euros), s'inquiète le député socialiste et ancien banquier Henri Emmanuelli qui a présidé une commission d'enquête sur la spéculation. Comme l'écrit avec un humour grinçant le « *Blog a Lupus* », « *la rechute des alcooliques anonymes* » menace et prépare de nouveaux chocs financiers. Reste à savoir où serait l'épicentre du « *Big One* » : l'Europe, les États-Unis, la Chine ? Les failles ne manquent pas. (La Tribune.fr 25.12)

1.2- OFCE et FMI : "*la crise n'est pas finie*"

Pour de nombreux analystes, les plans de rigueur des pays développés ont pourtant été engagés trop tôt. Ils freinent l'activité alors même que "*la crise n'est pas finie*", rappelle l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Selon l'analyse du Fonds monétaire international, "*la simultanéité de la mise en oeuvre*" de ces politiques restrictives "*aura un impact récessif puissant*". (Lepoint.fr 31.12)

2- Eurocrise.

La zone euro a seulement une chance sur cinq de survivre dans sa forme actuelle au cours des dix prochaines années en raison des déséquilibres de compétitivité entre ses membres, a déclaré vendredi un cercle de réflexion britannique.

Le Centre for Economics and Business Research (CEBR) a souligné que l'Espagne et l'Italie devraient avoir à se refinancer à hauteur de 400 milliards d'euros en emprunts d'Etat au printemps prochain, ce qui pourrait potentiellement déclencher une nouvelle crise dans la zone.

«*L'euro pourrait prendre fin à ce moment, même si les dirigeants européens sont normalement capables de répondre à la crise*», a dit le directeur général du CEBR, Douglas McWilliams. (20minutes.fr 31.12)

3- La Boursouflure.

Le CAC a cédé 2,17 % en 2010. La Bourse d'Athènes, de loin la plus touchée a plongé de 35,51 %, celle de Madrid de 17,43 % et celle de Rome 13,23 %.

A contrario, les Bourses du nord de l'Europe ont connu une assez bonne année. La Bourse de Francfort a ainsi gagné 16,06 %, celle de Londres 10,35 % et Stockholm 39,5 %.

La Bourse américaine a, elle, tiré son épingle du jeu. Le Dow Jones s'est apprécié de 11,5 % depuis le 1er janvier. Le Nasdaq a gagné 20 %.

Sur l'ensemble de l'année 2010, la place de Shanghai a perdu 14,3%, la Bourse de Hong Kong a enregistré une hausse de 5,32%.

Djakarta se distingue avec sa hausse de 46,1% après avoir gagné 87% en 2009. La Bourse de Manille signe la troisième meilleure progression du sud-est asiatique avec un bond de 37,62% sur l'année. La Bourse de Bangkok termine sur un gain de 40,60% sur l'année. La Bourse de Tokyo a terminé 2010 sur un recul de 3,0% en grande partie imputable à la vigueur du yen puisque la variation de l'indice Nikkei corrigée des effets de change ressort en hausse de 10,7% selon les données Reuters. A Séoul l'année s'achève sur un bond de près de 22% pour l'indice Kopsi.

De nombreux marchés émergents ont fait la course en tête. L'indice MSCI Emerging Market a gagné 24 % (en euros), contre 19 % pour le MSCI Monde. «*Les pays émergents ont bénéficié d'un bon contexte économique. Mais, ils ont aussi profité d'importants flux financiers. Près de 100 milliards de dollars ont été investis dans les fonds actions*», explique Didier Bouvignies. Les Bourses les plus exposées aux matières premières ont été les mieux lotis.

Au final, malgré une année contrastée, plusieurs grands indices terminent dans le vert. «*Cette performance très honorable est à relier au redressement spectaculaire des profits des entreprises. Par rapport au point bas de mars 2009, la hausse du marché mondial avoisine 80 %*», résumant les économistes de Fidelity. (Lefigaro.fr et Reuters 30.12)

#### 4- Fusion-Acquisition.

L'année 2011 ne sera pas exceptionnelle, mais devrait confirmer le retour progressif des fusions-acquisitions. Tel est en substance le message délivré par les experts. Selon une enquête réalisée par Thomson Reuters et le cabinet Freeman auprès de chefs d'entreprise, les fusions-acquisitions pourraient même dépasser les 3000 milliards de dollars l'an prochain. Soit une hausse de 36% si l'on en croit les chiffres de Crédit Suisse ou de 11% selon les chiffres de Dealogic, qui fait état d'une progression de 17% en 2010.

La reprise sera donc molle et les volumes atteints en 2011 seront très loin du record de 2007 où ils s'élevaient à quelque 4.280 milliards de dollars. Pour revenir sur les niveaux de 2008, il faudrait par exemple que les volumes croissent de...60% ! «*Si la visibilité économique s'améliore au second semestre, nous nous attendons à une hausse de 30% des volumes de fusions-acquisitions et à 15% dans le cas contraire*», affirme Hervé Mangin, gérant actions européennes chez Axa IM. (Lefigaro.fr 31.12)

#### 5- Matières premières.

Le palladium a gagné 96,5% en 2010. L'argent s'est apprécié sur l'année de 84%. La hausse annuelle de l'or est plus modeste, à 29,7%. Le cuivre a pris 31% sur l'année. La hausse annuelle atteint 35% pour le nickel, 5% pour le plomb et 11% pour l'aluminium.

Sur les marchés pétroliers, le baril de brut américain a terminé l'année en hausse de 15,14%.

Le blé a terminé l'année en hausse de 46,7%. (Reuters 31.12)

#### 6- Ils nous endettent, on ne leur a rien demandé !

Près de 52.000 euros. C'est le montant de la dette japonaise rapporté à chacun des habitants de l'île. Le pays arrive en tête du classement de l'endettement public par habitant, réalisé ce vendredi par *La Tribune*.

Mais il montre qu'en matière de dette, les contribuables ne sont pas sur un pied d'égalité. Juste derrière les Japonais arrivent les Islandais, avec 32.785 euros de dette par personne, crise oblige. Suivent ensuite la Belgique (30.856 euros) et l'Italie (29.580 euros), alors que les Grecs (26.577 euros) et les Irlandais (23.764 euros), qui traversent une crise de la dette, sont selon ce classement moins endettés que les Canadiens (28185 euros) et les Américains (28.043 euros).

La France se classe assez bien avec seulement 23.264 euros de dette par personne, un niveau à peu près équivalent à celui de l'Autriche (22.248 euros), de l'Allemagne (21.413 euros) et des Pays-Bas (21.189 euros), note *La Tribune*. L'Espagne, fait

mieux que le reste de la zone euro, avec 12.380 d'euros par habitant, alors que «plus nombreux rapportés à la taille de leur Etat et de leurs économies, les Chinois et les Indiens ne supportent ainsi que 225 et 563 euros d'endettement public par tête», conclut le quotidien. (20minutes.fr 31.12)

## 7- Grèce.

La Grèce négocie avec des banques commerciales l'allongement du délai de remboursement de sa dette, rapporte vendredi un hebdomadaire athénien.

Plus de 70% de la dette grecque est détenue par des investisseurs étrangers.

Le journal rapporte que la restructuration envisagée impliquerait un allongement du délai de remboursement compris entre 10 et 30 ans, notamment pour les papiers dont l'échéance est fixée entre 2013 et 2015.

Le délai de remboursement des aides du FMI et de l'UE est arrêté à 2021, avait annoncé le mois dernier le ministre des Finances après des tractations avec ses homologues de la zone euro.

La dette publique du pays devrait s'élever l'année prochaine à 152,6% du produit intérieur brut (PIB) de la Grèce, soit 348 milliards d'euros selon le budget 2011 du gouvernement.

"La restructuration de dette actuellement en débat n'est pas une solution souhaitable, que ce soit pour la Grèce ou pour la zone euro", a déclaré l'ancien vice-président de la Banque centrale européenne (BCE) Lucas Papademos lors d'un discours à Athènes.

"Ce n'est pas nécessaire et ce n'est pas inévitable." (Reuters 31.12)

## 8- Italie.

L'Italie n'a pas réussi à adjudger une partie de son offre d'emprunts d'Etat prévue jeudi et a dû offrir des rendements nettement supérieurs pour placer 8,1 milliards d'euros de dette à moyen et long terme.

Les titres de dette de jeudi ont été adjugés avec des rendements plus élevés que lors des émissions précédentes de même type. Le rendement du papier à trois ans a augmenté de 39 points de base pour atteindre 3,25% et celui du dix a progressé de 37 pdb à 4,80%. (Reuters 31.12)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 2 janvier

J'ai corrigé les liens vers : *Espagne. Lettre ouverte à la direction de la CGT. (Marxistes per la Internacional) (06.12).* et *Espagne. Troisième déclaration politique des Marxistes pour l'Internationale. (20.12)*, j'avais laissé un espace entre deux signes !

Quelques sujets de causeries.

### 1- Morales et le dur apprentissage de la gestion du capitalisme.

Entendu hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, Morales aurait fait marche arrière et annulé le décret sur la hausse des carburants de 80% suite aux manifestations qui l'avaient suivies dans tout la Bolivie.

### 2- Le PCF toujours au côté de l'impérialisme, sa place naturelle.

Le PCF fidèle à lui-même, toujours aussi réactionnaire, soutient ouvertement le candidat du FMI et de Sarkozy en Côte-d'Ivoire dans un article du 18 décembre, le titre suffit *La mission de l'Union africaine doit être soutenue d'urgence par la France et l'Union européenne.*

Ils écrivent : "*Cette grave situation devrait susciter des initiatives politiques et diplomatiques à la hauteur de l'enjeu*", ils ont été servie "*La mission de Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine, doit être activement soutenue par la France et ses partenaires de l'Union européenne qui doivent maintenant porter la question devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies*", la mission de ce pingoin, dont j'ai entendu le discours sur TV5Monde Asie, a consisté uniquement à exiger que Gbagbo cède

le pouvoir à Ouattara conformément aux exigences des multinationales qui le soutiennent.

Conclusion : UMP, PCF, Front de gauche, PS, UE, ONU même combat !

Dans un article du 31 décembre intitulé *Dumas : jusqu'à la lie*, Lutte ouvrière soutient implicitement Ouattara, rien d'étonnant à ce que LO soit sur la même position que le PCF... et le PS.

Tenez à ce propos, pour dire jusqu'où va se nicher le crétinisme légendaire de LO, ils ont pondu un article le 31 décembre intitulé *Une bonne nouvelle*, en voici le contenu affligeant :

*"Contre toute attente, le best-seller absolu de cette fin d'année est ... un livre appelant à la révolte. Le petit ouvrage « Indignez-vous » de Stéphane Hessel, un ancien déporté de 93 ans qui dénonce, pêle-mêle, les attaques contre les immigrés, l'accroissement des inégalités ou la politique de l'État israélien contre la Palestine, s'est vendu à 650 000 exemplaires.*

*Il paraît que de nombreux parents ont offert ce livre à leurs enfants pour Noël. Reste à continuer le chemin : s'indigner, c'est bien. Se révolter, c'est mieux. S'engager, c'est encore mieux !"*

Ce que LO ne dit pas à ces militants, c'est que le Père Noël Hessel conseille de procéder au choix suivant en 2012 : *"Je ne vois que deux candidats possibles en l'état actuel : Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn.* (interview à Rue89 du 30.12)

Et si cela ne suffit pas, une question et une réponse :

Rue89 : Mais Dominique Strauss-Kahn dirige le FMI, qui fait partie des institutions que vous dénoncez...

Hessel ; DSK a pris le FMI à un moment où il fallait le dénoncer, mais il est en train de le transformer assez utilement. On ne sait pas encore bien tout ce que DSK a fait. Par exemple, le FMI ne fait plus d'ajustements structurels, c'est un progrès.

Personnellement, je préférerais Martine Aubry : je la considère comme plus énergiquement de gauche ; mais je sais, pour le connaître, que Strauss-Kahn est aussi un homme de gauche. S'il devient Président, il réformera l'économie française selon les mêmes lignes que celles qu'il a soutenues du temps de Jospin ou de Rocard. (Rue89 du 30.12)

Hessel dit des choses intéressantes par ailleurs, mais de là à s'enthousiasmer à la lecture de son livre, il y a un pas que nous ne franchirons pas !

Bref, LO est aligné sur le PCF et le PS sur la Côte-d'Ivoire, pas seulement, et leur fait savoir, cela pourra toujours servir... Laissons les radoteurs d'un autre âge où ils sont !

3- Sous le masque des illusionnistes du NPA.

En aparté, ils ont réussi à récolter 250 000 euros, en revanche je n'ai pas reçu un euro en ce début d'année pour financer le fonctionnement du site : soit je m'y prends mal, soit mes lecteurs sont des ingrats ou encore ils n'ont pas de fric !

Au NPA, ils ont pondu un article le 24 décembre, 2011, *aucun répit pour le capitalisme*, le moribond en tremble déjà, car en le lisant on s'aperçoit qu'il n'y est pas question de politique, l'Etat, le gouvernement et les institutions en sont absents.

Ils écrivent *"Face à la crise, aux politiques d'austérité, un plan d'action anticapitaliste doit être au cœur des débats, au cœur des mobilisations et des résistances dans les mois qui viennent proposant une répartition radicale des richesses"*, et plus loin *"Il faut faire payer la crise à ceux qui en sont responsables"* et ces illusionnistes de conclure *"Bref, pour l'année 2011, on continue de ne rien lâcher pour pouvoir tout changer!"*, traduisez, demeurer sur une ligne opportuniste pour continuer de tout perdre !

L'ensemble des mobilisations des travailleurs en Europe contre les plans d'austérité ou de remise en cause des retraites à l'automne dernier par les différents gouvernements, ont démontré que l'absence d'issue politique et de partis pour l'incarner constituaient leur principale faiblesse.

On a pu constater que les partis POI, NPA et LO qui auraient pu remplir cette fonction à leur niveau en s'appuyant sur les couches du prolétariat les plus déterminées en ont été totalement incapables, bref, ils ont déserté une fois de plus le terrain du combat politique.

Les directions de ces partis s'en sont sans doute bien tirées (provisoirement) vis-à-vis de leurs militants pour avoir axé leur mot d'ordre et leur propagande sur l'unité ou le tous ensemble qui a pu faire illusion et passer pour correcte aux yeux de ceux qui ne



se sont pas posés la question de savoir quel contenu politique il fallait donner à ce combat, sachant que ce sont surtout les couches supérieures de la classe ouvrière qui se sont mobilisées.

On peut mettre dans le même sac opportuniste les appels à l'unité ou au tous ensemble ou encore à la grève générale formulés sans aucun objectif politique, alors que c'est justement et uniquement sur des objectifs politiques que toutes les couches du prolétariat et les masses auraient pu réaliser l'unité et la réaliseront un jour. L'inconsistance de ces mots d'ordre traduit l'incompréhension, le désarroi ou l'incurie politique des dirigeants de ces partis.

Au quotidien ces partis démontrent qu'ils ne combattent pas dans la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière et pour le socialisme, qu'ils ont abandonné ces objectifs, dans la mesure où ils ne les inscrivent pas dans leur combat et n'y préparent nullement les travailleurs, or l'expérience de la lutte de classe du XXe siècle nous enseigne que sans cette préparation minutieuse et inlassable, il sera impossible de vaincre notre ennemi.

Il faut bien que les militants comprennent que ne pas inscrire notre combat dans une perspective politique, ne pas proposer des objectifs politiques aux travailleurs, revient à les enfermer dans le carcan du régime et des institutions, freine et fragilise leur mobilisation autant que la progression de leur niveau de conscience politique qui ont besoin d'une orientation politique pour s'affermir ou se renforcer, franchir une nouvelle étape. Partir à l'aventure sans boussole ou mener un combat sans orientation politique revient exactement au même : jamais vous ne pourrez atteindre l'objectif que vous vous êtes fixé.

En réalité, les faits s'inscrivent en totale contradiction avec ce que les dirigeants expliquent à leurs militants, à savoir que si l'unité de la classe avec ses organisations et partis ne se réalisent pas, ce n'est parce que poser des objectifs politiques les diviserait et interdirait l'unité puisqu'ils n'ont avancé aucun objectif politique, c'est au contraire l'absence d'objectifs politiques déclarés qui permet aux uns et aux autres de refuser l'unité au nom justement de leurs propres objectifs politiques qui ne correspondent pas aux tâches que les travailleurs devraient accomplir... Quel travailleur au mois d'octobre pouvait dire que tel parti n'était pas d'accord pour chasser Sarkozy maintenant ? Aucun, pratique quand on a l'intention de les tromper, non ?

Au cours des années qui ont suivi la révolution d'Octobre, Lénine et Trotsky qui affrontaient en face la réalité, n'eurent de cesse de répéter aux gauchistes de tous poils particulièrement impatient d'en finir avec les restes de l'ancien régime, que la situation et les rapports qui prévalaient au lendemain de la prise du pouvoir n'étaient pas foncièrement différents de ce qu'ils étaient encore la veille et qu'ils étaient le produit de plusieurs siècles de soumission et d'obscurantisme du peuple russe, qu'il ne suffisait pas de s'emparer du pouvoir pour que les habitudes et la mentalité de toutes les couches de la classe ouvrière et de la paysannerie évoluent ou changent radicalement du jour au lendemain, que cela allait nécessiter beaucoup de temps et d'efforts de la part des uns et des autres pour y parvenir, de la même manière expliquaient-ils, que pendant des décennies le parti bolchevik avait consacré une attention particulière à les préparer politiquement mais aussi psychologiquement à la révolution et que sans ce travail souvent ingrat et difficile, jamais ils n'auraient pu vaincre et empêcher les forces coalisées de la réaction de renverser l'Etat ouvrier.

On voudrait nous faire croire que les travailleurs se saisiront du jour au lendemain des tâches et des objectifs politiques qu'on leur proposera, pure fable, criminelle ! Saper les bases politiques du régime comme disait Lénine, ne nécessite pas de circonstances particulières, même lorsqu'on est encore éloigné de la prise du pouvoir, il est du devoir des militants révolutionnaires de faire ce travail au sein de la classe et des masses, ceux qui y sont opposés sont habités par un esprit conciliateur envers le régime, ce ne sont ni des marxistes ni des révolutionnaires.

On pourrait dire que ne pas proposer d'objectifs politiques aux travailleurs, revient à les laisser désarmer face à cette soumission et cet obscurantisme, pire, c'est les laisser penser que finalement il ne sera jamais possible d'y mettre fin, c'est là que l'on s'aperçoit que finalement cela revient à capituler devant le régime en place, je ne voulais pas spécialement arriver à cette conclusion, mais elle s'impose d'elle-même, j'en suis désolé autant que vous, après vous me croyez ou non, c'est uniquement votre problème.

Selon vous, quel est le meilleur moyen de lutter contre les rapports sociaux existant pour les renverser à terme ? Deux possibilités, deux conceptions antinomiques de la lutte de classe, une qui consiste à accompagner le capitalisme dans sa descente aux enfers, l'autre au socialisme.

De mener des batailles en laissant croire aux travailleurs que ces rapports existent depuis la nuit des temps et qu'ils existeront pour l'éternité, autrement dit qu'il est possible de les aménager, de les améliorer pour en tirer encore quelque chose, des droits ou des réformes qui seront remis en cause plus tard ou qui ne profiteront jamais à l'ensemble des exploités, ce qu'on ne leur dira évidemment pas dans ce cadre là, ou au contraire que ces rapports sont le produit d'un développement historique parvenu à son terme depuis un siècle et devant conduire infailliblement à leur putréfaction (paupérisme, famines, guerres, etc.) comme on a pu le constater tout au long du XXe siècle jusqu'à nos jours, et que pour cette raison notre combat doit se situer dans la perspective de leur dépassement qui consistera à modifier les bases (propriété) sur lesquelles ils reposent, ce qui nécessite dès à présent pour y parvenir de se fixer comme objectif politique de renverser les institutions qui ont été conçues spécialement pour assurer la survie du régime capitalisme.

Abordons la même question sous un autre angle.

Que disent les représentants du capital et leurs valets parlant au nom du socialisme : que le capitalisme est en crise et qu'il faut sauver en priorité le système financier, les banquiers et les actionnaires du CAC 40, que tous nos droits (travail, santé, retraite, instruction, logement, culture, etc.) sont devenus incompatibles avec le capitalisme, qu'ils doivent être sacrifiés sur l'autel du profit et de la marchandisation à outrance, ils disent clairement qu'ils servent les intérêts des capitalistes qui ne représentent qu'une infime minorité de la population, tandis que l'immense majorité des exploités doit supporter toujours plus de sacrifices, se serrer davantage la ceinture, vivre de plus en plus mal et qu'elle n'a pas d'autre avenir puisqu'ils ont déjà hypothéqué les richesses qui seront produites par les générations à venir. En résumé, ils expliquent aux travailleurs qu'ils sont prisonniers du carcan du capitalisme entré en putréfaction et qu'ils doivent faire avec en attendant des jours meilleurs qui ne viendront jamais, nous serions tous victime d'une terrible fatalité contre laquelle on ne peut rien.

Si l'on admet que le capitalisme est devenu incompatible avec nos droits et que les institutions sont totalement subordonnées au capitalisme, il faut en déduire qu'il est impossible de mener le combat dans ce cadre, or ne pas combiner le combat pour nos droits sociaux à celui pour des objectifs politiques conduit précisément à leur interdire de rechercher toute issue politique à la crise du capitalisme, à les subordonner aux intérêts du capitalisme, à les maintenir enfermer dans le cadre du régime. Comment dans ces conditions-là voulez-vous que la conscience de classe des travailleurs progresse, sans direction ou orientation politique, sans qu'ils aient le moindre espoir de sortir un jour de cette spirale infernale qui les conduit au désespoir ?

Abordons encore la même question sous un autre angle.

Pourquoi n'envisage-t-on pas si facilement de changer de vie, de refaire sa vie, de tout plaquer et d'aller vivre ailleurs, de changer de métier, de déménager, etc. ? Il arrive toujours un jour dans la vie où l'on se pose ce genre de questions qui n'ont rien d'existentialiste, quand on est jeune et qu'on n'est pas encore fixé quelque part, on se les pose toutes. Au début on déborde d'imagination, pour un peut tout serait possible, puis on se rend rapidement compte que les possibilités que nous offre la société sont très limitées, on bute sur des obstacles insurmontables, on doit revoir nos prétentions à la baisse, pour finalement se retrouver pris dans l'engrenage auquel on voulait justement échappé, la routine de la vie quotidienne abrutissante que connaît la quasi totalité de la population en dehors des nantis. Même en partant à l'autre bout du monde comme je l'ai fait, dans des conditions périlleuses il faut dire et aux prix de grands sacrifices, on n'échappe pas au sort que le capitalisme nous avait réservé, j'en ai tiré les leçons depuis et j'en fais la démonstration tous les jours par mes contributions politiques.

Alors qu'on veuille bien nous expliquer comment et pourquoi les travailleurs pourraient-ils ou devraient-ils envisager de vivre dans une autre société où leurs droits seraient réellement pris en compte, pourquoi combattre pour changer de société et non pour changer la société ce qui peut porter à confusion, lorsqu'on s'emploie à les convaincre que c'est dans la société actuelle qu'ils trouveront leur bonheur et nulle part ailleurs ? La formule sulfureuse des renégats du marxisme : ce qui était possible en 45, devrait l'être aujourd'hui, etc...

Comme dirait l'autre, il faut savoir ce que l'on veut dans la vie et il semblerait que nos dirigeants soient assez mal placés pour y répondre ou qu'ils en soient incapables.

4- Détendez-vous, c'est au tour de Laguiller de faire son numéro.

La politique opportuniste que je dénonce tourne à la caricature avec Lutte ouvrière, Laguiller en fait encore la démonstration dans un article daté du 27 décembre *Inverser le rapport de forces, c'est possible !*, extrait :

1- Il n'est pas question d'en finir avec le capitalisme, car voyez-vous si les capitalistes avaient conscience des conséquences de leurs actes sur la population, tout irait pour le mieux, autrement dit, il y aurait de bons et de mauvais capitalistes, au moins avec les bons on vivrait mieux, vous comprenez mieux maintenant pourquoi l'Etat et la Ve République passe à la trappe :

*"Le plus grand scandale réside dans le fait que, malgré la crise, ceux qui l'ont provoquée, en premier lieu les banquiers, ont continué à engranger des milliards de profits à travers le monde. Et le comble, c'est que ces banques et ces organismes financiers, qui étaient il y a deux ans au bord de la faillite, ont été renfloués par les centaines de milliards d'euros ou de dollars versés par tous les grands États. C'est avec ces milliards que les organismes financiers continuent à spéculer de plus belle, en prenant pour cible la dette des États. Sans se soucier le moins du monde des conséquences que cela peut avoir pour les populations, sans se soucier des risques qu'ils font prendre à la société."*

2- Elle persiste et signe, il ne s'agit pas de leur retirer définitivement le pouvoir de nuire, de les exproprier tout simplement, d'avancer vers le socialisme, mais seulement de mettre un terme à leurs excès, notez bien que Sarkozy, Bayrou, Aubry, Laurent, Mélenchon ne tiennent pas un autre langage :

*"Chaque jour, il devient de plus en plus urgent de mettre un coup d'arrêt à cette dérive."*

3- Dès lors, il faut bien faire avec Sarkozy et prendre son mal en patience à défaut de vouloir le chasser du pouvoir :

"Oui, il est plus que temps de bloquer l'offensive que le patronat et les gouvernements...".

4- Les institutions antidémocratique de la Ve République ont parfaitement joué leur rôle contre-révolutionnaire au cours de la bataille des retraites, bien qu'elle le constate à demi-mot, elle n'en tirera pas la conclusion qu'il faut engager le combat dans la perspective de les dissoudre, de les abattre, pensez-vous :

*"Car, puisqu'on en est à l'heure des bilans, il faut y mettre, en positif cette fois, la lutte des salariés qui, en France, ont tenu la dragée haute au gouvernement Sarkozy-Fillon-Woerth, qui pensait faire passer sa réforme des retraites sans coup férir, comptant sur la majorité dont il dispose à l'Assemblée pour qu'elle soit votée. Ces prétendus élus du peuple ont pu voir le peuple réel dans les rues, pendant plus de deux mois. Certes, la réforme est finalement passée, mais le monde du travail a su relever la tête, il a pu prendre conscience de sa force et de ses capacités à résister aux mauvais coups qui se préparent contre lui.*

*C'est cette leçon qu'il faut retenir : oui, les travailleurs ont les moyens de résister et même d'inverser le rapport de force en leur faveur !"*

En conclusion, deux mois après la fin de cette bataille, Laguiller témoigne qu'elle est toujours incapable d'en tirer la moindre leçon politique, ce qui est parfaitement normal puisqu'elle ne se situe pas sur un terrain politique, elle fait du syndicalisme de bas étage comme ses collègues du POI et du NPA, elle n'a jamais rien fait d'autres tout au long de sa vie d'ailleurs, ce qu'elle confirme en découvrant que les travailleurs "ont les moyens de résister", quant à "inverser le rapport de force en leur faveur", il faudra encore attendre un certain délai, car si tel avait été vraiment le cas, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner aurait sauté, comme quoi elle radote !

En l'absence d'articles de presse intéressants, j'ai téléchargé d'autres articles du NPA (Trotsky et écologie) et de Carré rouge que je commenterai demain si nécessaire.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 3 janvier

Les nouveaux documents ne seront disponibles que demain à cause d'un problème de connection.

Le droit au travail, contre le chômage et la précarité, de pouvoir vivre de son travail, vivre décemment ne veut rien dire, alors disons vivre confortablement de son travail, le droit à la retraite à taux plein dès 50 ans, à la santé, sont des droits légitimes, on pourrait ajouter, à la dignité, ce sont des revendications sociales qui liées entre elles ont un contenu politique, séparément leur contenu politique est contestable parce qu'elle ne concerne pas de la même manière l'ensemble des exploités, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne, loin de là, en revanche, par exemple, l'expropriation des banquiers et des capitalistes, le refus de payer leurs dettes ont un contenu politique qui concerne la totalité des travailleurs qu'ils soient dans le secteur privé ou public, à ne pas confondre avec un objectif politique qui est autre chose, par exemple autrefois obtenir le droit de vote, une République, aujourd'hui une République sociale, des organismes politiques où ses représentants seront démocratiquement élus et seront révocables à tout moment s'ils ne respectent pas leur mandat, où les travailleurs détiendront véritablement le pouvoir d'organiser la production et la répartition des richesses en fonction de leurs besoins, l'abolition de la Ve République, l'abolition des lois restreignant la liberté d'expression...

**Politique.**

1- France.

1.1- PS. Le parti supplétif du capital.

*"Est-ce que, dans le monde tel qu'il est aujourd'hui, avec la concurrence que nous connaissons, nous pouvons nous permettre d'être sur des idées des années 1970, 1980, 1990 ? Non. Il faut dépasser la question des 35 heures. Oui, nous devons déverrouiller les 35 heures", a estimé Manuels Valls invité sur Europe 1.*

Le déverrouillage consisterait, a-t-il laissé entendre, en un quasi-retour à la semaine des 39 heures, l'horaire légal qui précédait la réforme de 1998-2000.

*"Ceux qui ont la chance d'avoir un emploi doivent pouvoir travailler deux ou trois heures de plus sans avoir recours forcément aux heures supplémentaires, qui ont beaucoup coûté à l'Etat", a-t-il expliqué.*

Prisée de dire si elle était pour la suppression des 35 heures, Martine Aubry a répondu : "*Moi, je pense que tout ce qui va dans le sens de l'assouplissement, dans le sens du travailler mieux (...) est bon*". (Reuters 02.01)

Assouplissement, flexibilité, au Medef ils en redemandent pour augmenter l'exploitation !

## 1.2- Etat d'esprit.

1.2.1- Les Français sont champions du monde du pessimisme quant à leur situation économique en 2011, éclipsant même les habitants de pays en guerre comme l'Irak ou l'Afghanistan, selon un sondage BVA-Gallup international réalisé pour Le Parisien. Ils sont 61% à déclarer que la nouvelle année sera synonyme de difficultés économiques. Le pessimisme des Français a augmenté de dix points par rapport à l'an dernier, note BVA. S'agissant de l'évolution du chômage, la France est aussi dans la "sinistrose" puisque 67% des personnes interrogées estiment qu'il va augmenter, ce qui inscrit la France à la troisième place du podium des pessimistes, derrière le Royaume-Uni et le Pakistan. (Reuters 02.01)

1.2.2- Le chômage est la première priorité des Français (87%), devant le système social (73%) et le pouvoir d'achat (68%), loin devant l'insécurité (49%) qui n'arrive qu'en 7e position, relève un sondage Harris Interactive pour RTL, publié dimanche.

La croissance économique (58%), les inégalités sociales (56%), les déficits publics (54%) devançant également l'insécurité, alors que la dépendance des personnes âgées (44%) et l'environnement (33%) font moins partie de leurs préoccupations immédiates.

Et comme il y a à boire et à manger dans les sondages, voici pour la propagande gouvernementale :

Globalement, 53% des Français se disent optimistes pour l'année 2011 en ce qui concerne leur situation personnelle (contre 60% en 2010)

S'agissant du bilan de l'année 2010, les Français le jugent de manière sensiblement égale, négatif pour 51% d'entre eux, et même très négatif pour 12% (+ 3 points), et positif pour 49% d'entre eux (-2 points). (20minutes.fr 02.01)

Il faut bien continuer à vivre et l'espoir fait vivre, au-delà il est impensable que seulement 51% des personnes interrogées s'estiment satisfaites de l'année épouvantable qui vient de s'achever.

## 2- Bolivie. Morales aux prises avec ses propres contradictions en appelle au dialogue social.

Le gouvernement bolivien va de nouveau augmenter les prix des carburants, après avoir suspendu cette hausse face à une violente fronde sociale, a annoncé dimanche 2 janvier le vice-président Alvaro Garcia. M. Garcia, qui n'a pas précisé quand interviendrait la hausse, a fait valoir que la Bolivie subventionnait l'importation et la consommation d'essence (à hauteur de 360 millions de dollars par an selon des estimations officielles) et qu'une partie de ce carburant était revendu en contrebande dans les pays voisins.

Cette hausse '*se fera en consultation avec le peuple, nous gouvernons avec le peuple. Quand est-ce que cela se fera, c'est au peuple d'en décider*', a ajouté M. Garcia, qui a ajouté que le président avait déjà invité les organisations sociales à venir dialoguer. (Lemonde.fr 02.01)

## Social.

Racket de l'Etat, suite.

Désormais, les utilisateurs de 2-roues de 50 à 125 cm<sup>3</sup> et de scooters à 3 roues devront passer par un apprentissage.

Sont concernés les automobilistes qui possèdent le permis B depuis deux ans et qui veulent passer à la motocyclette légère (de 50 à 125 cm<sup>3</sup> compris). Pour ceux-là, la formation de trois heures qui existait déjà depuis janvier 2007 passe à sept heures. Cependant, le véritable changement concerne le scooter à trois roues. En adoptant certaines règles de fabrication portant notamment sur la longueur des essieux, les constructeurs avaient habilement fait en sorte que cet engin intègre la catégorie tricycle. Une appellation qui permettait à l'automobiliste d'échapper à toute contrainte. Du jour au lendemain, il pouvait donc abandonner sa voiture pour passer aux commandes d'un scooter à trois roues. Désormais, il lui faudra avoir le permis B depuis deux ans et passer par un apprentissage de sept heures. En cas de non-respect, le contrevenant s'expose à une amende de 135 euros. La loi prévoit d'exempter de la formation seulement ceux qui conduisent les deux ou trois-roues depuis cinq ans. Pour le justifier, il suffit de demander à sa compagnie d'assurance des pièces l'attestant.

Cette formation coûtera 350 euros environ.

On remarque un tassement des ventes depuis 2009, le marché des motos et des scooters n'a cessé jusqu'alors de progresser. Dans la seule période de 2002 à 2008, les immatriculations avaient fait un bond de 40%, passant de 168.764 à 237.695. Les 125 cm3 constituent 50% du marché des deux-roues. (Lefigaro.fr 02.12)

Je sens que le gouvernement va se réconcilier avec la jeunesse !

[Haut de page ↗](#)

---

Le 4 janvier

En quoi consisteraient les premières mesures que prendrait un gouvernement ouvrier révolutionnaire ? Voilà une question à laquelle il faut s'atteler de répondre, car elles devraient coïncider avec les objectifs politiques que les travailleurs devraient se fixer dans leur lutte pour le pouvoir.

Nous allons y réfléchir sérieusement, car j'ai découvert avant-hier qu'il y avait des petits malins qui s'employaient à colporter des illusions sur ce que pourrait être une soit-disant alternative au capitalisme qui finalement ne remettrait pas en cause ses fondements, en gros il s'agirait de revenir à la situation qui précédait avant le début des années 90 qui ont marqué la prise du pouvoir par l'aristocratie financière, autrement dit, il s'agirait de retourner 70 ans en arrière... pour ensuite connaître la même situation qu'aujourd'hui, ce qui est impossible évidemment, ce n'est même pas une utopie, c'est un non sens, une pure abstraction qui nie l'évolution du capitalisme mondial. Cette perspective est aussi foireuse que la théorie du socialisme dans un seul pays et s'inscrit dans la lignée de la théorie du passage progressif du capitalisme au socialisme.

C'est marrant comment tous ceux qui sont incapables de se tourner vers le futur et de définir une perspective politique ouvrant la voie au socialisme, se tournent systématiquement vers le passé où ils tiennent absolument à nous renvoyer. En fait de dialecticiens, ce sont des charlatans qui veulent faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, parce que ce serait le meilleur moyen pour qu'elle finisse par tourner à l'endroit... D'autres illusionnistes nous ressortent les différentes théories du socialisme primitif qui avaient cours avant la révolution de juin 1848 et la Commune de 1871, et que Marx et Engels s'étaient employés à réfuter dans le socialisme scientifique en s'appuyant sur ces expériences de la lutte des classes. Il est un fait infaillible que, lorsque l'on s'écarte du marxisme et des enseignements de la révolution russe, on tombe dans l'aventurisme. Rien d'étonnant à cela, puisqu'à chaque crise importante du capital, il s'en trouve toujours pour nous ressortir ce vieux fatras qu'on croyait définitivement relayé au musée des antiquités. Il en va ainsi du regain pour le mysticisme, la métaphysique et la religion : quand la vie vous accable et qu'on ne trouve pas d'issue à cette situation, on se réfugie dans le nihilisme ou l'obscurantisme, bref on court à sa perte et on hâte son suicide.

Il y a peu, avant la crise qui a éclaté au milieu de l'année 2007, c'était la lutte des classes, Marx et le marxisme qui étaient définitivement enterrés, nombreux sont ceux qui sans l'avouer s'en écartent comme on peut facilement le constater aujourd'hui quand ils y reviennent maladroitement sur la pointe des pieds, c'est encore leur amour-propre mal placé qui leur joue de vilains tours, demain ce sera le socialisme et le léninisme que l'on croyait disparu à jamais avec la désintégration de l'URSS qui rejailliront de la poubelle où certains s'étaient empressés de les ranger, ceux qui ont déserté les partis pour se livrer à des bavardages sans fin et sans substance après les avoir accusés de tous les maux, prétexte facile pour camoufler le scepticisme dans lequel ils ont fini par se noyer ou presque, c'est encore la crise du capitalisme qui vient à leur secours et leur tend une bouée de sauvetage pour refaire surface, pour le meilleur et pour le pire, en réalité c'est la classe et les masses dans lesquelles ils ont cessé de croire - sans jamais l'admettre - qui leur donnent une formidable leçon pour ne pas dire une sévère correction en leur montrant qu'elles sont toujours debout ou prêtes à se lever. Comme l'on dit : ce sont les faits, l'histoire, la lutte des classes qui tranchera.

Il arrive parfois aussi que l'on se soit tellement contredit, compromis ou abaissé qu'on ne trouve plus ni les moyens ni la force de rebondir, on se demandera ce qui les dégoûte le plus du monde ou d'eux-mêmes, en l'absence de réponse ils seront définitivement morts politiquement, d'autres passeront leur temps à faire de petits bonds pour essayer de sortir du trou des oubliettes où ils étaient tombés un jour, par mégarde mais pas toujours, ils peuvent finir par mourir d'épuisement ou trouver la force de regagner la lumière pour peu qu'ils renouent avec sa source. Nous ne jetons la pierre à personne, disons qu'il y a des pierres qui coulent à pic sans produire le moindre effet, et il y en a qui font des ricochets. Assez, pendant ce temps-là je ne bosse pas !

Pour revenir au sujet qui nous occupe, si par exemple on vous posait la colle suivante : dans la société telle que vous la concevez, comment cela se passerait-il au niveau de la santé ? Laissons de côté aujourd'hui toutes les revendications qui sont du domaine du droit à la santé. Voilà c'est très simple. Dans la société actuelle, c'est le ministère de la Santé qui détermine qui peut se faire soigner, où, comment, par qui, combien cela va vous coûter, quel hôpital il faut fermer, dans quel établissement il faut supprimer des lits, des blocs opératoires, quelle somme est allouée à chaque hôpital, etc, le tout correspond à un budget mis au point par le gouvernement et entériné par le parlement suivant prioritairement certains critères économiques (Maastricht, dette de l'Etat, profit des multinationales, etc.), une enveloppe budgétaire annuelle. Personne n'a son mot à dire en dehors du gouvernement et du parlement qui décident du contenu de votre droit à la santé.

Dans la société telle que nous la concevons, c'est l'ensemble du corps médical (médecins, chirurgiens, infirmières, aide-soignantes, etc.), du personnel hospitalier, du personnel des laboratoires et des entreprises pharmaceutiques (tous nationalisés), des maisons de retraite ou de repos médicalisées, Sécurité sociale, etc. qui décidera des moyens à mettre en oeuvre pour satisfaire les besoins de la totalité de la population toutes générations confondues, en leur garantissant un accès égal aux meilleurs traitements, sans qu'aucun critère financier n'entre en ligne de compte. L'évaluation des besoins pratiques, locaux, matériel, personnel, seront de leur responsabilité. Ils formeront à eux tous le nouveau ministère de la Santé au service de la population. Chaque corps de métier ou de spécialisation élira ses délégués qui siègeront dans les antennes du ministère de la Santé réparties dans tout le pays, et chacune de ses antennes élira à son tour ses représentants qui siègeront au ministère de la Santé dont l'action consistera à coordonner à l'échelle nationale une politique de santé conforme aux besoins de la population...

On peut imaginer une structure semblable pour certains ministères : le corps enseignants, les médecins et le personnel de la vie scolaire, le personnel d'entretien, etc. pour le ministère de l'Instruction publique ; les artistes, comédiens, metteurs en scène, réalisateurs et le personnel technique pour le ministère de la Culture ; les syndicats, médecins et inspecteurs du travail pour le ministère du Travail ; les agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, etc. pour le ministère de l'Alimentation ; les chauffeurs routiers, les livreurs, les conducteurs de bus, métro ou train, les pilotes, stewards, hotesses, le personnel des aéroports (tous nationalisés), les chauffeurs de taxi, les ambulanciers, les pompiers, etc. pour le ministère des Transports, le tout avec la participation de leurs organisations syndicales ou professionnelles, les associations qui existent.

S'agissant du ministère de l'Economie, pour être bref, il sera au service de tous les autres, il sera géré par le personnel du service public qui en a la compétence, à l'exception des technocrates qui seront recyclés ou éliminés. Il devra rendre des comptes comme tous les autres ministères au conseil national des délégués élus (et révocables) qui détiendra le pouvoir et fera office de gouvernement. Au niveau de chaque département ou commune, ce sont des conseils du même type élus par la population qui contrôleront l'action des différentes antennes des différents ministères régionaux...

Ceci n'est qu'une ébauche grossière réalisée à main levée qui donne une idée de quelle manière la société pourrait être réorganisée en partant des besoins de la population.

Quant à la question clé du financement de cette politique sociale, elle reposera sur l'expropriation sans indemnité ni rachat des banques, des institutions financières, des compagnies d'assurance et de la totalité des grandes entreprises, dont celles du CAC 40, la confiscation de tous leurs biens y compris immobiliers, tableaux, etc., l'annulation de la dette de l'Etat et de toutes ces institutions, des entreprises petites, moyennes ou grande envers des banques ou institutions financières à l'étranger, la confiscation de tous les biens des plus grandes fortunes du pays, en additionnant tout cela, on devrait déjà dépasser les 600 ou 700 milliards d'euros si on atteint pas les 1 000 milliards. Il faut ajouter le monopole de l'Etat du commerce extérieur.

De gigantesques économies seraient réalisées au niveau de la production en recourant aux techniques et aux matériaux les plus performants, en planifiant, concentrant et rationalisant la production, en recyclant absolument tout ce qui peut l'être, en fabriquant des produits plus résistants, incassables, inrayables, qui se régénèrent eux-mêmes, d'une durée de vie pratiquement illimitée, il existe des matériaux aux propriétés extraordinaires qui ne sont pas exploités aujourd'hui, on ferait appel aux meilleurs scientifiques et chercheurs pour définir comment on peut les utiliser à grande échelle, nécessitant moins de matière première, on réduirait les stocks et les aires de stockage, on n'a pas besoin de produire dix modèles de voitures dans la même catégorie qui se ressemblent, qui nécessitent des machines et des usines différentes, quelques unes seront largement suffisantes, on produira ce qu'il y a de mieux dans tous les domaines sur tous les plans, pratiques, sécurité, design, etc., on regroupera les industries, fabriquer des pneus à Dunkerque et des jantes à Lyon est une aberration totale par exemple.

On réalisera de fantastiques économies en électricité, pétrole, transport, gestion des routes et temps, en rapprochant chacun de son lieu de travail, une caissière qui habite à Nanterre dans la banlieue nord de Paris qui se tape une heure et demie de transport en commun pour aller travailler à Evry dans la grande banlieue sud, ce sera terminée, elle travaillera à Nanterre, des centaines de milliers ou des millions de travailleurs sont dans ce cas-là aujourd'hui, on vit dans un monde de dingues, on en sortira. Cette caissière économisera trois heures par jour qu'elle pourra consacrer à ses enfants, sa famille ou pour se livrer aux activités de son choix.

On mettra un terme à la pollution qui coûte actuellement une fortune, les transports en commun seront gratuits ou à un prix très abordables au début, les autoroutes seront gratuits, idem pour la scolarité et les études, la santé. Les services publics seront accessibles à tous sur tout le territoire. Terminés les embouteillages monstres, les routes engorgées, les transports en commun bondés, bref la vie infernale. Le transport des marchandises se fera de préférence par voies navigables, par fer ou par avion, on privilégiera la qualité de la vie et non le profit à court terme. Le moteur à hydrogène, électrique ou à pile atomique remplacera le moteur à essence bruyant et polluant.

Restera à régler quelques questions comme celle de la monnaie, en cours dans le pays et nécessaire pour régler les transactions internationales, des importations des matières premières, le sort des entreprises françaises implantées à l'étranger, toutes les grandes entreprises étrangères installées en France seront confisquées, ainsi que tous les biens et avoirs des milliardaires et des dictateurs africains et d'autres continents. Les salaires seront limités, par exemple à 5 ou 7.000 euros net par mois, le salaire minimum net se situerait à 1.500 euros, idem pour les retraites. Ce qui sera retiré aux uns servira à payer décemment les autres ainsi que ceux qui étaient au chômage. Sans en finir avec les inégalités, le chômage, la précarité et la

pauvreté seront éradiqués.

Grâce aux gigantesques économies réalisées et à la planification de la production, on pourra produire moins, autant ou plus à moindre coût, le premier objectif sera de produire pour satisfaire les besoins de la population dans des limites raisonnables car tout ne sera pas possible du jour au lendemain ou avant longtemps même, ensuite il faudra produire pour exporter, si on nous le permet, notre objectif n'étant pas de réaliser du profit mais d'obtenir suffisamment de devises pour acheter les matières premières dont on aura besoin, on pourra vendre moins cher, la part de la plus-value qui sert au renouvellement du capital et celle qui va aux salaires resteront inchangées (après augmentation des salaires), par contre celle qu'on appelle communément profit qui va dans la poche du capitaliste disparaîtra ou sera diminuée pour être compétitif sur le marché mondial, à qualité supérieure ou sans concurrence possible on proposera des produits moins chers à l'exportation, une fois réglée la question des salaires, des pensions des retraités et celle du chômage, la part du profit restant ira dans les caisses de l'Etat ouvrier pour alimenter les différents ministères. Et l'économie d'armement ? On y mettra un terme, le stock d'armes existant doit suffire amplement à combler tous nos besoins au cas où, le personnel sera recyclé dans l'économie planifiée. Je n'ai pas abordé tous les domaines, le logement par exemple, ce sera pour une autre fois.

C'est la désorganisation de l'industrie et de l'ensemble de l'économie sous le régime capitaliste, nos besoins en matières premières et en devises qui seront nos principaux points faibles que seule la révolution dans d'autres pays en Europe et dans le monde permettront de résoudre...

Pourquoi aucun parti ne se donne la peine d'élaborer minutieusement un tel projet de société ? Le mien est grossier ou à l'état brut je le répète, cela ne peut être qu'une oeuvre collective que seul un parti peut réaliser. Pourquoi laisser les militants totalement désarmés ou sans réponses face aux questions que peuvent leur poser les travailleurs ? Il faudrait aussi élaborer un projet de constitution, cela va de paire.

Vous aurez remarqué qu'à aucun moment je n'ai repris la structure actuelle ou plutôt les institutions existantes, l'Etat tel qu'il existe aujourd'hui, j'ai fait référence aux communes, aux départements et aux régions, mais pas à leurs institutions, involontairement d'ailleurs, je n'en ai jamais senti le besoin voilà tout, comme quoi on peut très facilement s'en passer, et puis c'est un nouvel Etat qu'il nous faudra construire et non replâtrer l'Etat hérité de la révolution de 1789, ne nous trompons pas d'époque et de révolution !

### Parole d'internaute.

1- A propos des 35 heures.

Sous couvert de progrès social, les 35 heures sont une réforme de la plus pure veine libérale, qui a permis de bloquer les salaires pendant 5 ou 6 ans (retard jamais rattrapé), d'accroître la flexibilité horaire, d'annualiser le temps de travail, tout en procurant entre 15 et 25 milliards d'exonération de charges sociales pour les employeurs, en faisant passer à la trappe un grand nombre d'heures de dépassement, en instituant des RTT qui ne pourront jamais être soldés en totalité. Contrairement à ce que pense M Coppé, c'est une mesure qui a fait progresser la productivité, et c'est un élément d'ailleurs qui explique pourquoi, il n'y a pas eu la contrepartie attendue de création d'emplois.

Commentaire. Certes, on est bien d'accord, mais en attendant remettre en cause ces 35 heures pour revenir à 39 se traduirait parfois dans le cadre de l'annualisation du temps de travail par des semaines de 48 heures ou plus, donc bien malgré nous, on se doit de défendre le statut actuel bien qu'il soit très loin d'être satisfaisant, c'est un euphémisme, en revendiquant l'abolition de l'annualisation et pourquoi pas de descendre à 32 heures pour tous sans diminution de salaire évidemment...

2- Dans tous les cas de figure, si vous ne votez pas UMP, vous n'avez aucune raison de voter PS.

PS : Il va falloir choisir, tu gardes Valls ou tu gardes tes électeurs !

Commentaire. Qu'il le garde ou non, si on devait faire la liste de tous les membres du PS qui sont inféodés au capital, il faudrait tous les virer, ce parti n'existerait plus !

3- Conditions objectives.

Deux salaires médians cumulés (1600 € x 2) permettent encore de faire face, deux SMIC de surnager difficilement, un seul revenu fait prendre le chemin des restos du cœur et autres ONG caritatives antichambres de l'exclusion ultime étape des précaires et autres intermittents et fins de droits.

Commentaire. Cela confirme ce que j'ai écrit ailleurs en étant à 10.000kms et sans avoir mis les pieds en France depuis près de 9 ans.

4- Faire vivre le PCF

2012... la seule question qui vaille est celle de la campagne qui permettra un renforcement en conscience et en organisation des classes populaires et notamment de la classe ouvrière...

Commentaire. A sa façon, ce militant du PCF dit ce que je ne cesse de répéter, en vain !

5-

2012, qui sera au pouvoir ? On a d'ailleurs la chance que si c'est le PS, il le sera sans aucune illusion sur sa politique, et donc peut-être, contrairement à 81 et 97 avec un mouvement social en colère et des manifs !

Commentaire. On a entendu le même refrain en 81 dans le cadre de la théorie foireuse soutenue par Lambert-Gluckstein de "l'imminence de la révolution" ! Il est vrai que nous ne sommes pas dans la même situation économique et sociale, cependant il ne faut pas oublier que ce sont largement le PS et le PCF qui influencent ou qui contrôlent toujours les syndicats, dans une moindre mesure peut-être, mais on peut compter sur leurs dirigeants pour se ranger systématiquement derrière ses partis et pour tenter de neutraliser le mouvement ouvrier comme ils ont réussi à le faire à partir de 81.

Ce qui fait défaut aux travailleurs et au mouvement ouvrier, ce n'est pas la compréhension du rôle contre-révolutionnaire du PS et du PCF au côté du régime, c'est l'existence d'un parti dans lequel ils pourraient se reconnaître, soutenir ou s'organiser, et bien sûr, ceci allant avec cela, l'absence d'objectifs politiques et de toute issue politique à laquelle ils pourraient adhérer ou qui leur permettrait d'orienter leur combat. Ne cherchez pas un prétexte bidon pour soutenir le candidat du PS !

Maintenant il est vrai que la classe et les masses peuvent très bien passer outre cette recommandation et estimer que cinq ans de Sarkozy c'est cinq ans de trop et que la priorité c'est de le chasser du pouvoir, mais attention à ne pas se faire d'illusions ou tout confondre, cela ne remplacera jamais une orientation et des objectifs politiques. De plus, sachant que les travailleurs en ont plus marre de Sarkozy, s'ils avaient réellement des illusions dans la volonté et la capacité du PS à changer de politique afin de satisfaire leurs revendications, alors je voudrais bien qu'on nous explique pourquoi ils ne le soutiennent pas sans attendre 2012. Réponse : parce qu'en fait d'illusions dans le PS et ses satellites ils n'en ont pas tout simplement. Vouloir faire croire le contraire est une véritable escroquerie politique. Les faits le démontrent, il suffit d'ouvrir les yeux pour le constater.

## Politique.

1- France. L'"axe" UMP-PS.

Dominique Paillé, porte-parole de l'UMP, sur RMC: "*Je m'interroge pour savoir ce qu'il fait encore au Parti socialiste. Manuel, ne reste pas à te morfondre dans un parti pas fait pour toi. L'UMP est prête à t'accueillir!*"

Jean-François Copé se frotte les mains et salue le « courage » de Valls.

Alors à quand un axe Valls-Copé contre Hamon-Bertrand ? Ce n'est évidemment pas au programme. Sur le fond, les dirigeants de la majorité sont plus proches qu'il n'y paraît. Nicolas Sarkozy a maintes fois dénoncé « l'erreur » des 35 heures. Mais revenir sur la durée légale du travail, devenue un acquis social, serait électoralement risqué pour le chef de l'Etat. (Lepost.fr et publicsenat.fr 03.01)

2- Grèce.

La Grèce va édifier une clôture de 12,5 km le long de sa frontière avec la Turquie pour tenter d'endiguer le flux d'immigrés clandestins désireux d'entrer dans l'Union européenne.

Neuf clandestins sur dix passent par la Grèce pour pénétrer dans l'UE, ce qui pèse considérablement sur les finances, déjà très éprouvées, d'Athènes. (Reuters 03.01)

## Social.

L'entreprise de messagerie routière Ducros Express (ex-DHL) s'apprête à procéder à une vaste réorganisation qui va toucher plus de 700 salariés, dont 500 devraient faire l'objet de licenciements secs, a-t-on appris lundi de sources syndicales. "*Plus de 700 salariés au tapis*", dénonce la CGT dans un communiqué, en rappelant que Ducros Express (3.000 salariés) a vu le jour le 1er juillet 2010, suite à la cession de DHL Express par la Deutsche Post au groupe Caravelle. (AFP et Lefigaro.fr 03.01)

## Economie.



## 1- Brésil. Rousseff à la botte du marché !

Dilma Rousseff envisage des coupes budgétaires plus importantes que prévu et un recours au secteur privé pour des projets d'infrastructure, rapporte la presse lundi, signalant la volonté de la nouvelle présidente du Brésil de donner des gages aux détenteurs de capitaux.

L'ampleur exacte des baisses de dépenses publiques fera l'objet d'une décision dans le courant du mois, a ajouté Miriam Belchior. Plusieurs médias brésiliens ont rapporté lundi que le total pourrait aller jusqu'à 25 milliards de reais (11,2 milliards d'euros), soit un peu plus que ce que prévoyaient la plupart des investisseurs.

Le gouvernement brésilien a abaissé par décret vendredi ses prélèvements fiscaux sur les investissements étrangers dans les fonds de capital investissement et sur certains placements boursiers afin d'accroître les financements à long terme. (Reuters 03.01)

La taxe sur les transactions de change repasse de 6 à 2% pour les investissements étrangers dans les fonds de capital-investissement et sur une partie des placements boursiers.

## 2- Etats-Unis.

Le nombre de sociétés américaines ayant demandé la protection de la loi sur les faillites a progressé de 9% en 2010 et il pourrait augmenter également en 2011, montre une étude publiée lundi.

L'Institut américain sur les faillites (ABI) explique cette hausse par l'endettement élevé des entreprises et la stagnation de la croissance. En 2010, 1,53 million d'entreprises se sont placées sous le régime des faillites, contre 1,41 million en 2009, explique l'ABI, qui cite des chiffres du Centre américain de recherche sur les faillites. (Reuters 03.01)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 5 janvier

### Inepties et contrevérités.

1- Porter la durée légale du travail de 35 à 39h, prolonger la durée du travail en reportant l'âge légal du départ à la retraite, promouvoir les heures supplémentaires en les exonérant de cotisations sociales, trois mesures qui ne peuvent que conduire à l'aggravation du chômage (des jeunes principalement) ou à le maintenir à un très haut niveau.

Un gouvernement ouvrier réduirait la durée hebdomadaire maximum de travail à 30 ou 32 heures, abolirait l'annualisation du temps de travail, porterait l'âge du départ à la retraite à 50 ans à taux plein sans décote en cas d'annuités manquantes, interdirait les heures supplémentaires, l'ensemble de ces mesures permettraient d'en finir avec les cadences infernales, la précarité et le chômage.

2- Pour éliminer la pauvreté, il faut payer les pauvres!, c'est le titre d'un article sur le Brésil paru dans Slate.fr. Mais tout se paie, et d'où vient l'argent pour financer des programmes sociaux en faveur des couches les plus défavorisées ? Pardi, de l'augmentation du taux d'exploitation des travailleurs ! Ils ont besoin d'une main d'oeuvre plus qualifiée et en plus grand nombre comme en Europe au début du XXe siècle, de plus l'instabilité sociale, le manque d'hygiène, etc. sont préjudiciables aux affaires, voilà tout.

Au Brésil pas plus qu'ailleurs, les capitalistes et leurs représentants au pouvoir ne sont des philanthropes ou des humanistes.

3- Indignez-vous... et soyez optimiste ! Il est vrai qu'on a tellement de raisons de l'être !

Indignez-vous ! le petit ouvrage de Stéphane Hessel, dont je n'ai lu que des extraits, serait-il finalement qu'une brochure destinée à rudoyer le pessimisme injuste de la plèbe ingrate envers un régime qui ne veut que son bonheur, c'est en tout cas la lecture qu'en a faite hier Jean-Marie Colombani, ex-directeur du Monde, dans le site Slate.fr.

Pour comprendre le pessimisme des travailleurs "*L'homme du moment, Stéphane Hessel, nous a fourni une explication. Pour lui, les Français «ont une très haute idée d'eux-mêmes». De là vient leur constante déception vis-à-vis d'une réalité qu'ils ne jugent jamais à la hauteur de ce qu'ils méritent!*". Il est vrai que de nos jours le droit à la dignité est tout bonnement une exigence extravagante, tout comme pouvoir vivre de son travail !

Colombani qui véhicule les idées dominantes confond le mérite et le droit légitime à profiter du progrès social, à vivre toujours mieux, pourquoi, parce qu'il appartient à la classe des privilégiés qui sont servis et qui n'ont donc rien de plus à attendre contrairement à l'immense majorité qui de loin ne partage pas cette situation.

La tare des travailleurs de nos jours serait "*la croyance aux progrès*", voilà ce qu'il faut comprendre. Du moment que le progrès profite à quelqu'un, peu importe qu'il ne profite qu'à une minorité de la population, il faut s'empresse d'en conclure que la société prospère et que le capitalisme est toujours synonyme de progrès, donc ils sont sur la bonne voie, donc il faut soutenir le régime en place, il ne faut rien changer, d'ailleurs c'est impossible :

*"Il est vrai que nous vivons plusieurs crises qui rendent difficile tout simplement de se situer. Crise du capitalisme en premier lieu qui est profonde et durable, sans qu'il y ait de substitut possible aux règles du marché."*

Il nie également que le capitalisme, la société et le monde seraient en "*déclin*", il ignore ou oublie que dans le passé des sociétés se sont développées avant de décliner puis disparaître. A ce propos, il faut se souvenir que des civilisations fleurissantes, très développées et très puissantes mais incapables de dépasser leurs contradictions, ont disparu au profit d'envahisseurs qui l'étaient beaucoup moins. On pourrait faire un parallèle avec ce qui est en train de se passer entre les pays dits développés et la Chine, où c'est le pays le plus arriéré sur le plan social qui finit par dicter sa loi à tous les autres pays qui pour résister et le concurrencer liquident les droits sociaux des travailleurs. En quoi des pays comme la Chine, l'Inde ou le Brésil seraient-ils porteur de progrès social, scientifique ou technologique ? Dans absolument aucun domaine !

Conclusion logique de ce représentant du "*marché*" : "*Pourtant, retour à l'optimisme*", nous n'avons pas le choix !

Et sur quoi devrait reposer cet optimisme ? Pardi, sur l'UE et Sarkozy !

*"On attendra donc fébrilement de savoir si l'Europe continuera de renforcer, en 2011, sa capacité de réponse en prenant plus fermement le chemin d'un fédéralisme monétaire et budgétaire"* pour mieux asservir les peuples de l'Europe aux besoins du capital et assurer par la même occasion sa survie.

Et de s'en remettre à Sarkozy :

"il présidera le G8 et le G20 tout au long de l'année. Il lui sera donc plus facile qu'à ses opposants d'esquisser une réponse à la question qui nourrit le pessimisme du pays et qui est de pouvoir se faire une idée de la façon dont nous nous situons, et dont nous allons nous situer dans les années qui viennent, dans le nouveau rapport de forces planétaire.", bref de s'en sortir, Colombani parle pour lui tout comme Hessel, ils se nourrissent des illusions qu'ils colportent et de l'ignorance des masses.

La lecture que fait Colombani de cet opuscule ne doit pas être très éloignée de l'objectif qu'a dû lui assigner son auteur qui place son optimisme dans M. Aubry ou à défaut dans Strauss-Kahn.

## Parole d'internaute.

1- On travaille trop !

Même les entreprises n'en veulent pas parce qu'elles ont largement profiter de la réorganisation du fait des lois sur les 35 heures pour plus de flexibilité et l'annualisation du temps de travail !!! Au fait, en Allemagne les contrats précaires représentent aujourd'hui plus de 25 % des contrats (contre 19 % en 2001). C'est bien de créer de l'emploi ! Encore faut-il qu'il soit suffisant pour vivre dignement ! Je rappelle aussi que les Allemands travaillent, en temps annuel, bien moins que nous (tout comme les Hollandais par exemple) !

2- On travaille pour vivre ou l'inverse ?

En fait tous les problèmes discutés partent de la conception qu'on veut bien se faire du monde. (...) Bref l'occident a voulu imposer son modèle (LA CROISSANCE OUAIIIIII) au monde sur le dos de populations locales (exemple du pétrole) mais les peuples mondiaux se sont déséquilibré et entassé dans des mégapoles et même nous les aisés vivons mal la compétition permanente !! Tous ces modèles qu'on nous vend (Coréens Chinois et autres qui bossent comme des malades sans vacances pour une croissance OUAIIII SUPER) ....et après on fera quoi ?? C'est quoi le but à atteindre si ce n'est d'abord rendre les peuples plus en harmonie dans leur vie humaine et avec la nature sans laquelle là on est certain que l'humanité disparaîtra.

## Politique.

1- France.

### 1.1- La Talonnette "est un garçon mal élevé qui n'a aucune culture".

Ce n'est un secret pour personne : Nicolas Sarkozy fait régulièrement des fautes de français... à l'écrit (ici ou là) et surtout à l'oral.

La plus connue est évidemment le "casse-toi pauvre con" mais il y en a d'autres... En mars 2010, une chercheuse au CNRS est déjà revenue sur les nombreuses fautes de français qui émaillent les discours de Nicolas Sarkozy.

Ainsi, le 17 mars 2009, lors d'un discours devant des ouvriers d'Alstom, dans le Doubs, Nicolas Sarkozy avait fait des fautes de syntaxe: "Si y en a que ça les démange d'augmenter les impôts", avait-il dit. "On se demande c'est à quoi ça leur a servi?", déclarait-il le même jour en parlant des études des élites.

"Sarkozy est aussi fâché avec les négations" : "J'écoute, mais je tiens pas compte !" (Provins, le 20 janvier.) A du mal avec les accords: "On commence par les infirmières parce qu'ils sont les plus nombreux" (Rambouillet, le 13 mars.) Ou mange les mots: "Ch'ais pas", "ch'uis", "m'enfin", "y a"...

Excédé par le style oral de Nicolas Sarkozy, le député PS de l'Eure François Loncle a décidé d'interpeller le ministre de l'Éducation nationale dès le 16 février 2010, via une question écrite.

"J'en ai eu assez des fautes de français de Nicolas Sarkozy ! De vocabulaire, de syntaxe... son incapacité à faire les bons accords et son habitude à parler de manière vulgaire", explique l' élu PS au Post.

Les ministres sont obligés de répondre aux députés qui utilisent cette procédure dans les deux mois. Et la réponse doit être publiée au Journal officiel. La question a été diffusée au JO :

"M. François Loncle indique à M. le ministre de l'éducation nationale que l'actuel Président de la République française semble éprouver maintes difficultés à pratiquer la langue française. Il multiplie les fautes de langage, ignorant trop souvent la grammaire, malmenant le vocabulaire et la syntaxe, omettant les accords. Lorsqu'il s'exprime en public, le Président de la République croit judicieux de maltraiter, volontairement ou involontairement, la langue française et il s'aventure parfois à employer des termes et formulations vulgaires. Afin de remédier sans délai à ces atteintes à la culture de notre pays et à sa réputation dans le monde, il lui demande de bien vouloir prendre toutes les dispositions nécessaires pour permettre au Président de la République de s'exprimer au niveau de dignité et de correction qu'exige sa fonction."

"En gros, à la fin, j'ai demandé à Chatel de donner des cours du soir à Sarkozy", s'amuse François Loncle.

N'ayant pas eu de réponse, l' élu PS a renouvelé sa demande quelques mois plus tard. Avant de finalement recevoir une réponse de Luc Chatel... le 7 décembre 2010. Soit 11 mois plus tard. Et si la question du député a bien été publiée au JO, cela n'a pas été le cas pour la réponse de Chatel. La raison ? Le ministre a répondu au député PS dans une lettre qui lui a été adressée directement.

"La méthode m'a surprise. Je suis élu depuis 1981 et en 20 ans, je n'ai vu cela !, explique au Post François Loncle. En fait, Chatel ne voulait pas donner un caractère public à cette lettre."

Dans sa réponse publiée par Médiapart, Luc Chatel tente de défendre le langage présidentiel. (dans la rubrique *Documents* du site)

Mais au final, que retient le député PS de la réponse de Luc Chatel ?

"Dans sa lettre, Luc Chatel confirme que le Président s'exprime mal. Et il l'excuse en mettant en avant des arguments contestables et même risibles", déclare-t-il au Post. "Autrement dit, le message de Chatel, c'est : 'Nicolas Sarkozy parle comme tout le monde et c'est bien comme ça. C'est normal car il se met à la portée des citoyens'. C'est ce que Chatel appelle le 'Parler vrai'..."

Puis, François Loncle hausse le ton : "Ce 'parler peuple' tient selon moi à deux choses : Nicolas Sarkozy est un garçon mal élevé qui n'a aucune culture. Sa stratégie de parler comme les gens, cela s'appelle de la démagogie." (Lepost.fr 04.01)

Commentaire d'internautes.

1- Il nous fait honte partout . Mes voisins Anglais qui parlent un Français plus châtié que le sien m'en ont fait la remarque. Des Hollandais en riaient de bon coeur au marché et les allemands étaient tout contents de citer ses "erreurs". C'est tout simplement qu'il n'a pas les compétences linguistiques nécessaires pour la fonction qu'il occupe en dilettante agité.

2- "Si le ministre juge d'abord qu'il y a "évidemment des questions plus importantes", il évoque un parler "clair et vrai", qui refuse le "style amphigourique et les circonvolutions syntaxiques qui perdent l'auditeur et le citoyen" :

Décidément, il n'y en pas pas un pour racheter l'autre au sein de ce gouvernement d'illettrés : Chatel confond "circonvolutions" avec "circonlocutions". Dans ce contexte, parler de "circonvolutions syntaxiques" n'a aucun sens ; le terme adéquat étant "circonlocutions" qui sont des détours de langage qui, en évitant les termes précis, visent à masquer la pensée ou à adoucir ce que l'on veut dire. On pouvait -éventuellement- employer circonvolutions comme synonyme de ciconlocutions au début du XIXème siècle, mais seulement au sens figuré !

Chatel donnant des cours de français à Sarkozy : vraiment trop drôle !

Décidément, les membres de ce gouvernement ne sont pas bons à rien : ils sont mauvais à tout !

## 1.2- Mélenchonade.

Mélenchon accuse le candidat à la primaire PS (Valls) de « rendre service en donnant raison aux plus réactionnaires de la droite. C'est une situation inouïe ». « Est-ce que c'est à un socialiste d'aller proposer un recul sur une conquête sociale ? Il faut laisser faire la droite pour ça », lance Mélenchon, pour qui les 35 heures sont « une avancée considérable » et « une revendication historique du mouvement ouvrier ».

Cette situation est « un symptôme de la décadence et de la nécrose intellectuelle du Parti socialiste », ajoute le député européen. Et de dénoncer un PS qui « ne veut pas prendre une ligne de rupture avec le capitalisme. C'est une ligne d'accompagnement. La politique du chien crevé au fil de l'eau, ça produit ça, des Manuel Valls ».

Le président du Parti de gauche se fait menaçant face au PS : « Les voix des conseillers municipaux et des grands électeurs des communes de gauche ne sont pas la propriété privée du Parti socialiste », prévient-il. Il ajoute : « C'est quand même un peu gros. On se rassemble pour faire élire des municipalités de gauche, qui sont socialistes, communistes, PG. Puis après, c'est le Parti socialiste qui ramasse toute la mise et qui prend tous les sénateurs. S'ils comptent que ça va se passer comme ça, il va leur en cuire, car nous allons prendre les dispositions qu'il faut pour leurs rendre la monnaie de leur pièce. Ou bien ils deviennent raisonnables et nous reconduisons nos deux sénateurs sortants. Ou bien les socialistes auront les plus grandes difficultés à convaincre les grands électeurs, que nous influençons, de voter pour eux ». A bon entendeur... Reste à voir si le Parti de gauche a les moyens de ses menaces. A moins qu'au sein du Front de gauche son allié communiste, qui reste bien implanté dans certains départements, contribue à mettre en œuvre cette menace. (Publicsénat.fr 04.01)

Inutile de revenir ici sur les conditions détestables dans lesquelles ont été instaurées les 35h.

La décadence du PS n'est pas intellectuelle, elle est politique, tout comme celle de Mélenchon qui est passé du marxisme au réformisme. Et c'est pour les mêmes raisons que le PS et le PG sont incapables de rompre avec le capitalisme, ils partagent à des degrés différents la même interprétation du développement historique du capitalisme qui les conduit tous les deux à s'y adapter, contrairement au marxisme qui en conclut qu'il faut liquider le capitalisme parce qu'il conduit infailliblement à la paupérisation et à la barbarie, et que par conséquent le prolétariat doit prendre le pouvoir afin de mettre en oeuvre un mode de production basé sur la satisfaction des besoins de la population...

## 2- Tunisie.

Avec la reprise des cours après les vacances d'hiver, de violents affrontements ont opposé mardi, pour la deuxième journée consécutive, la police à des centaines de manifestants, en majorité des lycéens, dans la ville de Thala, à 250 km de Tunis, a-t-on appris de source syndicale.

Appuyés par des renforts venus de régions voisines, les forces de l'ordre ont eu recours "intensivement" aux bombes lacrymogènes pour disperser la foule qui manifestait par solidarité avec la population de Sidi Bouzid, une région du centre-ouest du pays, où avaient éclaté le 17 décembre dernier des troubles sociaux sur fond de chômage et de précarité des conditions de vie.

"La police s'est introduit dans un lycée en maltraitant élèves et enseignants", a témoigné un syndicaliste joint au téléphone par l'Associated Press, notant que les établissements scolaires de la ville ont dû être fermés l'après-midi.

Plusieurs personnes, blessées, ont été transférées à l'hôpital de Kasserine, chef-lieu de la région, a précisé ce syndicaliste qui a requis l'anonymat. Il a également fait état de nombreuses interpellations.

La veille, les manifestants ont incendié le siège du parti au pouvoir et mis le feu à des pneumatiques. (AP 04.01)

## 3- Jordanie.

Des édifices publics et des voitures de police ont été incendiés lors d'émeutes anti-gouvernementales mardi dans la ville de

Ma'an, dans le sud de la Jordanie, ont rapporté des témoins.

Les violences ont éclaté après les funérailles de deux hommes tués lundi, apparemment par des membres de la puissante tribu bédouine Houaitat.

Ces derniers auraient été rendus furieux par l'embauche de membres d'autres tribus sur un grand chantier de travaux publics dans leur ville de Chidia, à 70 km au sud de Ma'an.

Selon des témoins, les émeutiers qui dénonçaient la passivité des autorités, incapables d'arrêter les assassins des deux hommes, ont mis le feu à un tribunal et à plusieurs commerces. (Reuters 04.01)

Corruption, impunité, injustice, le quotidien en Jordanie comme en Tunisie ou en Egypte...

4- Chine.

Depuis plusieurs mois, la Chine multiplie les déclarations de bonnes intentions à l'égard de la zone euro.

En aidant la zone euro, la Chine s'aide surtout elle-même. Dépendante de ses débouchés et de ses investissements à l'étranger, elle n'a ainsi aucun intérêt à voir sombrer l'un de ses principaux partenaires commerciaux.

Mais les intérêts de la Chine à aider la zone euro sont loin d'être seulement économiques. Il s'agit aussi d'une arme politique.

Le ministère chinois des Affaires étrangères a ainsi affirmé il y a deux semaines que l'Europe allait devenir l'un des principaux marchés du pays pour investir ses réserves de change.

Ces annonces sont «un moyen pour la Chine d'étendre sa zone d'influence sur l'Europe qui lui sera redevable, poursuit-il. Pékin disposera ainsi d'un solide argument lors de futures négociations commerciales et politiques. C'est le coup parfait.» D'autant qu'en cette période de crise, le Vieux Continent n'a plus vraiment le choix de ses investisseurs. (20minutes.fr 04.01)

## Social

1- Temps de travail, ce qu'ils migotte : retour au XIXe siècle !

Auteur d'un précédent rapport en 2004 sur l'application de la loi sur les 35h, Hervé Novelli a déclaré qu'il rendrait ses conclusions à la fin du mois, après avoir notamment consulté le patronat et les syndicats.

En attendant, il fera mercredi devant le bureau politique de l'UMP un "*état des lieux*" de la loi et développera son idée d'un "*nouveau contrat social*" permettant aux partenaires sociaux de s'approprier une partie de la négociation sur des sujets jusqu'ici traités presque exclusivement par la loi.

"Ce contrat consisterait à échanger sur une période de cinq ans les allègements de charges contre une flexibilité plus grande pour les entreprises et davantage de sécurité pour les salariés", a-t-il dit.

La durée légale du travail étant supprimée, il reviendrait au patronat et aux syndicats de négocier des conventions sur le sujet au niveau des branches. (Reuters 04.01)

2- Licenciements, suppressions de postes en "*douceur*", camouflés.

Les plans sociaux n'ont plus le vent en poupe. Ils ont retrouvé leur niveau d'avant crise, selon les données du ministère du Travail publiées ce mardi par le journal *Les Echos*.

Sur les trois derniers mois, 230 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) ont ainsi été enregistrés, en chute libre de 53% sur un an. Le mois d'octobre dernier représente à lui seul tout un symbole. Seuls 65 PSE ont été mis en place, soit le plus bas niveau depuis dix ans.

Si ces chiffres témoignent d'un retour progressif de l'activité en France, ils sont aussi à relativiser. Car ils ne signifient pas que les entreprises ont baissé de manière drastique leurs licenciements. Mais elles privilégient d'autres outils que les plans sociaux.

Les plans sociaux coûtent cher aux entreprises. En termes financiers tout d'abord: selon les conventions collectives et les négociations autour des primes de départ, les sommes montent vite. Les conséquences peuvent aussi être désastreuses sur

l'image de la société, surtout si le PSE donne lieu à un conflit social.

Les entreprises cherchent donc à se séparer plus en douceur de leurs employés, avec notamment le non-remplacement de ceux qui partent à la retraite ou les ruptures conventionnelles.

Créée en 2008, ce dispositif permet à l'employeur et au salarié de convenir en commun des conditions de la rupture du contrat de travail. Et il est en plein essor. Plus de 500.000 demandes ont ainsi été déposées depuis deux ans et demi et 430.000 validées par le ministère du Travail. (20minutes.fr 04.01)

Commentaires d'internautes.

- Résumé de l'article: les entreprises vivent tout autant mais sans faire de plans sociaux.

- Quel drôle de terme que celui de "*plan social*". Ce qui pourrait faire penser à une nouvelle mesure en faveur des plus démunis n'est, en réalité, que qu'une manière détournée de mettre les gens au chômage! Peut importe la façon de le faire, le licenciement masqué est à la mode, de nos jours !

- Il faudra surtout se méfier de ces plans sociaux qui vont baisser drastiquement à l'approche de l'élection présidentielle. Les industriels vont tout mettre en oeuvre pour faire descendre le chômage à un niveau très bas le temps du passage des élections et qui reprendront de plus belle après. Nous avons déjà donné.

Commentaire. Le Medef et les syndicats patronaux préparent évidemment les élections présidentielles avec l'UMP.

3- Conditions objectives. On n'est pas tous logés à la même enseigne, la preuve.

On imaginait que les propriétaires-bailleurs étaient tous riches ou aisés. Ce n'est pas (ou plus) le cas. Selon la dernière étude de Century 21, les employés et les ouvriers représentaient, en 2010, près de 19,5% des investisseurs locatifs. Soit deux fois plus qu'il y a 10 ans. Un chiffre d'autant plus impressionnant que, durant la même période, la part des bailleurs cadres supérieurs est passée, elle, de 17,5% à 13,7%.

L'afflux des catégories modestes dans l'achat locatif s'explique en grande partie par la peur qui tenaille les ménages concernant leur retraite. L'achat dans la pierre, plus que jamais une valeur-refuge et "*élément de reconnaissance sociale*", selon Sylvain Jutteau, chargé du pôle location de Century 21, permet à l'investisseur de sécuriser ses revenus tout en constituant une épargne forcée. Le placement est d'autant plus intéressant que les loyers repartent à la hausse. De plus, le manque de construction de logements neufs va sûrement entretenir, dans certaines grandes villes, la rareté et donc la hausse des prix.

Cette tendance accentue un autre phénomène récent : le retrait des étudiants de la location. En 2001, ils représentaient 23% des locataires entrant. En 2010, ils sont tombés à 3,6%. Les loyers ont augmenté de 32% en 10 ans. (L'express.fr 04.01)

4- L'argent n'a pas d'odeur.

Après le Mediator, une autre molécule, le vasodilatateur Buflomédil, pourrait être retirée prochainement du marché français, a déclaré mardi l'Afssaps, une agence officielle de régulation de la santé.

Les autorités ont confirmé les informations de la revue Prescrire, qui avance que le Buflomédil, principe actif commercialisé depuis une vingtaine d'années en France sous plusieurs noms, est sur la sellette.

*"Il a des effets indésirables neurologiques et cardiaques, parfois mortels, en particulier en cas de doses élevées ou inadaptées à l'insuffisance rénale. Il faut le retirer du marché"*, écrit Prescrire qui estime que le Buflomédil est "*sans intérêt thérapeutique démontré*".

Un syndicat de médecins rappelle que l'industrie pharmaceutique française finance les revues médicales, au moins par la publicité, la recherche, compte des représentants dans tous les organismes officiels ainsi que des appuis au plus haut niveau de l'Etat.

*"Nous en avons assez des immixtions des firmes dans la vie des soignants: presse, syndicats médicaux, congrès de médecine générale, sociétés savantes, formation continue en ville et à l'hôpital, réseaux de santé et même actions des pouvoirs publics"*, écrit mardi le Syndicat de la médecine générale dans une lettre ouverte à Xavier Bertrand. (Reuters 04.01)

[Haut de page ↗](#)

Le 6 janvier

Vous trouverez à la suite de la causerie et des infos en bref du jour celles d'hier que je n'ai pas pu mettre en ligne, parce que ma connection était trop lente pour accéder au site du serveur qui l'héberge. Cela vous donne une petite idée des difficultés que je rencontre pour actualiser le site.

Au fait, je vous ai souhaité une bonne année 2011, mais je ne vous ai pas adressé mes voeux car j'estime que voeu a un relent obscurantiste, c'est un peu naïf, cela s'accommode mal avec notre objectif permanent d'accroître notre niveau de conscience, notre maîtrise de soi. On n'a pas le temps de faire un voeu qui nous propulserait dans l'avenir quand on doit déjà s'attacher quotidiennement à essayer de comprendre la réalité.

Et quand je vous ai souhaité le meilleur, j'avais dans l'idée que le meilleur pouvait sortir du pire, comme c'est la nécessité de résoudre des problèmes qui nous fait avancer, si nous n'avions pas de problèmes, on ne progresserait jamais, mais je ne pouvais pas vous le dire de la sorte à ce moment-là, certains n'y auraient rien compris ou m'en auraient voulu inutilement.

Rectification : mainmise s'écrit en un seul mot et non en deux comme je l'ai écrit, sorry !

Selon *Le Point*, le livre de Stéphane Hessel n'est qu'un exposé de "*bons sentiments gentillets*" (Lepoint.fr 05.01)

Le mérite de son livre est de faire réfléchir disent les uns, d'autres pointent des lieux communs, j'en conclus que la plupart de ceux qui l'ont acheté partageaient déjà ses idées et qu'ils espéraient y trouver des réponses aux questions qu'ils se posent ou retrouver l'espoir qu'il est encore possible de changer la société, sur ce plan ils seront déçus.

En comparaison, *Le Point* estime que le livre de Mélenchon (*Qu'ils s'en aillent tous !*) présente un avantage sur celui d'Hessel, il "*a le mérite d'être articulé politiquement*", et de conclure en se demandant s'il aura "*assez d'estomac pour achever le travail commencé par François Mitterrand*", c'est-à-dire "*arriver à boulotter le Parti communiste*", il faut avoir l'estomac solide et aimer la charogne !

Le POI (IO n°130 page 15) s'enflamme aussi pour le livre d'Hessel qualifié de "*petit opuscule plein de verve et de sagesse*". Et sur sa finalité ? Pas un mot évidemment. Et pour cause, je cite : "*De quoi s'indigne donc l'auteur ? Tout particulièrement des violations de plus en plus insupportables de la démocratie dans notre pays, notamment « de tout le socle des conquêtes de la Résistance ».* Car Stéphane Hessel a 97 ans.

*Cet ancien résistant de la France libre fut aussi ambassadeur des Nations unies et participa à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. « On ose nous dire que l'Etat ne peut plus assurer le coût des mesures citoyennes !, écrit-il. N'est-ce pas parce que le pouvoir de l'argent n'a jamais été aussi grand, insolent, égoïste, avec ses propres serviteurs jusque dans les plus hautes sphères de l'Etat. »*

Passons sur le fait qu'il a 93 ans et non 97 selon Reuters, AFP, 20 minutes.fr et Lexpress.fr, il est né en 1917 à Berlin.

Le POI a court d'arguments pour défendre sa politique opportuniste fait décidément feu de tout bois pour nous vendre sa camelote avariée. Plus le capitalisme s'enfonce dans la crise, plus le parti de l'ordre affiche son vrai visage hideux et marche sur les pas du FN, plus son supplétif, le PS, penche à droite, et plus les autres partis ouvriers droitisent leur politique...

C'est ainsi que la révolution, le socialisme, les besoins de la classe ouvrière passent à la trappe, il ne subsiste plus que ce qui serait censé être compatible avec la préservation du régime capitaliste, dont « *tout le socle des conquêtes de la Résistance* » ou encore ce qui aurait un coût supportable pour l'Etat, celui des capitalistes évidemment puisqu'il ne s'agit pas de leur retirer le pouvoir, en fait le POI est sur la même ligne que le NPA ou LO ou encore le PCF qui prônent une meilleure répartition des richesses sans remettre en question l'ordre établi, c'est ce dont témoigne ici cette citation à laquelle le POI adhère sans réserve ni modération : « *On ose nous dire que l'Etat ne peut plus assurer le coût des mesures citoyennes !* », alors que nous vivions si heureux quand il le pouvait encore, Hessel au passage fait l'apologie de l'Etat bourgeois dont nous devrions tout attendre, ne vous attendez pas à ce que le POI le relève, et pour cause, cela ne vous fait pas penser au dernier éditorial de Gluckstein qui est nostalgique de l'époque où la Banque de France n'était pas "*indépendante*" de l'Etat ?

*«N'est-ce pas parce que le pouvoir de l'argent n'a jamais été aussi grand, insolent, égoïste, avec ses propres serviteurs jusque dans les plus hautes sphères de l'Etat. »* écrit-il, parce que lorsque nous croulions sous le joug des Maîtres des Forges, des patrons de la grande industrie déjà liés aux banques, là aussi nous nagions dans le bonheur ; c'est dingue de ne s'en être jamais rendu compte à l'époque, on se demandera effaré dans quel monde les dirigeants du POI ont vécu et ils vivent aujourd'hui.

*Informations ouvrières* le présente complaisamment comme un grand démocrate, il est social-démocrate pour être plus

précis (20minutes.fr 02.01), normal alors que le POI lui prête tant de qualités : « *Cet ancien résistant de la France libre fut aussi ambassadeur des Nations unies et participa à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.* », quelles références, quelle avancée historique quand on a à l'esprit son contenu, vive l'ONU quoi ! Et dire qu'ils dénoncent les autres partis qui ont le même travers ! A croire que les lecteurs d'*Informations ouvrières* sont distraits ou qu'ils ont un cerveau étroit, de sorte que d'un numéro sur l'autre ils oublient totalement ce qu'ils avaient lu la semaine précédente, ce n'est pas moi qui ose le prétendre, je respecte ces lecteurs, c'est le POI en agissant ainsi.

Il y a des aspects encore moins reluisants dans la carrière d'Hessel que bien sûr *Informations ouvrières* passe sous silence à ses lecteurs, ce sont des spécialistes des faits ou des citations tronquées et des non-dits.

Complétons sa biographie : *Qui est Stéphane Hessel?* (AFP et Lexpress.fr 31.12.10 mis à jour 05.01.11)

*"Il rejoint le Général de Gaulle à Londres en mars 1941. Il y reste jusqu'en 1944 où il revient en France pour une mission... Il est admis en 1945 au concours des Affaires étrangères et occupe le poste de directeur administratif au secrétariat général des Nations Unies à New York de 1946 à 1950.*

*Il est attaché au cabinet de Pierre Mendès France en 1955. Sa carrière diplomatique le mène ensuite de poste en poste à Saïgon, Alger, New York et Genève où il représente la France aux Nations Unies."*

Bref, il doit toute sa carrière à de Gaulle en réalité, et en fait de résistant... il était à Londres avec le futur monarque de la Ve République ! Vous aurez compris que social-démocrates, gaullistes et communistes à la sauce stalinienne, tout ce beau monde appartient au même monde, celui que nous combattons sans relâche.

Les esprits faibles et les capitulards déclarés ou qui s'ignorent et qui sont plus aptes à passer des compromis avec l'ennemi plutôt que défendre le socialisme, jugeront sans doute notre critique hors de proportion, exagérée comme d'habitude, ils ne s'aperçoivent même pas qu'à travers ce genre d'opérations, ce sont nos principes et notre idéal qui sont systématiquement tenus à l'écart, bafoués, sacrifiés. D'écarts en renoncements, ils en viennent à encenser ce qui leur donnait envie de vomir hier encore paraît-il, à force de se soumettre, on finit par se renier, on franchit la ligne de classe, on en crève politiquement.

Le minimum acceptable aurait consisté à faire une lecture critique de cet opuscule, en relevant les points d'accord que nous pouvions avoir avec son auteur, tout en les situant dans une perspective politique (révolutionnaire) conforme aux intérêts de la classe ouvrière, au lieu de cirer les pompes à ce gaulliste, une honte !

Pour illustrer les portraits de Sarkozy, Aubry, Royal, Strauss-Kahn, Laurent, Mélenchon, Besancenot et Arthaud, ils ont écrit *"Pour tous, à "gauche" comme à droite, une seule échéance compte : 2012.*, tandis que le POI prépare de son côté les élections cantonales, c'est à la page 8. Vous vous en foutez, moi aussi !

## Politique.

1- Ambiance nauséabonde et crise à l'UMP, suite.

Dominique Paillé ne sera plus porte-parole de l'UMP.... et il est amer. C'est ce qu'il a confirmé ce mercredi, tirant à boulets rouges sur le nouveau secrétaire général du parti majoritaire, Jean-François Copé. Ce dernier entend en effet assurer lui-même les points de presse et la communication extérieure du parti.

*«Il trouve la fonction de simple porte-parole ringarde. Moi je trouve ça essentiel»,* déclare Dominique Paillé sur le site internet du Journal du Dimanche. *«Je n'ai pas d'atomes crochus avec Jean-François Copé, c'est de notoriété publique»,* a-t-il expliqué sur le JDD.fr. Le futur ex-porte-parole avait révélé sa mise à l'écart mardi, rapportant des propos peu amènes de Jean-François Copé.

Selon le *Canard enchaîné* publié ce mercredi, cette éviction de Dominique Paillé s'expliquerait par des raisons financières. En effet, l'audit interne commandé par le nouveau trésorier de l'UMP a révélé que ce dernier touchait un salaire de 8.000 euros net par mois. *«Un salaire jugé excessif»,* selon l'hebdomadaire satirique. (20minutes.fr 05.01)

2- Thibault à la manœuvre.

La CGT a annoncé qu'elle allait boycotter demain la traditionnelle cérémonie de vœux du chef de l'État aux forces vives de la nation, morcelée pour la deuxième année consécutive et réduite, en ce qui concerne les syndicats, aux seuls vœux aux partenaires sociaux.

Par ce coup d'éclat inédit, Bernard Thibault cherche avant à envoyer un message en interne à tous ses opposants qui lui ont souvent reproché ces trois dernières années une forme de collusion avec le chef de l'État.



La réforme des retraites n'a rien arrangé. Sa stratégie d'alliance avec la CFDT de François Chérèque et de maintien à tout prix de l'unité syndicale a conduit Bernard Thibault à ne pas appeler les salariés à se lancer dans une grève reconductible et à modérer, aux yeux des ultra de sa centrale, ses attaques contre le gouvernement.

Bien que tranquille sur son avenir - il a été réélu en décembre 2009 pour un quatrième mandat de trois ans et ne souhaite pas, a priori, se représenter -, Bernard Thibault cherche donc à donner des gages de sa loyauté à ses troupes et prépare les combats de 2011. (Lefigaro.fr 05.01)

Combats qu'il mènera au côté du gouvernement et du Medef et non contre eux, *Le Figaro* ne pouvait pas le préciser évidemment !

Donc si on se bornait à cette annonce, on pourrait se dire que Thibault a pris une bonne décision pour une fois... Ouais, à ceci près que si vous lisez le communiqué de la CGT vous apprendrez qu'il ne se rend pas à cette invitation, parce que Sarkozy aurait refusé "*l'ouverture de réelles négociations*" avec les syndicats sur les retraites. Ah mais cela change tout ! Eh oui, c'est de la pure manipulation ! Et il n'est pas en reste, il a une autre idée derrière la tête.

En réalité, cette canaille se sert de cette occasion pour tenter de faire croire une énième fois qu'il y avait vraiment quelque chose à attendre de "*négociations*" sur les retraites avec Sarkozy. Mais ce n'est pas tout. C'est tout d'abord une façon comme une autre de légitimer Sarkozy, Thibault exclut évidemment toute rupture des relations de la CGT avec l'hystérique du Palais, ensuite et c'est là qu'il voulait en venir en fait, cela lui permet à moindre frais de justifier le nouveau cycle de "*négociations*" orchestré par le gouvernement et le Medef auquel la CGT va participer et qui doit démarrer dans les jours qui viennent, tout en se présentant comme un farouche opposant à Sarkozy, histoire de faire taire les mauvaises langues au sein de son syndicat ou d'affaiblir ses opposants et venir en aide à son appareil.

A moindre frais j'ai précisé, car entre Noël et le Jour de l'An, le ministre du Travail a reçu les dirigeants syndicaux, je l'ai lu dans une dépêche hier ou avant-hier, ils ont dû échanger leurs voeux à cette occasion et pourquoi pas une petite coupe de champagne avec des petits fours pour bien terminer l'année, sans rancune bien sûr, nous n'y étions pas pour le confirmer, mais entre gens du même monde et qui s'estiment c'est dans l'ordre des choses, non ?

Un internaute a compté que Thibault s'était rendu 9 fois à l'Élysée en 2010, alors une fois de plus ou une fois de moins peu importe, il précisait qu'en revanche pas une fois il ne s'était rendu à l'usine Continental pour rencontrer les ouvriers en lutte, normal, non, il se rend chez son donneur d'ordres, son maître et pas ailleurs. Cela étonne quelqu'un ?

## Social.

### 1- France.

#### 1.1- 35 heures : au moins les choses sont claires !

Pour le ministre du Budget et porte-parole du gouvernement, François Baroin, le débat est clos. «*Les 35 heures sont mortes et enterrées*», a-t-il déclaré ce mercredi à l'issue du Conseil des ministres.

François Baroin a estimé que les gouvernements de droite avaient vidé de sa substance la loi sur les 35 heures mise en place en 2000. (20minutes.fr 05.01)

#### 1.2- La Poste dégraisse.

D'après l'organisme syndical Sud, qui a réalisé ses propres calculs, 13.800 départs non pas été remplacés en 2010 à la Poste. (Lefigaro.fr 05.01)

#### 1.3- Sanofi-Aventis. Ils font des profits et ils licencient pour en faire davantage.

Plusieurs centaines de salariés de Sanofi-Aventis ont manifesté mercredi, à Paris, Bordeaux et Montpellier contre un plan de 575 départs de salariés, essentiellement dans la visite médicale, dans le cadre d'un plan d'économies touchant toutes les activités du laboratoire.

A Paris, devant le siège de la branche commerciale du laboratoire, environ 700 salariés, selon les organisateurs, se sont rassemblés sous une forêt de drapeaux rouges, blancs et bleus des 9 syndicats qui avaient appelé à cette journée de grève (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, Pharmacadres, Solidaires, Unsa et Usapie).

A Bordeaux, quelque 200 salariés ont défilé dans les rues de la ville, a constaté l'AFP. A Montpellier, ils étaient 300 à 350, selon

la même source. La direction de Sanofi-Aventis France, qui souligne que la visite médicale est classée «*emploi menacé*», a qualifié la mobilisation de «*conséquence*».

Les départs se répartissent pour 497 parmi les 1.860 visiteurs médicaux, et pour 78 parmi les salariés du siège.

Selon la déléguée syndicale FO, Roseline Labarrière, «*il n'y a aucune justification économique à ce plan*». «*Sanofi-Aventis gagne de l'argent et tous les bénéficiaires sont faits par ces gens-là, ces personnes qui rencontrent les médecins et les informent*» sur les produits du laboratoire, dit-elle.

«*C'est un plan mortifère, car la moyenne d'âge est très élevée chez les visiteurs médicaux*», à 47-48 ans, a-t-elle ajouté. Les visiteurs médicaux de Sanofi, qui étaient encore près de 2.500 en octobre 2008, sont aujourd'hui 1.860. Ils devraient n'être plus qu'environ 1.300 après ces nouvelles suppressions de postes.

Depuis l'arrivée au poste de directeur général du laboratoire de Chris Viehbacher il y a deux ans, le groupe est engagé dans un vaste plan destiné à lui faire économiser 2 milliards d'euros en 2013 par rapport à 2008. Sanofi a ainsi engagé en France la réorganisation de sa chimie et de sa recherche. Le groupe a également annoncé la suppression de 1.700 emplois aux Etats-Unis. (20minutes.fr 05.01)

Commentaire d'un Internaute.

- Juste pour vous dire que le nouveau PDG, Chris Viehbacher, gagne....12 000 euros...par jour ! (salaire d'un CDD :1200 euros net MENSUEL ...et en 3X8 !)

Les génériques ne sont pas entièrement mis en cause pour ce (énième) plan social, c'est la rémunération exorbitante du PDG et des actionnaires qui en sont la principale cause...

Quelle est belle notre France : un PDG 360 000 euros, un ouvrier CDD 1200 euros !

Commentaire.

Je me suis refusé à mettre en ligne le commentaire d'un autre internaute qui expliquait que le travail du visiteur médical consistait essentiellement à promouvoir auprès des médecins les médicaments à forte valeur ajoutée fabriqués par la société qui l'emploie, bref que c'était du lobbying contestable et difficilement défendable.

Mais bon, on vit dans une société pourrie où nous sommes de plus en plus confrontés à des paradoxes où toutes prises de position est constestable quel que soit le plan où l'on se situe. Quand une usine qui fabrique des armes licencient, comment doit-on réagir : se mobiliser pour sauver les emplois menacés ou laisser faire en espérant qu'elle ferme un jour ? La priorité ira à l'emploi des travailleurs, c'est toute leur vie et celle de leur famille, même s'ils fabriquent des armes qui sèmeront la mort quelque part dans le monde, mille fois hélas ! Le responsable, c'est celui qui produit ce paradoxe, le capitalisme, l'Etat, et personne d'autres.

Economie.

1- Le pire est à venir.

Les prix alimentaires mondiaux ont atteint un nouveau record en décembre et les récents événements climatiques sont en partie responsables, a déclaré mercredi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Les cours des céréales se sont envolés en 2010, ceux du blé ayant été exacerbés par une série d'événements climatiques, notamment par la sécheresse en Russie et dans les pays limitrophes de la Mer Noire. Le prix du blé européen a doublé et, aux Etats-Unis, le maïs a augmenté de plus de 50% tandis que les graines de soja ont fait un bond de 34%.(Reuters 05.01)

2- Un conseil qui tombera dans l'oreille d'un sourd.

Interview par *Le Figaro* de l'économiste américain Jeffrey Sachs, conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon et professeur à l'université de Columbia, extraits.

Question. Le modèle économique français a-t-il été protecteur contre la crise ?

Réponse. En tant qu'Américain, je serais tenté de dire, en particulier à la droite française longtemps séduite par un libéralisme à l'américaine : n'allez pas vers le modèle américain ! Les États-Unis traversent une crise structurelle beaucoup plus profonde

que l'Allemagne ou la France. Aux États-Unis, le chômage atteint 10 %, les inégalités de revenu n'ont jamais été aussi criantes, et le déficit budgétaire pèse 10 % du PIB. Le système financier et le marché du travail dérégulés sont à l'origine de cette crise. Le cœur de l'Europe -hormis l'Italie qui a ses propres problèmes politiques- la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Scandinavie sont beaucoup plus équilibrés, plus résilients, plus compétitifs à long terme que les États-Unis.

Question. Comment les pays occidentaux peuvent-ils rester compétitifs ?

Réponse. La concurrence mondiale est intense. On peut augmenter la compétitivité en baissant les salaires des employés non qualifiés, ou au contraire promouvoir l'éducation. La crise a entraîné une baisse de la consommation. Les gouvernants avaient le choix entre stimuler la consommation ou stimuler l'investissement. La seconde option était la meilleure, ce n'est pas celle qu'ont choisie les États-Unis qui ont préféré les politiques de court terme. La reprise suppose des investissements dans les grandes infrastructures, l'économie verte et le capital humain. Relancer la consommation est une approche très naïve. La prime à la casse par exemple, en vogue dans beaucoup de pays, est une solution facile, mais absurde.

Question. Dans ce contexte de croissance faible et d'endettement en Occident, la Chine va-t-elle étendre son contrôle sur l'Europe ?

Réponse. Pas besoin d'être grand clerc pour voir que la Chine est en train de refondre l'économie mondiale. Elle épargne la moitié de son PIB ! Cette accumulation de richesse est spectaculaire. Une partie alimente l'urbanisation la plus rapide de l'histoire, qui suppose la construction d'infrastructures, de routes, de centrales électriques à une échelle sans précédent. La Chine est devenu aussi le premier investisseur en Afrique. Elle a par ailleurs joué un rôle de stabilisation importante de l'euro. Le premier ministre Wen Jiabao a dit que la Chine continuerait d'acheter des titres de dette grecque, portugaise ou espagnole. D'un autre côté, la Chine est à l'origine de la hausse des coûts mondiaux de l'énergie et de l'alimentation. Ce qu'elle n'a pas bien géré, ce sont ses ressources naturelles. Elle traverse une crise environnementale profonde. Mais cela fait vingt ans que je répète que la croissance chinoise est solide et qu'elle change le monde. (Lefigaro.fr 05.01)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 7 janvier

Il y a 5 jours, je n'avais pas grand chose à faire ou plutôt je n'avais pas envie d'entreprendre quelque chose, alors j'ai été visité quelques sites internet très rapidement, dont celui de *Carré rouge*, une sorte de collectif créé au départ par des intellectuels, ex-dirigeants de l'OCI, dont Charles Berg. J'ai téléchargé quelques articles que j'ai lus ensuite, après je leur ai envoyé un courriel, dire en espérant une réponse de leur part serait exagéré, ma démarche tient davantage du joueur de poker (que je ne suis pas), pour voir ce qu'ils ont réellement dans le ventre, plus que du provocateur puisque j'ai commencé à leur glisser ce que je pensais de ces articles, je vous assure que je suis resté correct et que je me suis retenu de polémiquer, mais apparemment j'en aurais déjà trop dit... On va laisser passer le week-end avant d'en reparler plus en détail en décortiquant ces articles.

Quand on n'a pas la construction du parti et la prise du pouvoir comme objectifs, quand notre combat n'est pas subordonné à ces objectifs, il sera forcément subordonné à autre chose, c'est logique, cela coule de source, pas besoin d'avoir fait de hautes études pour le comprendre. Ces deux objectifs expriment de manière achevée le contenu du développement historique de la lutte des classes et concentrent au degré le plus élevé les intérêts collectifs de la classe qui se confondent avec ceux de l'humanité toute entière.

S'en écarter ou les rejeter conduit infailliblement à combattre pour d'autres objectifs plus ou moins consciemment ou ne permettra jamais de les atteindre, sauf à prétendre qu'on pourrait spontanément changer le monde au terme d'un processus inconscient, auquel cas effectivement le parti serait parfaitement inutile, tout comme organiser les travailleurs puisqu'individuellement et de manière isolée il pourrait parvenir au même résultat, après avoir acquis une compréhension parfaite du monde dans lequel ils vivent, après avoir pris conscience des tâches politiques qu'ils devaient se fixer et des objectifs qu'ils devaient atteindre, ce qui ne s'est jamais vu nulle part dans le monde et sans que l'on nous dise comment ou par quel miracle ils pourraient y parvenir, cette conception de la lutte de classe que l'on rencontre de plus en plus souvent, constitue visiblement la négation des enseignements du marxisme et s'inscrit en totale contradiction avec les expériences de la révolution russe ou de la Commune de Paris.

Vous avez là l'origine de cette conception désastreuse de la lutte de classe partagée par les altermondialistes, les anarchistes, les démocrates petits-bourgeois et bon nombre d'intellectuels déçus par les partis auxquels ils avaient adhéré un jour, privilégiant l'action spontanée et individuelle de masse, qui n'est finalement que le reflet ou l'expression de l'individualisme forcenée promue valeur suprême, autrement dit, c'est le produit des idées dominantes à l'époque du capitalisme pourrissant dominé par l'aristocratie financière, qui s'est fixée pour objectif de faire disparaître de la surface de la terre tout ce qui pouvait renfermé une valeur collective, à commencer par les services publics sur le plan social, les partis et les syndicats sur le plan politique, au profit du marché auquel tous les rapports devraient être dorénavant subordonnés, ce qui se traduit sur le plan pratique dans la vie quotidienne par l'élévation au rang d'idéal l'individualisme exacerbé dont on a déjà pu mesurer les

effets dévastateurs, ces charlatans n'ont rien trouvé de mieux à nous proposer que de s'inspirer ou de copier le comportement du lumpenprolétariat de la bourgeoisie.

Ils ont simplement oublié une chose, et les derniers événements qui viennent de se produire en Tunisie et en Algérie ne font que le confirmer, que la classe ou les masses peuvent se révolter à un moment donné contre l'ordre établi, sans parti pour organiser la classe, sans orientation politique pour affronter le pouvoir en place, ce n'est, cela n'a été et cela sera toujours qu'un feu de paille sans lendemain... Cela s'appelle la réalité et rien d'autre.

Quant à Internet et ce qu'on appelle de façon impropre les "*réseaux sociaux*", Facebook et Cie., qui serait la panacée, la recette miracle tant espérée, ce n'est qu'une somme ou une accumulation d'individualismes qui pour cette raison ne peut contribuer à se forger une conscience politique, et puis c'est un peu comme chercher une aiguille dans une botte de paille !

On ne peut le comprendre qu'à partir du moment où l'on a en tête ce qu'on appelle la conscience politique, comment elle se forge. Elle est le produit d'une expérience collective au cours de laquelle on prend conscience d'appartenir à une classe sociale déterminée, on prend conscience que cette classe comporte différentes couches et que l'ensemble de ces couches sont liées par des intérêts immédiats et historiques, cette expérience qui recouvre l'ensemble du développement historique du capitalisme et de la lutte des classes et qui s'inscrit dans leur continuité, se déroule sur le plan pratique et théorique, et le seul endroit où ces deux plans sont réunis, c'est le parti, c'est ainsi, on n'y peut rien. Jamais Internet ne pourra rassembler ces qualités, encore moins remplacer les partis qui structurent l'Etat ou les institutions que l'on doit renverser.

La bourgeoisie s'était forgée une conscience politique à travers les places fortes qu'elles avaient conquises sur la monarchie avant de faire sa révolution en 1789, à partir de cette expérience qu'elle théorisa, elle prit conscience (collectivement) qu'il lui fallait abattre les privilèges de l'Ancien régime parce qu'ils constituaient des entraves au développement du capitalisme. Ces bastions (économiques) servirent de point d'appui à son combat politique. Elle détenait déjà une parcelle considérable du pouvoir économique, elle commençait à rivaliser en puissance avec la noblesse quand elle ne la dominait pas, mais l'organisation politique du pays ainsi que le délire mégalomane des souverains qui engloutissaient l'essentiel des richesses produites, l'empêchaient de prendre son essor ou d'étendre son pouvoir pour libérer les forces productives du carcan dans lequel le régime tentait de les maintenir...

Nous, la classe ouvrière, les prolétaires, nous n'avons rien de tout cela pour combattre à notre tour la bourgeoisie, point de places fortes, de bastions économiques, pas la moindre trace de pouvoir politique sur lesquels s'appuyer, nous n'avons que nos organisations syndicales et politiques pour mener notre combat et vaincre notre ennemi, à moins bien sûr de vouloir nous faire croire que ce serait des idées qui pourrait changer le monde et non l'action organisée de la seule classe indépendante qu'à engendrer le capitalisme.

On peut aborder le problème sous tous les angles qu'on voudra, on en revient toujours à la même conclusion.

Enfonçons le clou : tel qu'il a été conçu et tel qu'il existe aujourd'hui, Internet est plus un problème qu'une solution, comment cela. Certains en ont fait un moyen pour se défouler, on retrouve cela principalement dans les blogs ou les portails comme Facebook, on se sent profondément frustré par la société, on a l'impression que personne ne s'intéresse à nos problèmes, dans les deux cas c'est entièrement légitimes, on veut profiter de cet espace de liberté d'expression pour s'exprimer, ce qui est naturel ou humain, nous sommes toujours d'accord, on peut échanger des expériences, certes, mais cela demeure virtuel, en pratique on ne partage absolument rien, on peut en tirer la conclusion que l'on n'est pas tout seul à vivre la même expérience, mais en quoi cela permet-il d'en comprendre l'origine, de remonter aux rapports qui en sont à l'origine, en aucune manière, à moins d'avoir développé une conscience de classe, dans le cas contraire il sera impossible d'en tirer des enseignements, on aura échangé des expériences, on saura qu'on n'est pas les seuls au monde à les avoir vécues mais pas davantage, je ne dis pas que ce serait totalement inutile, j'affirme simplement que cela ne mène pas loin et que cela n'apporte aucune solution à notre problème, que cet outil ne permettra pas de changer le monde ou d'avancer dans cette voie, puisque c'était la question que nous nous étions donné ici d'aborder, laissons de côté les autres fonctions que l'on peut prêter à Internet, éducative, portant sur l'acquisition de connaissances générale, ludique, etc.

Avec Internet on en est rendu au *Je pense donc je suis* de Descartes, j'ai enfin le sentiment d'exister, c'est un leurre mais peu importe, qui se situe bien en deçà du *Connais-toi toi-même* de Socrate, qui en y plongeant tête baissée peu nous conduire à la condition d'exploité que nous sommes, ce qui ne nous fournit pas la réponse à la question : pourquoi le sommes-nous, pourquoi existe-t-il des exploités et des exploités.

Internet est un vaste récipient dans lequel l'inconscience peut se déverser à flot sans que la conscience n'émerge, car lorsqu'elle existe elle est littéralement noyée, engloutie par cette masse d'expériences inconscientes qui cherche la voie de la lumière, de son émancipation sans la trouver.

On n'a pas abordé un aspect pour le moins curieux d'Internet qui prend une tournure inquiétante quand il est plébiscité, cela nous ramène à notre sujet, je pense à l'aspect virtuel, informel, anonyme de ces rapports qui se tissent et se défont dans l'indifférence totale, comme si on avait des échanges avec des ectoplasmes, des fantômes, des être hybrides, une sorte de

mutants plantés devant un écran, c'est le summum de l'individualisme.

Cela me fait penser aux militants que je ne connaissais pas et qui un beau jour se sont manifestés en m'adressant des courriels pendant des semaines ou des mois, et qui ont totalement disparu de la circulation aussi soudainement, je n'ai plus jamais eu de nouvelles d'eux, alors que je m'étais investi à leur côté, j'avais commencé à tisser des relations fraternelles et amicales avec certains, je pensais que notre correspondance allait se poursuivre, même à un rythme irrégulier, pensez-vous, ils m'ont laissé tomber comme une vieille merde, je ne leur en veux pas, c'est juste pour illustrer mon propos. Vous me direz qu'il n'y a pas qu'avec Internet que ce genre de choses se produit, je le sais bien, mais là c'est quasiment systématique et dans des proportions que je n'aurais pas imaginées, j'en ai été surpris. La société Kleenex quoi ! Je ne sais si Internet est l'avenir de l'homme, tout ce que je peux constater, c'est que pour se vautrer dans une forme d'individualisme primaire, il n'existe pas mieux à l'heure actuelle, donc en attendre quelque chose au niveau de la conscience de classe, c'est se faire de graves illusions, idem sur le plan de l'éducation ou des valeurs que nous sommes supposés partager.

Je ne sais pas pourquoi j'ai écrit tout cela à propos d'Internet et de ces intellectuels qui tous les quatre matins réinventent la lutte des classes, hier encore, quand on avait une question à résoudre et qu'on n'avait pas envie de se rapprocher d'un parti politique ou qu'on n'y pensait pas, comment on pratiquait, il suffisait de bien cerner notre sujet, ensuite il suffisait de se rendre dans une bibliothèque ou une grande librairie et d'emprunter ou d'acheter quelques bouquins, et se mettre à lire et étudier, et ainsi de suite, ce n'était pas plus archaïque et cela ne prenait pas plus de temps que de chercher une recette miracle qui n'existe pas sur Internet, au moins cela nous faisait une balade, à l'arrivée on n'était pas plus con, on vit bien dans un monde de plus en plus débile.

Bon week-end.

## Politique.

### 1- France.

#### 1.1- Aux pieds de leur maître.

« On va à cette invitation du Président comme tout républicain qui se respecte », explique Jacques Voisin, président de la CFTC. « On y va parce qu'on pense que c'est une question de respect de la République. La légitimité du Président n'est pas contestable », estime Jean-Claude Malys, secrétaire national de la CFDT en charge des retraites.

Mais Thibault a eu droit à un coup de fil de Sarkozy. (LePoint.fr)

Mais l'unité syndicale retrouve des couleurs dès qu'il s'agit de souhaiter ses vœux pour la nouvelle année à Nicolas Sarkozy. Tous tombent d'accord. « *Il faut qu'il y ait un réel dialogue social dans le pays et qu'on puisse sortir des effets d'annonce et de communication* », lance Bernadette Groison de la FSU. « *Il faut qu'il soit à l'écoute des citoyens et que cette année ne soit pas totalement phagocytée par la campagne électorale et les enjeux politiques* », demande pour sa part Jean-Louis Malys de la CFDT « *espérant qu'il y aura du dialogue* » en 2011. Annick Coupé de Solidaires souhaite au Président de « *prendre enfin en compte le fossé qui s'est creusé entre la réalité quotidienne vécue par les salariés et les élites* ». (Publicsénat.fr 06.01)

Si le "camarade" Nicolas a appelé le "camarade" Bernard, alors tout va bien ! Tous vendus ces dirigeants syndicaux adeptes du dialogue social et que leurs "opposants" appellent camarades, il n'y en a pas un pour rattraper les autres, Annick Coupé est minable !

#### 1.2- Il règne un climat "délétère" au sein du parti de l'ordre.

Autant dire que l'ambiance n'est pas au top. Au siège de l'UMP, rue de la Boétie, à Paris, l'arrivée de l'équipe Copé semble être mal vécue. "Il y a un climat délétère, on subit la guerre de l'équipe dirigeante contre l'équipe sortante", confie un permanent.

"On est pris en otage. Voilà un mois que je n'ai rien fait, nous n'avons plus de réunions, pas d'infos." Omniprésente, la nouvelle équipe "met ses pattes partout. Tout le monde a peur pour son poste".

"On nous dit qu'il n'y a pas de chasse aux sorcières, nous constatons qu'il y a les paroles et les actes", note-t-on chez Xavier Bertrand. "Tout cela prend un tour obsessionnel, il faut arrêter. C'est contre-productif." Et de mettre en garde contre le retour de bâton des militants, sensibles aux divisions. (Lemonde.fr 06.01)

### 2- Tunisie.

Le soulèvement se poursuit en Tunisie, et les avocats se joignent à la protestation. De violentes manifestations de rue ont ainsi

repris tard mercredi soir dans la ville de Thala, à l'occasion de l'inhumation de Mohamed Bouaziz, le jeune diplômé réduit à vendre des légumes qui a succombé mardi soir à sa tentative d'immolation par le feu à la mi-décembre.

Ce jeudi, plusieurs milliers d'avocats tunisiens se sont mis en grève jeudi pour protester contre ce qu'ils présentent comme des agressions de la police.

Le même jour, à Thala, les policiers ont fait usage de canons à eau pour disperser une foule de protestataires, dont de nombreux étudiants, qui leur jetaient des engins incendiaires, rapportent des habitants de la ville.

Me Abderrazek Kilani, le bâtonnier de l'ordre des avocats tunisiens, a déclaré à Reuters que 95% de ses 8.000 confrères avaient pris part ce jeudi au mouvement de grève, chiffre que les responsables gouvernementaux n'ont pas commenté dans l'immédiat.

«*La grève porte le message clair que nous n'acceptons pas les attaques injustifiées contre les avocats. Nous voulons protester fermement contre le passage à tabac d'avocats au cours des derniers jours*», a-t-il martelé. Selon Kilani, ces avocats ont été battus par des policiers lors de sit-in organisés la semaine dernière à Tunis et dans les villes de Monastir et Grombalia en signe de solidarité avec les manifestants de Sidi Bouzid. (20minutes.fr 06.01)

Selon Isabelle Mandraud, journaliste au "Monde", la situation économique est un peu moins florissante que les dernières années, et surtout, le chômage des jeunes a beaucoup progressé. En effet, l'économie tunisienne ne peut absorber les milliers de jeunes diplômés qui sortent chaque année des universités.

Or le régime du président Ben Ali repose sur une sorte de contrat tacite : la promesse d'une "*prospérité*" économique contre des libertés publiques rognées. Les difficultés s'accumulant, ce "*deal*" est remis en cause. (Lemonde.fr 06.01)

### 3- Etats-Unis.

Le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, a autorisé le déploiement provisoire de 1.400 "*marines*" supplémentaires en Afghanistan, a déclaré jeudi à Reuters un responsable du Pentagone ayant requis l'anonymat. (Reuters 06.01)

## Social.

### 1- Haro sur les fonctionnaires : l'extrême droite de l'UMP monte au créneau.

Christian Jacob le patron du groupe UMP à l'Assemblée nationale s'interroge sur la "*pertinence de l'embauche à vie des fonctionnaires*" dans un entretien au mensuel Acteurs publics daté de janvier. (Lepost 06.01)

### 2- Ras le bol de ce boulot !

Pas heureux dans leur job, les Français? C'est ce qui ressort de l'enquête menée par le spécialiste de la gestion de carrière et du recrutement en ligne, Monster. Le résultat est clair: 72% des personnes interrogées, soit trois salariés sur quatre, n'ont qu'un seul vu pour 2011: changer de boulot. (20minutes.fr 06.01)

### 3- L'explosion des familles monoparentales.

En France comme en Europe, les familles monoparentales sont de plus en plus nombreuses : de 1968 à 2005, la part des enfants vivant avec un seul de leurs parents est passée de 6 % à 16 %, ce qui représente une progression de plus de 150 %. L'immense majorité de ces enfants – 90% – partagent leur quotidien avec leur mère : même si les conceptions de la famille évoluent peu à peu, les enfants, après une séparation, leur sont le plus souvent confiés.

La fragilité des unions se lit clairement dans les chiffres de l'Insee : en 2008, 30 % des personnes issues d'une famille monoparentale vivaient en dessous du seuil de pauvreté (un niveau de vie inférieur à 949 euros par mois), soit une proportion 2,3 fois plus forte que dans l'ensemble de la population. Le taux de pauvreté est beaucoup moins élevé pour les autres configurations familiales : il tombe à 20 % pour les couples avec trois enfants ou plus, 8,6 % pour les couples avec deux enfants et 7,8 % pour les couples avec un enfant.

Pour ces familles, la question de la garde des enfants, mais aussi du logement se pose souvent de façon aiguë : fragilisées par la séparation, beaucoup de mères sont obligées de déménager dans des maisons ou des appartements plus petits. Selon l'Insee, un enfant sur cinq vivant en famille monoparentale habite un logement où il "*manque une pièce*", contre seulement un sur dix pour les enfants qui vivent avec leurs deux parents. (Lemonde.fr 06.01)

Tous les rapports se délitent dans leur société en décomposition. Ils ont aussi voté des lois particulièrement favorables aux

femmes, sur la garde des enfants notamment attribuée au mère dans l'immense majorité des cas.

L'endroit est peut-être mal choisi pour en parler, mais de nombreuses femmes reportent leur sentiment sur les enfants, tandis que leur compagnon n'est plus qu'un accessoire destiné à maintenir leur niveau de vie, payer les factures, il devient franchement encombrant dès lors qu'elles ont obtenu ce qu'elles voulaient, avoir des enfants, aucune femme ou très peu ne veulent pas en avoir. D'un autre côté, bien des hommes ne supportent pas les contraintes liés à la présence d'un enfant et en profite pour aller voir ailleurs. Tout cela se passe inconsciemment évidemment.

Faisons hurler les crétins de féministes. On a voulu nous faire croire que les hommes et les femmes étaient semblables alors qu'en réalité biologiquement et psychologiquement il n'en est rien. Les hommes n'ont pas besoin du désir pour exciter leurs pulsions sexuelles, l'homme est en permanence en situation de désir ou besoin sexuel, ce qui fait dire vulgairement qu'il est prêt à sauter n'importe quelle femme, alors qu'une femme a besoin de ce désir pour exciter ses pulsions sexuelles, sinon c'est un viol, or ce besoin ne se commande pas, il n'est pas automatique comme le désir chez l'homme, ce qui explique que le désir sexuel sera plus rare chez la femme que chez l'homme, laissons de côté les exceptions. Ne dit-on pas que les femmes sont plus fortes psychologiquement que les hommes, dans le sens où chez elles la psychologie prend le dessus sur le désir sexuel...

Il suffit d'un souci quelconque, d'un petit rien pour ainsi dire pour que le désir chez la femme soit contrarié et qu'elle se refuse à son compagnon, ce que celui-ci ne comprend pas et n'est pas prêt d'admettre. Après des années de vie commune, l'envie de l'autre s'estompe ou se fait plus rare chez la femme particulièrement, il se tarit littéralement, ce qui avait servi d'émulateur du désir chez la femme s'affaiblit, et quand il disparaît les relations s'interrompent définitivement. Pour qu'une femme continue de désirer un homme, il faut que celui-ci continue de constituer un attrait pour elle, or en vivant ensemble on finit par se connaître un peu et il n'y a plus grand chose à découvrir chez l'autre, la magie de la découverte cède rapidement la place à la routine, rien de plus mortel, l'effet de surprise qui sert de stimulant devient rare, et puis on a eu le temps de découvrir les faiblesses ou les mauvais côtés de notre compagnon, du coup le regard qu'elle porte sur lui se modifie, elle a eu le temps de vérifier qu'il possédait ou non les qualités qu'elle lui prêtait plus ou moins consciemment au départ, en vieillissant son charme prend des rides, pour finir les difficultés de l'existence ont servi de révélateur à leurs rapports par toujours ou souvent à leur avantage respectif, il faut bien que l'un ou l'autre porte le chapeau, comme il faut bien que l'un ou l'autre porte la culotte, en conclusion on dit que l'homme propose et dieu dispose, l'homme propose et la femme dispose pour le meilleur et le pire, les hommes sont des rustres et les femmes sont indiscernables...

Ni l'homme ni la femme ne sont à blamer dans leurs rapports, c'est seulement la société telle qu'elle est qui complique tous les rapports en imposant des contraintes insupportables à l'un et à l'autre, qui finalement leur pourrit la vie et fait leur malheur.

C'est un des sujets sur lequel je suis intarrissable, car autrefois j'avais basé ma vie sur mon couple qui a plus tard volé en éclats. Je n'ai alors rien trouvé de mieux que de souhaiter à mon ex-compagne d'être plus heureuse. Et 22 ans plus tard, mes sentiments à son égard n'ont pas changé, comme au premier jour ! J'en suis peut-être profondément malheureux, mais c'est mieux ainsi que la haïr. Je ne me suis jamais remis de cette expérience, mais cela m'a au moins permis de réviser la conception débile que j'avais sur les femmes et de mieux les comprendre. Comme quoi à tout malheur est bon !

[Haut de page ↗](#)

---

Le 8 janvier

Trois sujets de causeries très brèves, deux sérieuses et la troisième pour se détendre, on est samedi.

1- Elle n'a pas disparu

La lutte des classes sur les avions de ligne. (Lepoint.fr 07.01)

Air France va équiper certains avions de certaines lignes d'une quatrième classe qui sera intermédiaire entre la classe affaires et la classe économique.

2- UMP. Les agités du bocal ont pris le pouvoir.

L'équipe Copé attaque 2011 pied au plancher.

Certains au sein du parti majoritaire s'inquiètent de la tournure que prennent les débats. "*On va s'aliéner tout le monde: les fonctionnaires et les bas salaires, directement concernés par les 35 heures. Jean-François Copé va tout détruire, des fractures vont apparaître*", confie un cadre du mouvement.

Les couloirs du parti commencent à bruire de rancœurs et de rumeurs.

A l'UMP, l'année 2011 sera agitée. Et elle vient tout juste de commencer. (L'express.fr 07.01)

3- Pleure toujours, je m'en fous, t'es moches !

Une étude réalisée par des chercheurs israéliens et publiée jeudi dans la revue Science vient de montrer qu'une femme en train de pleurer ne suscite pas de tristesse chez un homme et aurait plutôt tendance, au contraire, à inhiber sa libido.

Les chercheurs ont imaginé une expérience singulière. Ils se sont d'abord assurés que des hommes ne sentaient pas de différence entre des larmes de femmes, «récoltées» alors que ces dernières regardaient un film triste, et une solution saline neutre préalablement mise en contact avec la peau de femmes.

Ensuite, 24 hommes ont été invités à regarder des portraits de femmes, avec un coton imbibé de larmes féminines puis de solution saline fixé sous les narines. Ils ont classé ces photos, selon la tristesse que leur inspiraient les femmes puis selon l'attrance physique qu'ils ressentaient pour elles. Bilan: les hommes qui humaient des larmes en regardant les photos ont majoritairement trouvé les femmes moins attirantes que ceux qui avaient sous le nez un coton de solution saline. Pire, des mesures effectuées lors de l'expérience ont montré que production de testostérone de ces mêmes hommes baissait lorsqu'ils sentaient des larmes.

Les pleurs humains ont donc bel et bien un rôle - qui reste encore à déterminer précisément. Mais ils ne permettent en tout cas pas aux femmes de s'attirer les faveurs de compagnons en jouant sur la corde sensible. (20minutes.fr)

Chez l'homme (générique) c'est toujours l'état animal qui prédomine, bref, il n'a pas encore commencé à faire sa propre histoire. Si les hommes ne sont pas attirés par les femmes qui pleurent, les femmes ne sont pas attirées par les hommes faibles, qu'ils pleurent ou non ! Mais attention messieurs, parfois elles considèrent la gentillesse qu'on leur témoigne ou l'attention qu'on leur porte comme des marques de faiblesse ou des actes gratuits ! C'est souvent chez elles une question d'humeur.

Voilà comment on se met à dos les militantes ! Mais non camarades, on s'adresse ici à ce qu'il y a de meilleur chez les militantes (comme chez les militants), leur intelligence, si elles ne le comprennent pas, c'est qu'elles ont encore des progrès à faire, car on les aime !

### Parole d'internaute.

1- CAC 40 : " Il faut prendre l' argent là où il est. Chez les pauvres. Bon, ils n' ont pas beaucoup d' argent, mais ils sont nombreux." Alphonse Allais

2- 40 Milliards d'euros .... Tu te rends compte, ça fait quand même 263,38 Milliards de francs, ça fout le vertige ... Il vaut mieux l'annoncer en euros ça passe mieux.

3- Et dire que c'est simplement la somme qui manquait pour ne pas toucher à la retraite des travailleurs.

4- Quelqu'un n'avait-il pas dit désormais cela va changer : 1/3 pour l'entreprise, 1/3 pour l'actionnaire et 1/3 pour les employés et ouvriers.....

### Politique.

1- France.

1.1- La monarchie républicaine aura peut-être un candidat de plus.

Le président d'honneur du MRC a indiqué vendredi envisager «*sérieusement*» d'être candidat à la présidentielle car selon lui il n'y a «*personne aujourd'hui entre Nicolas Sarkozy et Dominique Strauss-Kahn*» pour incarner «l'alternative».

«*Je l'envisage, parce que très sincèrement je ne vois personne aujourd'hui entre Nicolas Sarkozy et Dominique Strauss-Kahn qui puisse être véritablement le candidat de l'alternative, donc j'y réfléchis et sérieusement*», a déclaré Jean-Pierre Chevènement, interrogé sur LCI sur une éventuelle candidature en 2012. Il a précisé qu'il prendrait sa décision «*avant l'automne*».

L'ancien ministre socialiste a écarté un soutien à Jean-Luc Mélenchon qui ambitionne d'être le candidat du Front de gauche. «*Mélenchon cherche à constituer un pôle de radicalité à gauche, ça n'est pas mon cas*», a-t-il expliqué. «*Moi je m'adresse*



à tous les Français et je reste fidèle à ce que je disais en 2002: ce qui est nécessaire à la France c'est un candidat qui soit l'homme de la Nation». (20minutes.fr 07.01)

Pure démagogie que ce candidat bonapartiste !

1.2- Les procureurs sont à la botte du monarque.

Lors d'une cérémonie de rentrée solennelle, le procureur général de la Cour de cassation, Jean-Louis Nadal, a fustigé le soutien apporté par le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, à des policiers ayant manifesté contre la condamnation de sept d'entre eux à Bobigny (Seine-Saint-Denis) en décembre.

"Afficher pour la justice une forme de mépris, inspirer à l'opinion des sentiments bas en instillant de manière extravagante la confusion entre la responsabilité du criminel et celle du juge (...), tout cela avilit l'institution et en définitive, blesse la République", a-t-il dit.

"Le scandale n'est-il pas plus grand quand ces protestations politico-corporatistes sont relayées au plus haut niveau, au mépris du fondamental principe de séparation des pouvoirs ?", a-t-il ajouté, sans toutefois nommer Brice Hortefeux.

Contre les intentions de la majorité actuelle, ce magistrat de 67 ans, qui va partir en retraite, pense inévitable une réforme radicale du statut des procureurs en France, où ils sont actuellement nommés par le chef de l'Etat et peuvent recevoir des ordres du ministre de la Justice.

"La seule solution est de couper tout lien entre l'échelon politique et le parquet pour ce qui concerne les nominations", a-t-il dit.

Jean-Louis Nadal prône une réforme où le Conseil supérieur de la magistrature, organe indépendant, serait seul maître de la procédure, alors qu'actuellement le ministre de la Justice propose les candidats et que le chef de l'Etat dispose après avis consultatif du CSM.

Ce discours intervient alors que le système judiciaire est en pleine confusion. L'Elysée, qui a abandonné l'idée de supprimer les juges d'instruction, veut faire voter cette année l'entrée de jurés populaires en correctionnelle.

Les syndicats de magistrats jugent ces projets inutiles, coûteux et souhaitent que la priorité soit donnée au problème du statut du parquet. (Reuters 07.01)

2- Tunisie.

Quatre personnes ont été hospitalisées pour des blessures par armes à feu après des heurts entre manifestants et forces de l'ordre vendredi dans la ville tunisienne de Rgeb, à 210 km à l'ouest de Tunis, a-t-on appris de source médicale et auprès des familles des victimes.

La police a arrêté jeudi à Sfax le rappeur Hamada Ben-Amor, connu sous le pseudo d'"El General", a dit son frère.

Le rappeur de 22 ans a mis en ligne fin décembre une chanson intitulée "Président, ton peuple est mort".

Par ailleurs, le blogueur Aziz Amami, qui faisait ces dernières semaines la publicité des émeutes, a également été arrêté, a dit Sofiane Chourabi, un militant d'opposition à Ben Ali. Son blog et sa page sur le réseau Facebook étaient inaccessibles vendredi. (Reuters 07.01)

3- Algérie. Y a du pétrole, du gaz et des flics partout... mais y a pas de pain et de travail !

De nouvelles émeutes contre la cherté de la vie et le chômage ont éclaté vendredi à Alger et dans l'est de l'Algérie, où la présence policière a été renforcée aux abords de mosquées et sur les grandes artères des principales agglomérations.

Dans son édition en ligne, le journal El Khabar qui cite des sources locales affirme qu'un jeune homme a été tué lors d'affrontements dans la ville de Msila, à 250 km au sud-est d'Alger. Si ce décès est confirmé, ce serait le premier depuis le début des violences.

Un journaliste de Reuters a constaté le maintien d'effectifs importants de policiers en tenue anti-émeutes et équipés de grenades lacrymogènes et de matraques autour des principales mosquées et avenues d'Alger.

Dans le quartier populaire de Belcourt, les troubles ont repris après la prière hebdomadaire. Des jeunes gens ont lancé des pierres sur les policiers et bloqué des accès.

Selon l'agence de presse officielle APS, des manifestants ont saccagé dans la nuit des édifices publics, des succursales de banque et des bureaux de poste dans plusieurs villes de l'Est, dont Constantine, ainsi qu'à Jijel, Sétif et Bouira.

*"L'agitation a repris à Ras el Oued vendredi matin (...) Des édifices d'intérêt public ont été gravement endommagés comme ceux de la Sonelgaz, des sièges communaux, de la direction des impôts (...) ainsi que plusieurs établissements scolaires",* écrit l'APS.

Des émeutes ont également éclaté vendredi après-midi à Annaba, à un demi-millier de km à l'est d'Alger, et à Laghouat, à 700 km au sud, d'après le récit de témoins.

Les cités pétrolières du Sud sont, en revanche, épargnées pour le moment. *"Tout est normal à Hassi Messaoud, le calme règne",* a déclaré un habitant du plus grand centre pétrolier du Sahara algérien joint par téléphone.

Les prix de la farine et de l'huile de table ont doublé ces derniers mois pour atteindre des niveaux record. Le kilo de sucre, qui valait 70 dinars il y a quelques mois, en coûte désormais 150.

Peu après les premières émeutes, mercredi soir, dans la capitale, le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, avait déclaré aux médias d'Etat que les prix du sucre et de l'huile de table baisseraient "dans les jours qui viennent".

Le taux de chômage se situe officiellement autour de 10%, près de 25% à en croire des organisations indépendantes. Les statistiques officielles font état d'un taux d'inflation de 4,2% en novembre après avoir atteint 5,1% en juillet 2010.

*"Sans une force politique ou sociale derrière les émeutiers, ce sera très difficile pour ce mouvement spontané de durer",* estime Mohamed Lagab, analyste politique et maître de conférence à l'université. Pour lui, les Algériens expriment à travers ces émeutes un désir de *"changement, de liberté et de développement"*. (Reuters 07.01)

## Social.

Ockrent ou le clone féminin de Sarkozy avant l'heure... ou de G. Bush !

Les syndicats CFDT, CFE-CGC et CFTC de la chaîne France 24 ont déposé un préavis de grève à durée illimitée à partir du 13 janvier, pour dénoncer *«le silence des autorités de tutelle»* après la motion de défiance des salariés envers Christine Ockrent, directrice générale déléguée.

Ce préavis de grève, pour protester contre l'absence de réaction des ministères de tutelle à la crise qui secoue France 24, court à partir du 13 janvier minuit.

Le 15 décembre, les salariés de France 24 ont voté massivement (à 85%) une motion de défiance contre Christine Ockrent, numéro deux de l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF) et directrice générale de la chaîne d'informations internationales. Un désaveu qui intervenait après celui du comité de direction, qui a retiré sa confiance à Christine Ockrent. L'AEF coiffe France 24, RFI et la part française de TV5 Monde.

La CFDT de France 24, premier syndicat de la société, s'interroge *«sur la position de l'Etat [actionnaire unique] et sur son inquiétant silence»*.

*«Quelles sont les raisons qui poussent les autorités de tutelle à maintenir en poste un cadre supérieur désavoué par 85% des salariés et par tous ses directeurs ?»,* interroge le syndicat, qui pose la question: *«L'Etat aurait-il passé un arrangement politique avec l'ex-ministre des Affaires Etrangères [Bernard Kouchner] au détriment des salariés de France 24 et des autres filiales de l'AEF?»*.

De son côté, la CFTC a estimé que *«ce vote exprimait un ras-le-bol général de la gestion de Madame Ockrent»*. *«Par la même occasion, la grande majorité des salariés de France 24 a renouvelé sa confiance à Mr Alain de Pouzilhac [patron de l'AEF, NDLR]»,* a ajouté la CFTC.

De son côté le SNJ-CGT a décidé de ne pas s'associer au mot d'ordre de grève des autres syndicats. (Libération.fr 07.01)

A lire dans la rubrique *Document* : *Enquête sur le couple Kouchner-Ockrent. (02.12.09)*

## Economie.

## 1- Ma chère viande !

Le consommateur paie la viande bovine 24% plus cher aujourd'hui qu'il y a dix ans. De leur côté, les éleveurs se plaignent que le prix payé par les industriels pour acheter leur viande a stagné sur la même période.

Pour comprendre qui profite de cette augmentation, le gouvernement a commandé une étude sur le sujet à Philippe Chalmin, économiste et président de l'Observatoire des prix et des marges dans l'alimentation. Ce rapport, détaillé le quotidien économique Les Echos, avance une explication principale à cette augmentation. Selon lui, elle «*n'est que la traduction de coûts supplémentaires correspondant, pour 60% de la hausse, à de nouvelles exigences sanitaires à la suite de la crise de la vache folle*».

La part restante d'augmentation des prix sur ces dix dernières années viendrait «*de la sophistication des produits offerts - plus de barquettes, etc. -, de l'impact des 35 heures sur le coût des salariés et des hausses des prix de l'eau et de l'énergie*». Selon ce rapport, les industriels et les distributeurs n'ont pas augmenté leur marge mais simplement répercuté la hausse de leurs coûts.

Problème, un acteur du secteur n'a pas pu répercuter les hausses: les éleveurs. Le journal Les Echos rappelle que leur revenu annuel s'élève à 12.000 euros, ce qui ne couvre pas leurs coûts de production. (20minutes.fr 07.01)

Conclusion : voilà au départ un produit sain et naturel, qui ensuite a été pourri (farines animales contaminées) pour réaliser des économies sur les coûts de production, qui après a servi de prétexte à élaborer des règles sanitaires plus strictes qui ont renchéri son prix de revient au point de le rendre inaccessible à une partie de la population.

## 2- Et à l'huile de viande, c'est comment ?

Plus de 4.700 exploitations d'élevage de poules, dindes et cochons en Allemagne ont reçu l'ordre de suspendre leurs livraisons et de fermer après la découverte de dioxine dans l'alimentation animale, a annoncé vendredi à Berlin le ministère allemand de l'Agriculture.

La vente des produits issus de quelque 4.700 élevages de porcs ou de volailles qui auraient consommé environ 150.000 tonnes d'alimentation contenant des graisses industrielles contaminées a été suspendue.

Selon la presse allemande, les bêtes ont été nourries avec de l'alimentation contaminée pendant des mois avant que la dioxine ne soit découverte.

"*Il est confirmé que l'entreprise savait depuis mars (2010) que ses graisses étaient contaminées, mais n'a pas informé les autorités, ce qui est une activité hautement criminelle*", a déclaré la ministre allemande de l'Agriculture Ilse Aigner à la chaîne de télévision n-tv. Invité à commenter ces informations, Harles und Jentsch n'a pas réagi dans l'immédiat.

Selon le résultat d'analyses rendus publics vendredi mardi par le ministère de l'Agriculture du Schleswig-Holstein, le taux de contamination des graisses dépassait plus de 77 fois les normes autorisées dans 18 échantillons analysés sur 30. (AP 07.01)

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie le journaliste a expliqué que ces graisses provenaient d'une usine qui recyclait l'huile de vidange dont une partie était destinée à l'industrie et l'autre à l'alimentation des animaux. Il a ajouté qu'intentionnellement cet industriel aurait livré la même huile destinée à l'industrie et à l'alimentation des animaux pour réaliser une économie substantielle, car la première lui revenait moins chère que la seconde.

On pourrait émettre l'hypothèse d'un défaut de filtrage à l'origine de cet empoisonnement. Quoi qu'il en soit, apprendre que de l'huile de vidange sert à engraisser des animaux destinés à l'alimentation, cela fait froid dans le dos, on se demande : mais jusqu'où iront-ils pour se faire du fric ?

[Haut de page ↗](#)

---

Le 9 janvier

A propos du site.

Des militants ont voulu ouvrir des pages ou télécharger des documents apparemment à partir de pages archivées du site et leur tentative a échoué, parce qu'entre temps j'ai modifié l'adresse de certains liens ou des fichiers ont été perdus lors du transfert

du site au nouveau serveur.

Pour améliorer l'organisation du site, on a quand même dépassé les 3.000 fichiers l'air de rien, et parce que je finissais par ne plus m'y retrouver, j'ai modifié des adresses de fichiers ou j'ai changé des fichiers de dossiers sans changer toutes les adresses pour les trouver qui figuraient parfois dans plusieurs fichiers. Le problème lié à l'architecture ou organisation du site provient du fait que je n'avais jamais imaginé qu'il prendrait un tel volume ni son évolution.

Pour compliquer encore un peu plus les choses, outre le disque dur qui avait brûlé, le transfert manuel du site dans un autre serveur qui a pris des heures et des heures, deux jours en fait, il a fallu que je change l'adresse du site et meltl.com est devenu luttedeclasse.org, et j'ai eu la bonne idée de changer le nom du site de Lutte de classe il est devenu La voix de l'opposition de gauche.

Ensuite j'ai abandonné l'actualisation de certaines rubriques qu'il a fallu archiver, donc créer de nouveaux dossiers et de nouvelles pages d'accueil pour les trouver, idem pour les nouvelles rubriques, il a fallu modifier le menu situé en haut de l'écran et changer la direction de pas mal d'adresses, introduire les nouvelles adresses. Bref, je n'ai jamais imaginé le boulot que cela représenterait ni le temps que j'y consacrerai, donc encore moins l'architecture finale du site qui semble plutôt flexible et non figée, quelque part, c'est rassurant ou c'est bon signe. Le boulot ne me fait pas peur, c'est de ne pas m'y retrouver qui me préoccupe, si je ne me prends pas trop au sérieux, je dois livrer quelque chose de satisfaisant aux militants. J'allais oublier de dire que la configuration du site dans mon disque dur ne correspond pas exactement à celle qui figure dans le serveur, j'y gagne en clarté à l'écran en réduisant le nombre de dossiers, mais c'est une source d'erreurs supplémentaires.

Pour revenir sur les pages que vous cherchez ou les fichiers que vous voulez télécharger. Utilisez de préférence les liens figurant dans la page d'accueil du site car ils ont été actualisés, ce qui n'empêche pas les erreurs de ma part. Quant aux fichiers, quelques informations utiles : ils se terminent en générale par .pdf (Adobe reader) ou .doc ou plus rarement .rtf (Word), cela correspond au format dans lequel le fichier a été enregistré, le point devant pdf, doc ou rtf est obligatoire, s'il manque il faut le rajouter, il ne doit y avoir aucun espace entre deux signes ; maintenant un fichier figure dans un dossier, il se peut que l'adresse fournie ne corresponde pas au bon dossier, dans ce cas-là on peut modifier l'adresse du dossier, voilà les dossiers dans lesquels ils sont rangés : service (mes contributions politiques), textes (documents divers, institutions), dossier (international, Réseau Voltaire), eco (économie), archives2010 (causeries et articles de presse), edito (anciens édits), marxisme (sur le marxisme), courriel (courriels reçus), construction (sur le parti), fao (alimentation), justice, tribune (tribune libre).

Voici les dernières corrections ou infos sur les fichiers que vous n'avez pas trouvés, à gauche vos adresses, à droite la correction ou info :

/archives2010/archives\_infos\_2009.pdf = /archives2010/archives\_presse2009.pdf  
/archives2010/causeries2010.htm = /archives2010/causeries2010.pdf  
/press\_01\_2011.htm = /press\_01\_2011.pdf  
/service/cp04.htm = disponible  
/service/cp05.htm = disponible  
/service/cp06.htm = disponible  
/service/cp07.htm = disponible  
/service/cp08.htm = disponible  
/service/cp09.htm = disponible  
/press\_01\_2011.htm = /press\_01\_2011.pdf  
dececo1.htm = dececo1.htm  
/edito/edito201006.pdf = perdu  
/eco/eco522.pdf = perdu  
/tribune/IO103\_4.pdf = je dois le charger dans le serveur  
/tribune/ccit280209.rtf = /tribune/ccit280209.pdf  
/tribune/G-Chesnais.pdf = pas disponible (trop volumineux, je dois aller à Pondy dans un cyber espace)  
/dossier/crise-financiere.html = /dossier/crise-financiere1.pdf  
/marxisme/trotskyguerin1939pdf = /marxisme/trotskyguerin1939.pdf

/articlesynd01022010.htm = /ldc\_syndic\_0110.pdf et ldc\_syndic\_0210.pdf

Quand j'aurai une autre connection Internet je pourrai accéder plus facilement aux statistiques du site, particulièrement à la page erreur, ce qui me permettra de résoudre tous les problèmes immédiatement, mais pour le moment c'est quasiment impossible, pour vous dire, rien que pour ouvrir la page d'accueil d'OVH il faut attendre 10 à 15 minutes, quand elle veut bien s'ouvrir, ensuite il faut attendre encore 10 minutes pour accéder à la page recherchée, et la plupart du temps le serveur décroche, c'est la page blanche, bref c'est l'horreur !

Deux points très brefs. Je n'ai plus le temps d'intervenir sur l'actualité sociale et politique.

## 1- Algérie.

La jeunesse se soulève en Algérie contre la hausse des prix, le chômage et l'absence de tout avenir avec le régime en place, en Tunisie ce sont toutes les couches de la société qui se dressent contre le régime policier de Ben Ali...

Aux infos hier soir sur TV5Monde Asie, j'ai relevé les propos d'un vieux travailleur algérien qui répondait à la question : est-ce que vous comprenez la révolte des jeunes qui font usage de la violence ?

Réponse : Leurs revendications sont légitimes vous savez, bien sûr qu'ils ont raison, ce n'est pas normal que le pays soit riche en pétrole et en gaz et que la population soit si pauvre, c'est la misère ici monsieur, la vie est très dure, rien ne fonctionne, tout est un problème, quant à la violence, je la comprends, il manque d'organisations, c'est pour cela, qu'est-ce que vous voulez qu'ils fassent, ils n'ont pas le choix.

Cela rejoint ce que j'expliquais dans ma causerie d'hier : on ne fera pas l'économie du parti pour organiser la classe et l'aider à trouver la voie pour prendre le pouvoir qu'on le veuille ou non.

## 2- Tunisie.

Un portail d'infos sur la situation en Tunisie : <http://nawaat.org/portail/>

### Politique.

#### 1- France. La méthode Sarkozy pour faire exécuter des otages innocents.

Antoine de Léocour, qui travaillait pour l'ONG Aide médicale internationale, allait se marier au Niger et son ami Vincent Delory venait d'arriver au Niger pour l'occasion, quand ils ont été enlevés vendredi soir par quatre hommes armés, alors qu'ils dînaient dans un restaurant de la capitale du Niger, Niamey.

Les militaires français, présents dans la région à cause de la présence d'autres otages, sont intervenus pour appuyer les forces nigériennes et empêcher les ravisseurs d'atteindre une zone de refuge, a précisé le porte-parole de l'état-major.

*"Alors qu'ils se trouvaient dans la zone frontalière, l'opération engagée, coordonnée avec des éléments français présents dans la région, a permis à ces derniers d'intercepter les terroristes à la frontière avec le Mali et de neutraliser certains d'entre eux",* précise le ministère de la Défense.

En juillet dernier, Michel Germaneau, 78 ans, avait été exécuté en réponse à une opération militaire mauritanienne menée avec l'appui de l'armée française qui avait évidemment échoué. (Reuters 08.01)

#### 2- Algérie.

Le gouvernement algérien a décidé samedi de supprimer temporairement certaines taxes sur le sucre et l'huile alimentaire, dans l'espoir d'enrayer la hausse des prix et les manifestations dans plusieurs villes d'Algérie.

Selon des sources proches des services de sécurité, un jeune homme est mort à Msila, à 250 km au sud-est de la capitale Alger et un autre à Bou Ismail, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de la capitale.

De nouvelles émeutes ont éclaté samedi en Kabylie, à l'est d'Alger, notamment à Tizi Ouzou et à Béjaïa, rapportent des témoins interrogés par Reuters.

Selon APS, des bâtiments gouvernementaux, des banques et des bureaux de poste ont été mis à sac par des émeutiers dans plusieurs villes de l'est du pays, notamment à Constantine, Jijel, Sétif et Bouira, jeudi soir et vendredi matin. (Reuters 08.01)

Je me suis connecté sur le PT algérien (<http://www.ptalgerie.com/>) pour obtenir plus d'informations : Rien, pas une ligne, d'ailleurs ce site n'a pas été actualisé depuis l'annonce de sa candidature à l'élection présidentielle en 2009 ! Lamentable.

#### 3- Tunisie.

3.1- Le lycéen qui s'était immolé par le feu mercredi dernier à l'Ariana, près de Tunis, Aoub Hamdi, a succombé à ses blessures et a été inhumé samedi, a-t-on appris auprès du secrétaire général du syndicat de l'enseignement secondaire Sami Tahri.

Dans le même temps, à Sidi Bouzid, une nouvelle tentative de suicide a eu lieu samedi.

Une autre tentative de suicide a eu lieu à Kasserine (centre): un jeune homme de 17 ans, Hilmi Khadhraoui, a tenté à sa vie en s'aspergeant de pétrole, selon le syndicaliste Abdelwahed Homri. (AP 08.01)

3.2- Revendiquant des emplois et des libertés, des centaines de syndicalistes ont participé samedi à Tunis à un rassemblement devant le siège de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), unique centrale syndicale du pays, en signe de solidarité avec les populations de Sidi Bouzid et des régions de l'intérieur en proie à des troubles sociaux depuis la mi-décembre.

Entonnant des chants engagés, les manifestants, pour la plupart des jeunes, ainsi que de nombreux artistes, ont scandé des slogans tels que "*l'emploi et la liberté, c'est la dignité nationale*" et autres dénonçant "*la flambée des prix*" et appelant à la libération des détenus dont plusieurs étudiants arrêtés à Sousse (centre) et Sfax (sud).

Le secrétaire général-adjoint de l'UGTT, Abid Brigui, est intervenu pour proclamer le soutien de la centrale syndicale aux "*revendications légitimes des populations de Sidi Bouzid et des régions de l'intérieur du pays*".

"*Nous ne pouvons pas être en dehors de ce mouvement. Nous ne pouvons que nous ranger du côté des droits des nécessiteux et des demandeurs d'emploi*", a-t-il lancé. Considérant comme "*anormal que des manifestations soient accueillies par les balles*", le numéro 2 de l'UGTT a plaidé pour "un intérêt accru aux régions démunies". (AP 08.01)

Haut de page ↗

---

Le 10 janvier

Parole d'internaute.

1- Tunisie.

1.1- Nawaat.org est un blog collectif indépendant animé par des Tunisiens. Il donne la parole à tous ceux qui, par leur engagement citoyen, la prennent, la portent et la diffusent. Nos choix éditoriaux sont entre autres guidés par les préoccupations qui affectent le quotidien de nos compatriotes et de nos semblables. Lancé en 2004, Nawaat.org mue à nouveau en faisant évoluer sa plateforme technique. Conscient que la conquête de la liberté est un combat à mener au quotidien en totale indépendance, le blog de Nawaat est indépendant de toute association, organisation ou gouvernement et ne reçoit aucune subvention publique et n'est financée par aucun parti politique. (<http://www.nawaat.org>)

1.2- Le silence complice de Sarkozy devient insupportable. On voudrait simplement savoir quelles sont les raisons le poussant d'un côté à être le chantre de la "démocratie" en Côte d'Ivoire, et de l'autre continuer à soutenir le dictateur Ben Ali et le clan mafieux qui lui sert de famille ?

1.3- il faudra nationaliser toutes ces entreprises qui ont été volé via des faux dépôts de bilans et des redressements fiscaux. Vous pouvez commencer la liste : Société Ennakl – El Adwya-Nestlé Tunisie-Dar Assabah-Zitouna Takafoul-Banque Zitouna – radio Zitouna – City Car- Tunisia – Le port de Rades.

1.4- La révolution populaire est la seule qui garantit un changement réel et profond qui profite au peuple. Plus de cinquante ans de dictature, trente pour le premier et plus de vingt pour le second c'est largement suffisant.

2- Otages assassinés par Sarkozy.

- 3 morts, c'est trop ! Si la France garde cette stratégie, les otages et leurs familles doivent savoir qu'ils ne seront pas secourus, que les actions militaires entreprises n'ont pas pour but de les sauver mais de mener un combat dont ils seront, d'une façon ou d'une autre, les premières victimes. Les discours de compassion sont de trop, venant de ceux qui en décident. La mort des otages étant une conséquence incontournable. Gauche-droite, tous unis pour une ré-élection attendue de Sarkozy autour de quelques

Politique.

1- France.

1.1- Le refrain que La Talonnette va asséner pendant 16 mois : la "**révolution douce**" !

Présentant ses vœux aux 2,5 millions de Français ultra-marins à la Guadeloupe, le chef de l'Etat a mis en avant les mesures prises depuis son arrivée à l'Élysée pour faire évoluer leur situation, parlant d'une "*révolution douce*" entamée depuis 2007.

"*Rarement, dans l'histoire de notre République, on aura autant fait pour l'Outre-mer*", a-t-il dit à un peu moins de 16 mois de la présidentielle de 2012. (Reuters 09.01)

Voyez braves gens tout ce que j'ai fait pour votre bien, après cela vous seriez bien ingrats de ne pas voter pour moi... Et puis tout ce qui n'a pas été fait, n'a pas été fait parce que cela n'était pas possible tout simplement, j'y suis pour rien moi, c'est la crise, croyez-moi sur parole, je ne pense qu'à votre bien, je suis le président de tous les Français...

1.2- Sarkozy le monarque hystérique est responsable de la mort d'Antoine de Lécour et Vincent Delory.

C'est Nicolas Sarkozy en personne qui a donné, samedi, l'ordre d'intervenir aux unités des forces spéciales françaises pour intercepter les ravisseurs de deux otages français, Antoine de Lécour et Vincent Delory, enlevés vendredi vers 23 h 15 au restaurant Le Toulousain de Niamey, au Niger.

Invité du journal de 20 heures sur TF1, Alain Juppé a expliqué pourquoi les autorités françaises, chef de l'Etat en tête, avaient décidé d'intervenir militairement pour libérer les otages.

"*Ne rien faire c'était prendre un double risque : d'abord voir nos otages amenés par leurs ravisseurs dans une de leurs bases refuges du Sahel, et on sait ensuite comme il sont traités, (et puis) ne rien faire c'est donner un signal que la France, finalement, ne se bat plus contre le terrorisme*", a dit le ministre de la Défense.

"*La décision était grave, était lourde, nous l'avons prise et nous l'assumons pleinement*", a-t-il ajouté. (Lepoint.fr et Reuters 09.01)

1.3- Mégalomanie et démagogie.

"*Depuis longtemps, au fond de moi, j'ai envie de succéder à François Mitterrand par amour de la France, du peuple français, de son histoire, de sa culture*", affirme Mme Royal dans un entretien publié samedi dans le quotidien "Le Monde".

Devant les journalistes, Martine Aubry rappelait "*on est là pour rendre hommage à un homme*", ajoutant "la politique ce n'est pas parler de soi, ce n'est pas de parler de la façon dont on arrive au pouvoir, c'est d'abord de dire qu'est-ce qu'on veut faire pour la France". (AP 09.01)

2- Algérie.

Les rues d'Alger avaient retrouvé leur calme dimanche matin.

Si le calme semblait de retour dans la capitale algérienne, les quatre jours d'émeutes restaient dans toutes les conversations dans les cafés.

"*C'est un bon avertissement pour le gouvernement, la prochaine fois, ça ne s'arrêtera pas s'il ne change pas de politique à l'égard des jeunes à qui il doit trouver du travail, du logement pour qu'ils ne tombent pas dans la violence comme moyen d'expression*", prévient Ali, citoyen d'un certain âge rencontré dans le café qui fait face à la Grande poste d'Alger.

Les manifestations faisaient la "une" de la presse quotidienne, qui s'est arrachée dans les kiosques. "*Le pourrissement jusqu'à quand*", s'interroge "*El Watan*". Plus affirmatif, "*Liberté*" écrivait sur toute la une "*c'est le pourrissement*". (AP 09.01)

3- Tunisie.

Les troubles s'amplifient en Tunisie. Après avoir reconnu dans un communiqué, dimanche 9 janvier, la mort de huit civils tués par balles lors d'affrontements avec la police, cinq dans la ville de Thala et trois autres dans la ville de Kessarine, le gouvernement a évalué à quatorze le nombre de victimes en fin de journée. En début de soirée, Le Monde a de son côté identifié vingt-trois victimes tuées par balles, dont il a recueilli les noms, dans les villes de Kasseribe, Thala et Regueb.

L'opposition, qui s'est réunie en urgence à Tunis, avait avancé dans la journée le chiffre de vingt morts. "*Nous marchons vers l'inconnu*", déclare au Monde l'ancien candidat à l'élection présidentielle Ahmed Brahim, premier secrétaire d'Ettadjid, un parti post-communiste qui compte deux députés au parlement. "*Il faut que le pouvoir se ressaisisse et retire les forces des villes qu'elles encerclent*".

Une figure de l'opposition, Nejib Chebbi, fondateur du parti PDP (Parti démocratique progressiste), a invité le président Ben Ali à décréter un "cessez-le-feu" pour éviter que le sang ne continue à couler et pour respecter le droit de la population à manifester pacifiquement.

Ces "affrontements se poursuivaient ce matin même [dimanche]", a précisé Ahmed Nejib Chebbi, sans représentant parlementaire. Plusieurs témoignages ont affirmé que l'armée avait pris position autour de plusieurs bâtiments administratifs et bancaires, notamment à Thala, dans l'ouest du pays, près de Kasserine.

Pour l'heure, *Le Monde* a pu recueillir l'identité de vingt-trois personnes tuées par balles à Thala, Ragueb et Kassarine. Mais le bilan pourrait s'alourdir. "J'ai pu visiter l'hôpital de Kasserine, j'ai vu beaucoup de blessés, et aussi des morts, mais je suis incapable de donner le nombre", déclare Chabari Mezi, un instituteur syndicaliste, bouleversé, joint par téléphone dimanche après-midi.

Selon des témoignages sur place, les quatre autres personnes tuées à Regueb sont une femme de 26 ans, Manel Bouallagui, et trois hommes : Raouf Kaboussi, 33 ans, Mohamed Jabbeli, 22 ans, et Nizar Slimi.

Un peu plus tôt dimanche dans la matinée, le gouvernement tunisien avait fini par sortir de son silence en annonçant la mort de deux civils tués par balles. "La police a ouvert le feu en état de légitime défense après avoir procédé à des tirs de sommation pour empêcher des manifestants de s'en prendre à des bâtiments gouvernementaux", a indiqué le ministère de l'intérieur dans un communiqué cité par l'agence Tunis Afrique Presse (TAP). Les autorités tunisiennes avaient aussi évoqué huit blessés parmi les forces de sécurité, dont trois graves.

Selon le gouvernement, les manifestants de Thala ont lancé des pierres et des cocktails molotov sur les policiers.

Le gouvernement indique que les policiers ont agi en état de légitime défense.

"Plusieurs bâtiments officiels à Kasserine ont été attaqués par des groupes qui ont mis le feu et ont détruit trois banques, un poste de police et une station-service, et mis le feu aussi à un véhicule de police", lit-on dans le communiqué du gouvernement. (Lemond.fr et Reuters 09.01)

Un rappel : (Kouchner) En visite à Tunis la semaine dernière, il a tenu à féliciter ses "amis tunisiens" pour "les efforts qu'ils font pour que la société soit juste, prospère, moderne et qu'elle respecte les droits des femmes et de l'homme". Tunis a convenu que "les excellentes relations tuniso-françaises sont de nature à permettre la discussion de toutes les questions concernant les deux pays". (AP 27.04.10)

Après la question palestinienne qui avait déjà plombé l'Union pour la méditerranée dès sa naissance, la décomposition du régime tunisien va l'enterrer définitivement...

## Economie.

### 1- Irlande.

L'Irlande pourrait retourner sur le marché de la dette dès cette année, a déclaré vendredi le directeur général de l'agence du Trésor du pays (NTMA).

"Il y a beaucoup de tensions dans la zone euro (...) Il faudra qu'on attende qu'elles s'apaisent pour retourner sur le marché. Mais il est possible que nous y retournions dès cette année", a dit John Corrigan.

Vendredi, le rendement de la dette irlandaise à dix ans a atteint 9,38%. (Reuters 09.01)

### 2- Chine.

La croissance de l'économie chinoise a atteint environ 10% l'an dernier et les ventes au détail ont augmenté de 18,5%, preuve d'une hausse de la consommation, a déclaré le vice-Premier ministre Li Keqiang devant des hommes d'affaires à Berlin.

"La force motrice de la consommation intérieure augmente et cette hausse a contribué à plus de 90% à la croissance (en 2010)", a-t-il dit, selon un compte rendu de son discours publié par le Quotidien du Peuple. (Reuters 09.01)

---

Le 11 janvier



J'ai reçu le courriel suivant de Boris Labidurie, Secrétaire Général du Syndicat U.G.I.C.T. :

*"je suis tombé sur google sur cette page web. [http://www.luttedeflasse.org/tribune/villejuif\\_cgt\\_090910.pdf](http://www.luttedeflasse.org/tribune/villejuif_cgt_090910.pdf). Pourriez-vous faire le nécessaire afin de supprimer la page. Je n'ai pas donné autorisation pour que ce courrier soit rendu public ni mis en ligne sur un site et notamment le vôtre."*

Il s'agissait d'une lettre sans grand intérêt adressée au maire de Villejuif signée conjointement par le Syndicat des Ouvriers et Employés Territoriaux de la Mairie de Villejuif et le Syndicat des Ingénieurs, Cadres, Techniciens et Agents de Maîtrise Territoriaux de la Mairie de Villejuif.

Il faut croire que la diffusion de cette lettre aurait dû demeurer confidentielle, or il se trouve que c'est un document qui m'a été adressé par un militant de la CGT de Villejuif, et par conséquent il demeurera sur le site, désolé.

Un peu de politique.

Les travailleurs savent que tous les gouvernements mènent la même politique pour le compte du capital dans l'Union européenne, ils savent que c'est le cas du social-libéral Papandréou en Grèce et de son homologue en Espagne Zapatero, ils en déduisent logiquement, parce qu'ils ne sont pas aussi arriérés qu'on essaie de nous le faire croire, que si le candidat du PS était élu en 2012, il poursuivrait la politique réactionnaire de Sarkozy et qu'il n'y aurait rien de bon à en attendre.

Dès lors nous sommes autorisés à ne pas soutenir ce candidat au premier comme au second tour de l'élection présidentielle, sauf à leur faire croire que l'un des deux candidats représenterait plus que l'autre leurs intérêts ce qui n'est évidemment pas le cas. Voilà pour le moment comment on peut justifier notre décision d'appeler au boycott de ces élections.

La majorité des travailleurs ont certes encore un niveau de conscience politique trop bas pour orienter leurs combats dans la bonne direction, mais ils ne sont pas demeurés pour autant, il faut faire la part des choses.

Le mouvement ouvrier au cours de la seconde moitié du XXe siècle a passé son temps à renier les enseignements de la lutte des classes des décennies précédentes, cette tendance s'est accentuée à partir du début des années 80, Mitterrand au pouvoir oblige, pour finir il est pris dans les mailles de ses propres contradictions où il n'est plus capable d'appeler un chat un chat ou du moindre discernement, un parti présentant toutes les caractéristiques d'un parti bourgeois serait encore un parti ouvrier, une dictature serait un régime démocratique (bourgeois), etc.

Sur la Tunisie et l'Algérie.

Un Etat qui impose la misère à la majorité de son peuple et qui envoie l'armée pour lui tirer dessus quand il se révolte, ne peut être qualifié que de dictature. Il en va ainsi de très nombreux pays dans le monde qu'on continue de nous présenter comme des démocraties, parce qu'y serait organisée une parodie d'élections présidentielles ou législatives ou qu'il existerait des partis et des syndicats dans ces pays. Il n'existe pas de partis pour l'organiser en Tunisie, mais face aux balles de l'armée en réponse à des manifestants désarmés, il n'y a qu'une réponse possible, la constitution de milices ouvrières et leur armement pour affronter le régime.

Caractériser ces pays de démocratie ne correspond pas à la réalité, car sur place la corruption à tous les étages de la société contribue à détourner les partis, les syndicats et les institutions de leurs fonctions au profit d'une autocratie ou une ploutocratie qui concentre entre ses mains tout le pouvoir et toutes les richesses du pays. Pays dans lesquels la liberté d'expression est étroitement encadrée, où la moindre attaque verbale contre le régime se traduit par des intimidations, des assassinats, des disparitions ou dans le moins pire des cas, par une traduction devant les tribunaux ou la prison assortie de fortes amendes.

Pour dire un mot à propos des deux malheureux garçons qui ont été assassinés par la faute du va-t-en-guerre Sarkozy au Niger.

En Inde où je vis depuis de nombreuses années, à Pondichéry et ses alentours, le nombre de Français et étrangers qui ont été assassinés ou qui ont disparu au cours des 10 ou 15 dernières années, est de loin supérieur à de nombreux pays dont on entend toujours parler. Je ne pourrais pas donner de chiffres exacts puisque je ne sors pratiquement plus de chez moi et que je ne fréquente plus de "Blancs" depuis 2004, je me souviens que les années précédentes, il était question de deux ou trois meurtres à la machette par an. Personnellement, j'ai été menacé de mort à plusieurs reprises. Un meurtre ici, c'est maximum deux ou trois de prison, donc à ce prix-là, on peut prendre le risque supprimer qui on veut, c'est bien simple, on en parle librement, cela fait froid dans le dos, n'est-ce pas ? Voilà encore un élément qui caractérise une dictature, l'impunité ou des peines légères pour les criminelles.

Tunisie.

Les premières manifestations qui se sont tout de suite transformées en émeutes en Tunisie ont eu lieu le vendredi 17 décembre à Sidi Bouzid, à 265km de Tunis (voir les infos en bref du 19 décembre dans le site).

Pas un mot dans le n°129 d'*Informations ouvrières* datée du 23 décembre, il faudra attendre le numéro suivant paru le 6 janvier, soit 20 jours plus tard, pour qu'ils consacrent un bref article sur la situation en Tunisie. La Tunisie, c'est si loin de la France, il faut plus de 5 jours pour relayer une information dont les agences de presse avaient largement rendu compte entre temps...

Algérie.

Le POI et le PT d'Algérie se sont employés à présenter le régime algérien sur la voie de la démocratisation.

IO n°127 : *"Pour nous, la tenue à l'initiative de l'EIT de la VIIIe Conférence mondiale à Alger, accueillie par la centrale syndicale et le Parti des travailleurs, est un événement majeur. Cela montre qu'en Algérie, nous sommes en train de nous réapproprier les conditions d'exercice de la politique, que la paix est une réalité, même s'il reste encore beaucoup à faire, que l'Algérie comme nation se réapproprie sa place en Afrique, sa place dans le monde. Et que l'UGTA, le mouvement ouvrier algérien sont en train de se réapproprier leur place dans le cadre international."*

La PT d'Algérie, avant tout un parti institutionnel.

Louisa Hanoune *" Il s'avère qu'en Algérie, il s'est trouvé un parti, le Parti des travailleurs, qui n'a jamais baissé les bras, de l'aveu de tout le monde"*, un parti dont le site Internet n'a pas été actualisé depuis 2009, année électorale il faut préciser, à croire que les travailleurs et jeunes en Algérie n'utiliseraient pas Internet pour essayer de s'informer. Pourquoi Hanoune a-t-elle eu besoin de se justifier en affirmant que son parti *"n'a jamais baissé les bras" ?*

La réponse est peut-être à chercher dans son attitude face au régime que rappelaient dans un article les camarades de Combattre pour le socialisme, en novembre dernier ([http://socialisme.free.fr/afrique/cps41\\_algerie.htm](http://socialisme.free.fr/afrique/cps41_algerie.htm)), et dont voici un extrait :

*"Mais revenons maintenant sur cette fameuse « réconciliation nationale » dont le PT vante haut et fort les mérites. Le référendum de 1999 sur la « Concorde civile » avait obtenu près de 99 % de oui : un véritable plébiscite pour Bouteflika, la question soumise aux électeurs étant sans équivoque : « êtes-vous pour ou contre la démarche du président de la République visant à la réalisation de la paix et de la concorde civile ? ». Position du PT (comme celle du FFS d'ailleurs) : abstention. A l'assemblée nationale, aucun député ne vota contre la loi de « la concorde civile » (on releva 16 abstentions...).*

*Six ans plus tard, en septembre 2005, la « Charte pour la paix et la réconciliation nationale » est aussi soumise à référendum. Elle est adoptée avec plus de 97 % des suffrages exprimés. Le pouvoir indiquait alors que le taux de participation avait atteint 80 % à l'échelle nationale. En Kabylie, où le FFS et le RCD avaient appelé au boycott, la participation était de quelque 9 % dans la wilaya de Tizi Ouzou, de 7 % dans celle de Béjaïa... Pour parvenir à ce « oui massif », il fallut le soutien du FLN et du RND, majoritaires à l'Assemblée nationale et aux ordres du pouvoir. Le PT, affilié à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, appela aussi à voter oui."*

L'Algérie présentée comme un modèle de démocratie au Maghreb par le POI.

Dans ma causerie du 3 décembre je relatais comment le POI s'employait à ménager le régime algérien apparemment plus fréquentable que Sarkozy et son gouvernement. Ensuite, je rendais compte de multiples témoignages sur la violation de la liberté de la presse dans ce pays au cours des 20 dernières années qui contredisaient ce qu'affirmait le POI.

IO n°126 du 2 décembre : *"La presse algérienne a largement rendu compte de la VIIIe Conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation (CMO). Preuve d'une liberté d'expression et d'un pluralisme à l'exact opposé de nos « médias » nationaux"*, et pour cause elle n'avait rien à craindre de rendre compte de cette conférence, puisque le régime avait estimé avant les médias que la tenue de cette conférence sur le sol algérien ne posait pas de problèmes, en quelque sorte les médias avaient reçu l'autorisation de Bouteflika pour couvrir cet événement d'une portée sans doute considérable...

Et au cours des émeutes des derniers jours où était donc passé le PT d'Algérie ?

Comme je l'ai déjà dit, j'ai consulté avant-hier la page d'accueil et plusieurs liens de son site Internet (communiqué, actualité), ils n'ont pas rendu compte du développement de la situation des derniers jours, il n'a pas été actualisé depuis 2009, sauf peut-être d'autres liens qui ne nous intéressent pas ici.

Hier enfin, dans le site national du POI, j'ai trouvé un communiqué du Parti des travailleurs d'Algérie, il a été publié le 10 janvier 2011 et étrangement on y trouve la mention *"Alger, le 06 janvier 2011"*, or ce communiqué ne figurait le 9 janvier dans le site du PT d'Algérie. Ils vont peut-être pouvoir le mettre en ligne maintenant que la situation est redevenue plus calme. Mais l'essentiel

est ailleurs, je veux parler du contenu intolérable de ce communiqué, dont voici quelques extraits.

*"Le secrétariat du Bureau politique du Parti des travailleurs, s'est réuni ce jour, toutes affaires cessantes, pour débattre de la propagation des émeutes de jeunes en colère suite à la flambée provocatrice des prix qui a touché notamment le sucre et l'huile et les produits dont ils sont à la base", car voyez-vous ces gens-là sont occupés à des choses si importantes, que c'est presque à regret que "toutes affaires cessantes" ils daignent se pencher sur les émeutes qui embrasent le pays.*

Dans les 27 lignes que comptent ce communiqué il ne sera question que de la hausse des prix du sucre et de l'huile, point barre, la question du chômage qui exaspère la jeunesse, elle sera évoquée en passant à l'avant dernière ligne, la question du logement qui pourrit au quotidien la vie des travailleurs algériens, elle passera à la trappe, la corruption du régime policier de Bouteflika, elle passera également à la trappe, alors que ces trois questions sont systématiquement abordées par tous les travailleurs et jeunes interviewés par les médias, elles sont un cauchemar permanent pour eux.

En réalité, la hausse des prix du sucre et de l'huile a servi de détonateur à une situation sociale et politique extrêmement tendue en Algérie. Le reste du communiqué du PT d'Algérie est consacré à proposer au régime des mesures pour faire retomber la tension parce que *"la preuve est établie que cette situation dangereuse"* écrit-il, bref il faut tout faire pour que l'ordre règne et la vie continue comme avant, c'est apparemment la seule préoccupation du PT... et de Bouteflika, je cite : il *"s'adresse au gouvernement pour qu'il prenne les mesures urgentes appropriées, à même de désamorcer la situation"*.

*"Ce sont là, des mesures réalistes et réalisables qui traitent les problèmes à la racine, tout en renforçant les correctifs introduits dans l'orientation économique. Ces mesures sont, en outre, bénéfiques pour la création d'emplois et pour la protection de la production nationale"*, si les mesures proposées par le PT sont conforme à ce qui est *"réalistes et réalisables"* et qu'en plus elles se situent dans le cadre des *"correctifs introduits dans l'orientation économique"* par le gouvernement précisons, il n'y a plus qu'à s'en remettre à lui pour les appliquer, et s'il ne le fait pas, et bien tant pis ! Passons sur le produisons algérien, le pendant du produisons français des staliniens en France, tout un programme !

Mais surtout dans un relent nationaliste, le PT s'exclame *"rien ne saurait être supérieur aux intérêts de la nation"*, ce que Bouteflika ne contredira certainement pas, s'en remettant au gouvernement pour régler la question du chômage *"l'urgence d'une prise en charge durable du problème du chômage, par de vraies solutions créatrices d'emplois permanents"*, avec un tel parti ouvrier, les travailleurs algériens sont bien lotis !

C'est tout ? Oui c'est tout, pas un mot sur le millier de manifestants arrêtés pour exiger leur libération immédiate, pas un mot sur le déroulement des événements, pas un mot pour dénoncer la répression violente du régime, à croire que le PT d'Algérie a été totalement absent ! Lamentable.

Voilà un parti qui a démontré qu'il était incapable d'assumer ses responsabilités et de se placer au côté de la classe ouvrière algérienne au moment où elle se soulève contre le régime, un parti qui n'est pas isolé politiquement puisqu'il fait partie de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, apparemment une coquille vide, et particulièrement du soutien du POI.

Pour mieux comprendre l'exaspération des travailleurs et jeunes algériens, le PT d'Algérie et le POI n'ont même pas été foutus de délivrer cette information qu'il a fallu aller chercher du côté de LO et du PG, ce dernier a écrit le 8 janvier, que *"La colère populaire est d'autant plus grande que les caisses de l'Etat algérien sont pleines, grâce notamment à la progression des revenus pétroliers (155 milliards de dollars de réserves en devises)"*.

En France, sur le site Internet national du PCF : pas un mot sur la situation en Algérie et en Tunisie. Ils ont dû attendre que Sarkozy ou le gouvernement s'exprime pour leur emboîter le pas ! Fidèles à eux mêmes, quoi !

Pour que les camarades se fassent une meilleure idée de la situation en Algérie, j'ai mis en ligne un document (pdf) dans lequel figurent des articles ou communiqués provenant de différents partis en France ou en Algérie, y compris celui du PT d'Algérie.

## Politique.

### 1- France.

1.1- Niger. Ils sont **"tous unis"**, **"solidaires"** avec le va-t-en-guerre Sarkozy.

Au Grand Rendez-vous Europe1/Le Parisien, François Hollande a été le premier à réagir pour le PS. *«Je ne veux laisser penser qu'il n'y a pas l'ombre d'une discussion entre le gouvernement et l'opposition. Nous sommes là solidaires»*, a-t-il expliqué. *«Dès lors que les autorités nigériennes l'ont souhaité, il était même nécessaire que les forces françaises contribuent à retrouver nos jeunes ressortissants»*, a-t-il ajouté.

Sur Canal + ce lundi matin, Claude Bartolone, proche de Martine Aubry, a embrayé dans le même sens. *«Je pense que c'était*

*une opération qu'il fallait tenter», a-t-il déclaré.*

Quant à Ségolène Royal, elle a affirmé qu'«*au-delà des clivages politiques, face à un drame comme celui-ci, nous sommes tous unis*».

Le Parti communiste a exprimé dès samedi soir «*son indignation*» face à la mort des deux otages, assénant qu'«*aucune cause ne peut justifier cette forme de terrorisme*». (20minutes.fr 10.01)

Commentaire d'un internaute : Si c'était un parent d'un politique ou d'un journaliste, ces jeunes gens seraient encore en vie.

1.2- F. Mitterrand prend la défense du dictateur Ben Ali. Il invente la dictature équivoque

*"Il y a une opposition politique mais qui ne s'exprime pas comme elle pourrait le faire en Europe. Mais dire que le Tunisie est une dictature univoque, comme on le fait si souvent, me semble tout à fait exagéré."* (Lepost.fr 10.01)

Une dictature passe volontiers pour un régime démocratique bourgeois aussi longtemps que le peuple trouve encore les moyens de la supporter, dans le sens de la subir ou que l'autocrate au pouvoir parvient à étouffer toute contestation, et lorsqu'il se révolte parce qu'il n'en peut plus et qu'il se fait tirer dessus par l'armée, on continue de soutenir que ce n'est pas une dictature histoire de dire qu'on est à ses côtés. Et Eric Besson, le clone de Sarkozy et l'"ami" de la famille Ben Ali, il est bien muet ?

1.3- Ils sont de droite ou de gauche selon qu'ils sont députés ou sénateurs !

Aujourd'hui, c'est Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche (PRG), qui se déclare "*pas hostile à une candidature de type 'front républicain'*" avec les anciens ministres sarkozystes du Parti radical valoisien, ouvrant un peu plus à gauche le potentiel de rassemblement derrière Jean-Louis Borloo.

Seul bémol, le PRG est prêt à faire alliance avec son voisin de droite à la condition qu'il renie son contrat d'affiliation avec l'UMP. Curieusement, le fait que son allié potentiel soit composé d'élus ayant activement soutenu la politique de Nicolas Sarkozy ne fait pas partie des problèmes évoqués par Jean-Michel Baylet.

Le Parti radical de gauche est donc prêt à faire alliance avec un parti membre de la majorité présidentielle en 2012. Mais en ce qui concerne les élections sénatoriales qui se tiendront quelques mois plus tôt, en septembre 2011, c'est un autre partenariat politique que les sénateurs du PRG étudient : le rassemblement de la gauche. "*Après les prochaines élections sénatoriales, la majorité se jouera à cinq ou six sièges*", explique un sénateur centriste. (Lemonde.fr 10.01)

Je m'étais dit que c'était peut-être un peu prétentieux d'appeler le site *La voix de l'opposition de gauche*, mais depuis je ne le regrette pas, les faits m'ont donné raison.

Et après il y en aura encore pour appeler à "*battre la droite*" aux prochaines élections, il ne faudra plus parler d'incurie politique ou de crasse ignorance, mais de tromperie délibérée des travailleurs, de collusion consciente avec le régime.

1.4- La palme verte de la question stupide.

Hulot est-il de gauche ? « *C'est une question que je lui poserai* », assure Jean-Vincent Placé. Mais aussi « *quelle alliance souhaite-il ? Quel positionnement par rapport à Sarkozy ? Par rapport au PS ? Une chose est de faire un pacte écologique, une autre est de le convertir dans la société* ». (Publicsénat.fr 10.01)

Bouygue aussi, TF1 aussi ! Et puis, les multinationales (Ford, Coca Cola) qui financent le Forum social des altermondialistes, ne sont-elles pas de gauche elles aussi ?

2- Tunisie.

2.1- La police a ouvert le feu lundi pour disperser la foule rassemblée dans deux villes de Tunisie, rapportent des témoins.

A Kasserine, à 200 km au sud-ouest de la capitale, un témoin a déclaré qu'une marche funèbre pour des civils tués lors du week-end avait tourné à la confrontation avec la police. Les forces de l'ordre ont tiré en l'air, a raconté à Reuters Mohamed Ali Nasri, joint par téléphone.

A Regueb, des témoins font également état de heurts en marge de processions à la mémoire de victimes de précédents affrontements.

"L'agglomération est cernée par la police. Il y a 2.000 contestataires dans une confrontation à travers la ville avec la police, qui tire des grenades lacrymogènes et ouvre le feu", a déclaré à Reuters Kamel Labidi, qui affirme être sur place.

À Paris, Bernard Valero, porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, a déclaré : "La Tunisie est confrontée à des problèmes économiques et sociaux. Seul le dialogue permettra aux Tunisiens de les surmonter." (Reuters 10.01)

2.2- Le gouvernement tunisien a ordonné la fermeture de toutes les écoles et universités à compter de mardi et jusqu'à nouvel ordre, rapporte lundi l'agence de presse officielle TAP. (Reuters 10.01)

2.3- Le président tunisien Zine El-Abidine Ben Ali s'est engagé, lundi 10 janvier, à créer 300 000 emplois entre 2011 et 2012. (Reuters 10.01)

3- Haïti.

Dans son projet de rapport qu'elle doit présenter lundi au président René Prével, l'OEA fait état de preuves d'irrégularités dans le déroulement des opérations électorales. Elle recommande donc que le candidat arrivé troisième, Michel Martelly, se retrouve au second tour contre l'ancienne Première dame Mirlande Manigat.

"La mission d'expertise a déterminé qu'elle ne pouvait pas apporter son soutien aux résultats préliminaires des élections présidentielles rendus publics le 7 décembre 2010", écrit ce rapport.

Selon l'OEA, des dizaines de milliers de bulletins devraient être écartés pour irrégularités. En revanche, les experts ne vont pas jusqu'à réclamer un nouveau recomptage national des voix, ni à annuler purement et simplement le premier tour et organiser un nouveau scrutin, comme l'ont réclamé plusieurs candidats ou observateurs, jugeant que cela "soumettrait les Haïtiens à un manque encore plus long de gouvernance constitutionnelle". (AP 10.01)

C'est marrant, on a m'impression qu'ils n'appliquent pas la même méthode à propos de la Côte-d'Ivoire, non ?

Hier ils avaient décidé que Prével devait être élu, bien qu'il n'ait recueilli que 48% des suffrages exprimés, la manœuvre avait alors consisté à ne pas compter les votes blancs, et voilà qu'ils veulent rétrograder à la troisième place son dauphin, parce Prével et son parti ne serait plus en odeur de sainteté après leur gestion catastrophique de la situation après le tremblement de terre. Une manœuvre pour présenter ensuite comme légitime l'élection de leur candidate Mirlande Manigat...

## Social.

Trois ans après sa création, la rupture conventionnelle est plébiscitée. 230.000 accords ont été signés entre janvier et novembre 2010, selon des informations publiées lundi par *Les Echos*.

A côté de la démission et du licenciement, ce dispositif a créé la voie du commun accord entre salarié et employeur pour rompre un contrat de travail.

Le nombre de ruptures conventionnelles devrait avoisiner les 250.000 pour l'année dernière, soit 31% de plus qu'en 2009. Depuis janvier 2008, 455.000 protocoles ont été autorisés. La barre de 500.000 pourrait même être franchie dès la fin du mois.

Le patronat se félicite du succès de la mesure qui «répondait à un vrai besoin», analyse le nouveau président de l'ANDRH, Jean-Christophe Sciberras, cité par *Les Echos*. (20minutes.fr 10.01)

Et puis un jour ils déclareront que dans la pratique toute législation (collective) sur les licenciements est devenue pour ainsi dire obsolète, inutile, et elle disparaîtra au profit de la seule "rupture conventionnelle" ou sera réduite à une peau de chagrin. A l'étape suivante, lorsque la législation régissant les licenciements aura disparu, le salarié se retrouvera face à son patron sans autre alternative que d'accepter ses conditions, le temps du patron de droit divin sur son esclave sera rétabli. N'est-ce pas la situation qui prédomine à l'heure actuelle dans 80 ou 90% des pays, pire, où vous êtes viré comme un chien sans aucun droit ?

---

Le 12 janvier

Hier, j'ai oublié de préciser que j'avais corrigé en partie l'orthographe des documents rédigés par des Tunisiens mis en ligne dans le site ces derniers jours, il y en avait des dizaines par page, ce qui n'est évidemment pas un reproche de ma part, disons que je connais la susceptibilité mal placée de certains militants... Je corrige aussi tous les jours la plupart des fautes commises par des internautes. Je vous laisse le soin de corriger les miennes pour ne pas avoir pris le temps de me relire, comme on dit

dans l'industrie, je travaille à flux tendu, pas une seconde à perdre !

Info ou rappel. Les articles de presse sont archivés depuis le 1er janvier au format pdf (Acrobat reader).

Polémique.

Suite à ma réponse d'hier (voir la causeire du 11) j'ai reçu un nouveau courriel de Boris Labidurie, Secrétaire Général du Syndicat U. G.I.C.T. J'y réponds parce qu'il s'agit d'une question de principe. Mais peut-être que la démarche de monsieur Labidurie a quelque chose à voir avec l'article d'*Où va la CGT ?* que vous trouverez en ligne.

Voici son courriel avec mes commentaires entre parenthèses.

*"je suis très étonné de constater que vous ne vous adressez pas directement à moi pour me répondre, mais passez par votre site...!!"*

(Je n'ai rien à cacher aux militants qui se connectent sur le site, question de principe et de respect envers eux. Vous n'êtes pas habitué à rencontrer ce genre de comportement dans les syndicats, n'est-ce pas ? Dommage pour le syndicalisme.)

*"Le problème n'est pas de savoir par quel canal vous avez eu ce courrier. le problème est que je n'ai pas donné autorisation, au nom de mon organisation syndicale, de mettre en ligne sur votre site ce courrier avec ma signature et le logo UGICT."*

(Votre mauvaise foi vous accable, car il se trouve que dans ce document figure également le logo du Syndicat des Ouvriers et Employés Territoriaux de la Mairie de Villejuif et la signature d'Yves Contrepois, Secrétaire Général du Syndicat Ouvriers-Employés, on est donc en droit de considérer que les syndiqués de ce syndicat ont le droit de faire connaître ou non ce document autant que vous, à moins que ce syndicat et la signature de son secrétaire compte pour du beurre ou que vous vous considérez en droit de leur imposer votre diktat. Et puis ne craignez rien, si quelqu'un (le maire ou vos valeureux dirigeants) vous pose une question, vous n'aurez qu'à dire que vous n'y êtes pour rien, que cette fuite doit provenir d'en bas, du syndicat ouvrier... )

*"Ce courrier n'a rien de secret, même s'il est à usage interne."*

(Alors pourquoi me faire perdre mon temps ?)

*"En revanche, que celui-ci soit inséré dans votre site pourrait porter à croire que j'ai donné mon autorisation pour le diffuser au grand public, voire que je cautionne / adhère, par je ne sais quel amalgame, au contenu éditorial de votre plateforme."*

(Ne craigniez rien, vous venez de démontrer que vous n'aviez rien à voir avec l'horrible courant politique que je représente, je suis sûr que vous n'aurez de mal à convaincre personne de votre bonne foi, je vous fais confiance au moins sur ce plan-là. Je vous le répète, pas besoin de faire dans votre culotte, accusez votre voisin et continuez de vivre l'esprit en paix!)

*"Ce n'est pas le cas. Par conséquent, Je vous redemande à nouveau de bien vouloir ôter ce courrier et respecter mon opinion sur le sujet."*

(Vous semblez être un grand démocrate, qui au nom du respect de votre opinion s'arroge le droit de piétiner celui des syndiqués de la CGT qui ne partagent pas votre conception du syndicalisme ou de la liberté d'expression, c'est franchement dommage.)

Entre nous, plus vous insistez et plus je vais devenir féroce avec vous, alors si j'ai un conseil à vous adresser, c'est de ne pas y revenir. Je ne suis pas en mesure de savoir qui au juste m'avait adressé ce document datant du 9 septembre 2010, puisque le disque dur de mon ordinateur a brûlé en janvier 2010 et j'ai perdu tout son contenu pour n'avoir fait aucune sauvegarde, vérifiez-le si vous voulez en vous reportant à mes causeries de cette époque. De toutes manières, même si je le savais, jamais je ne vous communiquais le nom du militant de la CGT qui me l'avait adressé, même sous la torture !

Au fait l'article d'*Où va la CGT ?* m'a été transmis par un vieux militant de la CGT du sud de la France, un métallo à la retraite qui partage la plupart de mes idées. Comme cela vous savez tout !

Pour soutenir l'héroïque combat du peuple tunisien, ils s'en remettent à Sarkozy et à l'Union européenne, au Droit international, honte à eux !

Qu'est-ce qu'attendent les partis dits ouvriers et les syndicats pour appeler à une manifestation nationale à Paris en soutien au peuple tunisien tombant sous les balles du dictateur Ben Ali, me suis-je dit ?

Ce matin j'ai découvert effaré que " *de nombreux rassemblements de soutien aux populations tunisiennes*" avaient eu lieu en France le 6 janvier, puis le 11 janvier devant l'ambassade de Tunisie, et qu'"*un meeting unitaire (était) prévu le 13 janvier, à 18h, à la Bourse du Travail de Paris.*" (source : site Internet national du NPA, les 8 et 11 janvier), pourquoi pas dans une salle encore plus petite et plus discrète située au fond d'une impasse obscure dans une cave abandonnée !

Ces appels ont été si confidentiels qu'ils sont passés totalement inaperçus. Et pour cause dans un article du 8 janvier qui y fait référence, le NPA a "*exiger du gouvernement français et de l'Union Européenne de rompre, conformément aux principes du Droit International avec la clique au pouvoir en Tunisie*", ben voyons, Bruno Le Maire leur a répondu ! Le NPA s'en remet au "*Droit International* des gangsters de l'ONU ! Tu parles de révolutionnaires !

Ils ont remis cela dans un tract où ils font référence au "*collectif constitué depuis deux ans par la CGT, la CFDT, la FSU, et l'Union syndicale Solidaires*, pour "*contraindre le gouvernement Sarkozy et l'Union européenne à ne pas se contenter de verser des larmes de crocodiles sur les morts*", plus opportunistes tu meurs ! Camarades, qui légitiment Sarkozy, l'UE, l'ONU, les travailleurs ou les dirigeants pourris de ces partis et syndicats ? Vous avez la réponse sous le nez !

## Parole d'internaute..

- "Moi, Nicolas Sarkozy, président de la République bananière de Françafrique, je donne 1 semaine à M. Laurent Gbagbo pour quitter le pouvoir, et 40 années de plus à M. Ben Ali pour s'y maintenir !"

## Politique.

### 1- France

#### 1.1- Pour un "**bon**" fonctionnement des institutions bonapartistes !

Les élus communistes et du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon n'assisteront pas aux vœux de Nicolas Sarkozy aux parlementaires mercredi, annoncent les deux partis dans un communiqué commun.

"*Chaque jour qui passe est marqué de l'emprise grandissante qu'exerce l'exécutif sur le Parlement. Sur consigne de l'Elysée, la droite présidentielle multiplie les textes de loi trop souvent à seule fin de communication, au prix d'un travail législatif dégradé*", écrivent-ils. (Reuters 11.01)

Parlement croupion, Parlement à la botte du monarque qui trône au Palais, cela fait 53 ans que cela dure messieurs les philistins.

Le véritable combat de classe, il ne se déroule pas à l'intérieur mais à l'extérieur de ce Parlement antidémocratique qui est entièrement subordonné au capital, dans la rue, les manifestations, les grèves et les occupations d'usines, etc. À l'intérieur de ce Parlement, point de combat, seulement des combines et des compromis sur l'art et la manière de servir les intérêts des capitalistes et de préserver la paix sociale indispensable au climat des affaires entre des partis acquis à la cause du capital.

Le seul combat à mener du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, c'est le combat pour l'abolition des institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

#### 1.2- Le gouvernement français soutient le dictateur Ben Ali et lui propose son aide.

La chef de la diplomatie française a proposé à la Tunisie l'aide de Paris dans le maintien de l'ordre. "*Aujourd'hui, la priorité face à cette situation doit aller à l'apaisement après des affrontements qui ont fait des morts. Un apaisement qui peut reposer sur des techniques de maintien de l'ordre (...) puisque nous avons des savoir-faire en la matière.*"

Le ministre de l'agriculture, Bruno Le Maire, avait été le premier membre du gouvernement à s'exprimer. "*Avant de juger un gouvernement étranger, mieux vaut bien connaître la situation sur le terrain et savoir exactement pour quelles raisons telle ou telle décision a été prise*", a-t-il déclaré, mardi 11 janvier, sur Canal+.

"*Je n'ai pas à qualifier le régime tunisien. Je suis français, je n'ai pas à juger de l'extérieur comme ça un gouvernement étranger, a ajouté Bruno Le Maire. Le président Ben Ali est quelqu'un qui est souvent mal jugé, [mais] il a fait beaucoup de choses. On peut critiquer après certains aspects, être toujours vigilant sur les droits de l'homme, mais c'est un pays qui a connu de vraies difficultés.*" (Lemonde.fr 11.01)

Commentaire d'un internaute : M. Le Maire soutient et défend "*notre ami Ben Ali*" et Alliot Marie préconise de lui apporter l'aide de la France dans le "*maintien de l'ordre*" et lui prêter main forte pour mater les "terroristes" tunisiens! On aura vraiment tout eu avec le gouvernement Sarkozy. A vomir!

### 1.3- En France comme en Tunisie : A bas l'Etat policier !

Une quarantaine d'associations et de partis de gauche appellent à manifester un peu partout en France samedi contre le nouveau projet de loi sur la sécurité intérieure qu'ils qualifient de "*fourre-tout sécuritaire*" et "*liberticide*".

Un rassemblement est notamment prévu à Paris à partir de 14h30 au carrefour de l'Odéon, à l'appel de la FSU, du collectif "*Jeudi Noir*", de l'association Droit au logement, du Syndicat des avocats de France, d'Europe Ecologie-Les Verts, du NPA, du Mouvement des jeunes socialistes (MJS), du Parti de gauche ou encore du PCF.

Le projet loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (LOPPSI 2) doit être examiné en deuxième lecture au Sénat à partir du 18 janvier.

Dans un appel commun diffusé mardi, les opposants au projet dénoncent notamment des mesures visant à faciliter les expulsions "*en 48 heures et sans contrôle du juge de tous occupants d'habitats hors normes (tente, cabane, caravane, yourte, mobile home, maisons autoconstruites, bidonville, bus ou camion aménagé) sur terrain public ou privé*".

Ils dénoncent également un "*contrôle accru sur les prestations sociales*", une "*obligation pour les travailleurs sociaux de faire de la délation*", ou encore une volonté de "*fichage et vidéosurveillance généralisés*".

"*La LOPPSI 2 est la 11e loi exclusivement répressive depuis 2002. Elle vient s'ajouter à l'insécurité sociale qui s'étend à chaque remise en cause des droits sociaux pour tous*", ajoutent les signataires de l'appel. "*Cette loi nous prépare une société du contrôle, fondée sur la tension et la stigmatisation. Elle concrétise le fantasme de l'ennemi intérieur et assimile tout acte de contestation à une atteinte de l'Etat*". (AP 11.01)

Je n'ai pas lu ce communiqué, peu importe, le contenu de cette nouvelle loi liberticide nécessite qu'on se mobilise, et peu importe les partis ou associations qui y appellent.

### 1.4- L'effet boomerang !

Le journal français *Le Monde* annonce mardi avoir déposé une nouvelle plainte pour la violation de ses sources par les services de renseignement, une démarche visant à obtenir la désignation d'un juge d'instruction indépendant.

Le journal, qui annonce cette constitution de partie civile dans son édition de mercredi, estime avoir été victime d'une violation de la loi. La Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) admet avoir enquêté, en juillet 2010, sur un de ses articles concernant le dossier judiciaire visant l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt.

Une première plainte du quotidien en septembre avait amené l'ouverture d'une enquête préliminaire dirigée par le procureur de Paris, mais elle s'est heurtée au refus de coopérer de la DCRI, qui invoque le secret-défense.

Le secret des sources, consacré par la Cour européenne des droits de l'homme comme une composante de la liberté de la presse, fait l'objet d'une loi censée le protéger, votée à l'initiative de Nicolas Sarkozy.

La DCRI ne veut pas faire connaître le contenu exact de ces vérifications. Le Monde estime que cette méthode est illégale et soupçonne l'existence d'autres manoeuvres concernant ses journalistes. (Reuters 11.01)

## 2- Maroc.

Gênées par les troubles qui agitent le voisin maghrébin, les autorités marocaines ont interdit, ce lundi à Rabat, une réunion de soutien aux manifestants tunisiens.

Ce lundi, un rassemblement de soutien aux manifestants tunisiens devait avoir lieu vers 17h, devant l'ambassade de Tunisie à Rabat. Organisée par un collectif d'associations, dont l'AMDH (Association Marocaine des Droits Humains), cette mobilisation a finalement été interdite par les autorités marocaines, a appris l'envoyée spéciale de L'Express sur place. Le régime marocain aurait motivé son refus par "*l'impossibilité pour un pays voisin de la Tunisie d'autoriser sur son territoire une manifestation hostile au régime de Zine El Abidine Ben Ali*" et qui aurait pu envenimer les relations bilatérales.

Lundi soir, les associations qui ont appelé à ce rassemblement se sont réunies afin de définir les suites à donner à ce mouvement. Elles devraient de nouveau organiser un rassemblement jeudi 13 janvier vers 17h. (L'express.fr 11.01)

Social.



Voilà à quoi conduit la survie du régime capitaliste.

Un chef de famille surendetté a tué trois de ses proches avant de se suicider, mardi à Pont-de-Metz, près d'Amiens, a-t-on appris auprès du procureur de la ville.

La découverte des corps a été faite lors de la visite d'un huissier de justice, venu estimer en compagnie du maire de la commune et d'un policier municipal les biens de cet homme.

Ils ont trouvé le corps de l'homme de 62 ans, pendu dans le jardin, et à l'intérieur du pavillon ceux de sa fille et de sa femme, égorgées. Dans une lettre retrouvée sur place, l'homme dit aussi avoir tué sa mère, 90 ans, retrouvée plus tard étranglée à son domicile à Amiens.

Dans cette missive, l'homme évoque des difficultés financières liées à des prêts qu'il ne pouvait pas rembourser et sa volonté de ne pas laisser de dettes à ses proches. (Reuters 11.01)

Faut-il qu'il ait été poussé au désespoir le malheureux pour commettre un acte pareil.

Non camarades ce n'est pas un fait divers ! Des dépêches comme celle-là, j'en lis tous les jours, tous les jours des drames épouvantables de la sorte se produisent en France. On se les prend en pleine gueule tous les matins à l'aube, histoire de bien commencer la journée sous un soleil radieux où l'on puisse nos forces, et cela continue avec la barbarie capitaliste qui sévit aux quatre coins du monde, je ne vous parle même pas de ce que je vis au quotidien en Inde. Après cela, vous m'épargnez vos conseils à modérer mon langage envers leur société pourrie et ceux qui la soutiennent. Je vous assure que c'est difficile de décompresser ou de ne pas péter un plomb comme l'on dit.

Marx et Engels traitaient bien les Versaillais de "*chiens*" (La guerre civile en France, 1871), permettez-moi aussi d'exprimer mes émotions face à la barbarie, ceux qui ne le comprendraient pas doivent avoir une conception étrange de la lutte de classe, cela doit être pour eux un simple divertissement pour se donner bonne conscience...

Quand j'ai terminé d'actualiser le site, je m'y mets parfois à 3 ou 4 heures du matin car je deviens insomniaque, je suis littéralement lessivé, je passe ensuite aux tâches ménagères ou à mes affaires personnelles, l'après-midi je le consacre à des questions théoriques ou politiques, si je suis crevé au point de ne plus pouvoir garder les yeux ouverts, je fais une sieste de 15 ou 20 minutes maximum et je suis en pleine forme, et la soirée je regarde TV5Monde Asie ou j'écoute un peu de musique en faisant toujours un point sur l'actualité sociale et politique de la journée.

## Economie.

### 1- Parole de banksters.

Les banques doivent cesser de demander pardon pour les erreurs commises avant et pendant la crise financière, a plaidé mardi le nouveau directeur général de Barclays lors d'une audience parlementaire devant les élus britanniques.

"*Nous avons connu une période de regrets et d'excuses de la part des banques, et je pense qu'il faut tourner cette page. Nous avons besoin de banques prêtes à prendre des risques (...) pour que nous puissions créer des emplois*", a déclaré Bob Diamond. Ce dernier, natif des Etats-Unis, est l'un des dirigeants les mieux payés d'Europe.

Après une série de réunions entre le gouvernement et des établissements bancaires, il semble que Londres n'ait pas l'intention d'agir trop sévèrement. En échange de cette indulgence, le gouvernement devrait chercher à obtenir des engagements à prêter davantage aux petites entreprises afin de relancer l'économie.

Le débat sur les salaires bancaires a été relancé cette semaine au Royaume-Uni après l'annonce que le directeur général de la Royal Bank of Scotland, Stephen Hester, allait recevoir une prime de 2,5 millions de livres (3 millions d'euros).

Bob Diamond a lui-même gagné 21 millions de livres en 2007 (25 millions d'euros) mais a renoncé ces deux dernières années à ses primes. (Reuters 11.01)

### 2- L'euro sous le joug de Washington, Pékin et Tokyo.

Le ministre japonais des Finances, Yoshihiko Noda, a annoncé que Tokyo envisageait d'acheter environ 20% des obligations qui doivent être émises conjointement ce mois-ci dans la zone euro dans le cadre du plan de sauvetage de l'Irlande, en puisant dans ses réserves de change libellées en euros.

Cette décision intervient une semaine après que la Chine a redit vouloir acheter des obligations espagnoles.

En emboîtant ainsi le pas à la Chine, Tokyo tente également de préserver son rang sur la scène économique internationale face à l'influence grandissante de Pékin.

*"Alors que la Chine s'est engagée à acheter des obligations de la zone euro et que sa diplomatie basée sur ses réserves de change devient de plus en plus importante, le Japon semble vouloir suivre son exemple pour s'assurer un soutien européen en cas de négociations futures, soit avec les Etats-Unis, soit avec la Chine", estime Yasunari Ueno, de Mizuho Securities. (Reuters 11.01)*

Haut de page ↗

---

Le 13 janvier

Le POI a cru bon d'insérer dans son journal deux déclarations du PT d'Algérie et de l'UGTA qui confirment ce que j'ai relaté dans la causerie d'hier, hélas !

*Informations ouvrière* n°131 page 11 :

Social-patriotisme. La défense de l'Etat qu'incarne le dictateur Bouteflika.

PT d'Algérie : *"Parce que l'heure est grave et que rien ne saurait être supérieur aux intérêts de la nation."*

Bouteflika ou les militaires ne diraient pas le contraire !

UGTA : *"L'UGTA considère que cette spéculation est une atteinte à l'effort national pour l'amélioration du bien-être social de notre population."*

*"L'effort national"* entrepris par notre cher président Bouteflika ! Il a dû apprécier.

Condamnation du recours à la violence par la population. Le retour au **"calme"** est leur priorité, l'ordre de Bouteflika doit régner.

UGTA : *"L'UGTA, qui demeure convaincue des bienfaits de la sérénité sociale et de la noble sagesse qui caractérise notre population, et notamment sa jeunesse, lance un appel pour un retour au calme."*

PT d'Algérie : *"s'adresse au gouvernement pour qu'il prenne les mesures urgentes appropriées, à même de désamorcer la situation."*

Monsieur Bouteflika, je vous en supplie, faites quelque chose pour *"désamorcer la situation"* afin que la vie puisse reprendre comme avant et que chaque Algérien puisse profiter *"des bienfaits de la sérénité sociale"*, les ingrats, ils ne connaissent pas leur bonheur sous votre régime, Chérèque ou Thibault ou encore Laurent aurait pu signer une déclaration aussi infâme.

Louisa Hanoune interviewée le 8 janvier par le site d'information Algérie Focus : *"Elle a en outre appelé l'Etat à combattre la spéculation et « les importateurs qui monopolisent toujours le marché local »."*

Ne vous occupez de rien, l'Etat s'en charge ! Et vive l'Etat pro-impérialiste !

Les vertus soporifique du dialogue social. Faites **"confiance"** à Bouteflika ! Des mesures qui s'inscrivent dans le prolongement de celles introduites par le gouvernement.

PT d'Algérie : *"Ce sont là des mesures réalistes et réalisables, qui traitent les problèmes à la racine tout en renforçant les correctifs introduits dans l'orientation économique."*

Ah ben si le gouvernement a déjà commencé à s'atteler à ce problème, c'est qu'on est sur la bonne voie, merci pour lui !

Louisa Hanoune interviewée le 8 janvier par le site d'information Algérie Focus en appelle au gouvernement contre lequel

les travailleurs et jeunes se dressent : "... « *La secrétaire générale du Parti des travailleurs a appelé à ouvrir des canaux de communication et de dialogue avec les jeunes pour être à leur écoute* », note-t-il, ajoutant que, pour elle, ce qu'elle a qualifié de « *soulèvement* » des jeunes « *ne concerne pas seulement le ministère du Commerce, mais l'ensemble du gouvernement, qui est appelé à ouvrir la porte du dialogue* »

Elle fait du Thibault ou du Chérèque, c'est la même chose !

UGTA : "*L'UGTA est persuadée que la prise en charge des différentes préoccupations, particulièrement celles relatives aux aspirations de notre jeunesse, se concrétisent à travers la confiance et le dialogue.*"

Ils prônent ouvertement la collaboration de classe avec le gouvernement honni des travailleurs, à défaut de le combattre.

Vous aurez noté la similitude des préoccupations affichées par le PT d'Algérie et l'UGTA inféodé à l'Etat soutenus par le POI.

Il y en aura encore après pour estimer que je suis trop sévère envers le POI. En réalité, j'ai fait preuve de retenu. Mais dites donc, quand vous vous retrouvez face à des policiers ou des militaires armés jusqu'aux dents et prêts à vous tirer dessus, vous n'auriez pas par hasard envie de juger très sévèrement ceux qui vous ont présenté le régime sous un faux jour et qui vous exhortent en plus de lui faire confiance ?

Vous voulez savoir ce que je pense vraiment de ces deux déclarations : elles sont à vomir et honte à ceux qui les soutiennent !

C'est de l'agressivité, pas du tout, je suis parfaitement calme, détendu, certes, toujours sur les nerfs quelque part, je croule sous les emmerdements et je vis dans un pays qui n'a rien à envier à l'Algérie ou la Tunisie, bien pire en réalité, je serais bien curieux de savoir comment vivent ceux qui m'adressent ce reproche, on ne doit pas vraiment être confrontés aux mêmes difficultés qui tournent au cauchemar au point d'en perdre le sommeil, d'y penser 24h/24, on n'en sort jamais.

Entre avoir connaissance d'une situation et la vivre au quotidien, ce n'est pas du tout la même chose, il y a tout un monde entre les deux qu'on a forcément du mal à saisir, surtout quand on appartient à la première catégorie. Travestir la réalité ou la dépeindre sous un angle moins violent pour ne pas heurter les âmes sensibles n'est pas mon genre. Quel intérêt aurais-je à exagérer dans un sens ou dans l'autre, qu'aurais-je à y gagner ? Aucun, je n'ai rien à vendre, pas d'appareil à protéger ou entretenir, je ne roule pour aucune formation politique, je n'ai aucune vengeance personnelle à assouvir, je n'ai aucunement l'intention de me démarquer de qui que ce soit, chacun est libre de penser ce qu'il veut et c'est très bien ainsi, par contre je commence sérieusement à en avoir marre d'être obligé de justifier ce qui n'a pas lieu d'être, tout cela parce que nos dirigeants sont une bande d'incapables qui ont fini par ramolir le cerveau des militants à force de ménager le pouvoir en place et ses valets.

La réalité est dure, cruelle, injuste, impitoyable, et dans ce contexte on devrait faire preuve de retenu pour ne pas choquer, qui au juste, certainement pas ceux qui y sont confrontés et qui se reconnaîtront facilement dans mon discours, c'est à eux qu'il s'adresse en priorité, ensuite aux militants qui en ont marre de la collusion entre tous les partis dits ouvriers et les syndicats avec l'Etat, en France comme en Algérie ou ailleurs et ils sont plus nombreux qu'on ne le pense.

Et je ne dévierai pas d'un pouce de la voie que je me suis tracé, pour preuve, la suite de cette causerie que j'ai rédigée hier après-midi.

Collaboration de classes.

Si l'un d'entre vous veut participer utilement au fonctionnement du site, il peut se procurer la Bible de la collaboration de classes qui suit et me l'adresser à mon ancienne adresse, j'en ferai un bon usage : "*Baptisé Diem (dictionnaire des instances d'exercice de mandats), il recense pas moins de 292 associations, conseils, comités ou fonds dans lesquels syndicats et organisations patronales délèguent des représentants. Un maquis où les partenaires sociaux eux-mêmes s'égarer.*"

Il ne s'agit là apparemment que des syndicats. Il faut ajouter à cette listes les organisations internationales du capital comme l'OIT ou encore la CES et CSI qui sont des appendices de l'UE ou de l'ONU.

Du côté des partis.

Donc ce n'est pas tout, il faut ajouter toutes les commissions à l'Assemblée nationale et au Sénat auxquelles participent des partis dits ouvriers au côté de l'UMP et du PS, les satellites du PS, plus le Conseil économique et social, leurs antennes régionales, plus tous les comités ou hautes autorités créés par les gouvernements successifs, plus des comités plus discrets, comme celui à l'Assemblée nationale sur la laïcité auquel participe le POI sous couvert de La Libre Pensée notamment, l'Unesco, plus la franc-maçonnerie, des think-thanks, etc., etc., etc.

Après il y en a qui osent encore parler d'indépendance des syndicats ou des partis ! Vous n'avez pas remarqué que plus ils

l'affirmation, plus au même moment partis et syndicats collaborent avec le capital ? Faudrait-il le cacher, le taire ?

Ne vous étonnez pas ensuite que le monde soit aussi pourri et qu'on se retrouve dans une situation où de fait il n'existe aucune alternative au capitalisme et que ses représentants se croient tout permis.

Vous comprenez pourquoi on n'arrive à rien, on n'a pas avancé d'un millimètre depuis plus d'un demi-siècle, pire on ne cesse de perdre du terrain face au capital, il y a vraiment quelque chose de pourri dans le mouvement ouvrier et tous ses dirigeants en portent la responsabilité comme de la situation dans laquelle se trouve la classe ouvrière.

Tous les jours ou presque on découvre à quel point le mouvement ouvrier est gangrené et a été livré à nos ennemis. C'est en ayant à l'esprit en permanence cette collaboration de classes tout azimut qu'il faut analyser les déclarations, les programmes, les tactiques et les stratégies politiques des différents partis et des syndicats, sinon on ne comprend rien ou on comprend tout de travers, on se fait manipuler sans s'en apercevoir.

S'inscrire en rupture totale avec cette pratique épouvantable est indispensable pour remettre le mouvement ouvrier en ordre de bataille. Combattre le capitalisme ou les institutions sans combattre inlassablement ces appareils corrompus par le capital, c'est comme donner un coup d'épée dans l'eau, on n'a pas le choix.

Ce matin je me disais en pensant à la situation politique en Inde où je vis et en Tunisie ou aux Etats-Unis, car j'ai spontanément fait le rapprochement, que le jour n'est plus très loin où l'on sera confronté à la même situation en France, où nous n'aurons plus du tout les moyens de nous opposer au régime en place, comme les Tunisiens ou les Algériens aujourd'hui, il ne nous restera plus que nos yeux pour pleurer et nos corps à exposer aux balles de l'ennemi.

Ne se trouvera-t-il pas en France un ou quelques dirigeants courageux, des intellectuels ou des membres issus de la bourgeoisie (à l'instar des dirigeants du mouvement ouvrier au XIXe siècle et au début du XXe) pour oser s'attaquer à ce fléau de la collaboration de classes qui ronge jour après jour le mouvement ouvrier et hypothèque l'avenir de la civilisation humaine ? Un sursaut salutaire est-il impossible, est-ce trop espérer ?

Oui camarades, il faut être lucide, plus que jamais à une époque sans guerre impérialiste mondiale, mais où la barbarie s'étend à tous les continents, frappent tous les peuples indistinctement, où la marche au chaos universel s'accélère.

Le peuple, le prolétariat et la paysannerie pauvre, l'ensemble des exploités résistent comme ils peuvent, ils font preuve d'un courage exceptionnel, poussés au désespoir, ils ne craignent pas d'y laisser leur peau, hier en Tunisie les manifestants scandaient "*nous n'avons pas peur*" de mourir, ils bravent les mitrailleuses et par dessus tout, ils sont désarmés politiquement, parce que tout a été fait sciemment pour qu'il en soit ainsi.

Nos pires ennemis avancent masqués dans nos rangs, ceux qui voudraient nous faire taire, ceux qui se fourvoient quotidiennement avec l'ennemi et participent à son festin dans le dos du peuple en train de crever à petit feu, ceux qui ont changé de camp par manque de courage et que le travail effraie, tous ces larbins du capital, traîtres, renégats, bureaucrates patentés, vermines qui distillent quotidiennement leur venin au nom du socialisme ou de la classe ouvrière pour mieux nous asservir au capital, ces gens-là qui s'érigent en procureurs des militants qui osent les braver, n'ont pas besoin que les tribunaux militaires d'exception leur réservent une place, ils figurent parmi les heureux élus qui y tronent pour l'éternité.

Lénine était encore plus catégorique, il disait qu'il fallait leur mener une guerre sans merci jusqu'à ce qu'ils soient éliminés.

Bien entendu pour mener ce combat à mort comme il disait encore, nous disposons du tranchant de la théorie, de l'arme critique du marxisme qu'il nous faut à tout prix maîtriser, actualiser, affiner sans cesse, sinon nous sommes morts politiquement et nous ressembleront à tous ces misérables qui pour la plupart sont arrivés à un âge avancé et ont bien vécu sur le dos de la bête, les militants qui leur ont fait confiance et la classe dont ils ont sacrifié les intérêts collectifs.

Il faut puiser son courage dans les épreuves douloureuses que nous vivons, reculer pour mieux se réarmer et affronter toujours et encore les nouvelles difficultés qui nous attendent, céder du terrain n'est pas un drame pour celui qui sait se replier en ordre, malheur à celui qui panique ou supplie son bourreau, il ne l'épargnera pas, il l'écrasera et l'exterminera sans pitié, il est incapable de faire preuve du moindre sentiment.

1981, une date qui a compté dans ma vie. Bon anniversaire à ma chère fille au passage.

Il y a 30 ans presque jour pour jour, j'ai été pour ainsi dire expulsé du mouvement ouvrier, j'ai été réduit au silence, pour avoir été déclaré un "petit-bourgeois", suprême insulte ou humiliation insupportable, parce que j'avais osé braver mon chef en quittant l'organisation dans laquelle je militais, l'OCI. 26 ans plus tard, ce même petit chef osera m'écrire que je suis un "ennemi" de son parti (le PT) et par conséquent un "ennemi de la classe ouvrière", lui, le bureaucrate de FO devenu dirigeant de La Libre Pensée et franc-maçon, quel parcours pour un "bolchevik", lui encore qui m'avait appris que Duclos et Marchais avaient cessé

de bosser, je ne sais plus lequel était pâtissier ou conducteur de train dans sa jeunesse, pour en fait marcher sur leur pas, il n'a pas dû bosser plus de 10 ans dans sa vie, comme ses semblables d'ailleurs, en dresser la liste serait trop long.

Pendant 20 ans j'ai tourné le dos au combat politique et ils en portent l'entière responsabilité, car jamais je n'ai renié mes convictions et mes principes contrairement à eux, si tel n'était pas le cas je serais totalement incapable d'écrire ces lignes et je passerais le temps à me la couler douce sous les cocotiers. Je me suis fait cette réflexion qui vaut ce qu'elle vaut : après avoir constaté les progrès politiques que j'ai faits depuis 2001, je me suis dit, imagine un peu que tu n'aies pas cessé de militer en 1981, que tu aies fini par acquérir l'essentiel du marxisme et que tu aies développé ton esprit critique, à quel degré de conscience tu serais arrivé 20 ans plus tard, peut-être que tu aurais la réponse à la question que tu as soulevée plus haut, qui sait, maintenant il est trop tard et on ne peut pas revenir en arrière...

Il faut bien comprendre que j'avais décidé de rejoindre l'OCI parce que je considérais que c'était la seule organisation valable pour militer et je n'ai pas changé d'avis depuis. J'étais jeune et bourré d'illusions, j'étais enthousiaste à l'idée de combattre cette société que je détestais déjà, je n'avais qu'une connaissance livresque de la lutte des classes à travers les oeuvres des marxistes que j'avais entrepris d'étudier deux ans plus tôt, sur le plan théorique et politique j'étais pratiquement nul, issu d'une famille ouvrière arriérée sur le plan politique et qui plus est réactionnaire, je n'étais pas en mesure d'analyser librement la politique qu'on me soumettait, bref mes faiblesses dans tous les domaines l'emportaient sur mes qualités, seule ma détermination sans faille à progresser pouvait me venir en aide pour ne pas me noyer complètement, mais dès lors qu'on entre dans ce genre d'organisation un peu comme on se consacre à une vocation, cette qualité ne pesait pas bien lourd.

J'allais immédiatement troquer mon indépendance d'esprit qui m'avait conduit sur la voie du marxisme et du socialisme, pour devenir un bon petit soldat choyé par son chef, ce qui me flattait évidemment, je ne flairais pas le piège à l'époque, j'étais très naïf, je ne lui en veux pas, il devait l'être autant que moi... Mon engagement et ma loyauté étaient totaux, sans réserve, j'étais déjà du genre à marcher en première ligne au front face aux baillonnettes de l'ennemi, en cela je n'ai pas changé, sauf que je ne suivrai plus n'importe qui et j'y réfléchirai à deux fois avant d'exécuter un ordre.

Tout cela pour dire qu'un engagement à ce niveau-là correspondait à l'engagement de toute une vie, que jamais je n'aurais pu imaginer y mettre fin un jour, cela aurait signifié renier tout ce que j'avais appris des enseignements du marxisme, ce que j'avais de plus cher au monde, la seule chose que je possédais vraiment. Des militants m'ont raconté avoir fait un début de dépression après avoir été virés de l'OCI ou avoir été contraints de démissionner. C'est la rencontre d'une femme qui allait devenir ma compagne pendant dix ans qui m'a ouvert les yeux, en réalité elle ne m'a pas laissé le choix. Une recrue sur le marché de Clichy-sur-Seine un dimanche matin qui allait atterrir dans ma cellule, j'en étais le responsable, seule comme moi dans la vie, très rapidement nous allions sortir et vivre ensemble, puis avoir un bébé. Dans ces conditions, il devenait impossible de continuer à militer au même rythme. De plus, ma camarade venait du PCF dont elle pensait le plus grand mal, plus instruite que moi, elle avait une expérience politique et un esprit critique que je ne possédais pas. Témoin de l'état d'esprit nauséabond qui prévalait au PCF, une fois rejoint l'OCI elle a rapidement commencé à critiquer certains travers qui lui rappelaient fâcheusement son ancien parti, cela se passait entre nous, jamais devant d'autres militants ou les chefs.

Notre couple commença par agacer sérieusement notre grand chef au point d'essayer de le briser, car j'étais moins disponible qu'avant, de plus il était évident que je prenais mes distances avec l'organisation, que j'étais en train de changer "négativement" en présence de cette femme d'1,79m, je mesure 1,65m, timide mais explosive aussi. Ce manège ne pouvait pas passer inaperçu à cette femme très intelligente, qui, après avoir fait le bilan de trois années de militantisme, finit par tout envoyer balader et démissionner de l'organisation. Elle avait accumulé un tel ressentiment contre l'OCI qu'elle refusera dorénavant tout contact avec elle, sans que personne à part moi s'en soit rendu compte, sans qu'on lui ait posé la moindre question, sauf quand il était trop tard, elle était du genre à ne jamais revenir sur une décision longuement réfléchie, exactement comme lorsqu'elle me quittera 8 ans plus tard. Elle m'a menacé de divorcer si je ne l'imitais pas, comme de mon côté j'en avais aussi marre de l'ambiance qui régnait dans cette organisation, je me suis exécuté, à regret car finalement ni elle ni moi n'avions manifesté de désaccords avec la politique de l'OCI. Il y a encore autre chose qui l'avait particulièrement frappé à l'OCI et qui lui avait rappelé le PCF, c'est qu'il était impossible de manifester le moindre désaccord, le moindre doute sur la politique de ses dirigeants encore plus sur les dirigeants eux-mêmes qui étaient considérés comme des saints, de s'abstenir lors d'un vote, sans passer par un interrogatoire en règle jusqu'à répudier ce terrible péché, le monolithisme faisait office de centralisme démocratique. Si tu posais trop de questions ou des questions trop précises, tu étais soupçonné d'avoir des liens avec l'ennemi, on se méfiait de toi, la paranoïa généralisée entretenue par Lambert et sa clique.

Formés au léninisme, on se faisait une telle idée du parti et on avait une opinion tellement élevée des dirigeants que l'on ne pouvait pas admettre l'état d'esprit qui régnait alors, si nous quittions cette organisation, cela signifiait que nous cesserions définitivement de militer, ce qui arriva, tout du moins dans un parti politique, nous étions tous les deux syndiqués à FO. Que Jospin ait rejoint le PS pour faire carrière, on le comprend, que Cambadélis et ses semblables lui aient emboîtés le pas pour les mêmes raisons, on le comprend fort bien aussi, mais des ouvriers comme nous qui n'exigeaient rien d'autre qu'un peu de considération pour continuer à militer à notre rythme, un minimum de respect envers les militants de l'organisation, car c'était cela que ma compagne lui reprochait le plus, quand notre chef bien aimé se foutait de certains militants ou les rudoyait violemment en public, il ne manquait pas de tact, il était tout simplement indigne de sa fonction, il n'y avait pas été préparé ou très mal, l'organisation reproduisait les rapports qui existaient au sein de nos familles ou sur notre lieu de travail, des rapports de classes, on était humilié par notre patron ou un petit chef de merde ignare et cela continuait dans le parti, c'était insupportable à la longue.

On pourrait me rétorquer que je ne me situe pas sur le terrain de la lutte des classes mais sur celui de la morale, et alors, chaque représentant d'une classe a une morale de classe, comment peut-on accepter de devoir subir dans notre propre parti la morale de la classe dominante, qui osera le justifier ?

Camarades, on n'est pas des machines à militer, et chaque militant dans le parti doit affronter des problèmes quotidiens, il faut l'écouter, il mérite notre attention. Mais pour l'écouter, il faut qu'il parle, et pour qu'il parle, il ne faut pas qu'il craigne de parler, sinon il reste muet, il accumule du ressentiment et un jour il disparaît dans la nature. Si mon témoignage peut servir à quelque chose, je n'aurai pas perdu mon temps à écrire ces lignes. Et qu'on cesse de nous raconter des histoires du genre, rien n'est parfait, on fait ce qu'on peut, etc., quand on s'aperçoit que rien n'avance ou que tant d'énergie est gaspillée en pure perte pour atteindre des objectifs sans lendemain.

Un dirigeant ne doit pas seulement posséder une expérience de militant, un bon niveau théorique ou des connaissances particulières, il doit aussi posséder des qualités humaines, il ne doit pas permettre que des militants sincères et honnêtes se détournent de la lutte des classes, parce qu'il a été dégoûté par le comportement des responsables de son parti, il doit veiller à ce que chaque militant trouve sa place dans le parti et s'y trouve bien pour pouvoir progresser et devenir un cadre ou un dirigeant à son tour. Il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans, Lénine disait exactement la même chose il y a un siècle, avant que le parti bolchevik ne compte des centaines de milliers de militants bien sûr. Il vouvoyait tous les militants, mais il les respectait davantage que ceux qui vous tutoient un peu rapidement à mon goût, il y a des familiarités trompeuses dans la vie et qu'on regrette plus tard.

Pour conclure cette longue causerie, à courrir deux lièvres à la fois on n'en attrape aucun, l'activisme peut convenir à certains militants, bien qu'apparemment absolument rien ne le justifie en temps normal, croire qu'un militant progresse uniquement en s'agitant du matin au soir pour le parti est une grave erreur, souvenez-vous de la réponse de Trotsky à la question qui lui était posée par je ne sais plus qui, à savoir en substance, comment Lénine était devenu l'égal de Marx et Engels, il avait répondu modestement que c'était l'école de la vie qui l'avait formée, qu'il n'y avait pas de recette magique à chercher pour expliquer le fabuleux destin de Vladimir Ilitch, sauf que depuis on a oublié cet enseignement. On a envie de dire : mais laissez donc vivre les militants, ils ne s'en porteront que mieux, leurs familles avec et le parti aussi ! On ne le dira pas à tous indistinctement, il ne faut pas être stupide non plus et tomber dans le travers inverse, le laxisme ou le dilettantisme.

Et puis, si les militants doivent se former sur le plan politique, ils doivent se former aussi sur le plan psychologique, c'est pratiquement plus important et j'explique rapidement pourquoi, car un travailleur qui a envie d'en découdre et de s'organiser, vous n'avez pas beaucoup d'efforts à déployer pour le convaincre politiquement de vous rejoindre, par contre, il va falloir combattre sa méfiance malade et compréhensible envers tous les partis, si vous essayez de l'embobiner avec des formules toutes faites, il va s'en apercevoir ou sans savoir pourquoi, cela va le mettre mal à l'aise, il aura l'impression d'avoir déjà entendu ce genre de discours, il faut faire preuve d'une certaine adresse pour aborder les obstacles qu'il érige pour justifier son refus d'adhérer, de doigté pour renverser la situation en votre faveur, vous ne cherchez pas à le tromper, votre bonne intention n'est pas à mettre en doute, vous agissez pour la bonne cause et non pour un appareil ou des intérêts individuels.

Je vais pousser le bouchon encore plus loin, en débitant un discours politique appris par coeur sur un ton monocorde, avec ce genre de rapport vous dressez un obstacle entre vous et votre interlocuteur qui s'attend à rencontrer quelqu'un qui vit la même chose que lui, qui lui ressemble, or en agissant de la sorte vous lui démontrez le contraire, vous lui apparaissez comme étranger au monde dans lequel il vit, vous êtes bourré de certitudes alors qu'il n'en a pas, sauf peut-être celle de ne pas en avoir. Un travailleur se pose un tas de questions auxquelles il n'a pas de réponses, croire qu'il attend qu'on lui serve sur un plateau est une grave erreur, s'il ne trouve pas de réponses satisfaisantes à ces questions, c'est la plupart du temps parce qu'il les pose mal, notre travail doit donc l'aider à les poser correctement, ensuite seulement il sera plus apte à écouter les réponses qu'on lui propose à y adhérer éventuellement parce qu'elles correspondront alors aux questions qu'il s'est posé lui-même, il aura l'impression d'avoir trouvé tout seul ces réponses ou elles sembleront logiques ou naturelles, allant de soi. Trop de théorie tue la théorie, et trop de psychologie tourne à la conversation de bistrot sans grand intérêt, bien qu'elle soit respectable, au bavardage, or ce n'est pas le but que l'on s'est fixé.

Il n'y a rien de plus grave pour un militant que de ne pas voir son enfant grandir, car s'il rencontre des problèmes plus tard, il sera incapable de les aborder correctement et son acquisition théorique en politique ne lui sera d'aucun secours, je n'invente rien encore une fois, je suis un plagiaire, tiens, on ne m'a encore jamais adressé cette critique, c'est étonnant, c'est Trotsky qui l'a précisé et j'ai retenu sa leçon en 1981, quand j'ai décidé de consacrer une bonne partie de mon temps libre à m'occuper de ma fille, en fait elle nous occupait l'esprit en permanence depuis sa naissance, pour ne pas dire sa conception.

C'est une question de responsabilité envers l'enfant que l'on a mis au monde, la négliger serait criminelle, sauf si la situation est suffisamment grave et exige que l'on s'absente plus souvent, car finalement notre combat englobe l'avenir de notre enfant, et s'il est hypothéqué par la décomposition du capitalisme, elle aura un triste destin, ce que personne ne souhaitera à son enfant.

Une autre réflexion que je me suis faite hier en fin de journée sur un tout autre sujet.

C'est normal que l'Etat prenne en charge le destin des immigrés illégaux, des sans-papiers, puisque par ailleurs il exploite

les richesses de leurs pays, où la population continue de vivre dans des conditions misérables ou détestables. L'Etat français est responsable de la paupérisation dans ses anciennes colonies, de la violence, de la corruption, non seulement il doit quitter militairement tous les pays en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient (et ailleurs), il doit rembourser les sommes énormes qu'il a extorquées aux Africains, ainsi que ses multinationales.

Là où l'Etat des capitalistes est défaillant, un Etat ouvrier pourrait aider véritablement une partie de la population africaine en proposant à des Etats démocratiques (bourgeois) la réalisation de projets à ses frais, par exemple la construction de routes, d'hôpitaux, d'écoles, etc., et si on n'échapperait pas totalement à la corruption locale, ces réalisations profiteraient toujours à la population, qui pourrait alors s'inspirer de notre combat et engager le sien pour s'émanciper.

Aujourd'hui tout est axé sur le profit, le marché, la Bourse, la banque. Alors quels sont nos objectifs politiques ? On ferme la Bourse, on fait main basse sur la banque, on n'échappe pas à l'influence du marché capitaliste mondial, et on confisque les profits pour satisfaire les besoins de la population et préparer l'avenir, une fois abolie la constitution de la Ve République, donc toutes les institutions de l'Etat des capitalistes.

C'est ce que dit d'une autre manière Michel Sérac page 16 du IO n°131 :

*"Nationaliser l'industrie pharmaceutique, rétablir la Sécurité sociale de 1945 sont les vraies solutions. Peuvent-elles être octroyées par un « bon » président, dans ce même régime qui exsude depuis cinquante ans l'arbitraire et la corruption ? L'expérience des travailleurs répond : fadaïses ! C'est bel et bien pour l'abolition de ce régime politique, pour l'Assemblée constituante, rendant ses droits au peuple, qu'il faut aujourd'hui militer."*

## Politique

1- France.

1.1- Le flic-président complice du dictateur Ben Ali.

*"Ben Ali dictateur, Sarkozy complice"*, ont scandé les manifestants qui se sont rassemblés mercredi soir à Marseille devant le consulat de Tunisie pour dénoncer la répression sanglante dans ce pays. La police a dénombré de 400 à 500 participants. (AP 12.01)

1.2- Quand l'ordre doit régner, certains frontières s'estompent...

Selon un sondage TNS Sofres pour Le Monde, Canal + et France Inter, la progression des idées du FN est surtout forte parmi les sympathisants de l'UMP, qui sont 32% à adhérer aux thèses d'extrême droite, contre 20% en 2010 (+12%). (20minutes.fr 12.01)

2- Liban. Crise politique.

Le gouvernement libanais d'union nationale s'est effondré mercredi avec la démission des ministres issus du Hezbollah et de ses partis alliés, plongeant le Pays du Cèdre dans sa pire crise politique depuis 2008. (AP 12.01)

## Social.

Vivement la retraite, le plus tôt possible !

Alors que le gouvernement vient de repousser l'âge légal de départ en retraite à 62 ans (d'ici à 2018), une enquête publiée par la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav), la direction de la sécurité sociale (DSS) et la Drees (direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) montre l'empressement des Français à quitter la vie active.

Les trois quarts des personnes interrogées (74,1%) ont ainsi affirmé avoir pris leur retraite dès qu'elles en ont eu la possibilité.

Au cours de la période étudiée, l'âge moyen réel de liquidation des droits a été de 61,2 ans. Mais s'ils avaient eu le choix, la moitié de ces «jeunes retraités» auraient préféré partir plus tôt, à 60,1 ans. Un quart d'entre eux affirment qu'il est même souhaitable de partir avant cet âge, quand 18% s'estiment prêt à poursuivre leur activité jusqu'à 65 ans, voire au delà.

Mais l'enquête s'est surtout intéressée aux motivations qui ont conduit ces «jeunes retraités» à cesser leur activité. Elle révèle que dans 71% des cas, le fait d'avoir atteint l'âge nécessaire pour obtenir une retraite à taux plein (164 trimestres cotisés ou être âgé de 65 ans) a été déterminant. Le désir de profiter de son temps libre le plus longtemps possible est décisif pour 68% des personnes interrogées. Des motifs liés à l'activité professionnelle exercée comme l'absence de perspective d'évolution, les conditions de travail, l'absence de proposition d'adaptation du poste ou des horaires, la mise à la retraite d'office ou encore un licenciement, sont invoqués dans 46% des cas. 40% des personnes ont, quant à elles, parlé d'une «lassitude» vis à vis du travail.

Les motivations liées à un projet personnel ou familial sont évoquées par moins d'un quart des répondants. (Lefigaro.fr 12.01)

## Economie.

Hollande. Quand l'Etat fait le maquereau.

Le fisc néerlandais, en quête de recettes en ces temps de déficit budgétaire, a décidé de taxer la prostitution, légale aux Pays-Bas et florissante notamment dans le célèbre quartier rouge d'Amsterdam.

Selon des estimations de la municipalité, Amsterdam compte environ 8.000 prostituées, dont 3.000 travaillant derrière des vitrines éclairées d'un néon rouge, exposées à la vue des passants. Le "*Red light district*", dans le centre de la ville, comporte également de nombreux sex-shops et maisons closes. La prostitution a été légalisée aux Pays-Bas en 2000, officialisant une politique de tolérance qui existait de longue date.

La prostitution et l'industrie du sexe, jusqu'à présent, étaient peu ou pas taxées.

L'Etat ne compte pas se renflouer uniquement en taxant la prostitution. Mais, selon l'Office central des statistiques, cette activité génère un chiffre d'affaires annuel non négligeable de 660 millions d'euros. La taxe devrait s'élever à 19% sur le montant de chaque "*transaction*", qui coûte en moyenne 65 euros pour 15 minutes.

Certaines prostituées se demandent en tout cas combien l'Etat va pouvoir récupérer d'argent. "*Comment peuvent-ils dire ce qui se passe, une fois le rideau tiré, combien de gens viennent et combien d'argent change de main? Peu de clients demandent un reçu*", note l'une d'entre elles. (AP 12.01)

Comment savoir ce qui se passera "*une fois le rideau tiré*"... quand le client sera un employé du fisc néerlandais !

---

Le 14 janvier

L'article mis en ligne hier *Les clubs très privés des partenaires sociaux* ne vous inspire aucun commentaire ? Avec "*292 associations, conseils, comités ou fonds dans lesquels syndicats et organisations patronales délèguent des représentants*", c'est comme vouloir courir avec un boulet aux pieds, généralement on ne va pas très loin, non ?

Deux sujets de réflexion.

1- Quand l'histoire vous rattrape au galo ou l'actualité politique s'emballe et met à l'ordre du jour ce qu'on croyait obsolète ou enterré pour toujours : la question de l'organisation des masses, du parti, sans lequel il est impossible d'envisager une alternative au pouvoir en place, un véritablement changement de société conduisant à l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme...

Tunisie: «*On voit mal quelle relève politique il pourrait y avoir*» (20minutes.fr 13.01)

N'est-ce pas la même question qui se pose à la classe ouvrière et à sa jeunesse dans tous les pays à travers le monde ?

La régime policier de Ben Ali vacille, des gradés de l'armée refusent de donner l'ordre de tirer sur les manifestants, la capitale se soulève à son tour...

2- En visite à Londres, le Premier ministre français François Fillon a appelé "*instamment l'ensemble des parties à faire preuve de retenue, à choisir la voie du dialogue*" a-t-il déclaré. (AP 13.01)

Si vous avez lu la causerie d'hier, il y a quelques jours, c'était le PT d'Algérie et l'UGTA qui appelaient en coeur Bouteflika au dialogue. Question : Doit-on "*dialoguer*" avec notre bourreau ? Réponse : jamais !

## Parole d'internaute.

La misère est l'état naturel de l'être humain hors de la civilisation et en particulier des formes d'organisation permettant une production et une transmission des savoirs efficaces, une solidarité entre les individus. Et elle n'est supportable que dans une espérance de liberté et de mieux être à venir.



## Politique.

### 1- France.

#### 1.1- Un programme de combat contre la classe ouvrière.

Nicolas Sarkozy a réaffirmé jeudi la priorité donnée à la réduction des déficits et à l'amélioration de la compétitivité, appelant de ses vœux une plus grande intégration économique européenne.

Il a jugé qu'il fallait aller aujourd'hui "*plus loin vers un gouvernement économique de la zone euro*" et vers l'intégration des politiques économiques de ses 17 pays membres.

Pour Nicolas Sarkozy, la baisse des déficits ne peut passer que par la maîtrise des dépenses et la réduction des niches fiscales pour ne pas porter atteinte à la compétitivité de l'économie française.

Il a réitéré de plus sa volonté de voir inscrite dans la Constitution une règle permettant de fixer un objectif de retour à l'équilibre des finances publiques.

Il s'est fait fort de rappeler les efforts du gouvernement en faveur de l'industrie via le crédit impôt recherche, qui permet à l'aviateur d'économiser près de 50 millions d'euros chaque année en France, ou le grand emprunt qui mobilisera 1,5 milliard d'euros de ressources pour le secteur aéronautique.

Le chef de l'Etat a encore souhaité que les nouveaux produits d'épargne promis depuis 2009 pour financer les entreprises puissent voir le jour rapidement, notamment dans le cadre de la réforme de la fiscalité du patrimoine promise pour cette année.

La fiscalité doit être au service de la compétitivité de l'économie tout en évoluant "*pour prendre pleinement en compte l'aspiration légitime à la justice manifestée par nos concitoyens*", a-t-il encore dit.

«*Depuis le début du quinquennat, je n'ai pas donné le moindre coup de pouce au smic, ce qui aurait tiré les autres salaires vers le bas*», s'est-il félicité. Il a fait valoir que le pouvoir d'achat avait augmenté de 1,3% sur les trois premiers trimestres de 2010, «*Nous avons mis fin au carcan des 35 heures et soutenu le pouvoir d'achat (...) grâce aux heures supplémentaires défiscalisées dont bénéficient 5 millions de nos concitoyens*», a-t-il martelé. (Reuters et Lefigaro.fr 13.01)

#### 1.2- Ils en appellent aux bourreaux du peuple tunisien, Sarkozy, Union européenne et ONU.

L'intersyndicale CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA et Solidaires dénonce la "*politique répressive du gouvernement tunisien*", et appelle "*les autorités françaises et européennes à exiger la libération et l'amnistie des prisonniers et des condamnés suite aux mouvements sociaux*".

Ils demandent que "*soient poursuivis et jugés tous ceux qui ont ouvert le feu sur les manifestants*" et déclarent soutenir "*la demande du Haut commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU pour une enquête transparente et crédible*".

Cette déclaration intervient alors que plusieurs organisations appellent à des manifestations un peu partout en France, samedi, en soutien au mouvement social tunisien. A Paris, les manifestants doivent se rassembler samedi après-midi à partir de 14h place de la République. (AP 13.01)

### 2-Tunisie

#### 2.1- Quelle issue politique ?

Bien sûr, cela compte le fait que les gens aient des difficultés économiques, mais ce n'est pas le seul élément déclencheur des manifestations. Au pouvoir depuis 23 ans, la personne du président Zine el-Abidine Ben Ali, est de plus en plus conspuée par les slogans des manifestants. Ce jeudi, à Sidi Bouzid, point de départ du mouvement à la mi-décembre, des milliers de personnes ont défilé dans les rues pour réclamer «toutes les libertés» et dénoncer la répression policière.

Aujourd'hui, néanmoins, la question qui se pose est celle de la finalité d'un mouvement, qui se poursuit sans cadres, ni leaders. Il y a très clairement une volonté de libéralisation de la vie politique ainsi que celle de voir partir le président Ben Ali, constate Karim Bitar, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). Mais il est vrai qu'on voit mal quelle relève il pourrait y avoir, l'opposition ayant été largement atomisée et marginalisée. Emmené par une jeunesse éduquée et ouverte sur le monde via la télévision et Internet, mais, par la force des choses, peu politisée, le mouvement pourrait être récupéré. (20minutes.fr 13.01)

Tout est dit ici. Des revendications économiques ou sociales sur fond de revendications politiques, la faiblesse organisationnelle de la classe ouvrière et sa jeunesse, l'absence de perspective politique impulsée par un parti ouvrier révolutionnaire sachant qu'aucune solution politique conforme aux intérêts du prolétariat tunisien n'est possible dans le cadre de l'Etat existant qui a toujours été présidé par des dictateurs à la solde de l'impérialisme...

Le principal enseignement à tirer de ce soulèvement populaire, c'est qu'il faut créer l'instrument qui permettra de rassembler l'ensemble des exploités et de déterminer les tâches qu'ils auront à accomplir pour atteindre des objectifs politiques, dont la liquidation des institutions en place, et cet outil politique ne peut être que le parti construit sur les bases du socialisme, seule alternative possible face au capitalisme et à la barbarie.

## 2.2- Un point sur la situation hier.

2.2.1- Les violences se sont poursuivies jeudi à Tunis, quadrillée par la police, de nouveaux accrochages entre manifestants et forces de l'ordre faisant cinq morts, selon des témoins et des sources appartenant à l'opposition.

Contactée jeudi par l'Associated Press, la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) a dit avoir recensé 66 morts: sept personnes qui se sont suicidées et 59 qui ont été tuées lors de manifestations, "la plupart" par balles.

Jeudi, Tunis était quadrillée par la police et les forces de l'ordre ont usé de bombes lacrymogènes pour disperser les manifestants, a constaté un journaliste de l'Associated Press sur place. Ciblées par des jets de pierres, des métro-tramways ont dû rebrousser chemin et regagner leur dépôt. Une administration relevant du ministère de l'Intérieur et une autre abritant des services municipaux ont été notamment la cible des manifestants, selon des témoins oculaires.

L'avenue Habib Bourguiba, centre névralgique de la capitale où des coups de feu ont été entendus dans l'après-midi, était cernée par un grand nombre de forces de l'ordre en civil et en tenue, ainsi que par des unités anti-émeutes également déployées dans les rues environnantes.

Des actes de pillage et de vandalisme ont par ailleurs été signalés dans plusieurs cités périphériques de la capitale.

Des troubles se sont également produits dans la région de Bizerte où de nombreux bâtiments, notamment une municipalité, un bureau de poste et une banque, ont été endommagés, selon la militante Souad Ghousami. (AP 13.01)

2.2.2- Deux jeunes gens ont été tués ce jeudi lors d'affrontements avec la police dans la ville côtière de Soliman, à une quarantaine de kilomètres au sud-est de la capitale, Tunis, tandis que des coups de feu ont fait au moins cinq blessés dans le centre de la capitale, où une manifestation a dégénéré.

Dans la ville de Sidi Bouzid, où les troubles en Tunisie ont débuté il y a près d'un mois, des témoins rapportent que plusieurs milliers de personnes ont défilé dans les rues.

Des appels à "toutes les libertés" et des slogans antigouvernementaux, dénonçant des faits de corruption et une répression policière, ont fait leur apparition dans les manifestations, s'ajoutant aux revendications d'ordre économique. (20minutes.fr et Reuters 13.01)

2.2.3- Jeudi soir, dans un discours télévisé, le président tunisien Ben Ali, au pouvoir depuis 1987, a annoncé qu'il ne se représenterait pas en 2014.

Il a également dit avoir demandé à la police de ne plus tirer à balles réelles sur les manifestants, et a promis la liberté totale pour l'information et Internet.

«Assez de tirs à balles réelles», a-t-il déclaré dans ce discours prononcé en tunisien dialectal dans une intention apparente de se faire comprendre par tous les Tunisiens. «Je refuse de voir de nouvelles victimes tomber (...) Assez de violences, assez de violences», a-t-il poursuivi, en affirmant que «personne ne serait plus inquiété à moins qu'il tente de se saisir de l'arme d'un agent de l'ordre».

«Je vous ai compris», a martelé le président à plusieurs reprises.

«La situation aujourd'hui nécessite un profond changement et de travailler main dans la main (le pouvoir et les opposants) pour le bien du pays», a encore dit le président tunisien. «Je réaffirme ici que j'ai l'intention d'approfondir la pratique démocratique et de revitaliser le pluralisme», a encore déclaré le président ben Ali.

Il a également promis la liberté de la presse et la fin des mesures de fermeture de sites internet.

Le chef de l'Etat, qui est âgé de 74 ans, a annoncé qu'il n'entendait pas être le président à vie du pays nord-africain et qu'il ne toucherait à la Constitution qui fixe à 75 ans l'âge maximal pour se porter candidat à la présidence.

"J'ai dit en 1987 qu'il n'y aurait pas de présidences à vie. Je le répète à présent: pas de présidences à vie. Je refuse de toucher à la Constitution, je ne changerai pas l'âge inscrit dans la Constitution", a-t-il dit.

"Ce discours est politiquement important et correspond aux attentes de la société civile et de l'opposition", a réagi l'opposant Najib Chebbi, fondateur du Parti démocratique progressiste (PDP), dans une interview accordée à Reuters après l'intervention télévisée du chef de l'Etat. (Libération.fr et Reuters 13.01)

2.2.4- Navi Pillay, Haut commissaire aux droits de l'homme de l'Onu, a appelé la Tunisie à ouvrir une enquête sur les violences policières présumées. «Dans le cas présent, je n'appelle pas nécessairement à une enquête internationale mais (si une enquête doit voir le jour) elle doit être indépendante», a-t-elle dit à Genève. A ce sujet, le président Ben Ali a annoncé la création d'une commission indépendante chargée de faire toute la lumière sur les événements «en toute objectivité». (20minutes; fr 13.01)

Commentaire d'un internaute :

- Paroles, paroles....Pour la Tunisie une seule issue salutaire: le départ de Ben Ali et l'arrestation des Trabelsi.

## Social.

### 1- La charrette.

La société américaine Ideal Standard, l'un des principaux fabricants mondiaux de céramique sanitaire (11.000 personnes dans le monde), invoque des problèmes de surcapacité pour justifier la suppression de 560 emplois en Europe dont 311 en France. Lire la suite l'article

La fermeture de deux de ses trois usines françaises, Ideal Standard à Dole (Jura) et Porcher à Revin (Ardennes), a été annoncée mercredi à Dole lors d'un comité central d'entreprise. Elles emploient respectivement 163 et 148 personnes.

L'usine britannique de Middlewich, où travaillent 249 personnes, doit également fermer ses portes. (Reuters 13.01)

### 2- Les patrons se comportent "**comme la noblesse de l'Ancien régime**".

Il était président de l'Apec (Association pour l'emploi des cadres, organisme financé par une cotisation obligatoire des cadres) et administrateur de cinq autres organismes paritaires au nom du Medef. En désaccord avec le monde patronal, Eric Verhaeghe a décidé de quitter l'ensemble de ces fonctions. Dans Jusqu'ici tout va bien, un livre à paraître ce jeudi, l'énarque dénonce les orientations actuelles du patronat, qui n'aurait pas tiré les leçons de la crise économique.

Eric Verhaeghe : Aujourd'hui, le monde patronal est une force de conservatisme et non pas une force de progrès pour la société. Pourtant, après la crise que l'on a connue, j'estime qu'il est urgent de changer notre fusil d'épaule et de revoir complètement notre vision de l'économie. Malheureusement ce n'est pas le cas. J'interpelle donc le patronat: les élites actuelles ne doivent pas se comporter comme la noblesse de l'Ancien régime!

Pour sortir de la crise, le patronat propose les mêmes solutions que celles qui nous y ont menées! Il est par exemple dangereux d'appeler encore à diminuer le coût du travail, alors que les salariés ont déjà aujourd'hui du mal à joindre les deux bouts. On risque une augmentation de l'endettement des ménages mais aussi de la dette publique, puisque c'est l'Etat qui finance les abaissements de charge. Ce que je dis là est connu, je le montre dans mon livre où je m'appuie uniquement sur des rapports et des données accessibles à tous. Le monde patronal sait exactement que baisser encore le coût du travail mènerait à une nouvelle spirale de l'endettement et à une nouvelle crise, mais il n'en tire pas les conséquences et choisit de défendre ses intérêts,. Au contraire, il faudrait augmenter les salaires et réduire les exonérations d'impôts. C'est une question démocratique de première importance. (20minutes.fr 13.01)

### 3- Privatisation de l'Education nationale, suite.

Les Anglais ont leurs "*trust schools*", les Américains leurs "*charters schools*"; deux formules dérogatoires pour tenter d'améliorer les résultats des établissements les plus en difficulté. Nous, nous allons avoir nos "*Eclairs*". Un sigle qui signifie "*Ecoles, collèges et lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite*" et qui autorise plus d'une entorse à l'orthodoxie éducative française. A compter

de la rentrée, quelque 249 collèges et 1 725 écoles des réseaux d'éducation prioritaires vont pouvoir basculer sous statut dérogatoire.

L'ancien recteur de Nice, Christian Nique, a fait cette annonce, mercredi 12 janvier, confirmée ensuite par le ministère. L'homme avait été chargé, le 1er décembre 2010, d'une mission d'évaluation et de suivi des 105 collèges qui expérimentaient la formule depuis la rentrée de septembre.

Moins d'un mois et demi après le début de son travail, il annonce déjà la généralisation du statut dérogatoire à tous les établissements du premier cercle de l'éducation prioritaire. Ceux qui reçoivent trois quarts d'enfants d'ouvriers ou d'inactifs, pour 8 % d'enfants de cadres, et orientent 44 % des collégiens vers des lycées professionnels, alors que dans les autres collèges, ce taux ne dépasse pas 24 %. Le changement n'est pas anodin.

La mesure la plus spectaculaire est le nouveau mode de recrutement des enseignants. Ils postuleront désormais sur des postes à profil et seront ensuite choisis par un processus détaillé par Luc Chatel le 21 septembre 2010. "Vous recevez les candidats au cours d'un entretien afin de vous assurer de leur volonté de s'investir dans le projet de l'établissement", avait expliqué le ministre aux inspecteurs. "*Les chefs d'établissement formulent un avis sur le recrutement, le transmettent au recteur qui prononce l'affectation des personnels retenus*", avait-il enchaîné.

Dans une perspective de stabilité, ces affectations sont prononcées pour une période de cinq ans. Bénéficiaire du "*label Eclair*" autorise ainsi toute une série de dérogations au fonctionnement classique de l'éducation nationale. L'investissement des enseignants sera pris en compte dans leur évaluation et leur avancement. Chaque établissement signera un contrat d'objectifs avec les autorités académiques, disposera de son "*préfet des études*" et aura toute latitude pour innover sur l'aménagement du temps scolaire, mais aussi sur les enseignements eux-mêmes.

Depuis l'annonce de sa mise en place, le dispositif interpelle les syndicats. Une large intersyndicale regroupant la CGT-Educ'action, le SE-UNSA, le SNCL-FAEN, le SNEP-FSU, le SNES-FSU, le Snuep-FSU, le SNFOLC, le Snetaa-FO et SUD-Education demandait même dans un communiqué commun du 14 décembre "le retrait de la circulaire autorisant ce dispositif et l'abandon de toute pression à l'égard des personnels".

Selon les syndicats, ce dispositif aurait dans sa première phase "*été imposé aux établissements*", ce qui explique que même si la volonté ministérielle est de faire passer tous les RAR (réseaux ambition réussite) en Eclair à la rentrée, les recteurs auront leur mot à dire.

Que deviennent les enseignants qui travaillent depuis longtemps dans ces établissements et ne se reconnaissent pas dans le projet éducatif, s'était demandé le responsable syndical ? "*Les personnels enseignants, d'éducation, administratifs, sociaux et de santé qui n'adhèrent pas au nouveau projet seront encouragés à rechercher une affectation plus conforme à leurs souhaits*", ajoutait-il alors. (Lemonde.fr 13.01)

## Economie.

France.

Sur l'année 2010, l'inflation atteint 1,8%, selon les chiffres diffusés jeudi par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

- tabac : +5,6% sur un an
- énergie : +12,5% sur un an
- combustibles liquides : +26,5% sur un an
- carburants : +15% sur un an
- produits frais : +9,4% sur un an (AP 13.01)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 15 janvier

Deux sujets de causerie et une analyse à chaud, c'est ce matin que j'ai appris la fuite de Ben Ali... et les 40 voleurs !

1- Tunisie.

Au cours des derniers mois dans le site, nous avons régulièrement rendu compte des atteintes aux libertés d'expression et de

la presse en Tunisie.

Sans connaître avec précision l'état d'esprit de la majorité de la population, cet acharnement quasi obsessionnel de Ben Ali contre des journalistes pour les faire taire, ses multiples tentatives pour museler la presse critique envers la situation sociale du peuple tunisien, laissait transparaître un profond malaise dans la société, sans trop savoir comment la situation politique pourrait évoluer à terme et à quel rythme, on sentait bien qu'il y avait quelque chose d'anormal qui flottait dans l'air, quelque chose de suffisamment dangereux pour que le pouvoir soit constamment en alerte et intervienne violemment, comme s'il craignait qu'à la moindre étincelle le pays ne s'embrace, que la situation bascule très rapidement et devienne incontrôlable au point de précipiter la chute du régime policier en place.

J'ai relevé hier que le régime craquait au sommet quand des hauts gradés de l'armée s'étaient opposés à l'ordre de Ben Ali d'utiliser l'armée pour tirer sur les manifestants ou en s'opposant physiquement aux forces de police du ministère de l'Intérieur, je n'ai pas osé écrire que c'était là un élément déterminant qui annonçait la chute probable de Ben Ali à brève échéance, parce que cette information n'avait pas été suffisamment étayée pour en mesurer l'importance et la portée, il restait à savoir si la majorité de l'armée avait basculé ou non dans le camp de l'opposition au dictateur.

C'est un fait isolé et tragique, mais qui illustre la misère dans laquelle se débattait le peuple tunisien, qui encore une fois a servi de détonateur à une situation sociale et politique explosive, d'où l'impossibilité de la prévoir avec précision dans le temps. Un fait isolé, certes, mais un de trop, dans lequel la majorité de la population s'est reconnue, et qui a cristallisé le ressentiment accumulé pendant 23 ans par le peuple tunisien contre le ploutocrate Ben Ali et son régime policier.

Une info que je n'ai pas pu vous donner plus tôt, parce que je ne suis tombé dessus qu'hier soir en écoutant le journal sur TV5Monde Asie, les syndicats avaient appelé à la grève générale ces derniers jours, ils ont pris leur temps les bougres pour y appeler, un mois après le début des émeutes, une fois que le pays s'était embrasé et que l'activité économique était pratiquement paralysée. J'apporte cette précision pour couper l'herbe sous le pied à ceux qui voudraient vous faire croire que les appareils pourris des syndicats tunisiens ont joué un rôle particulièrement important dans le développement de la situation, ou tout du moins, vous saurez à quoi vous en tenir s'il y en a qui tiennent ce discours, j'écris cela en fonction des données en ma possession, je précise.

Le Premier ministre Mohamed Ghannouchi qui assume l'intérim du pouvoir depuis la fuite de Ben Ali fait partie du clan de l'ex-dictateur depuis que ce dernier a été nommé Premier ministre par Habib Bourguiba en octobre 1987, il faut le chasser également du pouvoir comme tous les dignitaires de ce régime pourri, c'est aux masses laborieuses tunisiennes avec leurs partis et organisations qu'il revient de liquider les institutions et d'abolir la constitution encore en vigueur, de constituer leurs propres organes de pouvoir politique, d'élire leurs représentants et de former leur gouvernement...

Parmi les premières mesures qui devraient être prises : la libération immédiate de tous les opposants au régime, l'arrestation des membres du gouvernement et la constitution d'un tribunal populaire révolutionnaire pour les juger, le désarmement de la police et l'armement du peuple, la destitution des juges corrompus, la confiscation de tous les biens et avoirs de la famille Ben Ali et son épouse ainsi que ceux des plus riches familles du pays, la nationalisation sans indemnité ni rachat de toutes les grandes entreprises, l'annulation de la dette de l'Etat envers des banques ou des institutions internationales du capital, l'annulation de la dette de la population envers les banques ou les grandes entreprises, l'instauration immédiate d'un salaire minimum et d'allocations pour les chômeurs, décréter le gel des prix et la baisse des prix des produits alimentaires ou de premières nécessités, etc.

Pour revenir sur le rôle de l'armée, des commentateurs se demandent pourquoi dans certains pays l'armée bascule du côté de la population, et pourquoi dans d'autres elle se transforme systématiquement en boucher. Il n'y a pas de réponse uniforme à cette question, par contre il semble que dans les pays où le niveau d'instruction de la population est assez élevé et où il existe de nombreux diplômés ou une classe moyenne importante, ces éléments favorisent une transition démocratique bourgeoise après la chute d'une dictature et que l'armée la soutient, considérant que ce processus politique peut concourir à la stabilité du pays.

On retrouve cette préoccupation dans les documents mis en ligne par Wikileaks sur la Tunisie, où l'on constate que l'impérialisme américain s'inquiétait de voir un régime usé jusqu'à la corde tomber du jour au lendemain sans alternative politique possible ou crédible pour assumer rapidement la relève, du fait que Ben Ali avait affaibli ou muselé toute forme d'opposition, de telle sorte que la situation qui prévaudrait après le renversement du régime pourrait tourner au chaos, mettant en péril la stabilité de toute la région. C'est en conservant cela à l'esprit qu'il faudra analyser dans les jours qui viennent les déclarations des différents gouvernements ou de l'UE en faveur de ce qu'ils appelleront le processus démocratique en cours, un peu comme s'ils l'avaient favorisé, alors qu'en réalité ils s'y sont toujours opposés dans le passé en apportant leur soutien indéfectible au dictateur, voilà une précision qu'il sera bon de porter à la connaissance des travailleurs qui ne doivent pas croire un seul instant que les représentants du capital seraient des démocrates.

Les représentants du capital soutiennent tous les dictateurs dans le monde, et quand il y en a un qui est renversé par un soulèvement populaire, ils lâchent le dictateur devenu aussi inutile qu'encombrant et soutiennent le régime démocratique bourgeois qui en est issue. Et lorsque un régime démocratique bourgeois empiète trop sur le pouvoir du capital, ils froment un coup d'Etat ou soutiennent un coup d'Etat orchestré par l'armée qui représente les intérêts d'une ou plusieurs couches de la bourgeoisie ayant

le soutien de la majorité de la petite-bourgeoisie.

Dans tous les cas de figure, le capital cherche à mettre en place et soutient la forme du régime qui sera la plus à même de défendre ses intérêts et d'assurer la stabilité sociale du pays indispensable aux affaires, que ce soit une dictature civile ou militaire ou une république démocratique bourgeoise lui importe peu, seul le résultat compte. Sous une dictature civile ou militaire, le régime d'exploitation est imposée au peuple par la force, sous une démocratie bourgeoise le régime d'exploitation est soumis à l'approbation du peuple ignorant, dans les deux cas c'est la dictature du capital qui est imposée à la classe ouvrière.

La première est féroce, la seconde est plus souple, cette dernière présente l'avantage de s'inscrire dans la durée dans la mesure où la majorité de la population participe à la vie politique du pays et à ainsi l'impression (trompeur) de pouvoir agir sur son destin, alors que c'est en fait une vaste escroquerie politique.

Tandis que la première ne peut prétendre à l'adhésion de la majorité de la population, il se trouve toujours ou généralement une couche de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie soutenues par des couches de l'armée qui sont prêtes à renverser la dictature pour prendre sa place pour leur propre compte, une dictature succédant à une dictature pendant que le pays est plongé dans la guerre civile ou le chaos pendant une durée indéterminée qui peut aller de quelques semaines à plusieurs années, situation qui n'est pas vraiment propice aux affaires. (A suivre)

2- Réaction sur toute la ligne.

Après Gérard Longuet et les 35 heures, Christian Jacob et l'emploi à vie des fonctionnaires, c'est au tour d'un autre parlementaire plutôt libéral de l'UMP, Pierre Méhaignerie, de s'attaquer aux indemnités chômage. (Lefigaro.fr 14.01)

Politique.

1- France.

1.1- Juppé : démission !

Des amis de Master d'Antoine de Léocour, l'un des deux otages français morts après leur enlèvement au Niger la semaine dernière, ont demandé vendredi au ministre de la Défense Alain Juppé de démissionner, se disant "*indignés que la mort de (leurs) amis serve la propagande politique sécuritaire du gouvernement*".

"*Votre empressement à justifier l'intervention militaire qui a conduit à la mort d'Antoine de Léocour et Vincent Delory nous a beaucoup surpris. Réduire l'analyse de ce drame à un discours sécuritaire ne fait qu'alimenter grossièrement la presse à sensations*", écrivent-ils dans leur courrier, estimant que "*les épiphénomènes que nous vivons actuellement participent des conséquences de politiques étrangères occidentales vis-à-vis de ces régions*".

Les six amis de Master professionnel d'Antoine de Léocour (2007-2008) se disent "*particulièrement indignés par le ton de (ses) propos et de ceux de la majorité de la classe politique française dans un consensus national sans fausse note*". "*Nous croyons comprendre que la France, patrie des Droits de l'Homme, sacrifie ses ressortissants sur l'autel d'orientations stratégiques occultes*".

Dans le communiqué de presse accompagnant cette lettre, ils se disent également "*indignés que la mort de (leurs) amis serve la propagande politique sécuritaire du gouvernement*". Selon eux, "*il paraît difficile d'affirmer aujourd'hui que tous les citoyens français sont égaux dans la mesure où certains semblent avoir plus de valeur au regard de notre gouvernement que les membres des ONG et des organisations des sociétés civiles*".

En conclusion de leur lettre à Alain Juppé, ils considèrent que s'il "*assume si bien*" cette mission, il doit "*dire aux Français qu'elle est un échec*" et prendre "*véritablement (ses) responsabilités en démissionnant*". "*Si un tel courage vous manque, alors ayez au moins la décence de laisser reposer en paix les âmes d'Antoine et de Vincent en stoppant toute récupération politique de cet assassinat sordide*", conclut le groupe d'étudiants de l'université de Poitiers. (AP 14.01)

1.2- Corruption des élus et réglément de compte politique.

Le président communiste de la communauté d'agglomération d'Aubagne (Bouches-du-Rhône) a été mis en examen vendredi pour "*détournement de fonds publics*" dans le cadre d'une enquête sur des marchés publics présumés frauduleux, a-t-on appris de source judiciaire.

Alain Belviso est le premier élu à être mis en examen dans le cadre de l'information judiciaire contre X ouverte en avril 2009 par le parquet de Marseille pour "*atteinte à la liberté d'accès et à l'égalité des candidats dans les marchés publics, trafic d'influence*".

*et détournement de fonds publics".*

Il a été mis en examen pour "*détournement de fonds publics et complicité de détournement de biens publics*" et devait être présenté dans la soirée au juge des libertés et de la détention qui devait éventuellement décider de son placement sous mandat de dépôt comme l'a requis le parquet.

Deux hauts fonctionnaires de la communauté d'agglomération et de la mairie d'Aubagne ont pour leur part été entendus sous le statut de témoin assisté par le juge qui ne les a pas mis en examen.

Un quatrième haut fonctionnaire avait été remis en liberté jeudi sans qu'aucune charge ne soit retenue à son encontre.

Les quatre hommes avaient été placés en garde à vue mercredi dans les locaux de la section de recherche de la gendarmerie de Marseille. (Reuters 14.01)

2- Jordanie. A qui le tour ?

Après l'Algérie et la Tunisie, des manifestations contre la vie chère ont éclaté vendredi en Jordanie. Des centaines de protestataires sont descendus dans les rues de trois villes du pays, dont la capitale Amman.

Entre 300 et 400 manifestants ont défilé à Karak, autant à Amman et à Irbid, une ville du Nord, et 200 personnes à Dhiban, au sud de la capitale.

A Karak, dans le sud du royaume, les protestataires ont scandé des slogans hostiles au Premier ministre Samir al Rifaï. «*Nous protestons contre la politique du gouvernement - les prix élevés et la fiscalité - qui pousse le peuple jordanien à la révolte*», a expliqué à Reuters Taoufik al Batouch, un ancien maire de Karak, lors de la manifestation devant la mosquée Al Omari de la ville.

Ces décisions «*ne sont qu'un écran de fumée*», a cependant estimé Dergham Halassa, l'un des organisateurs de la manifestation de Karak. «*Dans le contexte arabe, nous sommes tous logés à la même enseigne. Nous vivons tous sous la férule de dirigeants répressifs*», a-t-il continué. (20minutes.fr 14.01)

3- Hongrie.

Cinq mille personnes ont manifesté vendredi devant le parlement hongrois à Budapest pour demander le retrait de la nouvelle loi sur les médias.

Jeudi, le sous-secrétaire d'Etat américain Philip Gordon a également souligné "*l'inquiétude réelle de nombre d'observateurs (qui craignent) que les mécanismes, les éléments de la loi sur les médias puissent restreindre la liberté d'expression d'une façon inappropriée pour une démocratie*".

La Commission européenne examine actuellement la loi hongroise pour déterminer si certains de ses éléments sont contraires aux principes de l'Union. (Reuters 14.01)

## Social.

1- Pour le gouvernement des banquiers, les allocations chômage sont forcément "**excessives**".

Dans un entretien au Figaro.fr publié jeudi, le président de la commission des Affaires sociales, le député UMP Pierre Méhaignerie, a jugé les allocations chômage excessives. Elles n'inciteraient pas, selon lui, à retrouver un travail.

«*La France est le seul pays à offrir 23 mois sans dégressivité, pour des cadres jusqu'à 5.800 euros par mois, cela n'existe dans aucun pays. C'est trop car cela ne facilite pas la reprise du travail*», a-t-il expliqué.

«*Je ne crois pas que la lutte contre les inégalités soit l'augmentation des prestations. La lutte contre les inégalités est d'abord l'emploi (...) et la solidarité entre générations, donc la réduction des déficits*», a-t-il précisé. Le système français n'est pas une exception

Si le système français d'assurance chômage est avantageux, il est cependant loin d'être une exception en Europe. Selon une étude de l'OFCE publiée en 2006, la France est ainsi le deuxième pays de l'UE, derrière les Pays-Bas (24 mois), en termes de durée d'indemnisation.

«*Mais cette dernière dépend du nombre d'années de cotisations. Toutes les personnes précaires n'ont ainsi pas le droit à ce maximum de 23 mois*», précise à 20minutes.fr Mathieu Plane, économiste à l'Observatoire de Sciences-Po.

Et si l'Etat indemnise plus longtemps les chômeurs, le montant des allocations est moins élevé que dans d'autres pays. Le taux de remplacement net entre salaire et allocation est ainsi de 57% contre 66% en Allemagne et aux Pays-Bas, selon l'étude.

Quant à l'affirmation selon laquelle la France serait la "*championne des prestations sociales*", elle est à relativiser. Il est exact que la France dépense plus qu'aucun autre pays en Europe en prestations sociales, avec 31,1 % de son PIB en 2006, selon Eurostat, devant la Suède (30,7 %) et la Belgique (30,1 %). Mais, comme le note la fondation Ifrap, d'orientation libérale, ce chiffre est en baisse constante depuis 2003. De plus, il est alourdi par des frais administratifs plus élevés qu'ailleurs en Europe. (20minutes.fr et Lemonde.fr14.01)

Commentaire d'un internaute.

Est-il illusoire d'attendre des journalistes du Monde qu'ils fassent réellement un travail en profondeur sur un tel sujet ? Il est totalement inexact qu'au Danemark les indemnités chômage représentent 90% du dernier salaire pendant 4 ans. L'indemnité "*dagpenge*" est plafonnée à environ 2500 € brut, soit 1200 à 1300€ net pour tout le monde. Si vous souhaitez plus, il faut souscrire une assurance chômage supplémentaire auprès des caisses spécialisées, pour la plupart rattachées aux syndicats.

2- Vers le retour des tickets de rationnement ?

Le secrétaire d'Etat chargé de la consommation, Frédéric Lefebvre, a annoncé vendredi des discussions avec le secteur de la distribution en vue de la création d'un "*panier de première nécessité*" censé permettre aux ménages à bas revenus d'accéder à une alimentation équilibrée.

"*Je souhaite obtenir des distributeurs la mise en place d'un panier de première nécessité, avec une viande, un poisson, un fruit, un légume, un laitage, pour que les consommateurs les plus modestes puissent manger équilibré et à un coût raisonnable*", a-t-il déclaré lors de ses vœux à la presse.

"*J'ai engagé des discussions sur ces questions avec les distributeurs et les fournisseurs*", a-t-il ajouté.

Il a également annoncé une prochaine réunion avec les opérateurs de télécommunications pour mettre en place le tarif social du téléphone mobile et d'internet, dont la création est prévue par la loi de modernisation de l'économie (LME) votée en 2008. (Reuters 14.01)

## Economie.

1- Grèce.

L'agence de notation Fitch a abaissé vendredi la note souveraine de la Grèce de BBB- à BB+, la ramenant en catégorie spéculative et l'a placée sous perspective négative. (Reuters 14.01)

2- Etats-Unis.

JPMorgan Chase a fait vendredi état d'une hausse de 47% de son bénéfice net au quatrième trimestre 2010, grâce notamment à une diminution des pertes sur créances douteuses.

"*Cette histoire de réserves liées aux provisions pour pertes sur crédits me pose problème*", commente Matt McCormick, gestionnaire de portefeuille et analyste chez Bahl & Gaynor. "*J'aimerais enfin voir une banque qui n'intègre pas une baisse des provisions pour pertes de crédit dans ses résultats.*"

Les analystes jugent que ces résultats pourraient préfigurer de résultats décevants de la part des autres grandes banques américaines dont les chiffres sont attendus la semaine prochaine.

JPMorgan a dégagé un bénéfice de 4,8 milliards de dollars selon Thomson Reuters I/B/E/S. La banque affiche un produit net bancaire en hausse de 6% à 26,7 milliards de dollars, mais les bénéfices ont chuté de 21% à 1,5 milliards de dollars.

JP Morgan bénéficie certes de la reprise économique mais continue toutefois de payer le prix de la crise financière dont certaines traces restent vivaces.



La banque reste ainsi confrontée à de nombreux litiges liés à la vente de crédit hypothécaires douteux et au dossier des saisies immobilières dont certaines ont déclenché la controverse.

"Il faudra des années pour que tout rentre dans l'ordre. (...) Ce sera un chantier long et fastidieux", a reconnu Jamie Dimon, tout en précisant que la survie du groupe JPMorgan n'était pas en jeu. (Reuters 14.01)

Cette dernière précision était-elle nécessaire, il faut croire. L'opération qui consiste à diminuer les provisions pour créances douteuses afin de présenter un bénéfice en augmentation, sert avant tout à rassurer les investisseurs pour que le château de cartes ne s'écroule pas, c'est ainsi que j'interprète cette info.

Mettre à la disposition des banquiers des milliers de milliards de dollars ou d'euros comme l'on fait les banques centrales et les gouvernements pour ensuite les laisser spéculer à leur guise avec ces sommes colossales sur le marché mondial, n'a jamais créé de plus-value, une gigantesque bulle financière cela oui.

La causerie d'hier après-midi

(avec un peu d'avance sur demain) J'ai actualisé la page *Syndicalisme* en ajoutant par mois les différents articles de presse concernant les syndicats de façon à ce que vous puissiez les retrouver facilement si nécessaire, plus l'article *Les clubs très privés des partenaires sociaux*. (12.01). Ce document figure aussi dans la rubrique *Documents* de la page d'accueil du site au format pdf. Je dois dire qu'il m'est resté en travers de la gorge depuis que j'en ai pris connaissance, pas vous ?

Conseil pratique.

Si vous militez dans un parti, imprimez-le et distribuez-le en réunion de cellule ou de section, et proposez de le mettre à l'ordre du jour de la discussion... Comme cela vous verrez si vous avez adhéré à un parti vraiment démocratique ou non en fonction de la réaction de votre responsable. Il est bien sûr conseillé de faire de même en réunion de section syndicale, d'union locale, fédérale ou confédérale, et communiquez-nous ensuite la réaction des syndiqués ou de vos dirigeants, je suis sûr que cela intéressera au plus haut point tous les militants. Si vous participez à la commission ouvrière ou syndicale de votre parti, n'hésitez pas un instant à le soumettre à la discussion de cet instance, à condition bien entendu que vous soyez pour la rupture du capital avec le travail, sinon abstenez-vous d'une telle initiative. Qui osera, qui en aura le courage ? Telle est la question du jour.

Parce que comprenez bien, il y en plus que marre de ramer dans le désert, cette pratique épouvantable tellement répandue s'assimile à un boulet que l'on traîne et qui nous empêche d'avancer ou un coup de poignard qu'on vous assène dans le dos dès que vous tentez de faire un pas en avant. (la suite demain matin)

On va s'employer cette année à mettre au pied du mur ceux qui prétendent être indépendants du capital et des appareils, ceux qui prétendent combattre classe contre classe ou encore pour un syndicat de lutte de classe et de masse comme ils disent, on va voir ce qu'ils ont vraiment dans le ventre.

Vous pouvez ajouter les point suivants :

- Contre le financement des syndicats par l'Etat ou une institution capitaliste.
- Pour le financement des syndicats par les seuls syndiqués et les travailleurs qui les soutiennent.
- Pour qu'une partie des cotisations des syndiqués constitue une caisse de secours pour les travailleurs en grève.
- Contre la participation à des organismes tripartites avec le gouvernement et le patronat.
- Contre la participation des syndicats aux conseils d'administrations des entreprises nationalisées.
- Contre la participation des syndicats au Conseil économique et social et à toute institution de la Ve République.
- Contre la participation des syndicats à des comités ou hautes instances au côté du gouvernement et du patronat.
- Contre la politique de négociation contractuelle avec le Medef et le patronat en général.
- Pour l'appel ou le recours à la mobilisation et à la grève pour lutter pour l'amélioration de nos conditions de travail, salaires, etc.
- Abolition du service minimum.
- Refus de toute réquisition.
- Pour la rupture des relations avec Sarkozy, le gouvernement et le patronat.
- Pour la rupture avec la CES, la CSI et l'OIT.
- Etc. Telle est notre conception du syndicalisme, sans oublier d'ajouter que nous devons situer chaque lutte comme un moment du combat pour l'émancipation de la classe du capital, l'objectif du combat du mouvement ouvrier.

On peut y ajouter, pardon, on doit y ajouter l'adhésion des syndicats à des objectifs politiques avancés par des partis ouvriers, dès lors qu'ils se situent dans la perspective de l'abolition du capitalisme, objectif commun aux syndicats et aux partis ouvriers combattant pour le socialisme.

Ce qui distingue les syndicats des partis, c'est le fait qu'ils n'interviennent pas sur le même terrain, l'entreprise ou les institutions,

par contre rien n'interdit qu'ils ne réalisent l'unité pour mener ensemble le combat contre le patronat et le gouvernement chaque fois que c'est possible, c'est même fortement recommandé.

Aujourd'hui, tous les syndicats sans exception, mais à des degrés divers, ne définissent pas les besoins de la classe ouvrière en se situant sur son terrain de classe mais en se situant sur celui du capital. Il s'agit donc de rompre avec cette pratique pour remettre en ordre de bataille dans la bonne direction le mouvement ouvrier et le prolétariat, afin de leur redonner confiance et espoir qu'il est tout à fait possible de changer le monde, les travailleurs y sont prêts en France comme en Tunisie, à nous de leur démontrer que ce ne sont pas que des mots et que c'est un objectif à notre portée, de le traduire dans la réalité. Sinon, à quoi bon militer franchement !

---

Le 16 janvier

A propos du site.

J'ai corrigé quelques liens après visite de la page erreur du serveur :

- Jean-Christophe Le Duigou nommé à la Commission de régulation de l'énergie.  
([http://www.luttedeclassse.org/textes/CP\\_nomination\\_JCLeDuigou.pdf](http://www.luttedeclassse.org/textes/CP_nomination_JCLeDuigou.pdf)) ;

- Déclaration de 50 militants syndicaux et politiques du Val-De-Marne.  
([http://www.luttedeclassse.org/tribune/decl\\_RETRAITE\\_94mai.pdf](http://www.luttedeclassse.org/tribune/decl_RETRAITE_94mai.pdf)) ;

- Motion retraite SNUipp 94.  
([href="http://www.luttedeclassse.org/tribune/Motion\\_Retraite\\_Congr\\_Snu94.pdf](http://www.luttedeclassse.org/tribune/Motion_Retraite_Congr_Snu94.pdf)).

Sur la révolution populaire tunisienne.

Je n'ai pas pris connaissance des déclarations des différents partis politiques en France suite au mouvement révolutionnaire en Tunisie, par contre du côté des médias aux ordres, l'opération récupération est en bonne voie quand ils appellent ce soulèvement révolutionnaire une "*révolution du jasmin*", faisant un amalgame avec les révolutions de palais des années 90-2000 dans les ex-pays de l'Est en Europe orchestrées par l'impérialisme américain et l'Union européenne, tandis qu'en Tunisie, c'est le peuple qui s'est soulevé spontanément contre la dictature.

Que des jeunes, quels jeunes ? (La "Révolution du jasmin", comme l'a baptisée la jeunesse tunisienne - Reuters) aient avancé cette expression en Tunisie, c'est une chose, de là à généraliser et la retenir, c'est de la propagande destinée à indiquer qu'il ne faut surtout pas que le peuple tunisien s'engage dans une voie qui remettrait en cause l'ordre capitaliste existant. Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, les journalistes semblaient mieux inspirés ou leur direction n'avait pas eu le temps de les cadrer, ils parlèrent d'une "*révolution*" et d'une "*révolution populaire*".

L'expression "*révolution populaire*" semble être la mieux adaptée à la situation en Tunisie, dans la mesure où toutes les classes ou couches de la société y ont participé, à l'exception bien sûr de la classe dominante. Quoiqu'on n'ait pas d'informations précises sur le comportement des différentes couches de la bourgeoisie tunisienne.

La révolution populaire tunisienne reste inachevée et l'on ne voit pas comment il pourrait en être autrement en l'absence d'un véritablement parti communiste. En dehors du fait que Ben Ali a été contraint de quitter le pouvoir, rien n'a changé sur le fond en Tunisie : la Constitution et les institutions n'ont pas été abolies et la classe dominante détient toujours le pouvoir, le nouveau président par intérim et le Premier ministre qu'il a chargé de constituer un nouveau gouvernement sont des fidèles de Ben Ali et Bourguiba de la première heure. Quant à la neutralité affichée par l'armée face à cette révolution, elle pourrait très bien ne pas durer si la situation dégénérait en chaos, elle a agi non pas pour le compte d'une révolution socialiste, mais comme garante des institutions pour le compte de la classe dominante qui ne se limite pas au clan Ben Ali et à la famille de son épouse.

Aucune des questions qui étaient à l'origine de ce soulèvement en dehors du départ de Ben Ali ne sont réglées, vie chère, salaire, chômage, etc., ce qui laisse à penser que nous ne sommes qu'au début d'un processus révolutionnaire qui est appelé à se développer, à condition que les travailleurs tunisiens parviennent à s'organiser et à constituer leurs propres organes de pouvoir politique...

Il faut refuser toute solution politique qui incluerait le parti de Ben Ali. Il faudrait dresser immédiatement un tribunal populaire pour juger les dignitaires du régime corrompus qui sont avec leurs familles ou leurs proches à la tête de moyennes ou grandes entreprises et décider de les exproprier sans indemnité ni rachat, de confisquer tous leurs biens et avoirs, décider de nationaliser le secteur du tourisme qui est l'une des principales industries du pays... Lire la causerie d'hier pour la suite.

Autre chose très vite.

Avec une relation à laquelle j'ai téléphoné avant-hier nous avons parlé de la situation en France. Elle m'a dit que c'était déprimant de sortir parce que les gens tirent une gueule pas possible, tout le monde en a marre, mais les gens se résignent car ils ne voient pas d'alternative à Sarkozy...

La seule alternative possible, c'est le socialisme. On peut estimer qu'à force de se dire qu'il n'existe pas d'alternative au capitalisme, parmi la classe et les masses, il y en a de plus en plus qui vont finir par se dire qu'il y a un truc qui cloche dans ce constat qui correspond à la propagande des représentants de la classe dominante et leurs valets du PS, qu'ils leur ont soufflé certainement pas de manière désintéressée, qu'il y a quand même des coïncidences troublantes dans tous les discours qu'on leur sert depuis déjà de nombreuses années, tandis que leur situation va de mal en pis. Quelque part ils sentent bien qu'ils cherchent à les berner, qu'ils leur cachent quelque chose, mais quoi au juste, les travailleurs n'en savent rien. Cette situation de blocage ne va pas durer éternellement, tout travailleur normalement constitué va bien finir un jour par se poser cette question, plus la situation sociale empire, plus ils vont être tentés de remettre en cause les vérous que les uns et les autres ont posé pour leur interdire toute issue politique à la crise du capitalisme.

Alors que la dictature en Tunisie existe depuis 50 ans, voilà que du jour au lendemain elle vole en éclats, qui aurait cru cela possible il y a seulement quelques jours, personne. Quelle formidable leçon de chose pour tous les travailleurs en Europe ! Mais alors, cela signifie qu'il n'y a pas de fatalité, oui tout est possible, mais dans certaines conditions seulement, cela signifie qu'il existe bien un moyen de renverser la situation et le régime en place, creusons-nous la tête pour le trouver, il n'en sortira rien, voyons plutôt ce que les partis ouvriers nous proposent...

En Tunisie, le peuple ne s'est pas soulevé seulement à cause des salaires misérables et du chômage, il a mis à l'ordre du jour des objectifs politiques : le respect de la liberté d'expression bafouée par le régime policier et le départ du dictateur au pouvoir, notamment.

A défaut d'avoir du bol dans la vie, j'ai du "pif" quelque part, à peine quelques semaines avant je martelais qu'il fallait absolument se donner des objectifs politiques... Entre nous, camarades, nos dirigeants n'ont pas que les neurones de sclérosés, ils ont aussi les narines bouchées ! En aparté pour se détendre un instant, cela me rappelle qu'autrefois je disais à mon ex-compagne que parmi tous les sens, c'était le pif qui était le plus développé chez moi, je ne pensais pas à la politique en disant cela, on compense ses faiblesses et lacunes comme on peut !

Nous, en France, nous sommes à peu près dans la même situation, nous avons une Constitution bonapartiste et antidémocratique vieille d'un demi-siècle, un Président et des institutions qui ne servent que les intérêts des plus riches, des banquiers et autres capitalistes, un Président qui décide que ce sera oui quand la majorité à voter non (mai 2005), un Président qui impose une contre-réforme des retraites bien que l'immense majorité soit contre, donc il bafoue les principes les plus élémentaires de la démocratie, il agit comme un véritable dictateur avec le soutien des institutions, exactement comme Ben Ali hier encore, malgré de graves restrictions la liberté d'expression existe, nos revendications politiques vont donc au-delà de cette question, si elles ne peuvent pas être satisfaites depuis 60 ans dans le cadre des institutions en place, car finalement ce sont toujours les mêmes questions auxquelles nous sommes confrontées : chômage, précarité, pauvreté, etc, c'est que les institutions constituent un obstacle auquel il va falloir s'attaquer, mais si nous renversons les institutions de la Ve République, il faudra bien les remplacer par d'autres institutions, un pays sans institutions, cela n'existe pas, c'est donc cette question déterminante qu'il nous faut résoudre en priorité.

Qu'est-ce qui cloche dans ces institutions ? On vote pour un candidat qui ensuite fait ce qu'il veut, on n'a aucun contrôle sur son mandat, notre vote est pour ainsi dire confisqué, détourné de son objectif et nous n'avons aucun moyen d'y remédier, de renvoyer cet élu, et quand la fois suivante on vote pour un autre candidat, c'est exactement la même chose qui se reproduit, et ainsi de suite depuis plus d'un demi-siècle. Il faut donc des institutions où l'on conserve le contrôle du mandat de l'élu, s'il s'en détourne on doit avoir la possibilité de le destituer sur le champ. Il faut aussi que chaque candidat puisse concourir loyalement à égalité de chance, ce qui n'est pas du tout le cas aujourd'hui. C'est tout le processus électoral qui doit être revu pour commencer. Il faut aussi changer le mode de scrutin qui favorise les partis institutionnels, à un nombre de voix doit correspondre un nombre d'élus...

Pourquoi ne pas expliquer les choses aussi simplement aux travailleurs, c'est à niveau-là qu'ils peuvent les saisir et non en leur faisant de grands discours politiques ou théoriques qu'ils assimilent à la langue de bois, parce qu'ils n'y comprennent rien ou presque. Le jour où un parti ouvrier aura compris cela, peut-être qu'on pourra enfin aller de l'avant. C'est une question sur laquelle je reviens souvent parce qu'elle est déterminante pour aider la conscience politique des travailleurs à progresser.

Un vieux travailleurs tunisiens interviewé hier disait : ce qu'on veut c'est une "*Assemblée nationale qui soit vraiment nationale*", il voulait dire par là une institution qui soit réellement au service de l'ensemble de la population ou tout du moins de la majorité constituée par les travailleurs. Voilà comment il s'est exprimé, très simplement, alors pourquoi lui débiter de grandes phrases quand on sait qu'il va décrocher passée la première proposition ? Même les intellectuels ou les membres de la petites-bourgeoisie ne possèdent pas la même expérience et culture politique que la nôtre, donc dès qu'on leur sort une de

nos formules "magiques", ils ne nous écoutent plus, c'est terminé, ils se replient sur "*leur*" vérité.

Les intellectuels se moqueront sans doute d'un discours rédigé simplement à destination des ouvriers, ils le caricatureront et le déclareront simpliste, mais si à côté on leur propose le même discours en plus élaboré et spécialement rédigé pour eux, là ils nous prendront plus au sérieux, tout du moins on peut l'espérer. Ceci est valable pour toute démonstration sur le plan économique, social ou politique. Sur quoi reposait autrefois la popularité du PCF, celui du FN ou encore du PG de nos jours, sur un langage simple et accessible à tous, c'est la même chose pour des quotidiens nationaux comme France Soir, Le Parisien, Libération ou Le Figaro.

On peut décrire très simplement de fond en comble le fonctionnement des institutions de la Ve République et démontrer en quoi il est antidémocratique sans avoir à consulter une encyclopédie pour y comprendre quelque chose ou posséder des connaissances particulières. De la même manière, on doit pouvoir proposer aux travailleurs des objectifs politiques qui sont à leur portée intellectuelle. On doit être capable de se mettre au niveau de leur langage qui reflète un certain niveau de connaissances, sans pour autant avoir besoin de changer le contenu de notre discours. S'il y a un problème de compréhension quelque part, c'est uniquement dans le cerveau des intellectuels ou de nos dirigeants, et par voie de conséquence dans celui des militants qui présentent les mêmes travers par mimétisme, qu'il faut le chercher.

## Social.

Corruption. Complicité de l'Etat et du parti de l'ordre avec les laboratoires Servier

L'Inspection générale des affaires sociales (Igas) a dénoncé samedi une «*incompréhensible tolérance*» à l'égard du Mediator dès le départ, c'est-à-dire dès son autorisation de mise sur le marché accordée en 1974, avant sa commercialisation en 1976.

Le rapport de l'Igas, très attendu, a été remis ce matin au ministre de la Santé, Xavier Bertrand et présenté cet après-midi à la presse.

Le retrait du Mediator du marché «aurait pu être décidé dès 1999», soit dix ans avant son retrait effectif, a affirmé samedi un responsable de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas), déplorant que le doute ait «*profité au médicament et non au malade*».

Le ministre de la Santé Xavier Bertrand a estimé que le rapport de l'Igas sur le Mediator contenait un «*faisceau d'indices*» indiquant «*une responsabilité première et directe*» des laboratoires Servier qui ont commercialisé ce médicament pendant 33 ans.

«*Mon devoir est de rebâtir un nouveau système de sécurité sanitaire avec l'objectif que, demain, il n'y ait pas un nouveau Mediator*», a déclaré le ministre lors d'une conférence de presse, après la présentation des conclusions de l'Igas. «*Le rapport montre clairement que la police du médicament a failli à sa mission*».

«*Avant analyse détaillée de ce rapport*», les laboratoires Servier s'étonnent dans un communiqué «*des responsabilités que semblent leur faire porter les conclusions du rapport d'enquête de l'Igas sur le Mediator et qui ne leur apparaissent pas conformes à la réalité*».

«*Ils tiennent à rappeler qu'ils n'ont pas été entendus dans le cadre de cette enquête et qu'ils n'ont donc pas pu faire entendre leur point de vue*».

Les laboratoires Servier «*souhaitent pouvoir répondre point par point et avoir l'opportunité de montrer qu'ils ont toujours travaillé en étroite collaboration avec les instances de pharmacovigilance et les autorités de Santé, dont ils ont scrupuleusement appliqué toutes les décisions*». (Libération.fr et AFP 15.01)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 17 janvier

A propos du site.

J'ai oublié de vous préciser que j'avais mis en ligne les pages d'accueil du site des années précédentes pour vous montrer l'évolution politique de l'auteur du site autant que l'évolution du site, mais tous les liens contenus dans ces pages ne sont plus accessibles ou ont été modifiés, de plus la plupart des fichiers ont été perdus, je vous prie de m'en excuser. En fouillant dans les vieux CD, j'ai retrouvé une copie de quelques fichiers de 2004-2005, je vais voir s'il y en a qui peuvent vous intéresser, on en recausera plus tard.

Vous avez téléchargé entre le 8 et le 14 janvier 2011, 2.478 fichiers en pdf ou sous word. Bien que j'ai le tableau sous les yeux, je n'arrive pas à y croire. Fidèle à mes principes, avec Corel j'ai réalisé une capture d'écran que j'ai ensuite enregistrée au format pdf et jpg, ainsi vous pouvez vérifier par vous-même le nom du site, la période en question, le nombre total de fichiers téléchargés (tout en bas) et lire la notice d'OVH qui accompagne ce tableau. Que des esprits malintentionnés n'essaient pas d'entrer dans le serveur d'OVH en tapant l'adresse qui figure sur cette capture d'image, sans l'identifiant client et le mot de passe ce sera impossible. De plus leur serveur est hyper sécurisé.

J'ai fait le total pour 2010, vous avez téléchargé 27.504 fichiers, avec un record en septembre avec 4.420 téléchargements. Je crois que je n'ai plus besoin de me demander si le site est utile ou non, j'ai la réponse. Mais vous tenez d'Arpagon, je plaisante, je m'en tape.

Voici le détail pour 2010 si vous voulez recompter : janvier- 704, février- 565, mars- 1585, avril- 857, mai- 2699, juin- 3943, juillet- 3732, août- 3059, septembre- 4420, octobre- 2749, novembre- 1686, décembre- 1505. La faiblesse des premiers mois doit provenir du fait que je venais de changer l'adresse du site.

Voici l'indication (OVH) qui accompagne ce tableau : "*La page des téléchargements affiche les fichiers téléchargeables les plus demandés par appels de fichiers réussis et par taille (en octets)*"

Le Top 10 du 8 et le 14 janvier 2011.

1. /tribune/algerie\_1\_janvier2011.pdf
2. /tribune/ccit\_070111.pdf
3. /tribune/dr043-07-01-11.pdf
4. /service/texte090111.pdf
5. /tribune/cgt\_070111.pdf
6. /textes/syndicats120111.pdf
7. /textes/tunisie\_08102010.pdf
8. /textes/tn\_lks.pdf
9. /construction/klbroue.pdf
10. /marxisme/vletat.pdf

Il y en a qui ont essayé d'ouvrir les pages des causeries des mois de février et suivant, votre horloge (biologique) est détraquée ou vous avez un sérieux problème de décalage horaire ou encore avec la logique, je ne parle même pas de la dialectique, je vous taquine, on ne se connaît pas, mais je ne suis pas aussi rustre que j'en ai l'air. Au fait vous m'excuserez d'avoir laissé plein de fautes dans les commentaires des extraits de *La maladie infantile du communisme*, j'ai formaté ce document en pdf après les avoir corrigées, j'avais vraiment écrit n'importe comment, j'ai honte.

Je ne mettrai pas en ligne les documents que j'ai reçus des groupes GSI et CCI-T-Bolchevik sur l'Algérie et la Tunisie datant des 13 et 12 janvier, car le premier n'est plus d'actualité et le second ne présente pas grand intérêt. Pour les mêmes raisons, cette semaine je n'ai pas mis en ligne de pages de *Informations ouvrières*. Saluons au passage la rédaction du tract commun des groupes CCI-T et Bolchevik.

Si vous pouviez vous entendre avec d'autres groupes, courants ou tendances avec lesquels vous êtes proches sur une plateforme d'action commune, franchement vous remonteriez le moral de milliers de militants, je vous soutiendrais à fond. En se répartissant le boulot, on pourrait franchir un pas décisif sur la voie de la construction du parti. Il y a tellement de choses à faire, ce serait une formidable aventure que de reprendre le relais du parti bolchevik en 2011, si à nous tous nous n'y parvenions pas, cela voudrait dire que c'est impossible, on ne peut pas l'imaginer un instant.

Tous les partis sont sclérosés (LO) ou empêtrés dans des contradictions sans fin, certains même avant même leur fondation (POI et NPA), il n'en sortira jamais rien, ils ne cessent d'en faire la démonstration, quand les vieux qui les dirigent et pour certains les composent en majorité ne seront plus de ce monde, ces partis disparaîtront où seront réduits à des organisations marginales, ce qu'ils sont déjà d'une certaine manière, leurs dirigeants historiques sont tous des crypto-staliniens (Krivine, Laguiller, Gluckstein) ou des petits-bourgeois réformistes (Lambert) qui se sont encaillés avec les appareils du PS et des syndicats, qui en échange de menus services et d'un pacte de non-agression leur ont octroyé une place au soleil au sein des syndicats ou des organismes de collaboration de classes.

Répétons-le encore, il existe des cadres ou responsables formidables dans différentes formations ou courants politiques, si je peux me permettre de donner un avis, j'ai trouvé excellent le dernier numéro des camarades de *Débat révolutionnaire* ou de la tendance Claire du NPA, je ne sais pas comment ils traduisent cela dans la pratique, les camarades des groupes issus de l'OCI ou du PCI sont d'une grande valeur, il doit en rester au courant CCI du POI, mais aussi à LO et ailleurs, ces camarades ont la capacité d'élaborer un programme d'action, le programme d'un parti révolutionnaire, un projet de société et de Constitution à proposer à la classe et aux masses, vous n'imaginez pas quel impact auraient ces derniers, tous les partis proposent pour ainsi dire du vent aux travailleurs, est-ce que vous vous en rendez compte, et plus la crise s'amplifie, plus les travailleurs sont demandeurs

d'un projet de société, à ne pas confondre avec le programme d'action (de transition) ou le programme du parti, et c'est normal, ils ont été tellement trompés, pourquoi voudriez-vous qu'ils aient plus confiance en vous que dans les autres partis faillis, mettez-vous un instant à leur place.

La tâche à accomplir est si considérable qu'on doit se rassembler pour la mener à bien. Il faudrait aussi développer l'outil Internet, il est à usage multiple, mon activité ne couvre qu'une infime partie des possibilités qu'il nous offre, à condition de l'utiliser intelligemment, il doit être orienté impérativement vers l'organisation des travailleurs et jeunes, sinon il ne servirait à rien ou presque. Rassembler nos capacités, nos forces et notre énergie nous ferait gagner un temps précieux, on pourrait entreprendre ce qu'on ne peut pas réaliser en étant dispersés. La crise actuelle nous aide à déblayer le terrain et à régler pour nous certains désaccords théoriques, profitons-en pour aller plus loin, sinon quand nous déciderons-nous à franchir ce pas ? Faisons preuve d'audace, allons de l'avant ! Faisons nôtre la méthode de Lénine : fermeté sur les principes et souplesse dans leur application. (A suivre)

L'arrière-garde.

L'histoire est parfois cruelle, partis et syndicats ont appelé à manifester en soutien à la révolution populaire tunisienne une fois que le dictateur avait pris la fuite ! D'autres fois, certains appellent à la grève générale après plusieurs mois de mobilisation... quand il est trop tard !

Surtout ne préparons pas les travailleurs aux tâches et aux objectifs politiques qu'ils devront se fixer quand ils se soulèveront, attendons le plus longtemps possible, la dernière minute... On connaît la suite, le jour où l'heure aura sonné de les mettre à l'ordre du jour ils auront la tête ailleurs, ils répondront aux abonnés absents comme le PT d'Algérie hier ou la SFIO à une autre époque.

## Politique.

### 1- Tunisie.

#### 1.1- Sarkozy a soutenu le dictateur Ben Ali jusqu'à la dernière minute.

L'abandon à la dernière minute par Paris de son soutien à l'ancien président tunisien Ben Ali illustre la pression qui s'exerce sur la France pour qu'elle rompe avec des années de soutien aveugle à certains dirigeants étrangers.

La France, comme le reste du monde, a été prise de court quand les troubles en Tunisie ont finalement précipité le départ de Zine al Abidine Ben Ali vendredi. Après une réunion d'urgence au sommet de l'Etat, Paris a décidé de lui refuser son hospitalité.

La volte-face a été rapide après le long soutien de l'ancienne puissance coloniale au régime, dont la stabilité politique protégeait les intérêts économiques français et la répression des groupes fondamentalistes faisait de la Tunisie un rempart laïc.

*"La Tunisie était un régime autoritaire et c'est vrai qu'il y avait une dérive de l'autoritarisme du régime depuis la dernière réélection de Ben Ali que probablement la France n'a pas appréciée à sa juste mesure", déclare Axel Poniatowski, président de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale contacté par l'agence Reuters. "En l'espace de 72 heures, tout a basculé et je crois que la France comme la plupart des pays a été prise de court", ajoute-t-il.*

La France, où vivent 600.000 Tunisiens environ, est le premier partenaire commercial de la Tunisie. Elle y a investi 139 millions d'euros en 2009 et on compte quelque 1.250 entreprises françaises présentes en Tunisie, environ 25.000 Français résident et plus d'un million de Français y passent des vacances chaque année.

Quand, en avril 2008, Nicolas Sarkozy s'était rendu en visite en Tunisie, il avait éludé les inquiétudes sur la situation des droits de l'homme et vu dans la lutte anti-terroriste menée par Ben Ali un rempart contre l'apparition d'un régime "de type taliban" en Afrique du Nord.

Des années plus tôt, soulignant que pouvoir se nourrir, se loger et s'instruire constitue le premier des droits de l'homme, son prédécesseur, Jacques Chirac, estimait que la Tunisie était plus avancée que nombre de pays.

Quand les premières manifestations contre le chômage et la pauvreté ont éclaté, à la mi-décembre, les autorités françaises ont fait profil bas et ne se sont pas départies de cette attitude jusqu'aux dernières heures du règne de Ben Ali.

Analystes et diplomates jugent aussi que Paris a mis longtemps à comprendre que son soutien au régime de Ben Ali avait dépassé sa date de péremption.

"Les Français ont mal interprété l'ampleur du soulèvement populaire et ont commis une lourde erreur de jugement en s'accrochant trop longtemps à l'idée qu'ils pourraient aider Ben Ali à se maintenir au pouvoir", estime l'amiral Jacques Lanxade, ancien chef d'état-major des armées qui fut ambassadeur de France à Tunis à la fin des années 1990. (Reuters 16.01)

## 1.2- Ben Ali et les 40 voleurs. Une fuite en or.

Selon des informations collectées à Tunis, Leïla Trabelsi, la femme du président, se serait rendue à la Banque de Tunisie chercher des lingots d'or. Le gouverneur aurait refusé. Mme Ben Ali aurait appelé son mari, qui aurait d'abord lui aussi refusé, puis cédé. Elle a ensuite pris un vol pour Dubaï, selon les informations françaises, avant de repartir pour Djeddah. *'Il semblerait que la femme de Ben Ali soit partie avec de l'or'*, explique un haut responsable français. *'1,5 tonnes d'or, cela fait 45 millions d'euros'*, traduit une source.

M. Ben Ali, lui, ne croyait pas sa chute aussi rapide. Pour preuve, selon Paris, il aurait enregistré une nouvelle allocution, qui n'a pas eu le temps d'être diffusée. Il n'aurait donc pas quitté le pays volontairement mais aurait été destitué. L'armée, et le chef d'état-major qui avait refusé de tirer sur la foule, ont, selon les services européens, joué un rôle de premier plan dans la destitution de M. Ben Ali. (Lemonde.fr 16.01)

## 1.3- Un gouvernement des "**lâches**" au service de la bourgeoisie et l'impérialisme français.

Trois dirigeants de l'opposition tunisienne vont faire leur entrée dans un gouvernement de coalition au terme d'une journée de négociations à Tunis.

Selon des sources proches des discussions conduites par le Premier ministre Mohamed Ghannouchi, Nadjib Chebbi, Moustafa Ben Jaafar et Ahmed Ibrahim participeront au nouveau gouvernement dans lequel les ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur sortants conservent leur poste.

Nadjib Chebbi, chef de file du Parti démocratique progressiste (PDP), devient ministre du Développement régional. Moustafa Ben Jaafar, président du Forum pour le travail et la liberté, est à la Santé tandis que Ahmed Ibrahim, du parti Ettajdid, récupère le portefeuille de l'Enseignement supérieur.

Tous les partis politiques dits légaux, représentés au Parlement ou non, sont appelés à rencontrer M. Ghannouchi, mais pas le Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT) de Hamma Hammami qui est interdit ni les islamistes du Ennahdha de Rached Ghannouchi, qui vit en exil à Londres.

*"Pourparlers limités, démocratie boîteuse"*, ont immédiatement réagi des manifestants à Regueb (centre-ouest), une localité qui a connu de violentes manifestations durement réprimées par la police. Environ 1 500 manifestants y ont défilé dimanche matin pour réclamer un véritable changement. *"Nous ne nous sommes pas révoltés pour la formation d'un gouvernement d'union avec une opposition de carton-pâte"*, ont-ils scandé avant d'être dispersés par l'armée qui n'a pas recouru à la violence. (Reuters 16.01)

## 1.4- Quelques éléments sur le déroulement de la journée d'hier.

Tunis a été le théâtre, dimanche 16 janvier, de violents affrontements entre les forces régulières loyales au gouvernement de transition et des miliciens armés apparemment fidèles au président déchu Zine El-Abidine Ben Ali, qui a fui le pays vendredi. Les combats ont d'abord eu lieu dans le secteur du ministère de l'intérieur et auraient fait deux tués dans les rangs des miliciens. *"Il y a eu deux snipers qui ont tiré depuis un bâtiment situé à proximité du ministère de l'intérieur. On les a abattus"*, a déclaré un sous-lieutenant de l'armée à la télévision publique, qui n'a pas fait état d'autres victimes. Dans cette zone, complètement désertée par la population, les tirs ont cessé à la tombée de la nuit.

Les affrontements se sont ensuite poursuivis aux abords du palais présidentiel, où l'armée a annoncé avoir donné, dans la soirée, l'assaut du palais présidentiel de Carthage, dans lequel sont retranchés des éléments de la garde présidentielle de Ben Ali. Des témoins vivant à proximité du palais, situé à plusieurs kilomètres du centre de Tunis, ont confirmé avoir entendu des tirs continus d'armes lourdes.

Le neveu de Ben Ali, Kaïs Ben Ali et le général Ali Sériati, l'ancien homme clé de la sécurité du président, a été interpellé à Ben Guerdane, dans le sud de la Tunisie, alors qu'il tentait de s'enfuir en Libye, ils ont été arrêtés pour leur participation aux violences des derniers jours, alors qu'un autre neveu de l'ancien président, Imed Trabelsi, est mort vendredi poignardé, possiblement lors d'un règlement de comptes. Des combats ont opposé dans la journée dans le centre de Tunis les forces loyales aux autorités de transition et des miliciens armés restés fidèles à Ben Ali. (AFP et Lemonde.fr 16.01)

## 2- Algérie.

Un Algérien de 37 ans a été hospitalisé dans un état grave après s'être immolé par le feu samedi devant une mairie de la région

de Tébessa, près de la frontière avec la Tunisie, où il était venu réclamer un emploi et un logement, a-t-on appris dimanche de source hospitalière locale.

Trois autres tentatives de suicide par le feu ont également été enregistrées en Algérie depuis mercredi, selon l'agence APS et le quotidien privé francophone El Watan. (Libération.fr 16.01)

## Justice.

Jacques Servier, fondateur et président du laboratoire Servier, le fabricant du Médiator, est appelé à comparaître devant la 15e chambre du TGI de Nanterre le 11 février, rapporte le Figaro dimanche soir.

Le quotidien précise que la comparution de Jacques Servier, 88 ans, est la conséquence de la citation directe déposée par deux avocats parisiens, dont le premier représente plusieurs familles de victimes au pénal et le second représente une victime du Médiator.

La citation concerne également les laboratoires Servier et Biopharma, qui a commercialisé le médicament suspendu en France depuis novembre 2009, mais également des personnes physiques, le directeur général délégué et pharmacien responsable de la firme. (Reuters 16.01)

Haut de page ↗

---

Le 18 janvier

Dans la rubrique *Documents*, j'ai ajouté un lien qui renvoie vers d'anciens articles d'*Informations ouvrières* sur le Forum social, Attac, les Ong et la démocratie participative, car il y figure des de nombreux arguments pour dénoncer et combattre cette forme de collaborations de classes. Je n'ai pas modifié la présentation de ces fichiers, à part le bande déroulante et le menu dans les pages d'accueil des différentes rubriques que j'ai supprimés. Je précise pour ceux qui l'ignorent encore, que j'ai cessé de soutenir le PT en 2005. Quant à l'adresse [www.meltl.com](http://www.meltl.com) qui figure dans ces documents, elle n'existe plus.

Toujours dans la rubrique *Documents*, j'ai ajouté le rapport de Michel Camdessus remis à C. Lagarde : *Contrôle des rémunérations des professionnels du marché*.

Pas le temps de causer.

## Politique.

1- France. Moins de fonctionnaires... pour de meilleurs services publics !

En présentant ses vœux à la presse, le ministre du Budget et de la Fonction publique François Baroin a déclaré que la politique de non-remplacement d'un départ sur deux dans la Fonction publique se poursuivrait au rythme de 100.000 départs non remplacés en trois ans.

Entre 2011 et 2013, «100.000 emplois ne seront pas remplacés au sein des administrations et des opérateurs», a indiqué le ministre. «Cela participe naturellement de la maîtrise des finances publiques. Cette politique n'en est pas moins tout à fait équilibrée, elle permet de reverser la moitié des économies réalisées aux fonctionnaires, sous la forme de bonifications», a-t-il déclaré.

Tout en annonçant ces chiffres, François Baroin a insisté sur le fait que «les diminutions d'emploi n'ont pas d'impact négatif sur la qualité des services publics, bien au contraire». Et de poursuivre : «J'annoncerai en février quinze nouvelles mesures de simplification des démarches des usagers». (AFP et Figaro.fr 17.01)

2- Tunisie.

Le gouvernement tunisien dont le Premier ministre Mohamed Ghannouchi a annoncé lundi la composition comprend plusieurs personnalités connues de l'administration du président déchu et trois dirigeants de l'opposition.

De nombreux Tunisiens ont été tués ou blessés par la police lors des manifestations contre le président Zine ben Ali grâce auxquelles ils espéraient obtenir un véritable changement dans leur pays.



Mais le Premier ministre ainsi que les ministres de la Défense, des Affaires étrangères, de l'Intérieur et des Finances sont restés en place, et la plupart d'entre eux appartiennent au RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique) de Ben Ali.

La présence au gouvernement de trois dirigeants de l'opposition ne pèse pas lourd aux yeux de leurs partisans qui auraient souhaité qu'ils aient davantage de responsabilités.

Des personnes interrogées dans le centre de Tunis peu après l'annonce de la liste des ministres se sont déclarées déçues et mécontentes.

Un millier de personnes avaient déjà manifesté lundi matin aux cris de "*A bas le RCD*" ou "*A bas le parti de la dictature*", avenue Bourguiba, la grande artère de la capitale, contre la composition anticipée du gouvernement. La police n'a pas réussi à les disperser malgré un recours à des gaz lacrymogènes, des canons à eau et des tirs en l'air.

L'annonce de la liste a été reportée et n'est intervenue que quelques minutes avant l'entrée en vigueur du couvre-feu, empêchant les protestataires d'organiser une nouvelle manifestation.

L'ampleur de la manifestation de lundi est toutefois sans comparaison avec celles qui ont précédé la chute de Ben Ali.

Le gouvernement provisoire compte ainsi que la population mettra pour l'instant de côté son scepticisme dans l'espoir d'une certaine stabilité.

Mais si les Tunisiens jugent que leurs nouveaux dirigeants ressemblent trop à la vieille garde, les changer par leur vote pourrait être plus difficile qu'il n'y paraît. Le scrutin se tiendra en effet dans le cadre d'une Constitution taillée sur mesure pour Ben Ali.

Elle stipule notamment que quiconque brigue la présidence doit avoir dirigé un parti politique au cours des deux années précédentes.

Cette disposition avait été ajoutée pour empêcher Najib Chebbi, farouche adversaire de Ben Ali, de se présenter à l'élection présidentielle de 2009.

Chebbi avait abandonné peu auparavant la direction de sa formation. Reste à savoir si ces règles pourront être amendées au cours de 59 jours restant à courir avant la date limite pour le scrutin. (Reuters 17.01)

### 3- Oman.

Une rare manifestation dans le sultanat d'Oman a réuni lundi 2.000 personnes réclamant des hausses de salaires et une limitation de la hausse des prix et du coût de la vie.

La manifestation à Mascate, la capitale, était organisée à l'appel d'organisations de la société civile et annoncée sur des sites Web. (AP 17.01)

### 4- Israël. Toujours plus à droite.

Le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, a claqué lundi la porte de son Parti travailliste, l'accusant de dérive gauchiste, au grand plaisir du Premier ministre Benjamin Netanyahu, qui juge que sa coalition de droite sortira renforcée de cet épisode.

Ehud Barak a annoncé qu'il créait avec quatre autres députés travaillistes de la Knesset un nouveau parti, Indépendance.

Le Premier ministre a souligné que la défection de son ministre de la Défense de son parti d'origine renforçait sa main: "*Le gouvernement est devenu bien plus fort aujourd'hui, en terme de gouvernance et de stabilité, et c'est important pour Israël*", a-t-il dit. (Reuters 17.01)

### 5- Haïti. Au secours : le dictateur Baby Doc et ses Tontons Macoutes sont de retour !

L'ancien président "*à vie*" Jean-Claude Duvalier a effectué dimanche un retour surprise en Haïti, où il n'était pas revenu depuis son renversement par un soulèvement populaire en 1986.

"*(Je reviens) parce que je sais que le peuple souffre*", a-t-il poursuivi.

"Je voulais lui témoigner ma solidarité, lui dire que je suis là, que je suis bien disposé et déterminé à participer à la renaissance d'Haïti", a-t-il dit à Reuters, sans préciser ses intentions exactes.

Surnommé Baby Doc, Jean-Claude Duvalier a été propulsé à la tête du pays en 1971 à la mort de son père, François "Papa Doc" Duvalier, qui faisait régner un climat de terreur. A 19 ans, Jean-Claude Duvalier était alors le plus jeune chef d'Etat au monde et il s'était autoproclamé président "à vie".

Interrogée au sujet de l'ancien dirigeant, une personne a refusé de répondre et même de donner son identité: "*Vous plaisantez? Il me tuerait. Vous ne connaissez pas Duvalier?*"

Aucun mandat d'arrêt n'a été rendu public à son encontre et aucune disposition légale ne l'empêchait de revenir dans son pays.

De source proche de l'ancien dirigeant, on a déclaré qu'il était revenu avec un passeport diplomatique et qu'il devait tenir le ministère de l'Intérieur informé de ses déplacements. (Reuters 17.01)

Même s'il a tenté d'offrir une image moins autoritaire que son père, Jean-Claude Duvalier a été renversé en 1986 par un soulèvement populaire, accompagné de pressions diplomatiques de la part des Etats-Unis.

Il était alors accusé de diriger un régime corrompu, répressif et multipliant les atteintes aux droits de l'homme par le biais de la milice créée par son père, les Tontons Macoutes. Il vivait dans l'opulence pendant que sa population tentait de survivre dans la misère. (Reuters 17.01)

Encore un dictateur soutenu par l'Etat français de de Gaulle à Mitterrand qui a offert un droit d'asile en or en 1986 au sanguinaire Jean-Claude Duvalier.

## Economie.

### 1- Pétrole en hausse.

Le baril de Brent se traitait à près de 98 dollars lundi, approchant un plus haut de 27 mois. Le brut léger américain se négociait quant à lui autour de 91 dollars le baril.

Les pays consommateurs s'inquiètent de l'impact de la hausse des cours sur l'inflation et sur la reprise économique.

Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie, qui conseille 28 pays industrialisés, a décrit les cours actuels comme "*alarmants*" et prévenu qu'ils pourraient avoir des conséquences néfastes.

"*Nous sommes inquiets de la vitesse de la hausse des cours du pétrole, qui peut affecter la croissance économique*", a déclaré Nobuo Tanaka à la presse. "*Si les cours se maintiennent à ce niveau, cela aura un impact négatif.*" (Reuters 17.01)

### 2- La BCE, l'agent européen de Wall Street

La France n'a pas fait assez de réformes structurelles, a déclaré dimanche le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet. (Reuters 17.01)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 19 janvier

Des manifestations ont eu lieu hier dans toutes les grandes villes de Tunisie pour exiger un gouvernement sans représentants du parti de Ben Ali, le RCD, quand les manifestants n'exigeaient pas la dissolution du parti du dictateur. La classe ouvrière et les masses tunisiennes sont plus révolutionnaires que les partis censés les représenter, simple constat. En France également.

Le peuple tunisien est parvenu à chasser du pouvoir Ben Ali, mais le système Ben Ali demeure en place, son système policier, les institutions et la constitution qui ont permis au dictateur de rester au pouvoir pendant 23 ans. Comme quoi une révolution prolétarienne pour être menée jusqu'au bout doit commencer par liquider l'Etat bourgeois en place...

Une somme d'individualités, une classe, tout un peuple ou presque peuvent se rassembler et parvenir à renverser un tyran pour peu qu'ils bénéficient de la neutralité de l'armée, mais sans parti et sans programme, sans orientation politique, ils ne peuvent pas espérer aller beaucoup plus loin... Face book et Internet ne peuvent pas remplacer le parti comme je l'expliquais la

semaine dernière.

Au lieu de faire de grands discours, car on s'attend à des articles dithyrambiques dans les semaines qui viennent sur la situation en Tunisie, des articles aux accents combattants, on ferait mieux de fournir aux travailleurs et aux militants les principaux enseignements de cette révolution populaire pour qu'ils ne reproduisent pas les mêmes erreurs ou qu'ils commencent à corriger leur appréciation de la situation politique ainsi que leurs propres faiblesses ou lacunes. C'est seulement à cette condition qu'ils pourront tirer profit de l'expérience tunisienne.

Le défaut des tracts ou communiqués diffusés largement, c'est qu'ils ne mettent pas l'accent sur ces enseignements qui pourraient servir aux travailleurs des autres pays, au mieux ils figurent en perspective, alors qu'il faudrait traiter davantage les faits et le développement de la situation sous une forme dynamique, dialectique, de cause à effet. Si ces enseignements apparaissent comme plaqués ou coupés de la réalité ou encore s'apparentent à des arguments théoriques, les travailleurs s'en détourneront ou s'en méfieront.

Le problème de tous les partis ouvriers, c'est qu'ils sont incapables de s'adresser à la classe ouvrière et aux masses dans leur propre langage, autrement dit, telles qu'elles abordent la situation avec ses certitudes et ses hésitations, ses doutes et ses questionnements, etc. La situation politique et son évolution n'apparaissent pas clairement d'un coup aux yeux des travailleurs, il leur faut le temps de digérer l'expérience en cours qui s'inscrit dans une perspective dont ils n'ont pas conscience, pour ensuite fixer de nouveaux objectifs à leur combat. Au cours du processus révolutionnaire, pour atteindre l'étape ou l'objectif suivant, il faut se doter des moyens adéquats, des moyens nouveaux. Un processus révolutionnaire ne parvient à maturité que lorsque la classe parvient à s'organiser, dans ce cas-là seulement il pourra encore se développer. Si on n'a pas pleinement conscience du processus en cours et de quelle manière il pourrait évoluer sous certaines conditions, il touchera rapidement à sa fin, car il butera sur des obstacles infranchissables, à défaut de les avoir identifiés à temps, d'où l'importance d'y avoir été préparé de longue date. On ne peut pas se fixer des tâches et des objectifs politiques quand on n'a pas une parfaite conscience de la situation et de son développement possible, cela ne s'improvise pas contrairement à ce qu'on voudrait nous croire. Que la classe parvienne à s'en fixer, elle est incapable de se donner (spontanément) les moyens indispensables pour les atteindre en l'absence du parti, quand bien même elle y parviendrait, elle serait incapable de leur donner une orientation politique correcte, c'est ce que la révolution tunisienne est en train de démontrer (si nécessaire).

La révolution tunisienne a cette valeur inestimable pour le prolétariat mondial et son avant-garde, d'avoir démontré la validité ou l'actualité de la théorie marxiste de la lutte de classes et des enseignements de la révolution russe de 1917, et elle a balayé d'un coup toutes les théories opportunistes construites autour de la négation du parti ou niant son rôle déterminant au cours d'une révolution prolétarienne. La farce de la "*révolution citoyenne*" est en passe de devenir un cauchemar pour les travailleurs tunisiens, et elle prendra fin lorsqu'ils se seront rendus compte que "*la révolution par les urnes*" n'était finalement qu'une minable escroquerie politique pour permettre à la bourgeoisie de conserver le pouvoir.

Le rapport de force est ou a été temporairement favorable au prolétariat, mais fondamentalement les rapports entre les classes n'ont pas changé et l'Etat n'a pas changé de nature, seule la forme de domination de classe a été modifiée ou est en train d'être modifiée, à un pouvoir dictatorial sans partage incarné par Ben Ali et son parti, le RCD, va succéder un régime dirigé par des partis bourgeois et démocratiques petits-bourgeois qui gouverneront pour le compte de la bourgeoisie tunisienne et des principaux impérialistes présents en Tunisie (français, italien et américain principalement). Pour en dire plus, attendons la suite, il est encore trop tôt pour dire quels avantages les travailleurs tunisiens auront tiré de cette révolution, en dehors du fait d'avoir chassé du pouvoir le dictateur Ben Ali et d'avoir desserré l'étau qui l'empêchait de mener son combat sur son propre terrain de classe. (A suivre)

## Politique.

### 1- France.

L'économiste Christophe Ramaux, co-animateur de la commission économie du Parti de gauche (PG), vient d'envoyer sa lettre de démission du parti. En désaccord depuis plusieurs mois avec l'orientation trop personnalisée et le fonctionnement interne, ce maître de conférence à Paris-I avait déjà pris ses distances. Il claque la porte en expliquant ses désaccords, dans un courrier envoyé le 12 janvier à la direction du parti.

Le fonctionnement interne apparaît comme la première des raisons qui motivent le départ de ce chercheur, un des responsables du Manifeste des économistes atterrés. "*Je m'imaginai un parti ouvert, où l'on réfléchit, discute, débat (...). Le PG fonctionne, au contraire, comme un petit groupe 'discipliné'*", écrit M. Ramaux.

Et de critiquer les statuts qui n'autorisent la présentation d'un texte alternatif que s'il obtient 20 % des signatures de membres du conseil national : "*Avec une telle règle, Jean-Luc Mélenchon et ses amis auraient-ils pu constituer un courant [à l'intérieur du PS] ?*"

M. Ramaux aborde ensuite un autre travers qu'il ne supporte plus : la personnalisation du PG. "*Au regard de son projet, n'est-il pas paradoxal que le PG soit aujourd'hui, et de loin, le parti à gauche le plus personnalisé*", questionne l'économiste avant d'en

lister les symptômes : faiblesse des débats internes, "*souci d'affichage*" de la direction, au congrès du parti, en décembre, qui a vu défiler les discours des dirigeants au détriment des délégués ; "*phénomènes d'autosatisfaction et de cour en cascade*", "*énergie disproportionnée mise à critiquer les médias*"...

"*N'est-ce pas l'indice qu'il y a décidément un problème*" au PG, interroge encore l'ancien membre du bureau national. Enfin, le démissionnaire en vient au fond de ses désaccords avec le parti de M. Mélenchon : l'absence de programme.

Alors que, comme il le rappelle, le PG avait affiché dès sa création son ambition de forger un programme solide, deux ans plus tard, il n'en est rien. Et de préciser qu'une commission devait élaborer ce corpus idéologique, mais qu'elle n'a jamais réellement fonctionné, laissant au président du parti la latitude de forger ses discours. Le dernier congrès n'a présenté qu'une motion d'orientation, sorte de "*long tract*".

Résultat, explique le démissionnaire : une ligne trop aléatoire, peu sérieuse, notamment dans sa réflexion sur la crise économique et financière, thème cher à l'économiste hétérodoxe. Il s'est permis d'en faire la critique et s'est pris une volée de bois vert de la part du président. Ce fut la goutte de trop.

Christophe Ramaux précise qu'il ne fait pas de sa démission "*une ligne à suivre*" et qu'il reste attaché à cette expérience militante. Mais il résume ainsi le sentiment de bon nombre de cadres qui sont partis sur la pointe des pieds depuis la création du PG en février 2009. (Lemonde.fr 18.01)

2- Allemagne. L'UE synonyme de régression sociale généralisée.

«*Travailler plus pour sauver l'euro.*» Angela Merkel pourrait faire sienne cette devise. La chancelière a attaqué l'année avec une mauvaise nouvelle pour les députés de sa majorité : la crise des dettes dans les pays de la zone euro risque de coûter encore plus cher que prévu et l'Allemagne va devoir remettre la main à la poche pour augmenter la capacité du fonds de secours européen (FESF). Mais elle a trouvé une idée pour calmer la mauvaise humeur de ses troupes : obtenir en échange que tous les pays de l'eurozone acceptent de repousser l'âge de la retraite à 67 ans. (Lefigaro.fr 18.01)

3- Tunisie.

A peine formé, le nouveau gouvernement d'union nationale compte déjà quatre démissions. Abdeljelil Bedoui, Anouar Ben Gueddour et Houssine Dimassi, les trois ministres de la centrale syndicale UGTT, ont annoncé ce mardi leur retrait en raison du maintien au gouvernement du RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique), le parti du président déchu Zine el-Abidine ben Ali.

Les postes clés de Premier ministre et les ministères de la Défense, des Affaires étrangères, de l'Intérieur et des Finances n'ont en effet pas changé de main. Nommé ministre de la Santé, Moustafa Ben Jaafar a également démissionné, selon un responsable de son parti, le Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL). D'autres démissions seraient intervenues dans la journée, mais sans confirmation officielle.

La nouvelle ministre de la Culture Mofida Tlatli, qui avait déclaré à l'AP avoir pris "*la décision de principe*" de démissionner, a finalement prêté serment mardi, a déclaré à l'AP son gendre Mourad Chassei, joint par téléphone.

De son côté, Adel Chaouch, chef du mouvement Ettajdid de l'opposition légale (Le Renouveau, ancien Parti communiste), a apporté un "*démenti catégorique*" aux rumeurs de sa démission, même si le bureau politique du mouvement a conditionné son maintien à plusieurs revendications, dont le départ des ministres reconduits appartenant au RCD. M. Chaouch a déclaré qu'il se contenterait éventuellement du "*retrait de leur adhésion à ce parti*".

Par ailleurs, Foued Mebazaa et Mohamed Ghannouchi, respectivement président et Premier ministre par intérim de l'actuel gouvernement d'union, ont démissionné du parti présidentiel de ben Ali ce mardi pour se démarquer du président déchu.

Une manifestation contre le nouveau gouvernement s'est d'ailleurs tenue ce mardi à Tunis avant d'être dispersée par des gaz lacrymogènes. La journée a aussi été marquée par le retour de Moncef Marzouki, le dirigeant du Congrès pour la république (CPR), parti de gauche interdit sous Ben Ali, et candidat proclamé à la future élection présidentielle. L'ancien opposant a été accueilli triomphalement à son arrivée à l'aéroport. (20minutes.fr et AP 18.01)

4- Haïti.

L'ancien président Jean-Claude Duvalier a été officiellement inculpé mardi par la justice de son pays de corruption, vol et détournement de fonds pendant ses années au pouvoir (1971-1986) à Haïti.

«*Son sort est désormais entre les mains du juge d'instruction*», a déclaré à Reuters le procureur général, Aristidas Auguste. «*Nous avons déposé une plainte à son encontre*».

Il appartiendra désormais au juge d'instruction de décider de poursuivre ou non l'affaire au plan judiciaire.

«*Bébé Doc*» avait été arrêté dans la journée par la police à l'hôtel de Port-au-Prince où il résidait depuis son arrivée inopinée, dimanche, dans l'île caraïbe.

Des mouvements de défense des droits de l'homme réclamaient l'arrestation et le jugement de Duvalier qu'ils accusent d'avoir, en quinze ans de pouvoir, tué et torturé des milliers d'opposants.

Selon un membre du gouvernement, une plainte pour détournement d'argent a été réactivée contre l'ancien dictateur et plusieurs autres plaintes émanant de particuliers portant sur «d'autres crimes présumés» sont en préparation.

«*Les violations importantes et systématiques des droits de l'homme commises en Haïti pendant l'ère Duvalier équivalent à des crimes contre l'humanité*», a déclaré Javier Zuniga, conseiller spécial d'Amnesty International. (20minutes.fr 18.01)

Préval et son gouvernement sont tellement pourris qu'ils ne l'ont pas arrêté dès sa descente d'avion et le tortionnaire n'est pas encore poursuivi pour tous ses crimes commis quand il était au pouvoir.

## Syndicat.

La FSU (premier syndicat de l'Education), le Syndicat des enseignants-UNSA (SE-UNSA) ainsi que le Sgen-CFDT, ont annoncé, mardi, leur décision de ne pas se rendre aux vœux de Nicolas Sarkozy au monde de la connaissance et de la culture, prévus mercredi, pour dénoncer la politique sociale, économique et éducative du président de la République et du gouvernement.

"*Dans l'éducation, frappée par des suppressions massives d'emplois, la recherche et la culture, toutes les réformes sont contestées par une large majorité des personnels sans que cela conduise le gouvernement à entamer la moindre des discussions*", écrit la secrétaire générale de la FSU, Bernadette Groison, dans un communiqué diffusé mardi.

Ces deux décisions interviennent alors qu'une journée de manifestations est organisée samedi prochain pour dénoncer les suppressions de postes et le manque de moyens dans l'Education nationale. (AP et AFP 18.01)

Si au moins on pouvait avoir des "*discussions*" avec l'hystérique du Palais... il en sortirait forcément quelque chose de bon pour le corps enseignant et les élèves, ben voyons !

## Social.

Les billets de train en France vont augmenter de 2 à 3% fin janvier, a déclaré mardi la ministre de l'Ecologie et des Transports, Nathalie Kosciusko-Morizet. (Reuters 18.01)

Haut de page ↗

---

## Le 20 janvier

D'après ce qu'on peut lire dans le n°132 d'*Informations ouvrières*, les travailleurs tunisiens ont constitué des "*comités populaires*" à travers tout le pays dans lesquels ils s'organisent. Créés au départ pour se défendre contre les milices armées restées fidèles au dictateur Ben Ali qui sèment la terreur depuis sa fuite, puis pour assurer la survie au quotidien de la population, ils doivent se fédérer à l'échelle nationale pour constituer les piliers d'un Etat ouvrier, qui décidera de liquider les institutions de l'Ancien régime et de s'attaquer aux fondements du capitalisme, d'avancer vers le socialisme...

Pourquoi le POI ne le dit-il pas ? Parce que pour lui la révolution tunisienne se réduirait au mot d'ordre "*De l'eau, du pain, pas le RCD*" ?

La conférence de presse du 17 janvier du PT d'Algérie dont le POI se fait l'écho est encore en dessous de tout :

- "*L'Horizon précise que pour Louisa Hanoune, « au sujet de ceux qui veulent utiliser les événement en Tunisie à leurs propres*

ainsi, "nous n'adhérons pas aux mots d'ordre de ceux qui ont des comptes à régler avec le président de la République ou le Premier ministre". Le PT, selon elle, est "un parti qui défend la souveraineté nationale". Mais madame, c'est tout le peuple algérien qui a des comptes à régler avec "le président de la République ou le Premier ministre" !

- "Le peuple tunisien est sorti dans la rue pour dénoncer le président Ben Ali et le système capitaliste qui a accentué le fossé entre une minorité qui a accaparé toutes les richesses du pays et le peuple réduit à la pauvreté et la mendicité. A l'inverse, c'est pour dénoncer la flambée des prix du sucre et de l'huile que les jeunes Algériens ont manifesté bruyamment leur colère.", ouf heureusement qu'ils n'en avaient pas après le capitalisme et votre cher Président !

- "Nous ne voulons pas d'une République au service des spéculateurs", mais ne le serait-elle pas déjà par hasard ? Passons, c'est lamentable.

Curieusement encore, à en croire *Informations ouvrières*, l'UGTT aurait joué un "grand rôle" dans le soulèvement des masses tunisiennes qui a abouti à la chute de Ben Ali, alors que du 17 décembre 2010 au 12 janvier 2011 elle s'est surtout manifestée par son silence ou son absence. Quant aux comités populaires, ils ont été constitués apparemment à l'initiative des travailleurs eux-mêmes et non à celle de l'UGTT, on peut ajouter contre la volonté des dirigeants corrompus de l'UGTT.

Les travailleurs tunisiens ont utilisé l'UGTT (centrale syndicale qui regroupe tous les travailleurs depuis 1947) comme point de ralliement (visibles) parce qu'il n'en existait pas d'autres. Ils se sont servis de l'UGTT comme on prendrait le bus à défaut de moyen de transport individuel pour se déplacer, voilà tout.

Ne cherchez pas dans *Informations ouvrières* les questions de l'Etat et du parti, elles n'y figurent pas.

Extrait d'une interview du 19 janvier au journal *Le Monde* de Hassine Dimassi dirigeant de l'UGTT démissionnaire du gouvernement de Hassine Dimassi.

Pourquoi avoir accepté d'entrer au gouvernement, lundi après-midi, pour en sortir mardi ?

"L'UGTT a accepté de faire partie du gouvernement de transition sous certaines conditions dont la plus importante était que ce gouvernement ne compte pas certains ministres de l'ancien régime, auteurs de graves méfaits à l'encontre du peuple. Malheureusement, cette condition n'a pas été du tout respectée. Plus même, la composition de ce gouvernement a été publiée sans informer a priori ni le secrétaire général de l'UGTT ni certains membres de ce gouvernement. Y compris moi-même.

C'est surtout en raison du non respect de l'accord passé entre le premier ministre et le secrétaire général de l'UGTT sur la composition de ce gouvernement que l'UGTT s'est retirée. D'ailleurs notre accord pour participer à ce gouvernement avait été le résultat d'une décision collective prise par la "commission administrative" de l'UGTT. Il en a été de même lors de notre désistement. La présence dans ce gouvernement d'anciens ministres du président déchu est au cœur du désaccord entre l'UGTT et le premier ministre."

Traduisons ou rétablissons ce qui doit être plus proche de la vérité : pour ne pas être accusé de collusion avec le RCD dont est issu le Premier ministre, il tente de faire croire qu'il ne savait pas que des dirigeants importants de ce parti participeraient à ce gouvernement et qu'il leur serait attribué les postes clés notamment ceux de l'Intérieur, de la Défense et de l'Economie.

Il avoue que l'UGTT avait accepté de négocier avec le Premier ministre de Ben Ali depuis 1999 et qui était donc en poste au moment de la répression sanglante des dernières semaines. Faute avouée à moitié pardonnée, telle est le sens de cette manœuvre. En réalité, c'est le refus des travailleurs tunisiens de tout gouvernement comportant des membres du RCD qui est à l'origine du revirement de la position de l'UGTT. Il le dit lui-même à demi-mot.

Comprenez-vous le mécontentement de la rue face à la composition de ce gouvernement ?

Certainement, car beaucoup de choses ne répondent pas à ses aspirations, dont notamment la persistance d'hommes politiques douteux au pouvoir.

Les travailleurs tunisiens sont plus précis et vont beaucoup plus loin puisqu'ils exigent la dissolution du RCD.

Bref, ce ne sont pas seulement les dignitaires du régime dictatorial de Ben Ali qu'il faut chasser du pouvoir, arrêter et juger, il faut aussi chasser cette vermine de l'UGTT qui a soutenu Ben Ali pendant 23 ans. Cela non plus le POI ne le dira pas.

Pour montrer à quel point l'UGTT joue un "grand rôle" dans la mobilisation contre le régime, un extrait d'une interview du 19 janvier à 20minutes.fr de Norbert de Guillebon, président du comité Tunisie des conseillers du commerce extérieur de la France :

Avec près de 1.200 entreprises françaises ou à participation française, la Tunisie est en nombre le premier pays d'accueil des entrepreneurs français au Maghreb.

Dans le contexte actuel, êtes-vous inquiet pour la pérennité de votre entreprise, et des entreprises françaises en général en Tunisie?

Non, je suis plus qu'optimiste pour les entreprises qui travaillent ici. Malgré quelque petits jours d'arrêt, à partir de vendredi et jusqu'à lundi, pour des questions de logistique, c'est reparti. Les gens ne pouvaient pas venir travailler parce qu'il n'y avait pas de transports en commun, et l'activité a été ralentie de moitié à peu près parce qu'on ne pouvait pas faire les trois-huit à cause du couvre-feu. Mais cela fonctionne à nouveau.

Comme avant?

"Il y a encore des problèmes, le port de Tunis fonctionne par exemple au ralenti pour des raisons de sécurité, ce n'est pas vraiment la normale, mais par rapport à ce qu'on pouvait imaginer, cela aurait pu être pire. Ce qui est indéniable, c'est que toutes les entreprises et en particulier le personnel des entreprises qui est majoritairement tunisien, a montré sa ferme volonté de reprendre le travail, et le plus tôt possible."

Soit il raconte des histoires ou il prend ses désirs pour la réalité, soit il dit la vérité et l'UGTT est incapable de remplir la fonction qui devrait être celle d'un syndicat au cours d'une révolution, organiser la grève générale pour exiger la satisfaction de l'ensemble des revendications économiques et sociales des travailleurs et réaliser l'expropriation sans indemnité ni rachat des grandes entreprises...

Pour sa part, à propos de l'ambiguïté des positions du POI, Prométhée a noté ceci (la suite dans la *Tribune Libre* du site) :

*"Comme la direction du PT d'Algérie, la rédaction d'Informations ouvrières établit une stricte séparation entre l'Algérie et la Tunisie, et refuse de lier le combat des deux peuples pour le respect de leurs droits. Comme on peut le constater, Informations ouvrières, qui se vante souvent d'être le seul à rapporter tous les faits nécessaires au combat de classe et à la construction d'une Internationale ouvrière, fait preuve d'une conception pour le moins étonnante de l'information, de la solidarité entre les peuples et de l'internationalisme. De même, force est de constater que la direction du POI, qui donne volontiers des leçons d'indépendance de classe, semble, c'est le moins que l'on puisse dire, pas très indépendante du gouvernement Bouteflika."*

Médias. La palme de l'infâmie.

La fécondité augmente, une bonne nouvelle pour l'économie (20minutes.fr 19.01)

## Politique.

### 1- Tunisie.

1.1- L'ex-président tunisien Zine Ben Ali a déclaré au Premier ministre qu'il envisageait de rentrer de son exil saoudien mais Mohamed Ghannouchi lui a répondu que c'était impossible, a déclaré mercredi à Reuters un membre du gouvernement. (Reuters 19.01)

1.2- Trente-trois membres de la famille du président déchu Zine Ben Ali soupçonnés de "*crimes contre la Tunisie*" ont été arrêtés, annonce mercredi la télévision locale, qui diffuse des images de bijoux et d'or saisis lors de leur interpellation. (Reuters 19.01)

1.3- La composition du gouvernement de transition, avec la présence à des postes-clés des ministres sous Ben Ali, est toujours contestée. De nouvelles manifestations ont eu lieu à Tunis, Sidi Bouzid, ou encore Sfax.

1.4- "*Tous les détenus politiques ont été libérés aujourd'hui*", a déclaré à Reuters le nouveau ministre du Développement régional, Najib Chebbi, par ailleurs dirigeant d'un parti d'opposition.

Mercredi matin, un demi-millier de manifestants avaient défilé sur l'avenue Bourguiba, dans le centre de Tunis, pour réclamer la démission des ministres qui étaient déjà en fonctions sous le président Ben Ali. (Reuters 19.01)

### 2- Algérie.

L'Algérie est confrontée à une nouvelle tentative d'immolation. Mercredi 19 janvier, un père de six enfants a tenté de se suicider dans la ville d'El Oued, à l'extrême est de l'Algérie, non loin de la frontière avec la Tunisie.

Mardi soir, c'était un jeune homme qui avait tenté de mettre ainsi fin à ses jours en plein centre-ville de Dellys, dans l'est du pays. Il se trouvait mercredi dans un état critique, a rapporté le quotidien El Watan sur son site Internet.

La presse algérienne a aussi rapporté le cas d'une femme qui avait tenté de s'immoler par le feu lundi. Selon des sources locales, elle s'est versé un liquide inflammable sur le corps avant de tenter d'y mettre le feu, en pleine assemblée populaire communale de la localité de Sidi Ali Benyoub, à 450 kilomètres au sud-ouest d'Alger.

Ces dernières tentatives portent à huit le nombre de cas de ce genre en Algérie. (Lemonde.fr 19.01)

### 3- Haïti.

Quatre Haïtiens, dont une ancienne porte-parole des Nations unies, ont déposé plainte mercredi à Port-au-Prince pour crimes contre l'humanité, notamment des actes de torture, contre l'ancien président Jean-Claude Duvalier.

La veille, «Bébé Doc», 59 ans, avait été inculpé par la justice de son pays pour corruption, vol, détournement de fonds et abus de pouvoir pendant ses années de règne, de 1971 à 1986. Il a été laissé en liberté mais il lui est interdit de quitter le pays. (20minutes.fr 19.01)

### 4- Ligue arabe. Ils craignent la contagion.

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, a invité mercredi les dirigeants des pays arabes à répondre aux attentes économiques et sociales des populations pour éviter des troubles comme ceux qui agitent la Tunisie.

"Ce qui se passe en Tunisie (...) n'est pas sans rapport avec les sujets discutés lors de cette réunion", a-t-il dit lors d'un sommet de la Ligue consacré au développement économique et social des pays arabes, organisé à Charm el Cheikh, en Egypte.

"Le citoyen arabe en est arrivé à un niveau d'exaspération jusqu'ici inégalé. Je suis certain que si nous parvenons au niveau de développement le plus profitable possible pour nos citoyens, nos sociétés seront en mesure de répondre à de tels défis", a ajouté de diplomate égyptien. (Reuters 19.01)

### 5- Soudan.

Les résultats préliminaires du référendum montrent qu'à Juba et autour de la capitale du Sud-Soudan, plus de 98% des électeurs ont voté pour l'indépendance de cette région vis-à-vis de la partie nord du pays, ont annoncé mercredi les autorités locales. (AP 19.01)

Théoriquement nous sommes contre cette partition, mais en pratique si l'indépendance du sud Soudan est souhaitée par l'écrasante majorité de la population terrorisée pendant des décennies par le régime tyrannique de Kartoum, et nous ne sommes pas dupes, soutenue par les différents impérialistes pour mieux faire main basse sur les richesses de ce pays, nous ne pouvons pas aller contre la volonté de ce peuple qui a soif de liberté et espère ainsi une vie meilleure, c'est un des paradoxes qui nous est imposé et qu'il nous faut prendre en compte, au lieu de nous défilier ou pire, de s'opposer à son indépendance comme le fait le PT d'Algérie par exemple.

### 6- Côte-d'Ivoire.

A New York, le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé à l'unanimité l'envoi de 2.000 casques bleus en renfort en Côte d'Ivoire. La Russie, qui avait émis des réserves sur le projet de résolution, s'est finalement rangée au point de vue des 14 autres membres du Conseil.

A Berne, les autorités helvétiques ont annoncé le gel des avoirs en Suisse de Laurent Gbagbo et de son entourage dans le but d'éviter un éventuel détournement de fonds publics. Cette mesure, valable pour trois ans, est immédiatement exécutoire. (Reuters 19.01)

## Social.

### 1- France.

#### 1.1- Après les jouets et les bagnoles qui rentrent au garage, les médicaments à la morgue !

Cinquante-neuf médicaments, dont l'adjuvant de lutte contre l'obésité Alli, font déjà l'objet en France d'un plan de gestion des risques mis en lumière après l'éclatement du scandale du Mediator.



Le ministre de la Santé, Xavier Bertrand, a demandé mercredi que lui soit transmise avant la fin du mois une liste plus large de 76 médicaments soupçonnés d'être à risque, qui, selon l'Afssaps, comprend une quarantaine des 59 produits concernés.

"Il faut que cette liste-là (des 76 médicaments-NDLR) soit publique et publiée en expliquant bien et en faisant de la pédagogie", a-t-il dit devant la presse parlementaire.

Parmi les médicaments figurant sur la liste des 59 produits faisant l'objet d'une "gestion des risques", figurent une substance prescrite pour la perte de poids, Alli, commercialisée par GSK ainsi que le Champix, qui est destiné au sevrage anti-tabac et vendu par Pfizer.

On y trouve en outre le Prevenar, vendu aussi par Pfizer, un vaccin très courant chez les enfants, ou encore la Thalidomide, toujours utilisée dans le traitement des cancers bien qu'ayant provoqué des malformations sur des nouveau-nés.

L'Intrinsa, commercialisé par Procter et Gamble et indiqué pour la baisse de désir sexuel féminin, est aussi sur la liste de l'Afssaps.

Pour l'ensemble de ces produits, des effets secondaires - dépressions, cancers, hallucinations, vomissements, diarrhées ou encore malaises - sont énumérés.

Un des produits figurant sur la liste des 59, le Thelin, médicament contre l'hypertension commercialisé par Pfizer, sera prochainement interdit en raison de cas "d'atteintes hépatiques graves", a-t-elle dit à Reuters. Il y a d'autres cas de figure plus problématiques comme pour Alli, qui peut être vendu en France même si l'Afssaps s'y oppose, du fait d'une autorisation de mise sur le marché délivrée au niveau européen, explique Anne Castot.

Le fonctionnement de la sécurité sanitaire en France est vivement critiqué dans le rapport de l'Igas sur le Mediator.

Il y est relevé que le doute bénéficie aux produits et non aux patients et que le principe de précaution n'est pas appliqué. Le financement de l'Afssaps par une taxe sur l'industrie pharmaceutique est mis en cause, ainsi que les liens des experts avec les industriels. (Reuters 19.01)

## 1.2- Mobilisation des fonctionnaires.

Les syndicats de fonctionnaires CGT, FSU et Solidaires appellent à une journée de mobilisation contre la précarité jeudi pour peser sur les négociations entamées avec le gouvernement le 11 janvier sur la situation des quelques 800.000 contractuels employés dans la Fonction publique. (AP 19.01)

Les contrôleurs du travail sont appelés à manifester jeudi à Paris à l'appel d'une intersyndicale CGT, CFDT, FO, SNUTEF-FSU, Sud et UNSA pour exiger une revalorisation salariale via leur passage en catégorie A. (AP 19.01)

## 2- Italie.

Un jeune sur cinq en Italie - soit plus de deux millions de personnes - n'est ni étudiant, ni travailleur, ce qui constitue le plus haut taux de désœuvrement des 27 pays de l'Union européenne, à en croire les statistiques officielles.

L'Institut national des statistiques (Istat) précise mercredi que 21,2% de la classe d'âge des 15 à 29 ans font partie de la catégorie de ceux qui ne sont ni dans le système éducatif, ni sur le marché de l'emploi ou en formation, soit presque le double qu'en Allemagne.

Ces chiffres concernent 2009 et sont à rapprocher des 19,2% enregistrés l'année précédente, reflétant ainsi la hausse du chômage pendant la crise économique.

Cette proportion de jeunes qui n'étudient ou ne travaillent pas est encore plus forte dans le sud de la Péninsule, où elle frôle dans certaines régions les 30%.

Le taux de chômage des jeunes s'établit à 25,4% en Italie, soit près de six points de plus que la moyenne européenne, et continue de grimper. (Reuters 19.01)

## Justice.

Un amendement adopté mercredi par les députés prévoit qu'aucune condamnation, en matière criminelle et correctionnelle, ne pourra être prononcée sur la base de déclarations faites hors de la présence d'un avocat.

Cependant, une condamnation "peut bien évidemment être prononcée dès lors qu'il existe d'autres éléments de preuve ou lorsque la personne, alors qu'elle en avait la possibilité, n'a pas souhaité être assistée par un avocat".

Michel Mercier a confirmé, comme il l'avait annoncé la veille, que le gouvernement renonçait à "l'audition libre" c'est-à-dire un interrogatoire sans avocat et sans limitation de durée, comme le proposait le texte initial.

Les députés devraient entériner la mesure du gouvernement qui place la garde à vue sous le contrôle du procureur de la République et non pas du juge des libertés et de la détention (JLD), comme le proposait la commission des Lois de l'Assemblée.

Le nombre de gardes à vue en France est passé de 336.718 en 2001 à 792.293 en 2009. (Reuters 19.01)

## Economie.

Etats-Unis.

US Bancorp a fait état mercredi d'un bénéfice supérieur aux attentes et en hausse de 61%.

Wells Fargo a de son côté annoncé une hausse de 21% de son bénéfice au quatrième trimestre

A l'inverse, le secteur des banques d'investissement, ainsi que celui de la conservation de titres, qui en dépend directement de l'activité du premier, déçoivent les attentes du marché.

Les résultats annoncés mercredi par Goldman Sachs témoignent ainsi d'une baisse de 53% de son bénéfice trimestriel d'une année sur l'autre, un déclin directement imputable à des résultats en baisse sur le marché des produits obligataires.

Citigroup et JPMorgan Chase avaient eux aussi annoncé la semaine dernière une baisse des produits de leurs activités obligataires, ce qui est de mauvais augure pour les résultats attendus la semaine prochaine de Morgan Stanley et Bank of America.

Les banques de gestion State Street et Bank of New York Mellon ont de leur côté réalisé une bonne performance, quoique inférieure aux attentes du marché.

Bank of New York Mellon, leader mondial de la conservation de titres, a annoncé un bénéfice opérationnel en hausse de 10% pour le quatrième trimestre. Chez State Street, le bénéfice par action hors exceptionnels a également augmenté un peu plus que prévu, du fait de la hausse de 10%.

State Street se classe troisième dans la conservation de titres, derrière BNY Mellon et JPMorgan. (Reuters 19.01)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 21 janvier

J'ai rectifié l'adresse des liens *A propos de la fréquentation du site 1 et 2*, format jpg (image) et non pdf. Les pages d'accueil des rubriques *Documents* et *Syndicalisme* ont été actualisées. Je répondrai demain au courriel de Philippe, porte-toi bien.

La bonne idée du jour du journal patronal **La Tribune** :

Et si l'assurance-vie et le Livret A étaient taxés pour financer la dépendance ?

Quelle bonne idée ! Ils pourraient ajouter une CSG spéciale dépendance, une taxe supplémentaire sur les retraites, la hausse de la TVA....

Son confrère *Les Echos* n'est pas en reste pour expliquer le "manque de compétitivité de l'industrie française" :

"L'Allemagne a entrepris au milieu des années 2000 une réforme importante de son marché du travail (par les lois Hartz), qui a fait rapidement croître le taux d'emploi, rappelle le rapport. Mécanismes de flexibilisation du temps de travail et des rémunérations dans les accords de branche, couplage du chômage partiel et de la formation, dispositifs de cogestion : il y a en Allemagne, juge COE-Rexecode, « la volonté collective de restaurer la compétitivité du site de production allemand » " (Les

Echos 20.01)

Un extrait de ce rapport : ● De l' « *urgence* » d'instaurer un « *Pacte de compétitivité industrielle* » entre le gouvernement, le patronat et les syndicats. (21.01)

### Parole d'internaute.

Décapiter la tête d'un canard, il continue de courrir... mais pas très longtemps !

"Je suis retraité agent de maîtrise d'un service d'ingénierie de Renault. Désolé de contredire tous ceux qui n'y croient pas mais il est courant que des infos partent chez un concurrent. Il y a quelques années on a retrouvé les fichiers de numérisation de la Laguna... en Chine. Il n'y avait plus qu'à fabriquer la voiture. Chacun peut vendre des fichiers, des photos de prototypes à la presse. J'ai vu cela plusieurs fois dans ma carrière. [...] Cette affaire tournera en eau de boudin et sera étouffée. Si des documents sont passé chez les Chinois, c'est volontairement. N'oubliez pas les accords avec les Chinois. Cela peut paraître farfelu mais Renault lancera ses véhicules électriques ailleurs qu'en Europe. Celui qui sortira de Flins est de la poudre aux yeux. D'autres véhicules viendront en masse, d'Asie, à très faible coût de fabrication et coût élevé à la vente. Le plan social en cours à Flins (comme il a eu lieu à Douai sans le Nord) vise à couper la tête pensante, les études, et fermer les usines comme à Vilvoorde. Ce n'est qu'une suite bien ordonnée, on en reparlera d'ici peu de temps. Si vraiment les cadres étaient coupables, il y a longtemps qu'ils coucheraient en prison, et auraient été renvoyés de chez Renault." (lepoint.fr 20.01)

### Politique.

Haiti. Comment les impérialistes font et défont les présidents.

Les Nations unies et plusieurs pays occidentaux ont demandé jeudi aux autorités haïtiennes de corriger les résultats préliminaires du premier tour de l'élection présidentielle organisé le 28 novembre dernier.

La pression s'est accentuée sur le gouvernement et les instances électorales pour qu'ils acceptent le rapport rendu il y a une semaine par les experts de l'Organisation des Etats américains (OEA).

Invoquant d'importantes irrégularités lors du scrutin, ces experts recommandent de disqualifier du second tour le candidat soutenu par le gouvernement, Jude Célestin, un protégé du président sortant René Préval arrivé deuxième derrière Mirlande Manigat, et de le remplacer par le candidat en troisième position, le chanteur populaire Michel Martelly.

"Si le CEP (Conseil électoral provisoire) prend une autre décision, Haïti pourrait bien être confronté à une crise constitutionnelle, avec le risque de désordres considérables et d'insécurité", a déclaré devant le Conseil de sécurité des Nations unies le chef de la mission de paix de l'Onu dans le pays, Alain Le Roy.

Le CEP, a-t-il ajouté, doit "*honorer ses engagements et prendre totalement en compte les recommandations du rapport (de l'OEA) afin d'assurer que les résultats de l'élection reflètent vraiment la volonté du peuple haïtien*".

Plusieurs gouvernements occidentaux, comme ceux de France, des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et d'Allemagne, ont appuyé l'appel de l'Onu en faveur des recommandations de l'OEA. (Reuters 20.01)

### Social.

1- France.

1.1- La bulle immobilière

Le ministère de l'Économie chiffre désormais à 10.000 milliards d'euros le patrimoine des Français. Cela représente huit années de revenus ou cinq années de PIB. Les Allemands et les Américains sont moins riches (six années de revenus) mais les Britanniques davantage (onze années).

La richesse des Français aurait doublé en dix ans. La raison de cette envolée porte un nom: flambée de l'immobilier. Les appartements, maison et autres terrains représentent en effet 61% du patrimoine privé. Plus encore: la résidence principale représente 80% des biens immobiliers. Compte tenu d'une envolée de 111% des prix des logements entre 1999 et 2009, le patrimoine immobilier des Français est passé de 2360 milliards d'euros à 6090 milliards au cours de cette période. Avec une conséquence fiscale: de plus en plus de ménages ont été pris dans les filets de l'ISF. Le nombre d'assujettis à cet impôt est passé de 212.000 foyers en 1999 à 559.000 en 2009.

Le patrimoine financier des ménages - qui représente un tiers de leur richesse - n'a lui crû «que» de 54% en dix ans. Ce qui reste supérieur à la croissance de l'économie (39%). Le fait marquant, c'est le succès de l'assurance-vie. 1360 milliards y sont désormais stockés, contre 620 milliards en 1999. Un chiffre à comparer aux 1575 milliards de dette de l'État, de la Sécu et des collectivités locales réunis. (Lefigaro.fr 20.01)

1.2- Coût du travail. Manipulation du gouvernement et du Medef.

La France est moins compétitive que l'Allemagne car le coût du travail y est plus élevé. C'est en substance l'une des conclusions du rapport de l'institut Coe-Rexecode, remis ce jeudi au ministre de l'Industrie, Eric Besson.

Directeur de recherche au CNRS, l'économiste Philippe Askénazy explique à 20minutes.fr pourquoi la question est, selon lui, mal posée.

La compétitivité entre la France et l'Allemagne est-elle liée à un coût du travail plus élevé?

Il y a un différentiel de compétitivité entre les deux pays: l'économie allemande a réussi à être très exportatrice contrairement à l'industrie française.

Lié à la position du Medef, il n'est pas étonnant que l'institut Ceo-Rexecode explique cet écart par le coût du travail. Mais dans les faits, un salarié allemand coûte aujourd'hui plus cher qu'un salarié français.

Pourquoi les chiffres du rapport affirment-ils le contraire?

Ces chiffres proviennent de l'enquête Ecmoss sur le coût de la main d'œuvre et la structure des salaires en Europe. Cet outil d'analyse n'est cependant pas pertinent pour la France: il ne prend pas en compte la spécificité des 35 heures.

Quand un Allemand a marqué «40 heures» sur sa fiche de paie, il travaille effectivement 40 heures environ. Un cadre français au forfait, officiellement à 35 heures, va dans les faits travailler 45 heures. Et Ecmoss ne tient pas compte de ces «heures annuelles effectives».

Pourquoi y-a-t-il autant de différences sur le coût du travail entre les études statistiques?

Les enquêtes ne prennent jamais en compte les mêmes critères. Sur la tendance, je suis cependant d'accord avec le rapport: depuis 2000, le coût du travail a plus augmenté dans notre pays qu'en Allemagne. Mais c'est l'économie allemande qui est une anomalie, non la France!

L'Allemagne a fait un effort particulier pour réduire son coût du travail, contrairement à la France, aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni. Les salaires ont été gelés et la TVA sociale créée. De l'autre côté, les entreprises allemandes ont beaucoup augmenté leur productivité.

Un salarié allemand coûte-t-il donc moins cher qu'un salarié français?

Si l'on se base sur les comptes nationaux, qui agrègent un maximum de critères, notamment la productivité, le coût du travail est plus élevé en Allemagne qu'en France. Et la raison est simple: les salariés allemands sont mieux payés.

Est-ce pertinent de lier le débat sur la compétitivité en France au coût du travail?

La question est mal posée. Une économie avec un coût du travail élevé mais des entreprises innovantes sera toujours plus compétitive que l'inverse.

L'Allemagne s'en sort mieux car, contrairement à la France, elle a beaucoup investi dans l'innovation et s'est spécialisée sur des secteurs en croissance.

Pour combler ce différentiel, la France a donc deux solutions. Elle peut soit continuer à se développer dans des secteurs peu productifs et baisser son coût du travail, soit rendre ses entreprises plus innovantes et donc plus productives. C'est un choix politique. (20minutes.fr 20.01)

2- Grèce.

Les médecins et dentistes grecs observaient jeudi une journée de grève de 24 heures pour protester contre la réforme du secteur de

la Santé, alors que les pharmaciens, avocats et employés des chemins de fer entamaient leur deuxième jour d'action. (AP 20.01)

Haut de page ↗

Le 22 janvier

Face à la pression montante de la classe et des masses inspirées par la révolution populaire tunisienne, les partis de la petite-bourgeoisie et les syndicats appellent à la mobilisation contre les régimes en place dans plusieurs pays d'Afrique du Nord ou du Moyen-Orient.

Je n'ai pas le temps d'écrire sur le développement de la révolution tunisienne qui est une véritable révolution prolétarienne, dans la mesure où c'est la classe ouvrière qui est à la pointe du combat contre l'Etat, mais aussi par les revendications qu'elle met en avant : la dissolution du principal parti de la réaction, son rejet d'un gouvernement auquel il participerait, l'arrestation des dirigeants du RCD et des grandes entreprises assimilés à des mafieux du clan Ben Ali ou Trabelsi, la saisie de tous leurs biens et avoirs, la volonté de contrôler l'économie du pays et le pouvoir politique, etc.

Des camarades d'horizons divers nous ont adressé des contributions sérieuses sur la situation en Tunisie, je ne vais donc pas réécrire ce qu'ils ont déjà dit. Le dernier numéro de *Débat révolutionnaire* mis en ligne aujourd'hui y consacre un article intéressant. On doit se partager le travail, c'est moins stupide que de perdre son temps à écrire chacun de son côté des articles similaires à quelques formulations près... A défaut d'être tous dans le même parti, on fait comme si en attendant, il faut bien montrer l'exemple, et puis il ne faut jamais désespérer camarades, ce ne sont pas les travailleurs tunisiens qui nous désapprouveront, n'est-ce pas ?

La révolution socialiste mondiale est en marche, rampante, certains la disaient morte depuis l'implosion de l'URSS, sans toujours l'avouer ouvertement, en Bolivie n'avions-nous pas assisté à ses derniers soubresauts sans parvenir à relever la tête et abattre les institutions de ce pays, mais voilà que la dernière crise du capitalisme d'une ampleur exceptionnelle vient nous rappeler que l'époque des guerres et des révolutions n'était finalement pas achevée près d'un siècle après la révolution russe de 1917.

Et voilà que la révolution tunisienne met justement à l'ordre du jour les enseignements de la révolution russe qui eux-mêmes n'avaient été que les leçons pratiques de l'échec de la Commune de Paris, ou plus exactement elle met en lumière qu'il faut impérativement s'inspirer de ces enseignements pour que cette révolution ne soit pas confisquée au prolétariat tunisien, pour que de populaire et prolétarienne elle se transforme en révolution socialiste, c'est-à-dire, faisant table rase de l'Etat bourgeois et s'attaquant résolument aux fondements du capitalisme.

Laissons la polémique de côté pour aujourd'hui, ce serait trop facile de s'en prendre à ceux qui ont troqué le parti de Lénine pour celui de Jaurès mettant ainsi en pratique leurs réelles intentions, espérons seulement que nous aurons le temps de construire le parti dont le prolétariat a absolument besoin pour s'emparer du pouvoir et nous débarrasser du vieux monde pourri du capital. On ne peut quand même pas s'empêcher de se demander quelle ambiance il doit régner en France dans les partis dont une partie des dirigeants déclaraient il y a peu que le "*grand soir*", la révolution, n'était pas leur tasse de thé ou qu'ils y étaient opposés.

On perd notre temps en polémique bien qu'on ne peut pas y échapper, on croirait qu'on se défile ou qu'on est complice des opportunistes qui oscillent en permanence entre social-patriotisme et gauchisme, on a des désaccords importants, certes, mais c'est la lutte des classes qui finalement les résout pour nous, comme quoi je le répète, on ferait mieux de se rassembler au plus vite sur l'essentiel (plate-forme d'action, convention révolutionnaire) au lieu de gaspiller de l'énergie, du temps et accessoirement de l'argent.

C'est nous l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière, du combat pour le socialisme, les camarades de Prométhée, de *Débat révolutionnaire*, de la tendance Claire du NPA, du Comité pour le POR, du CCI-T, du groupe Bolchevik, des militants de LO et du POI-CCI, pardon si j'en oublie. C'est un peu prétentieux de l'affirmer dirons certains. Mais y a-t-il un parti qui a osé titrer en première page de son journal : Révolution : c'est au tour de la France, chassons Sarkozy !, par exemple ? Aucun à ma connaissance, c'est éloquent, non ?

La classe ouvrière tunisienne veut tout tout de suite, et elle a raison, elle veut faire la peau aux tenants de l'ancien régime, et elle a raison, elle refuse tout compris avec le RCD, et elle a raison, elle marche sur les pas du prolétariat russe révolutionnaire de 1917, ce n'est pas nous qui lui donnerons tort. On connaît parfaitement les faiblesses de cette révolution. Comment l'aider à aller de l'avant sinon en engageant le combat pour nous débarrasser du monarque qui trône au Palais, en organisant les travailleurs dans cette perspective, mais pas seulement pour abattre les institutions en place.

Vous aurez remarqué aussi que les travailleurs tunisiens ne réclamaient pas le "*retour de la démocratie*", ils ont parfaitement compris, mieux que Gluckstein apparemment, notamment, qu'il n'y aurait pas de démocratie en Tunisie aussi longtemps que tous

les rênes du pouvoir n'auront pas été retirés des mains des représentants de l'Ancien régime, sur le plan économique, politique et institutionnel. On y reviendra.

Bon week-end à tous et gardez un œil ouvert sur l'Algérie.

Parole d'internautes algériens (à propos de l'appel à la marche du 9 février et du 22 janvier (4)).

1- Il faut participer à toute initiative qui tend vers le changement.

2- C'est en effet ce qu'il faut faire. Il est important à cet égard d'adhérer à toute initiative allant dans ce sens et de se situer au-delà des querelles stériles de chapelles. L'essentiel étant de commencer quelque part en ayant pour seul objectif l'instauration de la démocratie et d'un véritable État de droit en Algérie.

3- Enfin une fédération nationale des forces du changement. Il est impératif pour le bon déroulement de cet événement grandiose (Marche du 9 Février) que toutes les forces vivantes du pays adhèrent à cette fédération, quelque soit sa couleur politique, sa religion ou bien même sa langue, nous sommes tous algériens, notre algérianité nous réunira autour de cette organisation. J'appelle l'ensemble des citoyennes et citoyens Algériens éprouvent de liberté, de dignité, d'égalité et de justice à répondre favorablement à cet appel. Pour un changement radical, pacifique et démocratique du régime actuel. Basta !!!, Stop !!! à la répression du peuple.

4- J'irai à cette marche, non pas pour le RCD, le FFS, le MAK... Mais pour dire au régime que je ne le crains pas, que je ferai toutes les marches jusqu'à sa chute finale, pour que je leurs crie ma haine, ma colère, mon dégoût et mon mépris.

## Politique

1- France.

1.1- Tu connais le coup de la godasse ?

Un membre de l'entourage de la ministre française des Affaires étrangères Michèle Alliot-Marie a été touché à la tête vendredi lors d'une manifestation dans la bande de Gaza, a annoncé l'hôpital israélien Barzilai.

Alors que Mme Alliot-Marie était en visite dans la bande de Gaza, des dizaines de Palestiniens en colère ont jeté des œufs sur son cortège et failli atteindre la ministre avec une chaussure. (AP 21.01)

1.2- Karachigate, suite. La «*piste financière*» date de 2002.

Le Monde et Mediapart révèlent que l'un des documents récemment déclassifié étaye la théorie soutenue par le juge Marc Trévidic, qui a d'emblée écarté la piste terroriste dans son instruction.

Une information qui vient relancer un dossier déjà très sensible. Les services secrets français doutaient dès le jour de l'attentat de Karachi au Pakistan, le 8 mai 2002, de la responsabilité d'al-Qaïda et évoquaient une «*piste financière*» liée à un contrat d'armement franco-pakistanaï, révèle une note récemment versée à l'enquête.

La note de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), dont le juge antiterroriste Marc Trévidic a obtenu la déclassification début 2011, vient crédibiliser cette thèse.

Le 11 mai 2002, la DGSE, qui relate l'opinion d'une source, dont le nom a été biffé par la CCSDN, écrivait en effet que «*l'attentat contre les ressortissants français de Karachi ne porte pas les marques d'une opération montée par al-Qaïda*», qui «*s'attaque en premier lieu à des ressortissants américains ou britanniques*». «*Si l'attentat visait spécifiquement des ressortissants français, on ne peut écarter la possibilité d'une piste financière*».

«*Au Pakistan, les contrats militaires sont 'célèbres' pour les pots de vin et les commissions demandées par les officiers pakistanais et les hommes politiques*», poursuivait la DGSE, le 8 mai 2002. Ce document ne faisait pas partie des premières pièces déclassifiées et versées au dossier de Trévidic. «*Une omission*», selon *Le Monde*. Une autre note, datée du 16 septembre 2004, indique que «*l'implication d'al-Qaïda est définitivement exclue*».

Deux étapes importantes de l'instruction sont attendues le 31 janvier avec l'audition de l'ex-ministre de la Défense de 1993-1995, François Léotard, par le juge Trévidic et un arrêt de la cour d'appel de Paris sur l'éventuelle extension de l'enquête sur l'accusation de «*corruption*». (Lefigaro.fr 21.01)

## 2- Tunisie.

Alors que la transition politique se met peu à peu en place, une forme de mécontentement demeure sous forme d'appels répétés au départ des dirigeants ayant servi sous Ben Ali, qui s'est réfugié en Arabie saoudite après 23 ans de pouvoir.

Ainsi, environ 400 personnes se sont rassemblées vendredi devant le siège de la Compagnie des transports tunisiens. *"Cette compagnie abrite des gens corrompus et il est temps de reprendre nos droits"*, a déclaré un employé du nom de Moftah. *"On ne va pas se taire. On veut que cette minorité s'en aille"*.

D'autre part, plusieurs centaines de personnes ont manifesté dans le calme sur l'avenue Habib Bourguiba, principale artère de la capitale. *"Nous n'accepterons pas ce gouvernement, nous ne l'accepterons jamais"*, scandait la foule sous l'oeil attentif de la police.

La télévision nationale a également diffusé des images de manifestations anti-gouvernementales à Gafsa, dans le sud-ouest, Sfax, sur la côte, et Tataouine, dans le Grand Sud.

Fermées depuis le 10 janvier, soit quatre jours avant le départ de Zine ben Ali, les écoles et les universités devraient rouvrir lundi. Mohamed Aloulou, nouveau ministre de la Jeunesse et des Sports, a indiqué à la presse après un conseil des ministres jeudi, que les compétitions sportives, annulées depuis la semaine dernière, devraient reprendre *"très prochainement"*.

La presse insiste sur la nécessité de progrès politiques après la dissolution du bureau politique du RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique), l'ancien parti au pouvoir.

*"Nous ne pouvons pas nier qu'il y ait des patriotes et des gens honnêtes au sein de ce parti"*, écrit le quotidien *La Presse*. *"Ils doivent restaurer les saines valeurs de tolérance politique d'un parti qui s'est constitué dans la lutte pour l'indépendance"*, ajoute le journal.

*"La nouvelle scène politique pluraliste est un rêve qui devient réalité en Tunisie, mais il ne s'accomplira qu'une fois établis des programmes clairs et concrets pour le développement national"*, écrit le quotidien *Al Sahafa*.

La télévision a diffusé des images montrant des armes saisies dans les résidences de membres de la famille Ben Ali. *"Cela montre les excès de cette famille"*, a-t-elle commenté. (Reuters 21.01)

## 3- Albanie.

La crise politique que traverse l'Albanie depuis un an et demi prend une tournure dramatique. Vendredi 21 janvier, trois personnes ont été tuées par balles, dans la capitale Tirana, lors d'une manifestation de l'opposition marquée par de violents accrochages avec les forces de l'ordre.

Les policiers ont fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau pour disperser les manifestants qui réclamaient la démission du gouvernement en l'accusant de corruption. Des témoins ont estimé leur nombre à environ 20 000.

Les affrontements ont fait également 33 blessés parmi les manifestants et 17 dans les rangs des forces de l'ordre, qui ont mis près de trois heures à reprendre le contrôle de la rue. Plusieurs véhicules, dont un appartenant à la police, ont été incendiés. (Lemond.fr 21.01)

## 4- Grande-Bretagne.

Le 10, Downing Street a annoncé, vendredi 21 janvier, la démission du directeur de la communication du premier ministre britannique, David Cameron. Andy Coulson est éclaboussé par un scandale d'écoutes téléphoniques clandestines menées par un tabloïd dont il était alors le rédacteur en chef.

Andy Coulson était la cible depuis de longs mois de vives critiques sur le rôle qu'il aurait pu jouer dans de nombreuses écoutes téléphoniques de célébrités et de politiciens qui ont été illégalement menées dans les années 2005-06 par le tabloïd News of the World, dont il était rédacteur en chef à l'époque. M. Coulson avait dû démissionner du journal à la suite de ces révélations, qui avaient suscité un scandale retentissant. (Lemond.fr 21.01)

## Social.

### 1- Mobilisation des enseignants.

Le collectif "*L'éducation est notre avenir*", regroupant 25 organisations du secteur éducatif dont les principaux syndicats d'enseignants et la FCPE, appelle à des manifestations dans toute la France, samedi, pour dénoncer les 16.000 suppressions de postes prévues à la rentrée de septembre. Le collectif présente cette journée comme une "première étape", avant d'autres mobilisations.

"*Le budget 2011 prévoit la suppression de 16.000 emplois et n'affiche d'autre ambition pour le système éducatif que la recherche d'économies à partir du dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite*", dénonce le collectif dans un communiqué.

"*Pourtant, les effectifs d'élèves vont continuer d'augmenter et la part du PIB français destinée aux enseignements primaires et secondaires a diminué dans la période récente en passant de 4,5% en 1995 à 3,9% en 2006*", ajoute-t-il.

Le SE-UNSA prévient qu'il "*n'assistera pas à ce démantèlement sans résister*", et que "*dans un contexte où les recteurs sont à la manoeuvre, c'est bien au plan local qu'il faut agir, dans les établissements ou les écoles, au plus près des personnels et de la communauté éducative*".

Il compte sur ces mobilisations locales pour "*construire un mouvement plus fort conduisant alors, courant mars, à une action d'ampleur nationale susceptible de trouver l'adhésion de l'opinion publique et de faire modifier le cap budgétaire*". (AP 21.01)

2- Les plus riches paient le moins d'impôts. Normal, ils sont les moins nombreux !

Interview de l'économiste Thomas Piketty qui publie avec deux autres économistes *Pour une révolution fiscale*, extraits :

Quel est votre diagnostic sur le système fiscal actuel?

Pour la première fois, nous montrons clairement que le système actuel est inégalitaire. Les 500.000 personnes les plus riches sont imposées à 35% de leurs revenus, alors que les 50% les plus modestes sont imposés à 45%.

C'est notre impôt sur le revenu qui est à l'agonie. L'impôt pour lequel nous remplissons une déclaration chaque année rapporte deux fois moins que la CSG, qui taxe à la source l'ensemble des revenus à hauteur de 8% . La multiplication des niches fiscales et des réformes ont mité cet impôt sur le revenu, ils en ont percé l'assiette, et l'ont rendu complètement inégalitaire. (20minutes.fr 21.01)

3- Un Ordre institué sous Pétain toujours aussi réactionnaire.

L'Ordre des médecins a réitéré vendredi son opposition à l'assistance médicalisée à mourir, une forme d'euthanasie sur laquelle le Sénat doit se prononcer mardi après un vote favorable d'une commission de la Haute Assemblée.

Cette proposition de loi reconnaît aux personnes atteintes d'une maladie grave et incurable le droit à demander une assistance médicale pour mourir. (20minutes.fr 21.01)

## Justice.

1- La justice au rabais, le pendant de l'Etat policier.

Avocats et greffiers se sont rassemblés ce vendredi devant le tribunal de Bobigny pour manifester leur attachement à l'indépendance de la justice et réclamer plus de moyens.

"*Ras-le-bol des lois qui ne peuvent pas être appliquées correctement faute de moyens*", a déclaré le juge antiterroriste Marc Trévidic, président de l'association française des magistrats instructeurs (Afmi).

"*Bobigny est en pointe d'une contestation, d'un ras-le-bol. Ce tribunal symbolise toutes les difficultés que traverse la justice*", a ajouté le juge parisien.

"*Nous avons plusieurs sujets d'inquiétude*" dont "*l'atteinte à l'indépendance de la justice: dès qu'une affaire est médiatisée, le ministre de l'Intérieur fait connaître son avis*", a regretté sous couvert d'anonymat un magistrat du siège du TGI de Bobigny.

"*On s'est réuni pour dire qu'on restait vigilant sur la réforme de la garde à vue*" actuellement discutée au Parlement, a de son côté expliqué Me Yves Tamet, selon qui "*il faudrait tripler le budget de l'aide juridictionnelle*" pour répondre aux besoins qui vont se présenter. (Lexpress.fr 21.01)



## 2- Le parquet aux ordres de Sarkozy mis en échec.

L'homme d'affaires Jean-Marie Messier, poursuivi pour des délits liés à la chute de Vivendi Universal, en 2002, a été condamné vendredi à trois ans de prison avec sursis et 150.000 euros d'amende.

Contre l'avis du parquet, qui avait requis sa relaxe en juin, l'ancien chef d'entreprise emblématique des années 1990 a été reconnu coupable de "*diffusion d'informations fausses ou trompeuses aux marchés et abus de biens sociaux*" par le tribunal correctionnel de Paris.

Les parties civiles critiquaient le soutien du parquet à Jean-Marie Messier qu'elles attribuaient à sa proximité avec le pouvoir actuel. Il a travaillé dans les années 1980 au cabinet d'Edouard Balladur, mentor de Nicolas Sarkozy. (Reuters 21.01)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 23 janvier

A propos du site.

J'ai corrigé la mise en page de la page économie, car il y avait un problème de saut de ligne avec Mozilla, pas avec MIE. Il se peut que vous rencontriez des problèmes ponctuels quand vous essayez de vous connecter au site, cela provient du fait que lorsque je suis en train de l'actualiser sur le serveur, la lenteur de la connection entraîne un blocage et je suis obligé de m'y reprendre à plusieurs fois, du coup la page d'accueil du site est incomplète ou disparaît. Pour vous donner un ordre de grandeur du problème auquel je suis confronté, avant-hier, il a fallu 33 minutes pour actualiser uniquement la page d'accueil qui ne pesait que 120 KB, pour les plus gros fichiers je suis obligé d'aller en moto à Pondichéry en fin de matinée, 10 kms aller/retour et je perds une heure.

Je n'ai pas eu le temps de répondre à Philippe, il m'en excusera.

Qu'il sache en attendant que ce n'est pas la structure du site qui me prend le plus de temps, le formatage des différentes pages ou leur actualisation, cela prend environ 10 ou 15 minutes par jour en html, mais bien l'actualisation du site proprement dit à partir de l'actualité économique, sociale et politique à travers le monde, les causeries et la préparation des infos en brefs (sélectionner les passages intéressants, leur donner un titre), les images qu'il faut formater avec Corel, tous les articles qu'il faut sélectionner, ouvrir, télécharger, lire et ensuite archiver, cela représente 90% du boulot J'ai tout rationalisé et simplifié au maximum.

Non, le problème c'est le volume de travail considérable à abattre quotidiennement à l'exception du lundi, et cela personne ne peut le faire à ma place, bien qu'on pourrait imaginer qu'un camarade m'aide à préparer les infos en bref, faudrait-il encore qu'on fasse preuve du même discernement ou qu'on ait le même sens des priorités quand on traite l'actualité sachant qu'on ne peut pas tout traiter non plus, sur place cela pourrait se concevoir, mais c'est pratiquement impossible en étant séparés par 10.000 kms.

Ce qui manque le plus au site ou au courant dont je me réclame, ce sont des articles de fond sur tous les questions que nous avons à traiter, un éditorial ou une chronique hebdomadaire, des comptes-rendus d'interventions dans la lutte des classes, de lectures, des témoignages sur les difficultés que rencontrent les travailleurs dans la vie quotidienne, des témoignages de militants dans leurs démarches auprès des travailleurs de façon à rendre le site plus vivant, surtout pas un forum de discussion qui tournerait à la foire d'empoigne, les militants ont toute liberté de s'exprimer dans le site tel qu'il existe en prenant un pseudo, s'ils ne le font pas c'est qu'ils n'ont rien à dire ou à apporter aux autres militants, et s'ils sont paranos au point de ne pas me faire confiance, je n'y peux rien, c'est uniquement leur problème.

Personnellement, j'estime qu'on ne peut pas se contenter de ce qu'on peut lire dans la presse des différents partis, les tracts ou les déclarations des uns et des autres, si l'on voulait s'adresser à l'ensemble des travailleurs ; jusqu'à présent ce n'est pas le cas du site qui ne s'adresse qu'à des militants engagés dans la lutte des classes, mais on aurait pu imaginer une telle évolution pour le site qui a aussi une vocation pédagogique. On reparlera de tout cela plus tard.

On est dimanche, alors on s'autorise un instant de détente, c'est si rare !

Un proverbe à l'intention des dictateurs qui affament leurs peuples : ventre affamé n'a point d'oreilles (words are wasted on a starving man) ou encore : il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre (there are none so deaf as those who will not hear).

Et une mise en garde adressée à l'hystérique du Château : les grandes douleurs sont muettes (great sorrow is often silent), dans le même registre : il n'est pire eau que l'eau qui dort (still waters run deep).

Souhaitons que la révolution tunisienne devienne un véritable cauchemar pour eux, de crainte que les peuples s'en inspirent ou qu'elle se répande !

## Gaucheritudes.

Lu sur quelques sites Internet.

PCF. Front unique avec l'impérialisme. Toujours aussi réactionnaire.

(Côte d'Ivoire) *"La mission de Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine, doit être activement soutenue par la France et ses partenaires de l'Union européenne qui doivent maintenant porter la question devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Il faut d'urgence arrêter l'escalade et agir pour une issue politique avant qu'il ne soit trop tard."* (18.12.2010 - <http://www.pcf.fr/6916>)

PG. Populiste jusqu'à la racine.

Le PG voit dans la révolution prolétarienne tunisienne une "« Révolution du jasmin »" (21.01), alors que l'on pouvait lire dans un article du Monde.fr du 17 janvier que *"le jasmin est un mot arabe formé de 'yas', qui signifie 'désespoir' et 'min', 'mensonge'",* comme la *"révolution par les urnes"* prônée par Mélenchon en quelque sorte ! Le PG voudrait assimiler la révolution tunisienne aux révolutions de palais des ex-pays du Pacte de Varsovie des années 2000 qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

LO. Laguiller ou la sénilité neuronale.

*"Pour que la chute du dictateur débouche sur un véritable changement social, les travailleurs, les classes populaires de Tunisie auront encore à lutter pour l'imposer. Et elles viennent justement de démontrer, dans la lutte contre Ben Ali, qu'elles peuvent en avoir la force."* (17.01)

Quel *"véritable changement social"* ? Vous n'en saurez rien, quant à envisager un changement politique conforme aux intérêts des travailleurs, ne cherchez pas, cela n'a jamais fait pas partie du registre de LO, sauf peut-être sur le plan théorique et totalement déconnecté de la réalité.

NPA. Comment ce parti soutient la bourgeoisie tunisienne et l'impérialisme français notamment.

*"La révolution démocratique qui a éclaté à partir de la mi-décembre, et les révoltes antérieures, se sont faites au nom du droit au travail pour tous, du partage des richesses, contre la corruption et pour les libertés démocratiques."* (18.01)

Comme chez LO : quels *"autres changements en profondeur de la société tunisienne"*, là non plus vous n'en saurez rien, mystère !

*"La peuple tunisien ne doit pas se faire voler sa révolution. La vigilance et la mobilisation doivent se poursuivre."* (18.01)

Sur quelle orientation politique, si ce n'est pas trop vous demander ? A vous de le deviner, nous voilà bien avancés !

*"Le mouvement populaire tunisien a su abattre la dictature de Ben Ali, il en reste une, toujours en place à laquelle nous devons nous attaquer : la dictature du FMI !" (20.01)*

Pour le NPA, la révolution tunisienne est pour ainsi dire terminée, au mieux les travailleurs auront gagné en liberté d'expression, pour le reste rien de changer, mais ils devraient s'en contenter. Donnons-leur les moyens de mieux supporter leur condition d'esclave salarié et le tour est joué, les généraux à la tête de l'armée tunisienne (à la solde de la bourgeoisie et de l'impérialisme) n'ont pas dû penser différemment.

Et moi qui croyait que la constitution et les institutions incarnaient la dictature du capital en Tunisie... Non, ce n'est pas à Bruxelles qu'ils veulent balader les travailleurs tunisiens, mais à Washington !

## Politique.

1- France.

Le Nouveau Centre (NC) présentera un candidat à l'élection présidentielle de 2012, a confirmé son président Hervé Morin samedi, lors du Conseil national extraordinaire de son parti.

"Une famille politique qui n'a pas de candidat, c'est une famille qui n'existe pas", a argué Hervé Morin. (AP 22.01)

## 2- Algérie.

"La ville d'Alger est en état de siège", explique Rafik Hassani au Post. Ce député, représentant les Algériens qui vivent dans le Nord de la France, est actuellement à Alger. Il appartient au RCD (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie, parti d'opposition) qui appelait à une marche pour la démocratie samedi.

Les autorités ont interdit cette marche mais le RCD voulait passer outre. Finalement les participants ont été bloqués par plusieurs dizaines de policiers armés de matraques, de gaz lacrymogènes et de boucliers en plexiglas devant le siège du parti à Alger. Des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont fait 42 blessés (dont le chef du groupe parlementaire du RCD) selon le parti d'opposition.

"Depuis vendredi soir, un dispositif de sécurité impressionnant a été mis en place à Alger, autour de la ville et sur l'ensemble du pays. Des barrages ont empêché des bus remplis de manifestants d'atteindre la capitale. Ils avaient deux possibilités: rebrousser chemin ou se faire arrêter", indique Rafik Hassani.

Résultat : "des centaines de personnes se sont faites arrêter vendredi soir et dans la nuit de vendredi à samedi. Et ce matin, Alger était quadrillée. Je n'avais pas vu ça depuis les années 80", raconte le député algérien.

Malgré ce dispositif, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées devant le siège du RCD. "Mais comme nous étions bloqués, il y a eu une épreuve de force avec la police. On dénombre 42 blessés."

"Le fait d'avoir déployé un tel dispositif dans toute l'Algérie montre que le pouvoir a été complètement ébranlé par la situation tunisienne. La Tunisie est un exemple pour nous. Ce qui s'est passé avec la Tunisie fait naître l'angoisse parmi les tenants du pouvoir en Algérie et c'est positif", se réjouit le député de l'opposition.

Quelles suites pour le mouvement ? Une nouvelle marche est prévue le 9 février. "Elle sera organisée par le RCD, mais d'autres organisations (des partis et des syndicats autonomes) nous rejoignent pour cette manifestation. D'ici-là, des réunions et des rassemblements auront lieu pour se mettre d'accord sur la stratégie à adopter." (Lepost.fr 22.01)

## 3- Yemen.

Des milliers de Yéménites se sont rassemblés samedi à l'université de Sanaa pour réclamer le départ du président Ali Abdullah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans.

"Oh, Ali, rejoins ton ami Ben Ali" ont scandé les étudiants, les activistes et les membres de l'opposition qui prenaient part à cette manifestation, la première à viser directement le chef de l'Etat.

Leur slogan s'inspirait des manifestations tunisiennes qui ont poussé le président Zine el Abidine ben Ali à quitter son pays.

La police yéménite a tiré des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants, qui dénonçaient notamment le projet de réforme constitutionnelle qui permettrait au chef de l'Etat d'être président à vie.

Au pouvoir depuis 32 ans, M. Saleh a été réélu en septembre 2006 pour un nouveau mandat de sept ans. (AP 22.01)

## 4- Allemagne.

Des milliers d'Allemands ont défilé samedi à Berlin pour dénoncer certaines pratiques agricoles à la suite du scandale de contamination à la dioxine.

Selon les organisateurs, 22.000 personnes ont pris part à cette manifestation dénonçant entre autres les manipulations génétiques et les abattoirs industriels. Les observateurs ont compté environ 10.000 participants.

"Les normes environnementales et animales ont été fortement assouplies ces dernières années", a expliqué Reinhold Benning, de la branche allemande des Amis de la Terre. "C'est un risque pour les consommateurs, comme on le voit aujourd'hui avec le scandale de la dioxine." (Reuters 22.01)

Economie.

## 1- France. Comment justifier le racket des assureurs.

La hausse marquée des tarifs de la plupart des assureurs français annoncée fin 2010 est largement justifiée par l'évolution de leurs charges et ne traduit pas un manque de concurrence dans le secteur, estime la direction du Trésor et celle de la concurrence dans un rapport rendu public samedi.

La ministre de l'Economie, Christine Lagarde, avait demandé mi-décembre à ces deux institutions d'"*examiner la réalité du lien*" entre la hausse des tarifs et celle de la "*sinistralité*", mise en avant par les assureurs pour justifier l'augmentation des primes de nombreux contrats d'assurance automobile et d'assurance multirisques habitation. (Reuters 22.01)

## 2- Espagne.

La restructuration des caisses d'épargne espagnoles, minées par la crise de l'immobilier, passera par des mises en Bourse, voire des quasi-nationalisations. Le montant de la facture finale pour le gouvernement reste flou.

Après avoir minimisé pendant des mois les difficultés dans lesquelles se débat un quart de son système bancaire, Madrid s'est dit prêt à aller jusqu'à nationaliser en partie certaines caisses d'épargne si cela devenait nécessaire.

Un gros travail de restructuration a été opéré ces derniers mois. Sous la houlette de la Banque d'Espagne, les cajas ont entamé une consolidation qui a limité leur nombre de 45 en 2009 à 17. «*Ce préalable technique permet de réduire la mainmise des gouvernements locaux* », relate un spécialiste. Côté opérationnel, les caisses d'épargne devront fermer entre 20 et 25 % de leurs agences et réduire leurs effectifs de 15 % en moyenne.

Lors de cette première phase de restructuration, le Frob a injecté 11,6 milliards d'euros de fonds propres dans les nouvelles entités. Reste à savoir combien il manque. Alors que le Wall Street Journal avait évoqué une facture de 30 à 80 milliards d'euros, Elena Salgado, la ministre des Finances, a précisé que la réalité était «*très loin* » de ces montants. Le courtier britannique Evolution, lui, chiffre à 142 milliards, dont 83 milliards pour les cajas, les dépréciations à venir sur les crédits aux promoteurs et autres PME dont l'activité est souvent liée à la construction. Même Bankinter - dont le Crédit agricole détient 20 % - qui est peu exposé aux professionnels de l'immobilier, a vu son bénéfice plonger l'an dernier. (Lefigaro.fr 22.01)

## 3- Chine.

Personne ne sait évidemment quand la bulle chinoise va éclater, mais aujourd'hui certains hedge funds (fonds d'investissement spéculatif) parmi les plus célèbres et les plus perspicaces commencent ouvertement à parier sur un krach chinois comme le souligne The Christian Science Monitor. Des gestionnaires très répétés comme Hugh Hendry d'Eclectica Asset Management et Mark Hart de Corriente Advisors ont adopté cette stratégie. D'abord, parce qu'ils sont très sceptiques sur la réalité des chiffres de croissance annoncés par le gouvernement chinois. Le Pib chinois aurait augmenté de 10,2% en 2010. Ensuite, les stratèges financiers considèrent que si ces chiffres sont proches de la réalité, il n'est pas possible qu'ils se répètent à nouveau et plusieurs échecs récents de grands investissements en Chine comme Ordos Shi et le South China Mall confortent leur raisonnement.

Le quotidien britannique The Telegraph a publié un article de la même tonalité et cite Mark Hart de Corriente Advisors. «Le gérant du hedge fund américain qui a gagné des millions de dollars en prédisant à la fois la crise des subprimes et celle de la dette souveraine européenne, a lancé un fonds construit sur la croyance qu'aujourd'hui la Chine n'est pas le moteur essentiel de la croissance mondiale mais le plus grand risque pour cette croissance mondiale».

Cela fait déjà un moment que des universitaires et des économistes mettent en garde contre le risque chinois. Mais le fait que des hedge funds qui avaient notamment prévus les précédentes grandes crises financières parient aujourd'hui sur une crise chinoise imminente change la donne. Un universitaire cité par The Telegraph souligne ainsi que «les économistes ont des points de vue contrariants en permanence, mais ces hedge funds mettent leur argent en jeu et leurs analyses sont particulièrement méticuleuses. La multiplication de fonds pariant sur une déroute chinoise est un signe fort». (Slate.fr 22.01)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 24 janvier

Parole d'internaute.

Vermine.

(à propos de la crise politique en Irlande et de la position adoptée par les Verts qui viennent de quitter le gouvernement, mais vont quand même voter la loi de finance 2011, qui se traduira notamment par des coupes sombres dans tous les budgets sociaux, lire l'extrait plus loin)

- Dans cette histoire, les verts ne veulent que la dissolution pour se refaire une santé électorale sur le malheur des gens. Il ne propose rien de concret pour sortir le pays du marasme. Leur soutien à la droite jusqu'aujourd'hui prouve que ce n'est qu'opportunisme.

## Politique.

1- France. En 1945 reconstruire l'Etat, en 2010 "**renflouer**" l'Etat. Non l'abattre !

Le député de Saône-et-Loire, Arnaud Montebourg, candidat à la primaire du PS pour la présidentielle de 2012, a préconisé dimanche sur Canal + "*une mise sous tutelle des banques*" afin que leurs profits "*puissent servir au renflouement des Etats*". (L'express.fr 23.01)

Alors que la seule solution, c'est de le combattre pour le renverser et instaurer un Etat ouvrier, un Etat social basé sur les besoins des travailleurs, en France comme en Tunisie... Notez bien qu'on ne le demandera pas au PS qui est au service de l'impérialisme français, chacun son camp et le PS n'est pas dans le nôtre.

2- Yemen.

Au Yémen, le plus pauvre des Etats arabes, des centaines d'étudiants ont manifesté dimanche après l'arrestation d'une militante anti-gouvernementale, Tawakoul Karman, qui avait organisé la semaine dernière deux manifestations à l'université de Sanaa contre les régimes autocratiques arabes. (Reuters 23.01)

3- Palestine.

C'est une nouvelle « bombe » qui sort des documents diplomatiques ce dimanche soir, simultanément dans *The Guardian* britannique et la chaîne panarabe *Al Jazeera* : 1 600 télégrammes consacrés au conflit israélo-palestinien, couvrant les vingt dernières années, qui risquent de se révéler embarrassants pour tous les protagonistes.

Comme le souligne Jonathan Freedland, le spécialiste de cette région au *Guardian*, si on peut se demander qui sortira le plus « endommagé » de ces révélations, c'est d'abord le « *sentiment de fierté palestinien* » qui risque d'être le premier affecté. Notamment par certaines révélations qui, dans certains cas, sont des confirmations.

On apprend en effet à la lecture de cette sélection de documents que les négociateurs de l'Autorité palestinienne ont été prêts à concéder à Israël la souveraineté sur « *le plus grand Yerushalayim [Jérusalem en hébreu, ndlr] juif de toute l'histoire juive* », selon l'expression de Saëb Erekat, l'interlocuteur palestinien d'Israël depuis plus de quinze ans, et dont Freedland estime qu'il risque d'y perdre pour toujours sa crédibilité.

L'Autorité palestinienne a en effet proposé dès 2008, répété en janvier 2010, d'entériner toutes les colonies israéliennes à Jérusalem-Est sauf une, dans un règlement définitif du conflit. Une concession massive qui sera sans doute jugée inacceptable par une grande partie des Palestiniens pour qui Jérusalem-Est, considéré internationalement comme un territoire occupé depuis juin 1967, doit revenir à un futur, hypothétique Etat palestinien.

Les Palestiniens ont également proposé de diviser la vieille ville de Jérusalem, et de laisser à Israël le contrôle du quartier juif et d'une partie du quartier arménien.

« *Que puis-je donner de plus ?* », s'est exclamé en janvier 2010 le négociateur palestinien Saëb Erekat à Washington !

Parmi les autres concessions, les Palestiniens se disaient prêts à limiter à 10 000 le nombre de réfugiés palestiniens autorisés à retourner dans ce qui est devenu Israël après la partition de 1948, et de reconnaître Israël comme un Etat juif, comme le demandent ses dirigeants. Deux concessions de taille jamais acceptées par la partie palestinienne auparavant.

Parmi les autres révélations explosives, figurent des détails sur la collaboration étroite entre les services de renseignement israéliens et de l'Autorité palestinienne dans la lutte contre le terrorisme, et le fait que l'Autorité présidée par Mahmoud Abbas avait été informée par avance par le gouvernement israélien du déclenchement de la guerre contre le Hamas à Gaza, en décembre 2008 et janvier 2009.

"Cela expose la direction palestinienne, cela la met dans une position où il lui sera impossible d'obtenir la confiance du peuple", estime un commentateur palestinien, Zakaria al Qak. (Rue89 et Reuters 23.01)

#### 4- Soudan.

Près de 99 % des Sud-Soudanais se sont prononcés pour l'indépendance lors du référendum d'autodétermination qui s'est déroulé à la mi-janvier, selon les résultats provisoires publiés dimanche sur le site de la commission électorale, après le dépouillement de 98,7 % des bulletins de vote. (Lemond.fr 23.01)

Qui osera condamner les 98,7% de Sud-Soudanais qui ont voté pour leur indépendance, le PT d'Algérie, le POI, d'autres encore ? Ce ne sont pas des privilégiés, des petits-bourgeois, des intellectuels qui ont voté pour leur indépendance, mais tout un peuple en guenille, misérable, terrorisé par le pouvoir de Kartoum pendant des décennies... (voir une précédente info sur ce sujet)

#### 5- Irlande. Union nationale... avec les banquiers.

Les Verts ont annoncé, dimanche 23 janvier, à l'issue d'une réunion de leur parti, leur retrait de la coalition au pouvoir en Irlande, précipitant la convocation d'élections anticipées. "Notre patience est à bout", a déclaré lors d'une conférence de presse le chef du parti écologiste, John Gormley, ajoutant que "*des élections [étaient] absolument nécessaires*".

Il a toutefois indiqué que son parti se comporterait "*de manière responsable*" et "*soutiendrait le vote de la loi de finances depuis les bancs de l'opposition*". Le premier ministre, Brian Cowen, a aussitôt indiqué qu'il "*acceptait la décision des Verts*", tout en ajoutant qu'il resterait à son poste jusqu'au vote de cette loi.

Brian Cowen a été contraint samedi de quitter la tête du parti Fianna Fail, après une semaine de crise qui a vu six ministres démissionner. Le premier ministre bat des records d'impopularité pour sa gestion de la crise financière irlandaise, qui a imposé de lourds sacrifices à la population, et pour avoir mis au point un plan de sauvetage de 85 milliards d'euros avec l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI), ressenti comme un abandon de souveraineté en Irlande.

Les deux principaux partis d'opposition, le Labour et le parti centriste Fine Gael ont proposé dimanche une sorte de marché au gouvernement : ils s'engagent à tout faire pour voter dans la semaine la loi de finances 2011 en échange d'une nouvelle date pour les élections.

Une réunion avec les responsables de l'opposition doit se tenir lundi "*pour discuter du passage de la loi de manière réaliste*", a indiqué le premier ministre. (Lemond.fr 23.01)

#### 6- Belgique. Les conditions objectives ne sont manifestement pas mûres en Belgique.

Entre 20.000 et 30.000 personnes, francophones et néerlandophones, selon la police, ont manifesté dimanche après-midi dans les rues de Bruxelles pour l'unité de la Belgique, sans gouvernement depuis plus de 220 jours, et exiger des négociations dignes de ce nom entre Flamands et Wallons.

"*Le message que nous envoyons aux dirigeants politiques est clair, nous voulons qu'ils forment un gouvernement*", a expliqué Felix de Clerck, l'un des organisateurs de la manifestation, lancée au départ sur le réseau social Facebook par le biais d'une campagne baptisée "*Honte*". Felix de Clerck est par ailleurs fils du ministre de la Justice par intérim. (AP 23.01)

### Social.

#### Une loi scélérate.

Le décret d'application permettant la suspension des allocations familiales en France pour absentéisme scolaire a été publié dimanche au journal officiel et entrera en vigueur lundi.

"*Oui, je suis favorable à la suspension des allocations familiales*" en cas d'absentéisme scolaire, a ajouté Luc Chatel. (Reuters 22.01)

J'ai arrêté ma scolarité en 3e en 1970 après avoir fait l'école buissonnière les dernières mois tellement je n'en pouvais plus, et j'ai loupé le BEPC de 4 points que j'ai passé sans voir rien révisé avant de me présenter à l'examen. Nous étions déjà pauvre avec le seul salaire de menuisier en bâtiment de mon père pour nourrir cinq personnes, alors s'ils avaient supprimé les allocs à mes parents, on était bon pour la rue, mon père m'aurait tué, lui qui avait toujours passé ses nerfs sur moi en rentrant exténué du boulot.

Le 25 janvier

C'est uniquement à titre d'information que j'ai signalé les appels à manifester à Alger le 22 janvier et le 9 février prochain, sans apporter le moindre soutien aux partis qui ont pris ces initiatives je tenais à le préciser.

En Algérie l'UGTA a répondu aux accusations du RCD (soutenu par le PG en France), je crois avoir compris que la direction de l'UGTA avait refusé de s'associer à l'appel du 22 janvier ainsi qu'à celui du 9 février, ce qui est intéressant, c'est l'argument qu'ils avancent :

"Elle rappelle dans son communiqué « que la protection de l'outil de production et de l'emploi est une des premières missions du syndicaliste et que c'est dans cet esprit seulement et dans celui-là, que des structures de veille ont été mises en place ».», le langage des staliniens grands défenseurs du capitalisme que l'on aura reconnu derrière "l'outil de production", pas question de marcher contre le régime pourri de Bouteflika. Il n'y a pas si longtemps les dirigeants de l'UGTT tenait le même discours en Tunisie, c'était avant le chute de Ben Ali, chacun l'aura compris.

Je mettrai en ligne plus tard une déclaration de l'UGTT (Tunisie) du 21 janvier, dans laquelle il est précisé que ses dirigeants "Appellent tous les travailleurs à faire face à toute tentative visant à interrompre la marche normale des entreprises économiques et à être vigilants pour sauvegarder les biens et assurer la continuité d'administration et de gestion de ces entreprises.", tout en prétendant soutenir les grèves en cours, autrement dit, on ne ferait pas mieux pour tenter de les briser, de plus, on ne touche pas à la propriété privée des moyens de production, pas question de procéder à des expropriations, plus vite les travailleurs tunisiens reprendront le travail et mieux les capitalistes et les différents impérialistes (français, italiens et américains) se porteront.

Je mettrai également en ligne un document (commenté) de l'UGTA (Algérie) intitulé *L'UGTA face au dialogue social*, son contenu est éloquent, il est notamment question "d'équité dans les sacrifices à consentir" entre ouvriers et patrons, on croirait entendre Thibault, Chérèque ou Mailly.

Le troisième document sera consacré à un article du courant du PCF *Faire vivre le communisme*, un article du 23 janvier 2010 intitulé *Le rôle du passé du mouvement dans la construction du communisme politique actuel*, signé Gilles Questiaux. L'auteur s'évertue à démontrer que l'on ne peut pas être communiste sans être stalinien, il s'attaque ensuite au communisme et à Trotsky, accessoirement il remet également en question la notion de parti au profit du "mouvement", du stalinisme pur jus, et dire qu'il prétend figurer parmi les moins staliniens des staliniens, mais le plus fort c'est qu'ils ont réussi à faire croire à des militants ou ex-militants du PCF que ce parti avait rompu avec le stalinisme.

J'espère trouver le temps de mettre en ligne ces trois contributions dans la journée ou demain au plus tard.

Je n'ai pas le temps de causer, vous lirez avec intérêt la déclaration du général Rachid Ammar, chef d'état-major de l'armée de terre tunisienne, qui a déclaré que l'armée était garante de la Constitution, donc de l'Etat et ses institutions qui ont été modélés pour servir les intérêts de la classe des capitalistes et des multinationales en Tunisie, il a indiqué clairement par là pour quelle classe l'armée était intervenue au cours de la révolution. La question qui est posée aux travailleurs tunisiens pour aller de l'avant, c'est bien l'abolition de cette Constitution, la liquidation des institutions... (A suivre)

## Politique.

France. G20. L'impasse et la fuite en avant.

Extraits de la conférence de presse de Sarkonapoléon.

1- L'enfonceur de portes ouvertes... sur des courants d'air.

"Notre objectif est d'ouvrir des chantiers de fond et qui ne peuvent plus attendre de façon à être en mesure de présenter des résultats concrets à une opinion publique de plus en plus impatiente", a-t-il déclaré.

2- L'arlésienne. C'est Wall Street qui détient le pouvoir.

Outre la mise en oeuvre des décisions du G20 en matière de régulation financière, il a cité le lancement d'une réforme du système monétaire international (SMI), la lutte contre la volatilité des prix des matières premières, l'amélioration de la gouvernance mondiale et le financement du développement.

3- Et puis cela ne coûte rien d'en parler...

"Je suis certain que nous ne réglerons pas tous les problèmes en une présidence mais la France souhaite un débat car le débat ne peut plus attendre".

4- Consensus... sur la nécessité d'un consensus... impossible. Casuistique.

"L'ordre du jour et l'agenda, maintenant, font consensus. Les solutions ne font pas consensus, ça c'est certain. On a beaucoup progressé sur la méthode de travail et sur l'agenda. Il nous reste à progresser sur les solutions".

5- Exercice de divination...

Si le G20 ne fait rien pour stabiliser les prix des matières premières, "nous risquons des émeutes de la faim dans les pays les pauvres" comme celles de 2008 et "un impact très défavorable sur la croissance mondiale", a-t-il dit.

6- Truisme...

La volatilité des prix des céréales et des monnaies sont des sujets "profondément quotidiens" pour des catégories sociales comme les éleveurs ou les chefs d'entreprise. (Reuters 24.01)

7- Réactions des partisans du capitalisme mondial.

PS. Harlem Désir, numéro deux du PS : "Il faut souhaiter un G20 réussi (...), il faut un G20 pour des solutions pour la régulation de l'économie internationale", "Il faut un G20 utile au monde", ben voyons ! (Lexpress.fr 24.01)

PCF. "Après avoir fait beaucoup d'esbroufe, le président Sarkozy débute sa présidence du G-8 en s'alignant sur Washington, tout simplement", juge le Parti communiste dans un communiqué. "Or, le G-8 et le G-20 ne sont des instances ni représentatives ni légitimes. C'est au sein de l'ONU, composée de 192 Etats, que les défis mondiaux doivent être prioritairement traités dans l'intérêt des populations", ben voyons, l'ONU au service des "intérêt des populations" !

Attac. A propos de la mise en place d'une taxe sur les transactions financières : "la France et ses partenaires européens ont les moyens de l'instaurer dans la zone euro dès qu'ils le décideront", assurément ils ne pensent qu'à cela !

"Aucune mention des Nations unies", déplore l'association qui voit dans l'ONU "le seul cadre légitime pour mettre en place une régulation mondiale de la finance, de l'économie et de l'écologie", par hasard, Attac ne serait pas noyauté par les staliniens ?

Oxfam France. "salue l'engagement renouvelé du président de la République en faveur des financements innovants pour le développement et notamment des taxes sur les transactions financières", vous voyez que Sarkozy ne compte pas que des ennemis dans ce pays, au contraire, il compte de nombreux soutiens parmi lesquels les altermondialistes, normal quoi. (AP 24.01)

## Social.

Le gouvernement français s'opposera à la proposition de loi légalisant l'euthanasie adoptée la semaine dernière par la commission des Affaires sociales du Sénat, a annoncé lundi Xavier Bertrand.

En Europe, l'euthanasie est légale en Belgique, aux Pays-Bas, en Suisse et au Luxembourg. La situation est plus floue en Allemagne, où aucune peine ne la sanctionne.

Le texte adopté mardi dernier par la commission du Sénat est né de la fusion de trois propositions de loi issues de trois groupes politiques différents (Parti socialiste, UMP et Parti communiste-Parti de gauche) déposées ces deux dernières années. (Reuters 24.01)

## Economie.

Selon les chiffres diffusés ce lundi par la Fédération du e-commerce et de la vente à distance (Fevad), le commerce sur Internet a progressé de 24% en 2010 pour atteindre 31 milliard d'euros. Un dynamisme qui tient à la fois à la multiplication des sites marchands (17.800 nouveaux sites en 2010, soit un total de 81.900 sites actifs) et à la conversion des internautes au e-commerce.

Parmi les 40 plus grands sites qui constitue l'indice ICE 40 mesuré par l'institut Médiamétrie, c'est le secteur du e-tourisme qui a connu la plus forte progression (+ 20 %) suivi par les sites dédiés aux professionnels (+15 %), les produits technologiques (+10%) et



la mode (+8%).

Le nombre d'acheteurs en ligne a progressé de 12% pour atteindre 27,3 millions de personnes fin 2010, et le montant moyen de la transaction, qui a atteint 91 euros, a retrouvé son niveau d'avant la crise.

Cet authentique boom devrait se poursuivre. Selon la Fevad, les achats en ligne devraient s'élever à 37,8 milliards d'euros en 2011 et 45,4 milliards en 2012. (Lefigaro.fr 24.01)

En comparaison, j'habite à 4kms de Pondichéry, une ville équivalente à Toulouse en nombre d'habitants, une ville petite en Inde mais importante tout de même qui abrite le siège du gouvernement du Territoire de Pondichéry, l'équivalent d'un Etat pour simplifier, université, plusieurs zones industriels, des grandes entreprises, etc. Chaque mois je dois aller à Pondichéry pour payer ma facture de téléphone, en espèce. Idem pour commander une bouteille de gaz, impossible par téléphone, fax ou Internet.

Le pays est tellement corrompu que les employés doivent vérifier que la photo collée dans le livret que je présente correspond bien à l'individu qu'ils ont en face d'eux, idem à la banque, j'ai toujours une dizaine de photos d'identité de différents formats sur moi au cas où il y aurait un nouveau formulaire à remplir avec photo obligatoire. J'ai aussi une réserve de photocopies de mon passport et visa, de mon titre de propriété, car régulièrement il faut fournir à nouveau les mêmes documents.

Quant à acheter quelque chose sans l'avoir vu, touché, essayé, c'est pure folie en Inde !

La dernière télévision (Samsung) que j'ai achetée chez un grand revendeur était en panne, le lendemain un "technicien" est venu le constater, j'ai demandé un échange standard, refusé, on remplace l'élément défectueux, en vain, ils m'en livrent une autre, deux jours plus tard : en panne, immédiatement ils m'en livrent une troisième et cette fois c'était la bonne.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 26 janvier

A propos du site.

Du 20 au 26, j'ai téléchargé et lu plus de 220 articles de presse pour préparer les infos en bref, je n'ai compté que ceux que j'ai archivés dans le disque dur. Je vais essayer de répondre à Philippe cet après-midi, excuse-moi.

### Parole d'internaute.

- (Egypte) Profitant de l'effervescence que la révolution Tunisienne vient de produire, les langues se délient. Le pouvoir ne tiendra pas très longtemps en tenant des discours puants de mensonges tels que "faire face à toute menace contre la sécurité de la population" ...

A tous les étages, les politiques égyptiens sont corrompus et ils ne sont pas fiers en ce moment. La rue ne demande qu'à se soulever. Une interview d'étudiants dans une université du Caire avant-hier sur une radio faisait en quelque sorte le bilan de l'état d'esprit étudiantin dans l'après Révolution Tunisienne. Ils sont chauds les jeunes. Pas encore complètement remontés mais il suffira à les entendre de peu de choses pour qu'ils partent comme un seul homme. Et les étudiants ne sont pas les seuls égyptiens visiblement à conspuer ce gouvernement corrompu. L'homme de la rue semble être impatient qu'il se passe quelque chose....

### Politique.

1- France.

1.1- Parti de l'ordre.

1.1.1- La Talonnette contredit par un ex-ambassadeur de France en poste à Tunis.

«*Sans doute nous avons sous-estimé (les) aspirations du peuple tunisien à la liberté*», a déclaré Nicolas Sarkozy lors de la sa conférence de presse, lundi, pour justifier son long soutien au président Ben Ali.

Ce n'était pourtant pas faute d'informations en provenance du quai d'Orsay et des diplomates en place à Tunis, écrit mercredi

dans Libération Yves Aubin de la Messuzière, qui fut l'ambassadeur de France en Tunisie de 2002 à 2005: «*Les rapports diplomatiques mettaient aussi l'accent sur l'exaspération et le mal-être de la jeunesse tunisienne, liés certes au problème de l'emploi mais aussi à l'absence d'espace et d'expression politiques*», écrit le diplomate.

«*L'antienne de Ben Ali, présentant son régime comme un rempart contre la menace islamiste, relayée avec complaisance par nombre de politiques en France, était considérée dans les notes diplomatiques comme le fonds de commerce du régime et le prétexte pour s'abstenir de toute ouverture politique jugée déstabilisante. (...) Les autorités politiques françaises étaient donc parfaitement informées des dérives du système Ben Ali*», affirme l'ex-ambassadeur. (Libération.fr 25.01)

### 1.1.2- Ministère de la répression.

Les gomme-cogne (Flash-Ball ou LBD40) et les pistolets à impulsion électrique ont été utilisés à 2 787 reprises en 2010 par les policiers et gendarmes qui en sont dotés. Le ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux, a révélé ces chiffres mardi 25 janvier lors d'une séance de "questions cribles thématiques" au Sénat, où il a également précisé que "depuis 2006, [ces armes] ont été utilisées 12 000 fois et 22 accidents graves ont été recensés, soit [une proportion de] 0,20 %".

Les seuls gomme-cogne, dont "3 408 policiers et gendarmes sont dotés, ont été utilisés à 1 481 reprises en 2010, contre 1 600 fois en 2009" a détaillé le ministre. Les armes à plus longue portée "qui équipent 3 166 policiers et gendarmes ont servi 491 fois, un peu plus qu'en 2009", a-t-il ajouté.

Quant aux pistolets à impulsion électrique dont sont munis "4 051 policiers et gendarmes des unités les plus exposées, ils ont servi 815 fois en 2010 pour 907 fois l'année précédente", a poursuivi Hortefeux. Il a relevé que "dans 57 % de ces cas", ces pistolets électriques ont servi à "réduire l'agressivité de personnes sous l'emprise d'un état alcoolique ou de consommation de stupéfiants". Par ailleurs, selon lui, "le taux d'interpellation après usage de ces [pistolets] atteint 97 %". (Lemonde.fr 25.01)

### 1.1.3- Ils font acte d'allégeance envers leur monarque.

La commission des Affaires sociales du Sénat a adopté des amendements qui vident de sa substance la proposition de loi que cette même commission avait adoptée le 18 janvier dernier.

Ces amendements suppriment notamment l'article premier du texte, qui autorisait les patients atteints d'une maladie incurable à recourir à "une assistance médicalisée permettant, par un acte délibéré, une mort rapide et sans douleur".

Le revirement des sénateurs fait suite à une vive polémique qui a vu notamment le Premier ministre, François Fillon, dire son opposition au texte.

Selon le plus récent sondage sur la question, publié en octobre dernier par Sud-Ouest Dimanche, 94% des Français approuvent l'idée d'une législation permettant l'euthanasie, même si 58% souhaitent qu'elle soit autorisée seulement "dans certains cas". (Reuters 25.01)

## 1.2- PS.

### 1.2.1- Pas touche aux institutions bonapartistes de la Ve République, pilier de la dictature du capital ! Entre Belgique et Haïti.

Chargé par le PS de la réforme des institutions, le député maire d'Évry Manuel Valls a présenté ses conclusions mardi au bureau national.

«*La question institutionnelle ne sera pas au coeur de la prochaine campagne présidentielle*», évacue-t-il dès le préambule.

«*Par souci de réalisme et d'efficacité, nos propositions ne prétendent donc pas reprendre la longue marche vers la VIe République*».

Il veut «*rendre le vote obligatoire*» et «*compter séparément les bulletins blancs*».

Pour lui, l'ensemble des propositions contenues dans sa note «*sont plutôt d'ordre consensuel*». La réforme des institutions ne serait donc pas un sujet de clivage. (Lefigaro.fr 25.01)

En Belgique le vote est obligatoire et ils n'ont pas de gouvernement depuis 228 jours, et en Haïti, le candidat de l'impérialisme américain Préval avait été déclaré élu avec seulement 48% des voix, c'est une fois seulement après avoir décompté les votes blancs qu'il avait dépassé la barre des 50%, avec le soutien de l'ONU et de l'UE faut-il rappeler.

Pas étonnant qu'il ait été invité par le groupe Bilderberg, après Hubert Védrine (1992), Laurent Fabius (1994) ou encore Lionel Jospin (1996), quelques décennies plus tôt Guy Mollet les avaient précédés. (lire les deux articles dans le site à la rubrique *Dossiers vieux monde*, *Le groupe de Bilderberg* et *Le plan Bilderberg 2009 : réformer l'économie politique mondiale*).

### 1.2.2- Nous sommes à droite et restons-y.

Entre les propositions très à gauche de Ségolène Royal et d'Arnaud Montebourg, et la radicalité de Jean-Luc Mélenchon, François Hollande préfère recentrer le débat.

A gauche toute... C'est niet pour François Hollande. L'ex-premier secrétaire du PS a tenu à répondre à ses petits camarades socialistes. Pour lui "on n'est pas élu sur la radicalité. On peut avoir des voix sur la radicalité", mais "on n'a pas la responsabilité du pays".

"La proposition, ce n'est pas la facilité", c'est "être capable de fixer des règles (...), de changer la redistribution des richesses, c'est la fiscalité. Et la responsabilité, c'est être capable de mobiliser les forces productives en France pour qu'on puisse redresser la croissance", a-t-il déclaré sur RTL. (Lexpress.fr 25.01)

Commentaire d'un internaute : "Quand elle frappait, la crise, on l'a pas entendu, Hollande. Jamais il n'a proposé de mesures pour lutter contre la spéculation financière. Ce type est aussi à droite que DSK", c'est peu dire !

Il ne crache pas sur les voix venues de la "radicalité", c'est-à-dire, les naïfs qui se disent de gauche, anticapitalistes ou révolutionnaires et qui votent PS au second tour à chaque élection, mais quand à proposer et faire une politique radicalement différente de celle de l'UMP, là il ne marche pas.

C'est cette "radicalité" trompeuse qui avait permis à Mitterrand d'être élu et à ses larbins se réclamant du trotskysme de déclarer qu'il était de gauche, anticapitaliste, révolutionnaire quoi ! Le masque est tombé, nous ne sommes plus à la même époque, la crise du capitalisme est tel que le PS (le capitalisme, c'est là qu'on se rend compte de la nature de ce parti) ne peut plus s'offrir le luxe de proposer la moindre mesure progressiste, voilà ce qu'a signifié Hollande.

### 1.3- Le PCF : pas stalinien ?

L'annonce officielle de la candidature de Jean-Luc Mélenchon a réveillé les peurs d'une partie des militants du Parti communiste. Le courant orthodoxe des anciens "marchaisiens" – partisans du secrétaire général, Georges Marchais, mort en 1997 –, avait déjà donné de la voix au conseil national, début janvier, pour appuyer la candidature d'André Chassaigne.

Un second courant, plus identitaire encore, animé par la revue La Riposte, vient de diffuser un long appel à soutenir André Chassaigne. Ce courant, qui avait rassemblé 15% des voix au congrès de 2008, s'était allié à André Gerin qui a, lui aussi, fait acte de candidature "au nom du PCF".

Les animateurs de La Riposte prennent, cette fois-ci, leurs distances avec le bouillonnant député du Rhône. D'emblée, ses auteurs expliquent qu'ils pensent que le PCF doit faire campagne "sur un programme communiste, avec un dirigeant communiste comme candidat du Front de gauche".

A leurs yeux, André Gerin "s'est discrédité" avec ses prises de position sur la burqa – "sa croisade démagogique" "aux côtés d'Eric Raoult", écrivent-ils. Ils militent donc pour qu'André Chassaigne soit candidat "jusqu'au bout" et ne se retire pas lors de la conférence nationale des 4 et 5 juin qui doit désigner le candidat préféré des communistes.

Le texte est une croisade sans appel contre M. Mélenchon, accusé d'avoir "le soutien des grands médias capitalistes", dont la carrière politique serait "jalonnée de volte-faces opportunistes" et qui cherche surtout à "fusionner le PCF et le PG" et transformer le Front de gauche en nouveau parti.

Le "camarade Jean-Luc" en prend pour son grade mais derrière, c'est la direction du parti qui est visée. Accusée de soutenir, sans que la base n'ait encore voté, la candidature de leur partenaire du Parti de gauche, elle est soupçonnée de vouloir liquider le parti.

André Chassaigne reçoit ainsi un soutien bien encombrant après être apparu au dernier conseil national déjà appuyé par les amis de Nicolas Marchand, ex-marchaisien. Le député du Puy-de-Dôme ne semble pas en être gêné.

Mardi 25 janvier, dans un entretien à Libération, il se plaignait de ne pas avoir assez de soutien de la direction communiste. Et demandait que le PCF "propose un candidat à la candidature du Front de gauche" pour répondre à la candidature de M. Mélenchon. (Lemonde.fr 25.01)

Et dire que j'ai rédigé et mis en ligne hier un article sur le PCF qui confirme ce que vous venez de lire. Quel pif, je me surprends moi-même ! Je n'ai pris connaissance de cet article du *Monde* que ce matin à 7h23 pour être précis.

## Social.

### 1- France.

#### 1.1- Privatisation de l'Education nationale.

Le ministre de l'Education nationale Luc Chatel a confirmé mardi la conclusion d'un accord avec des syndicats des chefs d'établissement sur le versement d'une "*rémunération variable liée aux performances*" des proviseurs de lycées et principaux de collèges, pouvant atteindre 6.000 euros tous les trois ans.

*"Le gouvernement a décidé de développer une rémunération variable liée aux performances de nos cadres, de notre encadrement comme ça existe dans l'immense majorité des entreprises de notre pays",* a-t-il déclaré à France Info.

*"De plus en plus, nous devons avoir un échange" avec les acteurs locaux pour "mettre en place des contrats d'objectifs et de performances, et ensuite évaluer, à partir des résultats",* a ajouté le ministre. *"Nous avons décidé de nous tourner vers une politique beaucoup plus audacieuse dans ce domaine."* (AP 25.01)

#### 1.2- A propos du crédit.

Moins d'un Français sur deux (49,5%) détenait l'année dernière un crédit immobilier ou à la consommation, selon l'étude annuelle de l'Observatoire des crédits aux ménages publiée ce mardi.

Un chiffre en recul constant depuis le début de la crise il y a deux ans. En 2010, le taux de détention des crédits aux ménages était même à l'un de ses niveaux les plus bas depuis vingt ans.

La part des ménages qui détenait un crédit immobilier est ainsi restée stable en 2010 (30,5% contre 30,8% en 2009). Les Français ont profité des taux d'intérêts historiquement bas et des mesures gouvernementales pour se lancer dans l'achat d'un logement, selon l'Observatoire.

Les ménages détenaient en revanche de moins en moins de crédits à la consommation. Le taux de détention est passé de 31,7% en 2009 à 30,1% en 2010.

Mais la part de crédits à la consommation utilisée pour l'achat d'une voiture, d'appareils d'électroménager ou des travaux de rénovation est aussi restée stable.

*«La crise a continué à modifier les comportements des Français vis-à-vis du crédit. Ce dernier est ainsi surtout utilisé pour devenir propriétaires ou acheter des biens dits «durables», et non pour des usages non nécessaires, comme les loisirs ou les vacances»,* analyse l'auteur de l'étude, le professeur d'économie à l'université Paris ouest, Michel Mouillart.

*«De ce point de vue là, c'est une bonne nouvelle car les ménages semblent plus raisonnables. Et les crédits qui soutiennent beaucoup la croissance, pour des projets immobiliers ou des achats de long terme, n'ont quant à eux pas diminué»,* précise-t-il.

Autre exemple de cette plus grande prudence à l'égard du crédit: les ménages ont de moins en moins recours à des crédits renouvelables, les fameux crédits revolving.

6,8% des ménages détenaient ainsi en 2010 un crédit à la consommation basée sur la carte d'un magasin ou d'une grande surface, contre 9,6% en 2007.

*«On retrouve l'idée que les Français utilisent de moins en moins le crédit à la consommation pour des usages superflus. Mais il y a aussi sûrement eu des changements de comportements induits par la réforme du crédit à la consommation qui a pointé du doigt les dangers des crédits renouvelables »,* analyse Michel Mouillart. (20minutes.fr 25.01)

Voilà l'exemple type d'un article qui ne reflète pas du tout la réalité et d'un "professeur d'économie" particulièrement médiocre ou aux ordres du régime.

Le crédit immobilier est resté "*stable*" entre 2009 et 2010, normal les gens qui en ont contracté un en ont pris pour 25 ou 30 ans ! Quant à ceux qui ont profité "*des d'intérêts historiquement bas et des mesures gouvernementales*", ce ne sont certainement

pas ceux qui hier encore avaient tout juste de quoi survivre avec leur salaire. Et qui va acheter un appartement ou une maison quand les prix ont augmenté en moyenne de 42% en 10 ans, si ma mémoire est bonne ?

Les crédits accordés aux particuliers ont baissé parce que les banques et organismes de crédit ont fermé les robinets ou ils ont durci les conditions pour y avoir droit.

La baisse des crédits accordés pour ce que philistin appelle "*des usages non nécessaires, comme les loisirs ou les vacances*", il ne doit pas partir en vacances ce privilégié et il se passe de loisirs sans doute, elle provient du fait qu'une frange supplémentaire de la population doit se serrer davantage la ceinture ou est surendettée, pauvre crétin !

2- Espagne. La charrette.

Le groupe espagnol Prisa (15.000 personnes), propriétaire du premier journal du pays, "El Pais", et lourdement endetté, a annoncé mardi une réduction de ses effectifs de 18%, ce qui représente environ 2.500 emplois supprimés, dont 2.000 en Espagne.

Cette restructuration survient environ deux mois après la prise de contrôle de Prisa par le fonds américain Liberty Acquisitions Holdings Corp. et d'autres investisseurs.

Prisa affirme que la restructuration est nécessaire pour "*garantir l'avenir et la survie du groupe*" dans un contexte général de "*vaste réorganisation du secteur des médias*".

Prisa possède d'autres journaux ainsi que des chaînes de télévision et stations de radio comme Cadena SER, la première d'Espagne. Il est présent dans 22 pays et est également propriétaire du groupe d'édition Santillana. Il se présente comme le groupe commercial N°1 mondial de l'éducation, de l'information et du divertissement en espagnol et en portugais. (AP 25.01)

## Economie.

La régulation est nécessaire pour réduire les spéculations sur les prix des matières premières alors que le monde se dirige vers une crise alimentaire majeure, estime le directeur général de l'Organisation de l'Onu pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).

*"Des prix élevés et la volatilité se poursuivront ces prochaines années si nous ne parvenons pas à nous attaquer aux causes structurelles du système agricole mondial"*, a déclaré Jacques Diouf au Nikkei.

Les populations les plus modestes seront les plus durement touchées par l'insécurité alimentaire et cela "*entraînera une instabilité politique au niveau national et menacera la paix et la sécurité mondiale*", a prévenu Diouf. (Reuters 25.01)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 27 janvier

Il semblerait qu'une question déterminante prête à confusion à propos du développement de la révolution tunisienne. L'Assemblée constituante souveraine qu'une partie des travailleurs tunisiens réclament et plusieurs formations politiques en France :

1- doit-elle être le produit des comités populaires révolutionnaires qui se sont constitués à travers tout le pays, donc l'équivalent d'un soviet suprême, les comités populaires locaux et régionaux fonctionnant comme des soviets locaux et régionaux, auquel cas l'Assemblée constituante s'appuierait sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et en serait la représentation politique légitime.

Dans ce cas-là l'Assemblée constituante constituerait un nouvel objectif politique s'inscrivant dans la continuité du processus révolutionnaire engagé pour le mener jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la liquidation de la Constitution et des institutions encore en place, réalisant l'expropriation sans indemnité des grands capitalistes et propriétaires terriens, etc., auquel cas la révolution prendrait une tournure résolument socialiste et cette Assemblée constituante constituerait une étape décisive sur les cendres de l'ancien régime ou le pilier d'un nouvel Etat, un Etat ouvrier, une République socialiste.

Pour que la révolution tunisienne ait une chance d'atteindre ce niveau de maturité politique, il faut absolument que le prolétariat et la paysannerie pauvre demeurent unis et mobilisés tout au long de ce processus, qu'ils y participent activement ou y soient associés, que les comités populaires révolutionnaires se structurent et se renforcent, qu'il en soit créé là où il n'en existe pas encore ;

2- ou au contraire cette Assemblée constituante souveraine devrait-elle être autre chose et pour ainsi dire sortir de nulle part, elle serait le produit d'un processus électoral (greffé) calqué sur ceux organisés par l'ancien régime ou dans les républiques démocratiques bourgeoises, processus auquel tous les partis et tous ceux qui n'ont pas participé activement à la révolution ou qui s'y sont ralliés au dernier moment pour sauver leur peau, leurs biens ou la face pourraient prendre part, y compris et surtout devrait-on dire tous les partis réactionnaires qui se sont nourris des miettes du RCD pendant (au moins) 23 ans, le RCD lui-même une fois changé de nom, auquel cas les forces de la révolution et de la contre-révolution seraient appelées à participer à égalité de droits à cette élection, sachant que lors du processus électoral si la somme des moyens humains pencherait du côté de la révolution, celle des moyens matériels (médias) et financiers pencherait du côté de la contre-révolution soutenue par les différents impérialistes, l'ONU, l'UE ?

Si cette hypothèse était retenue, les comités populaires se retrouveraient sans perspective politique, leur légitimité contestée, pratiquement en concurrence avec ce processus électoral et cette Assemblée constituante qui ne serait finalement que l'équivalent de l'Assemblée nationale en France.

Même en imaginant que les comités populaires proposeraient leurs propres candidats face à ceux des partis subordonnés au capitalisme, il y a fort à parier que les modalités du scrutin seront rédigées de telle sorte que toutes les forces y participant auront des élus.

Il y a un risque réel qu'une fois un nouveau gouvernement de transition nommé et plus ou moins accepté par la majorité de la population et le processus électoral engagé, les comités populaires révolutionnaires se trouvent désarmés politiquement et baissent la garde, qu'ils s'en remettent aux futurs élus pour régler leurs problèmes au lieu de continuer à prendre eux-mêmes leur destin en mains, les réflexes du passé reprenant le dessus ; l'expérience prouve que rien n'est jamais acquis en la matière et que ce n'est pas en un mois qu'un peuple asservi depuis des siècles rompt définitivement avec ses vieilles habitudes. Si c'était ce processus qui était validé, les travailleurs et leurs comités se retrouveraient comme dépossédés de leur révolution.

Une dernière chose, dans le cadre d'une Assemblée constituante souveraine issue des comités populaires révolutionnaires, l'absence du parti et d'expérience des travailleurs tunisiens peut aboutir à commettre de graves erreurs qu'ils pourront facilement corriger eux-mêmes, ce qui ne sera pas forcément le cas dans une Assemblée constituante dans laquelle seraient présents des partis bourgeois ou subordonnés au capitalisme qui feront tout pour entraver ou saboter (de l'extérieur) les travaux de cette assemblée, même s'ils sont largement minoritaires, Morales en Bolivie en sait quelque chose (depuis il a obtenu la majorité mais cela n'a rien changé, c'est une autre question).

Comme on vient de le voir, l'Assemblée constituante n'est pas forcément la panacée, loin de là, mais il y en a toujours pour se contenter des apparences et soutenir aveuglément cette perspective, même la direction de l'UGTT (IO n°133) y est favorable c'est pour dire, à la seconde version que j'en ai donné évidemment puisqu'elle ouvre la voie à un parlement bourgeois de fait.

Je ne sais pas s'il existe un embryon de parti révolutionnaire en Tunisie, sa construction demeure à l'ordre du jour évidemment. (A suivre)

Nous manquons cruellement d'informations sur la situation en Tunisie. *Informations ouvrières* se targue cette semaine d'être "le seul journal" à rendre compte de l'activité des comités populaires, pour n'en donner finalement qu'un bref aperçu, idem pour ce qui se passe réellement dans les grandes entreprises ou les multinationales. Ils ont fourni des informations concernant une poignée d'entreprises, alors qu'il y a plus de 2.000 entreprises étrangères en Tunisie, quelque 1300 françaises, 400 italiennes et quelques centaines américaines, plus les grandes entreprises dirigées par le clan Ben Ali-Trabelsi et quelques riches familles. Ceci dit, c'est mieux que rien et ils ont raison de le signaler.

Le POI encore une fois donne la parole (une demi-page) à un des bureaucrates de l'UGTT qui hier encore fréquentaient assidûment Ben Ali ! Dans son interview on y trouve tout et son contraire quand on le lit attentivement, ce qui apparemment ne gêne pas le moins du monde le POI. Il peut apparemment tout ce permettre puisqu'il indiquait qu'il était prêt à appeler à la grève générale. Hier vous avez lu que l'appel à la grève illimitée dans l'enseignement avait été annulée le soir même, soit le premier jour, bien qu'elle ait été suivie à 90% (dans le primaire). On attend de voir ce qui s'est réellement passé hier à Sfax où l'UGTT avait appelé également à la grève générale.

Qu'il nous faille prendre la défense de l'UGTT contre les attaques dont il a été l'objet, cela va de soi inconditionnellement, de plus c'est la seule organisation ouvrière du pays dans laquelle officiellement 500.000 travailleurs étaient organisés (Libération). On peut le faire sans forcément servir la soupe à ses dirigeants corrompus.

En Tunisie la révolution est partie des couches moyennes (des jeunes diplômés) vouées à la prolétarianisation, en Egypte également, à ceci près que l'Egypte compte quatre fois plus d'habitants que la Tunisie, ce n'est qu'une hypothèse, mais il semblerait qu'une révolution soit plus difficile à démarrer dans un pays fortement peuplé et qui plus est à se structurer. En comparaison en France les couches moyennes roulent en 4x4 flambant neuves...

Hier soir sur TV5Monde Asie, ils ont diffusé un excellent documentaire sur la Résistance en France pendant la seconde

guerre mondiale, et j'ai noté qu'à un moment donné un des intervenants expliquait qu'il existait une multitude de réseaux à travers tout le pays, mais que leur action n'était pas coordonnée et risquait de s'endiguer, et un gaulliste de lui répondre que c'était parce qu'ils leur manquaient une orientation à leur combat, ce qui était exact, lacune qu'allait combler justement le gaullisme et il ne pouvait pas en être autrement. Cela m'a fait penser à la situation en Tunisie où c'est le parti qui fait le plus défaut pour donner une orientation politique (et définir des tâches) correcte au combat des comités populaires révolutionnaires.

J'ai noté également qu'au tout début la Résistance s'était organisée autour de tracts, puis de journaux réalisés avec les moyens du bord et distribués sous le manteau, et qu'un par un ils avaient recruté les résistants, puis formé des réseaux... Ce qui a attiré mon attention, c'était davantage la manière dont ils avaient été rédigés, dans un langage très simple, avec des mots ordinaires compréhensibles par tous, cela m'a fait pensé à ce que j'ai écrit encore récemment sur ce sujet.

Aujourd'hui on ne manque pas de journaux et de moyens d'information, on en regorge, par contre, on se demandera pourquoi les travailleurs ne se reconnaissent-ils pas dans un ou des partis politiques, même sans parler de s'organiser ou de militer, pourquoi les publications qu'on leur propose ne les intéressent pas ? Parce que les conditions objectives ne seraient pas mûres pour certains, pour d'autres parce qu'ils n'ont pas d'argent, insuffisant comme réponse, non ?

## Politique.

### 1- France

#### 1.1- A bas le capitalisme ! Une idée qui fait son chemin.

Les Français sont toujours les chantres de l'opposition au capitalisme. Un sondage réalisé par l'Ifop pour «La Croix» révèle mercredi qu'un Français sur trois juge qu'il faut abandonner le système capitaliste.

Selon ce sondage réalisé dans dix pays, et diffusé alors que début le Forum mondial de Davos, les Français seraient les plus anticapitalistes du monde. Ils ne sont en effet que 15% à juger que le système économique actuel «*fonctionne plutôt bien*», contre 65% des Chinois, 46% des Allemands, ou encore 55% des Américains.

Les Français sont également plus nombreux à sentir les effets de la crise. Alors que 21 % seulement des Allemands se sentent «*en pleine crise*», les Français sont 53 % à avoir ce sentiment. Seul les Italiens sont plus nombreux (58%).

Un point commun entre les dix pays: la crainte de voir une nouvelle crise économique «*éclater dans les prochaines années*». «*C'est le cas pour neuf Français sur dix, les trois quarts des Chinois et les deux tiers des Néerlandais*», note La Croix. (20minutes.fr 26.01)

#### 1.2- Le gouvernement minoritaire et illégitime des riches, des privilégiés, des capitalistes.

A quinze mois de la présidentielle Nicolas Sarkozy a rencontré, mardi soir à Paris, les grands donateurs de l'UMP. Selon RTL et France Inter, qui ont relaté la réunion, le chef de l'Etat est arrivé discrètement par une porte dérobée dans un hôtel de la Porte Maillot, où se tenait le meeting.

Jean-François Copé a appelé ce Premier cercle à travailler avec l'UMP pour qu'"*ils puissent apporter leurs éclairages, leurs expériences, leurs contributions pour l'élaboration du projet (présidentiel), puisque pour beaucoup d'entre eux, il s'agit d'entrepreneurs, de gens qui ont une expérience dans le monde très intéressante et utile, dans l'intérêt de notre pays*".

Surtout, ils disposent d'importants moyens financiers, et ça, le patron de l'UMP ne veut pas s'en passer: "*J'ai dit que nous avons besoin de soutiens qui sont à l'honneur de notre démocratie, puisque ces soutiens financiers sont encadrés par la loi, plafonnés, et déclarés*". (Lexpress.fr 26.01)

Comme les enveloppes de Bettencourt par exemple !

Que le "*projet (présidentiel)*" de l'UMP corresponde aux intérêts des amis du Président, ils ne vont pas le claironner sur tous les toits. Pas besoin, les travailleurs savent dorénavant à quoi s'en tenir : quoi qu'ils disent, quoi qu'ils fassent, et c'est bien le drame, le leur bien sûr !

#### 1.3- Vente d'armes et de matériel de répression au dictateur Ben Ali.

Selon la direction générale des douanes françaises, sept tonnes de matériel de maintien de l'ordre, dont des grenades lacrymogène soufflantes et éclairantes, des lance-grenade, des boucliers, des tenues de protection et des matraques, ont été bloquée à l'aéroport parisien de Roissy le 14 janvier vers 19h30 (18h30 GMT), après le départ de Zine Ben Ali.

L'autorisation d'exporter avait bien été donnée au fournisseur français mais les douaniers souhaitaient, "dans le cadre de leurs prérogatives et compte tenu de la sensibilité de la destination et du matériel", vérifier les 40 palettes, a-t-on précisé à Reuters de même source.

L'inspection a cependant dû être reportée au lundi 17 au matin après que le fournisseur eut averti que la cargaison n'était pas complète, ajoute la direction générale des douanes.

"Nous n'avions pas reçu d'instruction particulière", précise-t-elle. "Si tout le matériel avait pu être présenté vendredi soir et s'il était conforme, il n'y avait pas de motif particulier de le bloquer."

C'est seulement lundi matin que le ministère des Affaires étrangères, averti entretemps, a suspendu l'autorisation d'exportation, bloquant de facto le matériel en douanes, ajoute-t-on de même source.

François Fillon a pour sa part accusé la gauche d'avoir accepté de livrer au ministère de l'Intérieur et à la présidence de Tunisie, quand elle était au pouvoir entre 1997 et 2002, des armes à feu, des grenades de divers types et des menottes. (Reuters 26.01)

Michèle Alliot-Marie savait-elle que des grenades lacrymogènes étaient en partance pour la Tunisie quand elle a proposé le "savoir-faire" de la France en matière de "maintien de l'ordre"? Oui, affirme le Monde dans son édition datée de jeudi.

Selon le quotidien, les services de la ministre des Affaires étrangères ont joué un rôle central dans l'exportation de ce matériel. Ces exportations nécessitent en effet la triple signature des ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de la Défense et le dossier est traité "en lien avec l'ambassade de France en Tunisie".

Or, le 11 janvier, jour des déclarations de MAM, dont elle assure qu'ils ont été déformés, les trois ministères auraient déjà donné leur validation. Un accord qui date de l'époque de Bernard Kouchner, assurent les collaborateurs de la ministre. (Lexpress.fr 26.01)

Entre temps Ben Ali avait pris la fuite !

Maintenant que la "gauche" ait soutenu et armé des dictateurs quand elle était au pouvoir, on le savait déjà, elle a poursuivi la politique réactionnaire de la "droite" jusque dans les moindres détails, concourant ainsi à détourner toujours plus les travailleurs de la politique et des partis au profit d'autres formes d'organisation dans lesquelles les idées de la classe dominante pouvaient s'ébattre à loisir. Ceci pour la France. Et dans des pays comme la Tunisie, c'est la soumission de tous les partis à la dictature qui se manifeste aujourd'hui dans le rejet par les travailleurs de tous les partis avec pour conséquence soit l'incapacité de donner une orientation politique correcte à leur combat, soit de définir les tâches et les moyens pour la mettre en oeuvre ou les deux à la fois.

#### 1.4- L'Internationale antisocialiste.

Martine Aubry a apporté son soutien aux Egyptiens qui manifestent. «Moi je ne dis pas "Moubarak dégage!", je dis "nous soutenons tous les peuples qui se battent"», a lancé la n°1 du parti socialiste sur Europe 1.

Elle a indiqué que le PS va demander «une revue» des partis membres de l'Internationale socialiste. Le RCD, l'ex-parti de Ben Ali, en a été exclus, mais seulement quatre jours après la chute du dictateur. Le député socialiste Pierre Moscovici se prononce, lui, pour un «ménage», soulignant que le Front populaire ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo n'y avait «plus sa place», et le parti de l'Egyptien Hosni Moubarak, «probablement pas non plus». (Libération.fr 26.01)

On n'a pas le temps de faire ici la liste de tous les partis pourris dirigés par des dictateurs sanguinaires et affiliés à cette organisation contre-révolutionnaire. Vous aurez noté au passage l'hésitation d'Aubry à propos du parti de Moubarak. Et il faudrait voter PS en 2012 pour "battre la droite" ! Autant voter pour les tyrans Ben Ali, Gbagbo ou Moubarak !

## 2- Tunisie.

### 2.1- L'impérialisme américain au chevet du gouvernement transitoire vacillant.

Avant de prendre l'avion pour Paris au terme d'une visite de trois jours en Tunisie, le sous-secrétaire d'Etat américain pour le Proche-Orient Jeffrey Feltman.

Jeffrey Feltman, premier responsable politique d'une puissance occidentale à se rendre en Tunisie depuis la fuite de Ben Ali, a qualifié d'"encourageantes" les mesures prises par le gouvernement transitoire pour "une plus grande ouverture et des réformes politiques importantes".

Il a fait part de la disposition des Etats-Unis à "fournir une assistance pour l'organisation d'élections libres et transparentes". (AP 26.01)



Je vous passe le reste de sa déclaration d'un cynisme et d'une hypocrisie qui ne trompera aucun travailleur tunisien, du genre : *"Le peuple a aujourd'hui le droit de s'exprimer et de manifester pour dégager sa frustration"* alors qu'il était baillonné par le dictateur Ben Ali depuis 23 ans avec le soutien de l'impérialisme américain.

## 2.2- La journée d'hier

Les partisans du gouvernement de transition, plusieurs centaines de personnes, défilent en groupe sur l'avenue Bourguiba, l'artère centrale de Tunis. Quelques pancartes : *«Le vrai choix se fera par le vote, en attendant soyons unis»*, ou encore, inscrit en rouge et noir, *«Appel aux enseignants : travaillez ! L'avenir de nos enfants n'est pas un jeu.»* Depuis le trottoir, les *«anti»* regardent. La rencontre est électrique.

*«Nous, on est debout, pas vous !»* crie Hichem, grosse moustache, prof d'une cinquantaine d'années. *«C'est pas vrai, le pays est dans l'anarchie totale, il faut se remettre au travail»*, répond Chaer, trader, les cheveux gominés et rasés de près. Ceux qui manifestent en faveur du gouvernement de transition démentent évidemment s'être déplacés à l'appel de l'ex-parti au pouvoir. Mais les observateurs sont sans appel : c'est la première fois que le RCD ressort dans la rue depuis le départ de Ben Ali. *«Le risque de contre-révolution est réel»*, commente Nizar Amami, membre de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT). Dans la journée, pour la première fois, des incidents ont été signalés à Gafsa, Monastir et Sousse.

Au siège de l'Union syndicale maghrébine, l'UGTT travaille à l'élaboration d'une sortie de crise. Avec des bureaux présents dans tout le pays et 500 000 adhérents, c'est la seule force structurée de la société civile. L'ensemble des associations tunisiennes et des partis politiques légaux et non reconnus ont donc été invités autour d'une table. La proposition : demander au président par intérim, Fouad Mebezza, de dissoudre le gouvernement de transition, puis en constituer un nouveau débarrassé des membres de l'ancien régime.

*«Si on ne dissout pas ce gouvernement comme le demande la rue, la semaine prochaine, ce sera le président par intérim qui sera remis en cause, et ensuite la rue risque de demander à l'armée d'intervenir, nous voulons éviter ça»*, explique Me Abdelaziz Mezoughi, membre de l'association pour l'indépendance de la justice.

Hier soir, la Tunisie attendait toujours l'annonce du remaniement ministériel *«imminent»*. Pendant ce temps, différents ministères signalaient la destruction de leurs archives. Des restes de papiers découpés jonchaient encore les trottoirs. De nouvelles manifestations et grèves sont annoncées pour aujourd'hui. (Libération.fr 27.01)

Le gouvernement tunisien a tenté mercredi de donner des gages de rupture avec l'ancien régime de Zine ben Ali avec l'exclusion probable des ministres *«bénalistes»* et le lancement d'un mandat d'arrêt international contre l'ex-dirigeant et son épouse exilés en Arabie saoudite.

Le remaniement promis pour mercredi devrait finalement concerner des ministères régaliens, ainsi que l'exigent les manifestants désireux de tourner complètement la page de l'ère Ben Ali, renversé le 14 janvier après un mois de contestation sociale et politique dans la rue. Les portefeuilles de l'Intérieur, de la Défense et des Affaires étrangères, dont les titulaires étaient membres du RCD, le parti de Ben Ali, devraient ainsi changer de mains, a-t-on appris dans les milieux politiques.

Dans un premier temps, il était prévu que le remaniement consisterait essentiellement à remplir les postes laissés vacants par cinq démissions. Des manifestants réclament depuis des jours que le gouvernement mis en place dans l'attente d'élections soit purgé des ministres autrefois membres du RCD. Ce mercredi encore, la centrale syndicale UGTT avait lancé un mot d'ordre de grève générale à Sfax, deuxième ville et centre économique de Tunisie, où des milliers de manifestants ont réclamé la démission du gouvernement. (hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, ils ont parlé de 50.000 manifestants à Sfax - note du site)

Des heurts ont d'ailleurs à nouveau opposé mercredi des manifestants à la police, près du palais gouvernemental de la Kasbah à Tunis, après plusieurs jours de protestation globalement pacifique. La police a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser des centaines de personnes, en majorité des adolescents et des jeunes gens, qui jetaient des pierres.

Il semblait s'agir de jeunes manifestants venus de régions rurales déshéritées qui campent devant le siège du gouvernement. Ils ont crié aux forces de sécurité qu'elles étaient la *«police de Leila»*, allusion à l'épouse honnie de Ben Ali, accusée d'avoir une influence excessive sur son mari et des goûts de luxe. (20minutes.fr 26.01)

## Social.

### 1- France.

#### 1.1- Le chômage a nettement rebondi en décembre.

Le nombre de demandeurs d'emploi toutes catégories confondus s'est établi à 4.051.700 en métropole, soit environ 222.000 personnes de plus sur l'ensemble de 2010 (+5,3%). En ajoutant les départements d'Outre-mer, 4.309.500 personnes étaient inscrites en catégories A, B ou C fin décembre.

Le nombre des moins de 25 ans en catégorie A a augmenté de 1,1% en décembre, mais a baissé de 5,2% sur un an.

Celui des 50 ans et plus a augmenté de 1,6% sur un mois et a bondi de 16,3% sur un an.

Le nombre des chômeurs de longue durée - inscrits à Pôle Emploi depuis un an ou plus - a augmenté de 1,4% en catégories A, B, C et a progressé de 19,8% sur un an en France métropolitaine. (Reuters 26.01)

1.2- Un régime qui craque de partout... Est-ce que cela annoncerait prochainement sa chute ? A la tunisienne par exemple ?

Quatre-vingt-dix CRS de la compagnie de Sainte-Foy-les-Lyon se sont fait porter pâle ce mercredi pour manifester leur colère contre le projet de fermeture de leur compagnie.

Ces policiers, qui représentent 70% des effectifs de la compagnie, ont présenté des arrêts maladie à leur hiérarchie pour justifier leur absence au service, la seule façon pour eux, qui sont interdits de droit de grève et soumis au devoir de réserve, d'exprimer leur mécontentement. (Lexpress.fr 26.01)

Saviez-vous que les CRS avaient été créés en 1944. Par le fameux Conseil national de la résistance dont on nous rebat les oreilles ?

1.3- Grève des dockers

Dans un communiqué diffusé mercredi, la fédération CGT des ports et docks appelle à une grève de 24 heures pour les dockers les 28 et 30 janvier, et au même mouvement pour l'ensemble des établissements portuaires les 29 et 31 janvier.

La CGT prévient par ailleurs qu'elle maintient un préavis de grève nationale reconductible "*pouvant s'appliquer de une minute à 24 heures*". Le syndicat annonce également qu'il envisage "*une manifestation sur Paris pour interpeller les élus du peuple*".

L'organisation syndicale accuse le gouvernement de remettre en cause, dans le cadre de la réforme des retraites, un accord sur la pénibilité validé le 27 octobre dernier avec le patronat, et par le cabinet de Jean-Louis Borloo, alors ministre de tutelle du secteur. (AP 26.01)

2- Grande-Bretagne.

Barclays a annoncé mercredi son intention de supprimer environ 1.000 postes au Royaume-Uni, la banque britannique ayant décidé de mettre fin à son activité de conseil financier dans ses agences.

Barclays prévoit de recentrer sur internet son offre de conseil en investissement. La banque estime que maintenir des conseillers dans ses agences devient de moins en moins rentable. (Reuters 26.01)

## Economie.

Au lendemain du discours de Barack Obama sur l'état de l'Union, la Fed est donc pour l'instant un témoin passif dans le grand débat engagé à Washington : comment réduire le déficit budgétaire qui s'annonce record en 2011, à 1 480 milliards de dollars, d'après le bureau du budget du Congrès ?

Le temps où démocrates et républicains pouvaient faire croire que le déficit budgétaire serait maîtrisé sans de douloureuses coupures dans des programmes sociaux et militaires populaires est révolu.

Les dépenses militaires, à elles seules, représentent près de 900 milliards de dollars. Or, à ce jour, la Maison-Blanche ne propose pas plus que 78 milliards de dollars de réductions de ces crédits, étalées sur cinq ans. (Reuters 26.01)

[Haut de page ↗](#)

Le 28 janvier

Ça baigne pour eux :

- Le chiffre d'affaires trimestriel d'Amazon.com en hausse de 36% - Reuters
- Hausse de 6,7% du CA d'Areva en 2010 - Reuters
- Comment la Française des Jeux a touché le jackpot en 2010 - 20minutes.fr
- JCDecaux dépasse son objectif de croissance du CA en 2010 - Reuters
- Vinci confiant pour 2011, CA 2010 supérieur aux attentes - Reuters
- 2010, année record pour l'hôtellerie parisienne - Reuters
- Baisse de 4,2% des défaillances d'entreprises en 2010 - Reuters
- Ventes record pour Christie's en 2010, à 5 milliards de dollars - Reuters

Parole d'internaute.

A force de tirer sur la corde elle finira bien par céder... sauf celle pour les pendre !

1- (après l'annonce de la hausse des prix des produits de première nécessité par Bruno Lemaire) Mais faite donc! Augmentez le prix des produits de première nécessité. Ça nous donnera une raison de foutre tous ses mafieux du gouvernement dehors et on suivra l'exemple de la Tunisie sauf que nous on ressortira la guillotine et les têtes vont tomber! Pas question qu'elles s'enfuient! On attend que ça!

2- toutes les semaines les prix augmentent incidieusement de quelques centimes, encore et encore ! ça pourra pas durer longtemps comme ça !

Politique.

1-France. C'est "**bien entendu**", on ne peut vivre que de mal en pis dans leur société.

Hervé Morin, président du Nouveau Centre, et Jean Arthuis, président de l'Alliance centriste, ont lancé jeudi la Confédération centriste, première étape dans la reconstruction de cette mouvance. (Reuters 27.01)

«*Dans les prochains mois, les prix de la baguette de pain, des pâtes, de la farine, de l'huile, de tous les produits de première nécessité, de la viande, vont bien entendu augmenter*», a déclaré jeudi le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire. La hausse est «*négluctable*», selon lui. (20minutes.fr 27.01)

2-Hongrie.

Quelque 7 000 manifestants ont réclamé, jeudi 27 janvier dans la soirée, à Budapest, le retrait de la loi controversée sur les médias, que le gouvernement du conservateur Viktor Orban s'est engagé à modifier après une salve de critiques internationales.

Ce jeudi, quatre autres cortèges ont été recensés dans des villes de province. (Lemonde.fr 27.01)

3- Yemen

Inspirés par les exemples tunisien et égyptien, des milliers de Yéménites sont descendus jeudi dans les rues de la capitale, Sanaa, pour réclamer un changement de gouvernement et des réformes politiques.

Plusieurs rassemblements organisés en quatre endroits distincts ont réuni environ 16.000 personnes, selon une estimation de Reuters.

La foule a dénoncé la corruption et demandé le départ du président Ali Abdoullah Saleh, au pouvoir depuis plus de 30 ans.

"*Le peuple veut un changement de président*", ont scandé des manifestants qui brandissaient aussi des pancartes réclamant une amélioration des conditions de vie au Yémen, pays le plus pauvre du monde arabe.

L'un de ces manifestants, Ayoub Hassan, a prévenu: "*Si le parti (au pouvoir) ne répond pas à nos exigences, nous allons intensifier notre mouvement jusqu'à la chute du président, comme cela s'est passé en Tunisie.*"

Quelques policiers armés de matraques ont observé silencieusement les rassemblements, qui se sont terminés dans le calme.

Dans un autre quartier de la capitale, une manifestation pro-gouvernementale a réuni quelques centaines de personnes.

Les manifestations actuelles semblent aussi constituer une réaction à une proposition formulée fin 2010 par des membres du parti de Saleh, le Congrès populaire général. Cette proposition visait à supprimer la limite fixée au nombre de mandats présidentiels, qui devrait contraindre Saleh à quitter le pouvoir à l'expiration en 2013 de son actuel mandat.

L'opposition a tenté en vain de mobiliser la population contre cette idée en décembre.

Pour certains observateurs, la forte mobilisation observée ces derniers jours semble être la conséquence directe de la réussite de la révolution tunisienne.

"Avant les événements en Tunisie, ils ont tenté de faire descendre les gens dans la rue mais n'ont pas réussi, donc leur capacité à obtenir maintenant une forte participation est profondément influencée par les événements en Tunisie", a remarqué Abdoulghani al Iryani, spécialiste du Yémen.

Saleh a par ailleurs promis cette semaine une augmentation d'au moins 47 dollars du salaire mensuel des fonctionnaires et des militaires. (Reuters 27.01)

## Syndicat.

« Bernard Thibault veut jeter l'éponge » titrait jeudi matin *Le Parisien*. D'après le quotidien, le patron de la CGT aurait l'intention de quitter la tête du syndicat à la fin de l'année, c'est-à-dire avant le terme de son mandat prévu pour fin 2012. Une confidence que Bernard Thibault aurait partagée avec les huit membres du bureau exécutif de la CGT lors d'une petite « retraite » de deux jours en décembre dernier. « Je pars à la fin de l'année, de manière à ce que mon successeur soit en place avant la présidentielle », rapporte un cadre de la CGT dans les colonnes du quotidien. L'article évoque également un Bernard Thibault « fatigué », usé par « l'échec du conflit sur les retraites, les bisbilles internes » et des « problèmes de dos et familiaux ».

Informations « très clairement » démenties dans la matinée par Bernard Thibault.

Et pourtant. Sous couvert d'anonymat, un autre membre du bureau confédéral confirme les informations révélées dans *Le Parisien* et assure que la question du départ anticipé de Bernard Thibault a bien été mise sur la table. « C'est vrai, c'est quelque chose qui a été évoqué et sur lequel on essaie de travailler », explique notre interlocuteur. « Il l'a évoqué en disant qu'il ne faut pas que le futur secrétaire général prenne le relais en 2013 mais bien avant et si possible avant la présidentielle, en novembre ou décembre », ajoute ce cadre de la CGT. « Etant donné les faits mentionnés dans l'article, je pense que c'est quelqu'un du bureau qui a parlé », assure notre témoin. Celui-ci fait notamment référence à la réunion du bureau lundi dernier, évoquée dans *Le Parisien* et à l'issue de laquelle Bernard Thibault aurait « claqué la porte ». « Il n'y avait que nous », précise le cadre de la CGT qui voit dans cette « fuite » dans la presse « une bêtise ou confidence délibérée instrumentalisée par ceux qui veulent faire sortir les loups du bois ou se placer ». (Publicsénat.fr 27.01)

Guaino ou Soubise a dû l'appeler pour lui dire que c'était une mauvaise idée et qu'il fallait qu'il tienne le coup au moins jusqu'aux présidentielles. C'est pas sympa de vouloir fausser compagnie à son pote Sarkozy, alors qu'il va rencontrer des difficultés pour se faire réélire en 2012, quand on partage le sale boulot, il faut assumer jusqu'au bout...

[Haut de page ↗](#)

---

Le 29 janvier

## Politique.

1- France.

Après les candidatures des députés communistes André Chassaigne et André Gerin, puis celle de l'eurodéputé du Parti de Gauche Jean-Luc Mélenchon, c'est au tour du député apparenté communiste Maxime Gremetz d'« officialiser » la sienne ce vendredi après-midi. (Rue89 28.01)

2- Jordanie.

Plus de 3 000 personnes, selon la police, sont descendues dans la rue après la prière, vendredi 28 janvier à Amman, la capitale de

la Jordanie, pour protester contre la vie chère et la politique économique du gouvernement, avec l'Egypte et la Tunisie en toile de fond.

Sur les banderoles, on pouvait ainsi lire : '*A bas le gouvernement Rifaiï* (en référence au premier ministre jordanien, Samir Rifaiï), '*Nous voulons un gouvernement de salut national*', '*Pas d'alternative aux réformes politiques*', '*Ensemble pour des réformes politiques et économiques*'.

Des partis politiques de gauche et des syndicats professionnels participaient au défilé, lequel était encadré par un important dispositif policier. A la mi-journée, aucun incident n'avait été enregistré. Des manifestations avaient lieu également à Irbid, ville située au nord de la capitale jordanienne, Al-Karak, Maan et Diban, dans le sud du pays, avec une première estimation totale de 'près 2 000 personnes', selon le porte-parole de la police, Mohamad Khatib.

Ces manifestations contre la vie chère sont les troisièmes dans le royaume depuis la chute de l'ex-président tunisien Ben Ali. Le gouvernement a annoncé le déblocage de près 500 millions de dollars (365 millions d'euros) pour augmenter les salaires des fonctionnaires et des retraités civils et militaires, favoriser la création d'emplois et faire baisser les prix. (Lemonde.fr 28.01)

## Social.

Espagne.

Selon des données de l'Institut national des statistiques (INE) publiées vendredi, le taux de chômage s'est établi à 20,3%, un record au sein de l'Union européenne.

*"Le problème désormais est que le revenu disponible des ménages s'écroule et que les comptes des entreprises n'affichent pas une santé brillante non plus"*, juge David Owen, économiste chez Jefferies.

*"Dans cet environnement, on peut s'attendre à ce que le taux de chômage reste élevé, voire qu'il augmente. Les problèmes de l'Espagne ne sont pas vraiment près de s'envoler."*

Le nombre de demandeurs d'emploi a grimpé à 4,7 millions. (Reuters 28.01)

## Economie.

Le PIB américain a retrouvé son niveau d'avant la crise, selon les chiffres officiels de la croissance publiés vendredi à Washington.

Sur l'ensemble de l'année, le produit intérieur brut de la première puissance économique mondiale a progressé de 2,9% par rapport à 2009, pour atteindre 14.660 milliards de dollars, selon la première estimation de la croissance annuelle communiquée par le département du Commerce. (20minutes.fr 28.01)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 30 janvier

On reviendra demain ou dans deux jours sur les premiers enseignements à tirer de la révolution tunisienne et ses répercussions dans d'autres pays.

Hier j'ai entendu un journaliste expliquer que la révolution tunisienne et le soulèvement en cours en Egypte étaient le produit de Facebook et de ce qu'ils appellent les "*réseaux sociaux*", qu'ils opposent volontiers aux partis ouvriers, avant d'être repris par une intervenante qui a précisé qu'Internet et les SMS avaient certes joué un rôle mais qu'ils n'avaient été que des outils au service de la population pour obtenir des informations sur les lieux des manifestations ou suivent le déroulement des faits, sans plus. Il est toujours bon de remettre les choses à leur place. Facebook n'a pas pu, ne peut pas et ne pourra jamais combler l'absence du parti ou s'y substituer.

Il y a trois jours, toujours aux infos du soir sur TV5Monde Asie, je l'avais noté sur un morceau de papier, un journaliste interviewait un ouvrier égyptien dans une ruelle sombre et étroite du Caire. Il lui a demandé comment il avait vécu cette journée de mobilisation contre le régime. En guise de réponse il a brandi deux cartouches vides de bombes acrymogènes. Le journaliste lui demande alors s'il avait répondu à l'appel lancé sur Internet et il lui a répondu : "*nous sommes sortis dans la rue dans notre quartier pour manifester comme tout le monde parce qu'on vit dans la misère et voilà comment on a été accueillis. Comment voulez-vous qu'on réponde à un appel lancé sur Internet, on n'a même pas de quoi manger et nourrir notre famille*", autrement dit, on est trop pauvre pour avoir un ordinateur ou savoir comment ça marche Internet, Facebook et Cie.

Ce sont les couches moyennes ou la petite-bourgeoisie qui utilisent Internet pour s'exprimer et éventuellement se mobiliser, pas le prolétariat et surtout pas ses couches les plus pauvres, ils se contentent des journaux ou de la radio et du bouche à oreille. Ceci n'est pas seulement valable pour les pays où un habitant sur deux vit en dessous du seuil de pauvreté, on a vu récemment qu'en Belgique une partie de la population était descendue dans la rue pour demander aux différents partis politiques pourris qui se sont succédés au pouvoir au cours des 50 dernières années de bien avoir l'obligeance de former un gouvernement, qui assurément résoudra les problèmes économiques et sociaux auxquels la classe ouvrière doit faire face quotidiennement, ce dont ils se foutent éperdument. Facebook et les "*réseaux sociaux*" sont principalement utilisés par les petits-bourgeois individualistes qui rejettent tous les partis ouvriers sans faire preuve du moindre discernement, selon le principe bien connu mais pas toujours avoué (Carré rouge) : tous pourris !

Entre une prise de conscience soudaine qui s'exprime individuellement et de façon anarchique, et une conscience forgée sur une longue expérience qui s'exprime collectivement et de façon organisée, il ne faut confondre ni leur contenu et ni leur portée. La première est vécue comme une abstraction, un fait qui rompt avec l'inconscience dans laquelle on baigne habituellement et dans laquelle on peut replonger aussitôt, la seconde est un état permanent, un acquis qui n'a pas besoin d'un événement exceptionnel pour exister et continuer d'exister.

On ne peut pas accéder à un état de conscience supérieur en une étincelle, comme par miracle, à ce stade il est forcément superficiel. Or lors d'une révolution, il faut absolument avoir conscience de l'ensemble de la situation avant même qu'elle éclate, pendant son développement pour définir les tâches et les objectifs qu'elle doit se fixer pour aller de l'avant, renverser les obstacles qui se dressent sur son chemin, etc. Et une révolution étant un processus vivant, dynamique, pendant lequel les différentes classes affûtent leurs armes et s'affrontent, si elle ne trouve pas les moyens d'aller de l'avant, elle reflue et elle peut être vaincue ou s'arrêter aussi soudainement qu'elle a vu le jour. D'où le rôle irremplaçable du parti qui exprime consciemment le mouvement largement inconscient qui est en train de se dérouler, pour le guider ou l'éclairer dans la bonne direction, pour vaincre notre ennemi et prendre le pouvoir.

Une révolution est une guerre de classes ouverte, déclarée, où les différentes classes sont engagées dans la lutte pour le pouvoir, alors comme dans toute guerre, il est impossible de ne pas concevoir que les questions de tactique et de stratégie n'auraient pas réellement d'importance, elles sont capitales au contraire. Là non plus, on ne nous fera pas croire que ces questions peuvent être résolues spontanément par des éléments isolés dans la société. De plus, les réponses à ces questions vont être d'ordre matériel, organisationnel que seul un parti de centaines de milliers de militants à les moyens de mettre en oeuvre. (A suivre)

En France, on a un président et un régime en place depuis plus de 52 ans, alors qu'ils sont rejetés par l'immense majorité de la classe ouvrière et des masses. C'est seulement l'ignorance et le faible degré d'organisation de la classe ouvrière qui leur permettent de se maintenir en place. Dans cette ignorance figure le rôle des partis qui se réclament du socialisme (PS et ses satellites) et qui sont en fait contre-révolutionnaires, ainsi que celui des appareils réactionnaires des syndicats subordonnés au capitalisme, qui ensemble constituent des obstacles (qui ne seront pas toujours insurmontables) à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat pour renverser les institutions de la Ve République...

Comment doit-on appeler un régime qui gouverne contre la volonté de la majorité du peuple sinon une dictature ? La dictature connaît certes des degrés sur le plan politique, mais sur le plan social elle commence avec l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'esclavage au salariat en passant par le servage, la servitude humaine est bien une constante du développement de l'humanité, avec comme pendant la lutte des classes pour s'en délivrer.

Qu'est-ce une démocratie sinon un régime qui respecte la volonté exprimée par la majorité du peuple. Un régime qui maintient dans la pauvreté une partie de la population, peut-il prétendre que telle aurait été la volonté du peuple, serait-il légitime pour agir de la sorte, peut-il être qualifié de démocratique ? En fait, pas plus que la liberté, la démocratie n'a existé dans sa forme achevée jusqu'à nos jours.

Pour répondre à la question précédente, un régime qui ne s'appuie pas et ne représente pas les intérêts de la majorité des masses laborieuses ne possède pas les caractéristiques qui définissent la démocratie. C'est seulement quand la classe majoritaire dans la société détient le pouvoir que la démocratie peut s'épanouir, donc pour la conquérir il faut commencer par s'organiser et préparer les conditions qui permettront de renverser la classe minoritaire qui est au pouvoir. La démocratie n'est qu'une étape sur la voie qui mène au royaume de la liberté une fois que les classes et l'Etat se sont éteints...

Depuis l'Antiquité, il n'a jamais existé de véritable démocratie dans le monde si l'on s'en tient strictement à la définition de ce mot, car jamais la majorité des exploités n'a détenu le pouvoir, à l'exception de la Commune de Paris pendant 72 jours et de la République des soviets de 1917 jusqu'au milieu des années 20, dans tous les autres cas elle a été confisquée, ces principes dévoyés par la minorité des exploités prétendant gouverner au nom de l'intérêt général, pour en réalité satisfaire les besoins de la classe des capitalistes.

Ainsi, la démocratie ne doit pas être reconquise, puisque la majorité de la population ne l'a jamais conquise, et c'est seulement

par une révolution socialiste détruisant l'Etat des capitalistes que la classe majoritaire des exploités parviendra à la démocratie, dès lors qu'elle sera devenue la classe dominante dans la société et qu'elle exercera à son tour une dictature sur la classe des capitalistes, ce qu'on appelle la dictature du prolétariat. L'expression "dictature du prolétariat" peut choquer les âmes sensibles, il faut avoir à l'esprit qu'à la différence de la dictature du capital qui est l'expression d'une dictature imposée par la force par une minorité sur une majorité, dans le cas de la dictature du prolétariat, c'est le contraire, c'est la majorité qui impose par la force sa dictature à une infime minorité de la société, ainsi elle acquiert une légitimité à laquelle ne peut pas prétendre la dictature du capital.

Et pourquoi doit-il obligatoirement en être ainsi ? Parce que la classe des capitalistes ne disparaîtra pas du jour au lendemain et qu'elle continue d'exister à l'échelle mondiale, qu'elle continue son combat contre l'Etat ouvrier et la révolution prolétarienne dans l'espoir de les abattre et rétablir l'ancien régime. C'est seulement lorsque le capital aura été vaincu sur une large superficie de la planète ou pour ainsi dire à l'échelle de l'humanité, que le processus conduisant à l'extinction des classes sera bien avancé, que la dictature du prolétariat prendra fin, en même temps que les classes, l'Etat, les nations, les frontières, la démocratie et la politique...

## Politique.

### 1- Jordanie.

"Notre gouvernement n'est qu'un ramassis de voleurs", ont scandé quelque 200 manifestants rassemblés sous les fenêtres du siège du gouvernement derrière une banderole disant "Non à la pauvreté et à la faim".

"Nous sommes venus de loin, de régions rurales, jusqu'à Amman pour demander à Rifai de partir", a dit l'un des organisateurs de la contestation, Mohammed Sounaid.

"Nous appelons au renversement de ce gouvernement qui a massacré les pauvres. Il faut un gouvernement pour l'ensemble des Jordaniens, pas seulement pour les riches", a-t-il ajouté.

Ils protestent également contre les privatisations de ces dix dernières années qui, disent-ils, n'ont enrichi qu'une petite élite jordanienne.

Certains réclament une limitation des pouvoirs du roi Abdallah, qui nomme le gouvernement, approuve les lois et peut dissoudre le parlement. "Notre espoir est que les citoyens pourront choisir le gouvernement qui les représente", a dit l'activiste Ali Dalaïn, ancien député de la ville de Karak (sud). (Reuters 29.01)

### 2- Yemen.

De petits groupes d'opposants ont été dispersés samedi à Sanaa, la capitale du Yémen, où le parti au pouvoir a proposé un dialogue à l'opposition en vue de mettre fin aux manifestations hostiles au gouvernement.

Les protestataires yéménites scandaient "le peuple veut la chute du régime", ont rapporté des témoins. (Reuters 29.01)

## Economie.

Le conseil d'administration de Goldman Sachs, fleuron de Wall Street, a décidé de multiplier par trois le salaire du directeur exécutif, Lloyd Blankfein. Sa paie augmente ainsi de 600.000 à 2 millions de dollars (1,47 millions d'euros).

La générosité de la banque d'affaires ne s'arrête pas là. Elle a alloué un bonus de 12,6 millions de dollars (92,5 millions d'euros) à son patron, en hausse de 3,6 millions. Un niveau encore loin de celui d'avant la crise, Blankfein recevant à l'époque 68,5 millions de dollars de bonus, rappelle le New York Times . (Lefigaro.fr 29.01)

---

Le 31 janvier

Peu d'informations sur la Tunisie.

Après que le gouvernement RCD a fait évacuer par la force avec la complicité des dirigeants de l'UGTT les manifestants qui campaient devant le bureau du Premier ministre de Ben Ali pour exiger son départ ainsi que son gouvernement corrompu par le l'ex-dictateur au pouvoir, le prochain défi de ce gouvernement contre-révolutionnaire et des dirigeants de l'UGTT qui en sont les complices, va être de dissoudre les comités populaires révolutionnaires qui se sont constitués dans tout le pays et qui exigent l'élection d'une Assemblée constituante souveraine.

Finalement, en dehors du fait d'avoir chassé Ben Ali du pouvoir, qu'est-ce qui a changé dans la vie quotidienne des travailleurs tunisiens ? Quelles sont leurs revendications qui ont été satisfaites ou dont l'engagement a été pris qu'elles seraient satisfaites, je pense au salaire minimum et l'augmentation générale des salaires, le chômage, etc. ? Absolument rien. Et sur le plan politique ? Absolument rien. A suivre dans les jours qui viennent.

La révolution tunisienne et le soulèvement populaire en cours en Egypte a soulevé l'enthousiasme des militants et c'est bien normal, mais attention à ne pas céder aux illusions comme ce fut le cas en France au moment des dernières mobilisations (retraites notamment), car le réveil sera une fois de plus difficile à supporter. Si réveil il y a, ce dont je doute de plus en plus d'ailleurs. Certains trouvent utiles et le temps de barboter sur Facebook, mais trouvent inutiles de nous envoyer des contributions politiques ou de simples réflexions, cela ne trompe pas. Chacun a sa vérité, l'heure est à l'épanouissement des individualités, à la spontanéité des masses, quant à la réflexion collective, elle est toujours en panne et va droit dans le mur. Qu'on nous permette de nous en inquiéter sérieusement.

## Politique.

### 1- Egypte.

Le soulèvement qui se poursuit depuis six jours affaiblit d'heure en heure le raïs, aussi le soutien de la haute hiérarchie militaire est-il crucial au moment où s'écroulent les autres piliers de son appareil politique.

Les événements ont fait au moins 102 morts pendant les cinq premiers jours de mobilisation, selon un bilan officiel.

Alors que l'heure du couvre-feu sonnait sans être plus respectée que la veille, avions de combat et hélicoptères ont survolé la place. En fin d'après-midi, de nouveaux camions militaires sont arrivés dans le secteur, mais aucun n'est intervenu contre des manifestants.

"Hosni Moubarak, Omar Souleimane, vous êtes tous les deux des agents des Américains", criaient des manifestants faisant allusion à la nomination la veille de Souleimane, chef des renseignements, au poste de vice-président qui était vacant depuis l'arrivée de Moubarak au pouvoir en 1981.

De toute évidence, ceux qui se trouvaient sur la place Tahrir ne souhaitent pas voir remplacer l'appareil politique de Moubarak par un dispositif militaire comprenant ses plus proches alliés. "*Moubarak, Moubarak, l'avion attend*", scandaient-ils. Un grand rassemblement s'est aussi tenu à Alexandrie.

La réaction de l'armée égyptienne à la crise demeure ambivalente. Des soldats protègent les installations clés mais ne tentent pas de faire appliquer le couvre-feu par la force, et on les voit souvent fraterniser avec des manifestants.

Reste à savoir si les militaires maintiendront au pouvoir le raïs âgé de 82 ans, ou s'ils le sacrifieront aux intérêts nationaux de l'Egypte - et aux leurs.

On ne sait pas si Moubarak a décidé de consulter les généraux ou si ces derniers l'ont convoqué. En Tunisie, ce sont des généraux qui ont persuadé il y a deux semaines l'ex-président Zine Ben Ali de fuir le pays après des semaines de manifestations.

La crise s'est accentuée dimanche, la population se trouvant en butte à l'anarchie dans certains secteurs. La police ayant disparu, des groupes de citoyens munis de bâtons, de chaînes et de couteaux se sont organisés pour empêcher les pillages.

Plusieurs milliers de prisonniers se sont évadés de la prison de Wadi Natroun, à 100 km au nord du Caire, a indiqué dimanche une source au sein des services de sécurité.

Des représentants de la sécurité ont fait savoir que la police serait de retour dans les rues lundi.

On a pu observer des scènes quelque peu surréalistes où des soldats se tenaient près de chars couverts de graffiti et de slogans comme "*A bas Moubarak. A bas le despote. A bas le traître. Le pharaon hors d'Egypte. Ça suffit*". Interrogé à ce propos, un soldat a répondu : "*Ce sont des mots écrits par les gens. C'est le point de vue des gens*."

Le gouvernement égyptien a ordonné l'arrêt des activités de la chaîne Al Djazira sur son territoire. Il avait précédemment interrompu les communications par internet et les réseaux de téléphonie mobile pour réduire les capacités de mobilisation de la contestation.

Sans aller jusqu'à «*lâcher*» Hosni Moubarak, l'Administration Obama a clairement donné la priorité au changement en Égypte :



«*Nous souhaitons voir une transition en bon ordre. Nous demandons instamment au gouvernement Moubarak, qui est toujours au pouvoir (...), de faire ce qui est nécessaire pour faciliter ce genre de transition*», a déclaré la secrétaire d'État, Hillary Clinton. (Reuters, Lexpress.fr et Lefigaro.fr 30.01)

## 2- Soudan.

Des heurts ont opposé dimanche à Khartoum des policiers soudanais et des étudiants qui manifestaient pour réclamer la démission du gouvernement. Plusieurs étudiants ont été arrêtés.

Un demi-millier d'étudiants ont aussi manifesté à El Obeid, dans le Nord-Kordofan (ouest du Soudan).

La police a battu à coups de matraques des étudiants qui scandaient: "*Nous sommes prêts à mourir pour le Soudan*" et "*Révolution, révolution jusqu'à la victoire*". (20minutes.fr 30.01)

## 3- Sud-Soudan.

Le Sud-Soudan a voté de manière quasi unanime en faveur de son indépendance lors du référendum d'autodétermination destiné à clore définitivement plusieurs décennies de guerre civile.

Des milliers de personnes se sont mises à danser, chanter et crier lorsque les dirigeants ont annoncé que 99,57% des électeurs des Etats du sud du Soudan s'étaient prononcés pour l'indépendance, selon les premiers résultats officiels provisoires.

Les dirigeants du Sud-Soudan et les responsables du Nord doivent encore s'entendre sur un certain nombre de points, notamment le tracé de leur frontière, le partage des revenus pétroliers et le statut de la région d'Abyei.

Ce référendum d'autodétermination devrait aboutir officiellement le 9 juillet à la partition du plus grand pays d'Afrique. (Reuters 30.01)

## Social.

### Rififi chez les CRS.

Grèves de la faim et arrêts maladie se sont multipliés ce week-end chez les CRS de France après l'annonce d'une probable fermeture de deux compagnies à Marseille et à Lyon, a-t-on appris dimanche de sources syndicales.

La CRS 53 de Marseille-Saint-Barthélémy enregistrait dimanche 48 arrêts maladie, a-t-on appris de source policière. La CRS 54 de Marseille-Saint-Pierre, actuellement en déplacement à Paris, est en grève de la faim depuis samedi. La CRS 58 de Perpignan, compte de son côté 74 arrêts maladie sur un effectif de 84. Elle a refusé de se déplacer pour assurer la sécurité du match Arles Avignon-PSG.

Quant à la CRS 6 de Saint-Laurent-du-Var, qui a remplacé celle de Perpignan, "*elle a décidé de ne plus s'alimenter*", a expliqué David-Olivier Reverdy, le secrétaire régional d'Alliance-Police nationale, à l'Associated Press. Les repas ont été redistribués au Samu social du Vaucluse.

A Lyon, 90 CRS de Sainte-Foy-les-Lyon (Rhône), soit 70% des effectifs de la compagnie, avaient les premiers décidé mercredi de manifester leur protestation contre le projet de fermeture de leur compagnie, en présentant des arrêts maladie. Les CRS, comme tous les autres policiers, n'ont pas le droit de grève.

"*Le phénomène est en train de s'étendre. Il existe une vraie solidarité entre les CRS. Ils ne comprennent pas que l'on puisse être à contre-courant de la réalité des problématiques de délinquance, d'autant que le ministre de l'Intérieur était venu fin novembre à Marseille pour dire que les CRS resteraient aussi longtemps que possible*", a déclaré David-Olivier Reverdy, le secrétaire régional d'Alliance-Police nationale.

De son côté, le délégué régional CRS du syndicat Unité-SGP-Police, Raymond Vasquez, avait qualifié en fin de semaine la fermeture annoncée des deux compagnies de CRS de Lyon et de Marseille de "*décision inacceptable*", alors que "*1.300 postes ont déjà été supprimés dans les effectifs en 2009 et 2010*".

Un plan d'action a été mis en place par les syndicats depuis deux jours dans les 61 compagnies de CRS qui n'assurent plus que les missions de prévention, d'assistance à personnes en danger et de flagrant délit. (AP 30.01)

Profitons-en pour faire la révolution : Sarkozy dégage !

## Economie.

### Etats-Unis.

Le président républicain de la chambre des représentants, John Boehner, a déclaré dimanche que les Etats-Unis devaient continuer d'honorer leurs obligations en matière de financement de la dette publique sous peine de déclencher un cataclysme financier mondial.

Le secrétaire américain au Trésor Timothy Geithner a prévenu que faute d'une décision du Congrès, seul capable de relever la limite de l'endettement américain (14.300 milliards de dollars), il ne pourrait plus emprunter à partir d'une date comprise entre le 31 mars et le 16 mai.

A partir de cette date, le pays pourrait faire défaut sur certains prêts. (Reuters 30.01)

[Haut de page ↗](#)